

Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

CINQUANTIÈME ANNÉE – Nº 14931 – 7 F

JEUDI 28 JANVIER 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Le deuxième président Havel

DEVAIT-il être candidat ou non ? M. Vaclav Havel a longuement hésité, et certains de ses amis continuent de se poser la question. Les circonstances de son élection, mardi 26 janvier, à la tête de la toute jeune République tchèque, diffèrent bien tristement de celles qui avaient présidé, trois ans plus tôt, à son accession émouvante et triomphale au Château de Prague, point d'orgue de la « révolution de velours » dont il avait été le maître d'œuvre.

Vaclav Havel, ex-dissident et prisonnier politique, avait alors réussi l'exploit de se faire élire par une Assemblée de députés communistes, qui, perdus dans leur déroute, avaient voté sans broncher pour cet homme providentiel et adulé des foules. M. Havel devenait président d'un pays, la Tchécoslovaquie, dont le passé démocratique et industriel faisait espérer une guérison du communisme plus rapide et moins douloureuse que chez ses voisins.

MARDI matin, à quelques heures de son élection à la tête d'un pays désormais amputé d'un tiers, Vaclav Havel ignorait encore s'il parviendrait à réunir assez de voix en sa faveur – il fut d'ailleurs élu d'extrême justesse. Le soutien de la coalition gouvernementale lui avait été concédé du bout des lèvres : le premier ministre, M. Vaclav Klaus, et ses amis les plus proches ne cachent guère, en privé, le peu de cas qu'ils font des idées de M. Havel et de son passé de dissident.

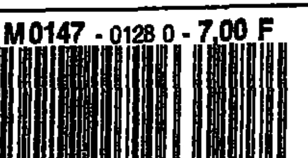
Si M. Klaus, qui est un homme pragmatique, a finalement tenu à faire revenir Vaclav Havel au Château, c'est parce que celui-ci reste aux yeux des Tchèques, malgré la baisse de sa popularité dans les sondages, une figure historique qui assure la continuité de la tradition tchécoslovaque, et parce qu'il jouit d'une bonne image à l'étranger. Mais le nouveau président tchèque a dû abandonner l'essentiel de ses revendications sur les fonctions présidentielles au moment de l'élaboration de la nouvelle Constitution : M. Klaus, qui a remporté les élections législatives de juin dernier, n'est pas homme à partager le pouvoir, et l'homme fort de la République tchèque, c'est lui.

LE spectacle lamentable engendré, mardi, par les provocations des députés d'extrême droite à la tribune et dans les couloirs du Parlement tchèque traduit un autre phénomène inquiétant : l'éclatement de la base sociale de ce nouvel Etat. Comme ailleurs, le consensus de l'immédiat après-communisme s'est rapidement effondré et les difficultés de la transition se sont révélées plus grandes que prévu ; les Tchèques ont, en plus, subi le choc de la division de leur pays, et de cette société désemparée émergent des tendances auxquelles un Vaclav Havel ne peut que s'opposer : extrémisme, esprit de revanche, xénophobie...

M. Havel aurait pu s'en retourner tranquillement à son théâtre, partager son temps entre ses amis de toujours en Bohême et les intellectuels d'Europe, auprès desquels son prestige n'est pas terni, et, qui sait, attendre le moment propice pour revenir plus glorieusement à la tête de son pays. Par amour des honneurs, certainement, peut-être aussi par sens du devoir, il a pris le risque de continuer. Si sa force morale est intacte, nul doute que ses compatriotes en auront grand besoin.

Lire page 4 l'article de notre correspondant à Prague MARTIN PLICHTA

M 0147 - 0128 0 - 7,00 F



Tandis que les négociations de Genève piétinent

De violents combats opposent Croates et Musulmans en Bosnie

De violents combats se poursuivaient, mercredi 27 janvier, entre forces croates et « extrémistes musulmans » dans le centre de la Bosnie, qui ont fait au moins, selon Radio-Zagreb, trente-cinq morts, civils et militaires, dans les rangs croates. A Genève, MM. Cyrus Vance et David Owen se sont donné jusqu'à la fin de la semaine pour tenter de sortir les négociations de l'impasse. Aucun progrès notoire n'avait été enregistré, mardi, dans les pourparlers sur les frontières des dix provinces autonomes de la future Bosnie-Herzégovine. Le président yougoslave, M. Dobrica Cosic, est arrivé, mercredi, à Athènes, pour tenter d'obtenir un soutien diplomatique de la part des dirigeants grecs, dont la préoccupation majeure demeure d'empêcher la reconnaissance de la Macédoine voisine, sous ce nom.

Les hantises de Salonique

SALONIQUE

de notre envoyé spécial

« Si Skopje [capitale de l'ex-République yougoslave de Macédoine] *est reconnue internationalement sous le nom de Macédoine, il y aura du grabuge ; des gens passeront à l'action. »* L'homme parle posément. C'est un médecin approchant la soixantaine, originaire d'un village situé à quelques kilomètres seulement de l'ex-Yougoslavie et qui exerce aujourd'hui à Salonique. Il se définit comme Grec d'abord et Macédonien. *« Si les gens de Skopje, Slaves, sont reconnus comme Macédoniens, alors, moi, que suis-je et qui suis-je ? »*, demande-t-il.

A ce problème d'identité, s'ajoute ici la crainte – ou plutôt la certitude – que la reconnaissance d'un Etat macédonien indépendant aux portes de la partie grecque de la Macédoine (celle-ci est, géographiquement, à cheval sur l'ex-Yougoslavie, la Grèce et la Bulgarie) ne réveille à l'échelle internationale les vieux démons balkaniques. *« Macédoine : c'est un nom qui devient dangereux dès que quelqu'un l'utilise »*, dit un universitaire de Salonique. D'où la farouche opposition des Grecs à ce que l'ex-République yougoslave voisine soit reconnue sous ce nom qui, à leurs yeux, appartient exclusivement au patrimoine hellène.

Et nos interlocuteurs de brandir du matériel de propagande *« des extrémistes de Skopje »* – le plus souvent vieux de plusieurs années et provenant pour l'essentiel, à en croire les documents exhibés, de la diaspora yougo-macédonienne, dont la branche estudiantine australienne paraît être particulièrement virulente – qui évoque notamment *« la terreur en Macédoine égéenne sous occupation grecque »*.

La hantise affichée par tous est que, une fois reconnue comme Etat souverain, la Macédoine – slave – de Skopje ne s'investisse du *« devoir sacré de libérer les frères macédoniens placés sous le joug grec »* ; autrement dit qu'elle revendique, pour la *« réunifier »*, l'ensemble de la Macédoine jusqu'à Salonique. Il suffit, clame-t-on ici à l'unisson, de voir avec quelle insistance Skopje veut s'arroger ce nom.

YVES HELLER

Lire la suite et les articles de FLORENCE HARTMANN et de JACQUES ISNARD page 4

Les étudiants en mal de lecture

Les étudiants ont-ils perdu le goût de lire ? Lisent-ils moins ou autrement ? Le livre et l'écrit sont-ils menacés jusque dans le temple de l'Université ? Autant de questions auxquelles s'efforce de répondre le sondage réalisé par SCP Communication pour *le Monde* et le ministère de l'éducation nationale et de la culture. L'image globalement positive dont jouit toujours la lecture auprès des étudiants masque cependant des disparités fortes – et parfois alarmantes – entre les diverses filières de l'enseignement supérieur.

Lire, pages 15 à 17, les résultats du sondage et les articles de MICHÈLE AULAGNON, GÉRARD COURTOIS et CHRISTINE GARIN

Le « dumping social » de Hoover



Le gouvernement français s'émeut du prochain départ de Dijon de la firme Hoover qui supprimerait 600 emplois. Il accuse de « dumping social » le fabricant américain d'aspirateurs qui privilégie l'Ecosse où les coûts salariaux sont plus bas de 37% et où les syndicats accepteraient de ne pas faire grève.

Lire page 20 l'article de JEAN-MICHEL NORMAND

Pogrom en Angola
Des dizaines de Zaïrois massacrés à Luanda. page 3

Vive tension à Lomé
Le bilan de la répression policière s'alourdit. page 3

Polémique entre M. Chirac et M. Servan-Schreiber
Le président du RPR dément avoir favorisé en 1981 la victoire de M. Mitterrand, comme l'en accuse l'ancien président du Parti radical. page 10

Les suites de l'affaire Urba
Un point de vue des avocats de M. Henri Emmanuelli. page 10

L'OPEP veut réduire la production du brut
Le prix du pétrole orienté à la hausse page 20

Mort du sculpteur Robert Jacobsen
L'artiste danois laisse une œuvre dense et dure. page 24

Le sommaire complet se trouve page 26

Le dégel de la diplomatie indienne

En visite à New-Delhi, M. Eltsine va établir de nouvelles relations avec l'ancien allié privilégié du Kremlin

par Jean-Pierre Clerc

La visite officielle à New-Delhi du président Boris Eltsine, le 27 janvier, et la signature entre la Russie et l'Inde d'un traité d'amitié dépourvu des connotations martiales du passé représentent une borne milliaire dans la nouvelle diplomatie indienne. L'une des premières tâches de M. Narasimha Rao, nommé premier ministre en juin 1991 dans le trouble qui a suivi l'assassinat de Rajiv Gandhi, avait en effet été d'improviser une réponse à la disparition brutale de l'URSS. M. Rao a agi avec lenteur et à l'encontre d'un passé déclamatoire, en se gardant de théoriser sa pratique. Il en émerge une sorte d'aggiornamento d'une diplomatie demeurée comme figée depuis Nehru.

L'évanouissement de l'URSS a représenté, en Inde, un vif traumatisme : dans l'univers de la guerre froide, le Kremlin était, en effet, le seul ami de ce pays. Or celui-ci a deux voisins, le Pakistan et la Chine, qui constituent, chacun à sa façon, une menace. C'est contre cet axe Pékin-Islamabad – dont, au moins jusqu'en 1989, Washington était tenu pour l'allié virtuel – qu'avait été signé avec Moscou en 1971, en pleine crise du Bangladesh, l'instrument capital de la diplomatie de New-Delhi : le traité de coopération et d'amitié pour vingt ans. Depuis 1986, année où M. Mikhaïl Gorbatchev avait lancé la perestroïka, l'Inde avait paru vouloir se cacher l'ampleur des changements en cours chez son allié et principal partenaire économique.

Lire la suite page 6

Ici, la Russie

En ce début d'année, le vent d'Est souffle sur les arts. Au théâtre, avec la mise en scène par Bernard Sobel à Gennevilliers de la première pièce traduite en français de Mikhaïl Volokhov, un jeune auteur de trente-huit ans qui s'est installé à Paris en 1987. Dans le domaine musical, avec un livre sur une passionnante biographie romancée consacrée à Scriabine, musicien au mysticisme flamboyant, écrite par Friedrich Gorenstein, Russe émigré en Allemagne, et un festival à Radio-France.

Au cinéma, avec le tournage à Moscou – et en français – d'un film d'Igor Minaiev interprété par Isabelle Huppert. Avec, enfin, une formidable exposition consacrée aux avant-gardes russes, au Musée des beaux-arts de Nantes. Des Kandinsky, des Malevitch... Beaucoup de toiles, capitales, n'étaient jamais sorties de Russie.

Lire le supplément « Arts-Spectacles », pages 27 à 38.

L'Agence France-Presse

Le conseil d'administration de l'Agence F
élire, mercredi 27 janvier, le nouveau PD
M. Claude Moisy dont le mandat ar

L'AFP est engagée aujourd'hui d
avec les autres grandes agences mon



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danem… G.-B., 85 p. ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA…

Cuba

Eternel crépuscule

par Mario Vargas Llosa

CEUX qui, à l'heure de la chute des régimes marxistes sous la pression populaire, s'étonnent de voir la persistance de celui de Fidel Castro, malgré la dégringolade de son économie et des conditions de vie tous les jours plus dures, ceux qui s'étonnent de voir les Cubains apparemment résignés à leur sort, à l'exception pour le moins admirable de groupes dissidents réprimés sans pitié, ceux-là oublient qu'à la différence de celui des individus, le sort des pays peut toujours empirer. Il n'existe pas de loi historique stipulant qu'un peuple se révolte à partir d'un certain niveau de despotisme, de famine et d'abus.

La rébellion est plus subordonnée à l'espoir, à l'illusion d'un possible changement historique permettant d'accéder à une vie meilleure, qu'au simple reniement de ce qui existe et à des espaces réduits de liberté pour s'organiser et agir. La raison pour laquelle Fidel Castro survit, sans grandes menaces internes d'explosion populaire, au milieu du grand naufrage mondial des totalitarismes vient du fait que, grâce à la censure, à l'éducation et à la propagande, son régime est parvenu, au long de trois décennies, à faire admettre par de larges pans de la société le sentiment fataliste selon lequel *« il n'y a pas d'alternative à la révolution »*. Il est aussi parvenu, grâce à un système omniprésent de surveillance, délation, punitions et répressions d'une grande férocité préventive, à réduire au minimum – peut-être même à éteindre – les possibilités immédiates d'une action collective de libération.

Après trois décennies et demie de socialisme à outrance, la société cubaine s'appauvrit à toute allure, conséquence d'une productivité anarchique, de l'asphyxie bureaucratique et d'une vertigineuse corruption, tandis que le contrôle policier doublé d'un encadrement politique oppressif a créé une société de zombies conformistes, dont les énergies semblent se confiner dans une tentative toujours plus difficile de survie, par tous les moyens, au milieu de la dégradation, de l'ennui et du désespoir.

Inflation bureaucratique

L'apathie du citoyen cubain moyen vient, en partie, d'une routine qui est une pure perte d'énergie, semblable à cette nouvelle fantastique de H. G. Wells dans laquelle une collectivité d'esclaves est contrainte de faire fonctionner moyennant un immense effort, des machines compliquées qui ne fabriquent rien; elle vient d'autre part de l'intuition que, dans un tel monde, toute initiative ou toute fantaisie est porteuse de risques. Cette fameuse phrase d'un prince allemand du XVII[e] siècle selon laquelle *« l'enthousiasme est la plus sérieuse menace pour l'ordre social »* semble avoir rencontré ici, chez « l'homme nouveau » créé par Fidel Castro, une époustouflante confirmation.

Le Cubain de la rue est obligé de perdre son temps activement dans des emplois que l'inflation bureaucratique vide de tout sens et réduit à un pur simulacre, ou dans des projets industriels, agraires ou sociaux qui, dans la plupart des cas, sont paralysés dans leur élan ou rendus inutiles par les impondérables économiques, les mauvais calculs, les intrigues politiques ou les caprices du chef suprême. Le manque total de critique qui règne empêche, évidemment, que ces erreurs de la production et des institutions soient instructives et que l'on puisse tirer des leçons pour le futur. De telle sorte que ces mêmes erreurs peuvent être refaites plusieurs fois, érodant chaque jour davantage le cœur du système. Mais pas sa façade : celle-ci, grâce au mensonge institutionnalisé par la propagande (monologue du pouvoir dans les médias, livres, discours, manuels), dont chacun se moque en privé mais dont tous sont complices, continue à célébrer de nouvelles victoires économiques du régime. Rendant responsables de ses « revers momentanés » le *« blocus criminel auquel est soumise la petite île de Cuba par l'empire le plus puissant de la planète »*.

Qu'en est-il? Il s'agit ici de l'un des mythes les plus résistants à l'évidence historique contemporaine, mais il n'est pas possible de l'arracher des esprits de tous ces naïfs, car il appartient à un certain romantisme politique obstiné, et en particulier chez les intellectuels, d'avoir besoin de stéréotypes de ce genre pour survivre. Dans leur livre *Fin de siècle à La Havane*, les journalistes français Jean-François Fogel et Bertrand Rosenthal font un relevé scrupuleux de toute l'aide économique reçue par Cuba en provenance de l'Union soviétique et d'autres pays communistes et occidentaux, en recoupant diverses sources; ils en arrivent à une dette extérieure de 30 milliards de dollars, ce qui ferait de Cuba *« le pays le plus endetté de la planète par habitant »*. Les calculs des journalistes français sur les aides perçues par Cuba d'URSS sont inférieurs à ceux de Jorge Dominguez – le professeur de Harvard qui a analysé avec le plus de rigueur l'évolution de l'économie cubaine – mais, quoi qu'il en soit, ils admettent que ces sommes tournent autour de 5 milliards de dollars annuels. Des aides fabuleuses, perçues par Cuba pendant trente ans, sous forme de cadeau, pour construire son économie et moderniser la société.

Gaspillage des ressources

Comment expliquer que, malgré ce gigantesque transfert de crédits et de ressources dont aucun pays du tiers-monde n'a jamais bénéficié, malgré l'émigration d'un million de Cubains au moins à travers le monde, comment expliquer donc que Cuba soit, aujourd'hui, un pays plus pauvre et plus retardé économiquement que du temps de la dictature de Batista, époque durant laquelle, malgré les gangsters, les crimes politiques et les grandes inégalités, le pays arrivait au quatrième rang de l'économie du continent?

La raison de l'éclatant échec économique de Cuba ne doit rien à l'impérialisme nord-américain, mais tout au socialisme cubain : un incommensurable gaspillage des ressources dans des projets sans la moindre base scientifique, inspirés par les délires ou la mégalomanie du chef; une planification politique du développement qui a introduit l'inefficacité et la bureaucratisation dans l'industrie et l'agriculture, annulant ainsi toute forme de concurrence et d'initiative; l'énorme développement de l'armement; enfin la bêtise de maintenir le modèle étatique, le collectivisme et *« le développement autarcique »* alors que les pays socialistes eux-mêmes prenaient conscience, après de terribles échecs, de leur manque d'efficacité, et tentaient des réformes, des virages dans le sens du marché, de l'internationalisation et de la production privée des richesses.

Tout embargo économique, à l'initiative d'un seul pays, fût-il aussi puissant que les Etats-Unis, est aujourd'hui, une pure plaisanterie. Si Cuba était capable de le faire, il pourrait acheter tous les produits manufacturés ou les matières premières industrielles dont il manque, car la France, l'Espagne, le Canada, l'Allemagne, l'Italie, le Japon, la Corée du Sud, et des douzaines d'autres pays, seraient désireux de les lui vendre, et beaucoup d'entre eux à des prix plus compétitifs que ceux de l'industrie nord-américaine. Comme il n'y a aucune sorte de blocus – aucun bateau n'est interdit d'entrée à Cuba – ce commerce existe, malgré le fameux embargo. Mais les échanges que Cuba maintient avec les pays développés sont minimes, et ils le seront chaque jour davantage, parce que la pénurie économique fait que l'île manque de devises pour acheter comptant, et de crédibilité pour obtenir des prêts. Dans la situation actuelle seuls les cadeaux peuvent lui parvenir.

Farce récurrente

Quelle est donc la raison d'être de cette farce récurrente, l'embargo économique, dont se gargarisent également le régime castriste et les Etats-Unis? La politique. La farce sert les deux gouvernements pour des motifs de politique intérieure : elle permet à Washington de garder les apparences d'une lutte sans trêve contre l'un des derniers vestiges staliniens, et au gouvernement de La Havane de brandir une excuse idéologiquement acceptable pour sa calamiteuse incapacité. La vérité profonde est qu'en dépit des apparences, la dernière chose que souhaitent aujourd'hui les Etats-Unis, c'est la chute du régime cubain, car elle entraînerait aussitôt la venue de centaines de milliers de nouveaux émigrants; elle leur mettrait sur les bras l'onéreuse responsabilité de reconstruire, au nom de la liberté, une économie si dégradée par trente ans de castrisme qu'elle fait paraître presque bénin le sort pourtant bien sombre de pays comme l'Allemagne de l'Est ou comme la Russie elle-même.

Traduit de l'espagnol par Michèle Pardina

Bibliographie

Les secrets de Fidel Castro

FIN DE SIÈCLE A LA HAVANE
Les secrets du pouvoir cubain
de Jean-François Fogel et Bertrand Rosenthal, Editions du Seuil, « L'histoire immédiate », Paris, 1993, 149 p.

CASTRO'S FINAL HOUR
The Secret Story Behind the Coming Downfall of Communist Cuba
d'Andres Oppenheimer, Simon and Schuster, New-York, 1992, 461 pages, 25 dollars.

IL était une fois une île des Caraïbes qui, sous la direction d'un personnage hors du commun, se mit à vouloir régenter le monde : elle réussit à conduire les deux grandes puissances du moment au bord d'une guerre nucléaire, elle entreprit d'étendre la révolution à toute l'Amérique latine en fomentant des mouvements de guérilla sur le continent et elle organisa des expéditions militaires jusqu'en Afrique.

Trente-quatre ans plus tard, Cuba n'est plus qu'une île insignifiante dans la tourmente planétaire – la Yougoslavie et la Somalie retiennent davantage l'attention, – et les dix millions de Cubains attendent, impuissants et angoissés, la fin du régime de Fidel Castro qui les a conduits au chaos économique et pourrait se terminer dans le sang.

Pendant que le pays se défait et que l'agonie s'éternise, les langues se délient. Les familles des victimes de la répression surmontent leurs vieilles peurs et racontent ce qu'elles savent sur les turpitudes des dirigeants, les trafics en tous genres et le formidable mensonge qu'était devenue, depuis longtemps, la « Révolution ». C'est l'heure des bilans, et la matière ne manque pas pour les éditeurs, qui avaient quelque peu négligé Cuba après lui avoir consacré dans les années 60 des ouvrages plutôt flatteurs.

La mode, aujourd'hui, est au règlement de comptes impitoyable, et les deux journalistes français Jean-François Fogel et Bertrand Rosenthal qui publient un gros ouvrage intitulé *Fin de siècle à La Havane* n'y échappent pas, malgré leur admiration manifeste pour le *« héros »* qui *« chute mais sans plier »*. Les auteurs décrivent avec fascination *« le naufrage lent, majestueux »* de Cuba. *« Peu importe,* écrivent-ils, *si le dénouement intervient dans un orage wagnérien; un système politique se défait dans une suite de drames minuscules. »*

Peu importe, vraiment? Qu'en pensent les Cubains, victimes de l'orgueil fou d'un homme qui les condamne à une survie misérable, refusant de reconnaître qu'il s'est trompé et qu'il est encore temps de rectifier? *« Aussi grand qu'il se fasse, son ego toujours le dépasse »*, reconnaissent les auteurs, qui n'hésitent pas à comparer Fidel Castro à Prométhée, Faust, Hamlet et, bien sûr, *« Don Quichotte faisant sourire une génération de jeunes Cubains lassée des contes d'un chevalier de la guérilla »*.

En fait, les Cubains ne sourient plus depuis longtemps à propos des « lubies » du commandant en chef et ne sont guère sensibles à l'« esthétique » de la chute finale, cette *« effervescence jubilatoire et désespérée »* annoncée par l'éditeur. Abandonnant le lyrisme que leur inspire *« le dernier caudillo du XIX[e] siècle »*, les auteurs consacrent de nombreuses pages au *« drame d'un peuple éduqué, doué pour la gaieté, et qui sombre dans la survie, forcément dégradante, forcément mesquine »*.

« Ubu multiplié par Kafka »

Qui sont les responsables de cette tragédie qui a ramené Cuba à un niveau de vie inférieur à celui des années précédant la Révolution? *« Fidel est un chef d'exécutif incomparable pour créer le désordre »*, concèdent les auteurs. Convaincu de son infaillibilité, il se mêle de tout, lance des *« plans grandioses »* sans consulter les véritables experts et passe à autre chose lorsque l'échec est patent. *« En agriculture, (...) cette attitude a des résultats catastrophiques. »*

Malgré les engagements proclamés avant la prise du pouvoir, la monoculture de la canne à sucre – richesse et malédiction tout à la fois – n'est pas remise en question, au contraire. La dépendance à l'égard des Etats-Unis est remplacée par une dépendance beaucoup plus prononcée – 85 % des échanges commerciaux – à l'égard du bloc soviétique, qui achète et fournit tout à des prix subventionnés, y compris la farine pour le pain quotidien. L'effondrement du monde socialiste a donc des conséquences désastreuses pour l'île : pénuries alimentaires de plus en plus graves, paralysie de l'industrie faute de pétrole, etc. Fidel tient *« sa révolution à feu doux, puis tous feux éteints »*, disent joliment les auteurs, qui ont quelques belles formules : *« C'est Ubu multiplié par Kafka »*, à propos de *« l'absurde cubain »*; *« c'est comme le travail volontaire*, dit une jeune Cubaine; *il est plus simple et plus sûr d'avoir envie d'être volontaire. »*

« Rendons à Fidel ce qui lui appartient : il a compris avant tout le monde que le vent, cette fois, risque de tout emporter », rappellent les auteurs, citant un discours de juillet 1989 dans lequel il évoquait la possibilité d'une désintégration de l'URSS. Mais à quoi bon prévoir si on ne fait rien pour limiter les conséquences?

Nouvelle dépendance

L'insistance des auteurs à dédouaner Fidel Castro, à le présenter comme une victime des circonstances et des sursauts de l'Histoire (l'embargo commercial des Etats-Unis à partir de 1962, l'effondrement de l'allié soviétique, etc.) ne convainc guère. Plus surprenante encore est l'affirmation, tout à fait gratuite et même absurde, qui tient lieu de conclusion : *« Cuba connaît, en 1992, sa première année d'indépendance »*... Sous prétexte que La Havane ne peut plus compter sur personne!

Les auteurs donnent pourtant eux-mêmes de nombreux exemples de la nouvelle dépendance de Cuba, plus abjecte encore que les précédentes et plus préoccupante pour l'avenir car les vautours se précipitent déjà pour se disputer les dépouilles. Dans les négociations avec les investisseurs étrangers, écrivent-ils, *« le commandant en chef (...) cède sur tout »* et accorde des *« largesses inouïes »* en échange de *« minces avantages pour Cuba »*. Ils citent un investisseur mexicain qui dit les choses plus crûment : *« Cuba, c'est le socialisme où le capitaliste fait ce qu'il veut. »* Commentaire personnel des auteurs : cela *« tourne à la reddition sans concessions* (sic) *devant le capital étranger »*.

Le manque de rigueur dans l'analyse se double d'un relâchement dans l'écriture. L'orthographe des noms propres est trop souvent violentée, y compris pour des personnalités très connues comme le vice-président des Etats-Unis ou la présidente du Nicaragua. Et cet étonnant lapsus (page 239) sur le sens du sigle le plus connu de la révolution : les CDR deviennent les Comités de défense de la... République!

Parmi les erreurs les plus regrettables, signalons l'affirmation selon laquelle *« en 1992, pour la première fois dans le siècle, Cuba tire moins de la moitié de ses ressources commerciales externes de la vente du sucre »* (en fait, malgré la baisse de la récolte sucrière, le pourcentage se maintient autour de 80 %). *« C'est un tournant historique... »*, ajoutent, péremptoires, les auteurs, qui commettent, à de nombreuses reprises, l'imprudence de s'en tenir aux chiffres cités dans les discours de Fidel Castro. Pas une seule fois, ils ne mettent en question les statistiques officielles – les seules disponibles – sur la production agricole, le tourisme ou la mortalité infantile, que Fidel Castro invente ou modifie en fonction des besoins de sa démonstration du moment.

Pour rendre le livre attrayant, il fallait bien sûr évoquer « l'affaire Ochoa » et le rôle de Cuba dans le trafic de stupéfiants vers les Etats-Unis. *« Les secrets du pouvoir cubain »*, annoncés dans le titre, étaient en fait déjà connus pour avoir été largement dévoilés dans la presse américaine, dans les colonnes du *Monde* et dans un ouvrage publié six mois plus tôt sous la signature d'un journaliste américain d'origine argentine, Andres Oppenheimer. Ce dernier, qui couvre l'Amérique latine pour le quotidien *Miami Herald*, a su se défaire de son préjugé favorable à l'égard de Fidel Castro.

Laxisme et erreurs

Nul ne doute aujourd'hui que *« Fidel savait tout »* : les deux ouvrages citent de nombreux témoignages sur les relations étroites entre les autorités cubaines et les cartels de la drogue. Andres Oppenheimer souligne la *« perfidie de Castro »* qui promet la clémence au colonel Antonio de la Guardia – le « James Bond cubain » – s'il accepte de prendre toute la responsabilité du trafic de drogue *« pour sauver la révolution »*. Le général Arnaldo Ochoa, le colonel de la Guardia et leurs deux assistants seront finalement fusillés le 13 juillet 1989.

Castro's Final Hour, disponible en anglais et dans une traduction espagnole, sait trouver l'équilibre entre les anecdotes de la vie quotidienne et l'analyse sérieuse. On n'y trouve pas les erreurs commises dans l'ouvrage français, et les sources sont données avec exactitude quand c'est possible. A ce sujet, on note un certain laxisme dans *Fin de siècle à La Havane*. On ne tiendra certes pas rigueur aux auteurs de reprendre mot à mot – sans le dire et sans guillemets – des paragraphes entiers d'articles publiés dans *le Monde*.

En revanche, il est tout à fait regrettable qu'ils attribuent au *Monde* des informations qu'il n'a pas publiées, du moins sous la forme qu'ils les présentent. Quand ils veulent démentir les informations du *Monde* à propos d'une *« réunion secrète »* tenue à Managua, le 28 novembre 1989, à la demande des Soviétiques, ils citent l'article de façon erronée. Plusieurs généraux soviétiques et cubains – et non des *« diplomates »* – avaient participé à cette réunion orageuse, qui, quoi qu'en disent les auteurs, s'est déroulée quelques jours avant le sommet américano-soviétique de Malte. Soucieux de respecter les engagements pris, quelques semaines plus tôt, à l'égard de Washington, Moscou avait mis en garde ses alliés cubains et nicaraguayens contre l'envoi d'armes soviétiques à la guérilla salvadorienne.

La plus grave entorse à la vérité commise par les auteurs porte cependant sur les circonstances entourant la publication dans *le Monde*, le 31 juillet 1992, de la lettre du général Patricio de la Guardia, condamné à trente ans de prison (son frère jumeau, Antonio, a été fusillé). Pour ne pas mettre en danger le prisonnier, *le Monde* avait attendu plusieurs mois son autorisation avant de publier cette lettre. L'autorisation avait finalement été transmise par l'intermédiaire de son fils, Hector de la Guardia, que les deux journalistes français accusent d'avoir été acheté par la Fondation cubano-américaine (la plus conservatrice des organisations anticastristes de l'exil) pour utiliser *le Monde* dans cette affaire.

Après la publication de la lettre, écrivent-ils, *« Hector de la Guardia (...) change de train de vie, exhibant désormais une carte de crédit, un complet-cravate et un nouveau véhicule. Son salaire... »* Pourtant, aux dernières nouvelles, le jeune Hector vit dans un minuscule appartement d'une seule pièce à Miami, se déplace à bord d'une voiture de 1967 et a rendu le complet-cravate à l'ami qui le lui avait prêté pour la conférence de presse organisée autour de l'affaire. Quant à son salaire, il varie selon les petits travaux pour lesquels il est embauché dans le bâtiment...

BERTRAND DE LA GRANGE

Le Monde

Edité par la SARL *Le Monde*

Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication
Bruno Frappat, directeur de la rédaction
Jacques Guiu, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Yves Agnès, Jacques Amalric, Thomas Ferenczi, Philippe Herreman, Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :
PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

TOGO : après la violente répression policière

La tension reste vive à Lomé

Des rafales d'armes automatiques ont été entendues près du centre de Lomé, mercredi 27 janvier, au surlendemain de la violente répression d'une manifestation qui a fait entre vingt-deux et cinquante morts, selon différentes sources. Des troubles ont également été signalés dans la zone de Tokoin, où se trouve un camp militaire. Les membres de la communauté française – 3 500 personnes dont de nombreux Franco-Togolais – ont reçu consigne de limiter leurs déplacements en ville au « strict nécessaire ».

LOMÉ

de notre envoyé spécial

Dans les quartiers populaires de Lomé, et notamment à Bè, où les forces de l'ordre hésitaient à s'aventurer, les habitants étaient, mardi, sur le qui-vive. Toutes les ruelles sablonneuses étaient bloquées par des barricades faites de troncs d'arbres et de carcasses de voitures. Des jeunes gens, le front ceint d'un bandeau rouge – le signe du MO5 (Mouvement du 5 octobre) – mais aussi des personnes âgées, armés de bâtons et de machettes, dévisageaient tout étranger. *« Nous avons intercepté un agent d'Eyadéma avec un pistolet. Il a reçu une bonne correction »*, affirmait fièrement un jeune militant.

Au moment où M. Marcel Debarge, ministre de la coopération, et son homologue allemand, quittaient Lomé, des colonnes de fumée noire s'élevaient dans le ciel chargé de poussière, en raison de l'harmattan, le vent du désert. Pour se protéger des assauts des forces de l'ordre, les jeunes manifestants avaient incendié des dizaines de barricades. Sur le boulevard menant à l'aéroport, une dizaine d'arbres avaient été abattus, obligeant le cortège ministériel à faire un long détour.

Le bilan de la tuerie de la veille est particulièrement lourd : vingt-deux morts, selon des sources hospitalières, cinquante, selon le Collectif de l'opposition démocratique, organisateur du rassemblement pacifique auquel la population avait été invitée à participer avec des mouchoirs blancs et des bougies et qui s'est terminé par la sanglante fusillade. *« Pourquoi ? Pourquoi ? »*, répétait une vieille dame aux cheveux blancs. *« Nous n'avons pas de police au Togo, ce sont des fauves*, constatait amèrement son mari. *Dans ces conditions, je ne crois pas qu'on puisse organiser des élections ; Eyadéma doit prendre ses responsabilités et partir. »*

Selon un officier de police qui a tenu à garder l'anonymat, tout a débuté par un accident. Un agent des forces de l'ordre a tiré sur l'un de ses collègues – le chauffeur du véhicule de police dans lequel il se trouvait –, à la suite d'une erreur de manipulation. Le véhicule s'est alors immobilisé face aux manifestants et le carnage a commencé. Plusieurs rafales de fusils-mitrailleurs ont été tirées dans la foule paniquée.

Comme d'habitude, le chef de l'Etat, le général Eyadéma, a *« sévèrement condamné les actes de violence »* et lancé un appel *« à tous les Togolais pour qu'ils se ressaisissent »*. Cette énième condamnation n'a pas calmé les esprits, loin de là. *« L'opération était préméditée quelque part »*, affirme M. Edem Kodjo, le président de l'Union togolaise pour la démocratie. Le Collectif de l'opposition démocratique dénonce, dans un communiqué *« ce nouveau carnage prémédité et minutieusement préparé »*.

L'opposition togolaise a décidé de jouer la carte de la réprobation suscitée à l'étranger, pour presser la communauté internationale d'intervenir. Les jeunes radicaux du MO5 invitent les pays occidentaux à *« user du droit d'ingérence humanitaire pour éviter à notre pays la répétition des exemples somalien et libérien »*. *« Il faut que la communauté internationale nous envoie une force d'interposition, après on pourra discuter*, renchérit le président du Collectif de l'opposition démocratique, M. Léopold Gnininvi, *ce n'est pas un problème politique, c'est un problème paramilitaire. »*

Dans ce contexte, la reprise du dialogue entre les partisans de la « sensibilité présidentielle » et ceux de l'opposition est plus que compromise, du moins dans l'immédiat. Les radicaux du MO5, fer de lance de la contestation, ont envoyé mardi un avertissement clair. *« Nous n'allons pas accepter qu'un leader de l'opposition aille négocier avec Eyadéma, nous les avons mis en garde »*, a déclaré un responsable de ce mouvement. Un avertissement adressé aux modérés de l'opposition qui, comme M[e] Agboyibor, du Comité d'action pour le renouveau, estiment que *« la voie du dialogue n'est pas définitivement compromise »*.

JEAN-KARIM FALL

La France et l'Allemagne ont réclamé une enquête internationale

Le ministre français de la coopération, M. Marcel Debarge, et le secrétaire d'Etat allemand aux affaires étrangères, M. Helmut Schafer, ont réclamé, au moment où ils quittaient le Togo, mardi 26 janvier, une enquête internationale sur les événements de la veille. La délégation franco-allemande a également demandé au président Gnassingbé Eyadéma de *« donner l'ordre publiquement aux forces armées de rester dans les casernes »*.

« La France déplore les graves incidents au cours desquels il y a eu plusieurs dizaines de morts et de blessés. Elle exige qu'une enquête soit menée à bien pour déterminer les responsabilités », a déclaré le porte-parole du ministère français des affaires étrangères. *« Ces événements témoignent de la nécessité d'organiser rapidement des élections libres »*, a-t-il ajouté. Le secrétaire international du Parti socialiste, M. Gérard Fuchs, a pour sa part réclamé une intervention de la communauté internationale au Togo.

La CEE a confirmé la suspension de toute coopération ; les projets à caractère humanitaire seront néanmoins poursuivis. Interrogé sur une éventuelle suspension de la coopération française (seule la coopération militaire étant suspendue), M. Debarge a estimé que la question *« peut se poser »*. Le ministre a néanmoins rappelé qu'il y a au Togo *« des intérêts français »* et qu' *« il faut penser aux ressortissants français »*.

ANGOLA : après un mois de combats

Une délégation gouvernementale se rend à Addis-Abeba pour négocier avec l'UNITA

Des négociations devaient s'ouvrir, mercredi 27 janvier, à Addis-Abeba, entre le gouvernement angolais et l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) de M. Jonas Savimbi. Les représentants du gouvernement ont quitté Luanda mercredi matin à destination de la capitale éthiopienne. Selon l'agence ANGOP, cette délégation est dirigée par le général Higino Carneiro, pour la partie militaire, et par l'ancien secrétaire d'Etat pour le café, M. Faustino Muteka, pour la partie politique. Un avion de l'ONU avait quitté Luanda la veille pour Huambo, afin de transporter les représentants de l'UNITA. Les négociations devraient durer deux ou trois jours.

Chasse aux Zaïrois à Luanda

LUANDA

de notre envoyé spécial

Trois jours et trois nuits durant, du 22 au 24 janvier, la capitale angolaise a été le théâtre d'un authentique pogrom dirigé contre les Zaïrois de Luanda et contre les Angolais originaires des provinces limitrophes du Zaïre. Alors que commençaient les festivités célébrant la fondation de Luanda par les Portugais à la fin du XVI[e] siècle, des civils armés de machettes ou de fusils d'assaut AK 47 (Kalachnikov) mettaient à sac des centaines de maisons, tuaient ou battaient comme plâtre leurs occupants, violaient leurs épouses. Cette répugnante chasse à l'homme s'est faite sous l'œil complaisant des policiers, voire parfois avec leur participation. Les morts se comptent par dizaines, les blessés sont innombrables.

Toute la ville était au courant, plusieurs ambassades occidentales conseillant même à leurs ressortissants d'éviter les quartiers où avait lieu la tuerie. Lundi, une fois le calme revenu, les témoignages rapportés par les rescapés, jusqu'alors demeurés terrés, ont afflué. Leurs récits sont tous identiques : les premières violences ont éclaté vendredi matin, quasi simultanément, dans les quartiers de Palanca, Rocha-Pinto, Samba, Petrangol, Hoje-Henda, Mabord, Kikolo et Viana, où est concentrée l'importante communauté zaïroise de la capitale. Elles se sont rapidement étendues sur les marchés où les Zaïrois tiennent commerce. Avec, partout, les mêmes témoignages de pillages, d'assassinats et de viols.

Depuis le début de la semaine, la presse et la radio dénonçaient quotidiennement l'intervention supposée de troupes zaïroises aux côtés de la rébellion de M. Savimbi. Le ministre de l'intérieur mettait pour sa part en garde contre l'infiltration de commandos chargés de *« promouvoir des actes de sabotage et des assassinats »*. Une insistance qui a été perçue par les émeutiers comme un feu vert officiel. De fait, la police n'a quasiment pas bougé, alors que des groupes armés pénétraient dans les maisons des *« Zaïrense »* pour les vider de tout leur contenu. Les premières victimes sont tombées en s'opposant aux agresseurs ; les suivantes en tentant de s'échapper. Une Belge et un Portugais ont été assassinés dans des circonstances identiques, sans qu'on puisse établir une relation certaine avec le climat de violence anti-zaïroise.

Le lendemain, un semblant de service d'ordre était mis en place, sans, pour autant, que les exactions prennent fin. Les diplomates de Kinshasa, qui tentaient d'intercéder auprès de la direction de la police et du ministère des affaires étrangères, ont été éconduits. L'entrée de la morgue de l'hôpital de Boavista leur a été refusée. C'est grâce à la complicité du personnel hospitalier et aux témoignages de quelques familles qu'ils ont pu finalement dénombrer soixante-deux cadavres. Il s'agit du seul chiffre un tant soit peu vérifié, mais tout laisse craindre un bilan plus lourd.

Le « marché aux voleurs »

Evoquant le Front national en France et les agressions xénophobes en Allemagne, un haut fonctionnaire nous a déclaré que l'Angola n'avait pas le monopole de ces *« regrettables incidents racistes »*. Et d'ajouter : *« Mais que pèsent-ils face à nos difficultés d'aujourd'hui et à la guerre qui nous est faite par Savimbi ? »* Mardi, une partie des biens dérobés lors des pillages étaient déjà en vente sur le « marché aux voleurs » de Roque-Sainteiro. Le même jour, la presse continuait de dénoncer l'intervention des troupes zaïroises, pour excuser les derniers revers militaires, et le gouvernement n'avait toujours pas exprimé de réaction.

GEORGES MARION

ALGÉRIE

Le FLN s'oppose à une prolongation du mandat du Haut Comité d'Etat

ALGER

de notre correspondant

Les difficultés économiques *« ne peuvent servir de prétexte pour perpétuer des institutions, instances et méthodes conjoncturelles, ni des circonstances exceptionnelles »*, a déclaré, mardi 26 janvier, dans un communiqué, le bureau politique du FLN. L'ex-parti unique oppose ainsi une fin de non-recevoir au discours-programme que M. Ali Kafi, président du Haut Comité d'Etat (HCE), avait prononcé, le 14 janvier, à l'occasion du premier anniversaire de l'installation de la présidence collégiale.

Le FLN demande au HCE de se retirer, comme prévu au mois de décembre 1993, c'est-à-dire au terme normal du mandat de l'ancien président Chadli. Il précise que l'année en cours doit être mise à profit *« pour préparer et organiser le retour à la situation normale à travers un dialogue national »* entre les partis et les autorités. Tranchant, dans un débat qui opposait différentes tendances du pouvoir, en faveur de M. Belaïd Abdesslam, premier ministre, M. Kafi lui avait accordé, comme il le réclamait, *« un délai minimum raisonnable »* pour sortir le pays de la crise économique, écartant, de ce fait, toute élection présidentielle ou législative, en 1993.

Pour le FLN, l'idée, lancée par le président du HCE, de soumettre à référendum une révision constitutionnelle ne *« constitue pas une priorité »*. Il demande, en revanche, un référendum sur *« l'organisation de la période de transition »*, qui porterait notamment sur un accord entre partis, garanti par l'armée, et la mise en place d'une *« structure de suivi »* pour superviser l'application de ce *modus vivendi*. – *(Intérim.)*

EN BREF

□ **MALAWI : arrestation d'un dirigeant de l'opposition.** – La police du Malawi a arrêté, dimanche 24 janvier, l'un des dirigeants de l'Alliance pour la démocratie (AFORD-opposition), le révérend Peter Kaleso, qui avait été le principal orateur d'un meeting qui s'était tenu le jour même. Le gouvernement avait pourtant affirmé son intention de respecter la liberté d'expression de l'opposition lors de réunions politiques. Ce meeting avait eu lieu dans le cadre de la campagne référendaire qui devrait permettre aux électeurs, le 15 mars prochain, de se prononcer sur l'abandon ou le maintien du régime de parti unique en place depuis plus d'un quart de siècle. – *(AFP.)*

□ **MAROC : Hassan II a reçu un envoyé du Vatican.** – Président du comité islamique El Quds (Jérusalem en arabe), Hassan II a reçu, mardi 26 janvier, à Fès, le secrétaire pour les relations du Saint-Siège avec les Etats, Mgr Jean-Louis Tauran. Le porte-parole du Vatican a indiqué que *« cette visite entre dans le cadre des initiatives prises récemment par le Saint-Siège au sujet de la situation au Proche-Orient, en particulier de la Terre sainte et du processus de paix dans la région »*. – *(AFP.)*

□ **NIGER : quatre-vingt-un Touaregs ont été libérés.** – Le gouvernement a annoncé, mardi 26 janvier, la libération de quatre-vingt-un Touaregs détenus par l'armée depuis le 27 août à Agadès, à 900 kilomètres au nord de Niamey, leur complicité avec la rébellion n'ayant pas été établie. Selon les autorités, au total, cent quarante Touaregs ont été libérés et il reste onze prisonniers à Agadès.

□ **RWANDA : une cinquantaine de morts lors d'affrontements dans le Nord-Ouest.** – Selon un bilan officiel provisoire, publié mardi 26 janvier, à Kigali, au moins cinquante-trois personnes, pour la plupart membres de l'ethnie tutsi, ont été tuées en une semaine, dans le département de Gisenyi, région natale du président Juvénal Habyarimana, dans le nord-ouest du Rwanda. Le premier ministre, M. Dismas Nsengiyaremye, a mis en cause les jeunes militants hutus (ethnie majoritaire) du Mouvement républicain national pour la démocratie et le développement (MRNDD), l'ex-parti unique, dirigé par le chef de l'Etat. – *(AFP.)*

□ **SAO-TOME-ET-PRINCIPE : retour d'exil de l'ancien président Manuel Pinto da Costa.** – Après avoir passé près de deux années d'exil en Angola, l'ancien président Manuel Pinto da Costa a regagné son pays, mardi 26 janvier. *« Je ne suis pas revenu pour faire de la politique ; quinze ans, ça suffit »*, a-t-il dit. M. Pinto da Costa avait mené son pays à l'indépendance, en 1975, et l'avait dirigé, à la tête d'un parti unique marxiste, pendant près de quinze ans. Il avait perdu les premières élections pluralistes, remportées par l'actuel chef de l'Etat, M. Miguel Trovoada. – *(Reuter.)*

□ **SÉNÉGAL : l'explosion d'une mine en Casamance a fait sept morts.** – L'explosion d'une mine en Casamance a fait sept morts, et non pas six comme il était annoncé dans un premier bilan (*le Monde* du 27 janvier). Les victimes sont des jeunes gens âgés de 18 à 23 ans, membres de la Croix-Rouge sénégalaise. – *(AFP.)*

A TRAVERS LE MONDE

GÉORGIE

La ville abkhaze de Tkvartcheli refuse l'aide humanitaire envoyée par la Russie

En Abkhazie indépendantiste, l'administration et la population de la ville de Tkvartcheli, encerclée depuis des semaines par les forces géorgiennes, ont refusé, mardi 26 janvier, l'aide humanitaire convoyée par hélicoptère à partir de la Russie avec l'accord de la Géorgie. Trois hélicoptères russes qui avaient atterri, mardi, à Tkvartcheli, sont donc repartis sans avoir été déchargés. La ville exige la libération du vice-premier ministre abkhaze, M. Zourab Labakhoua, a annoncé l'état-major des forces géorgiennes à Soukhoumi, la capitale abkhaze. Cette information a été confirmée par l'agence ITAR-TASS. M. Labakhoua, ainsi que trois journalistes et l'équipage d'un hélicoptère russe, ont été arrêtés par les autorités géorgiennes le 18 janvier. Ils sont accusés d'avoir transporté des armes vers l'Abkhazie. Les représentants abkhazes ont récemment affirmé que trente personnes étaient mortes de faim à Tkvartcheli (*le Monde* daté 24-25 janvier). – *(AFP.)*

GUATEMALA

Annulation de la condamnation de deux Français

Les deux jeunes Français condamnés au Guatemala, le 8 octobre dernier, à trente ans de prison pour le meurtre d'un couple de restaurateurs français en décembre 1991, auront droit à un nouveau procès. La cour d'appel a annulé le verdict, mardi 26 janvier, pour *« vice de forme »*, compte tenu des *« nombreuses erreurs »* commises au cours du procès en première instance contre un ancien légionnaire de vingt-sept ans, Philippe Biret, et le neveu des victimes, Jean-Philippe Bernard, vingt-trois ans. *« C'est une victoire, même si nous espérions un acquittement »*, ont souligné les parents de l'un des accusés, M. et M[me] Bernard. Un nouveau procès devrait avoir lieu dans trois ou quatre mois. – *(Corresp.)*

RUSSIE

Le procès des putschistes de Moscou est fixé au 14 avril

La Cour suprême de Russie a fixé, mardi 26 janvier, au 14 avril prochain, le début du procès des auteurs du coup d'Etat manqué du 19 août 1991. Cette décision intervient après plusieurs mois de retards juridiques et d'atermoiements politiques. Le procès commencera ainsi trois jours après la tenue, le 11 avril, du référendum décidé par M. Boris Eltsine sur la nature présidentielle du régime. Les douze putschistes, dont sept membres du « comité d'Etat pour l'état d'urgence » qui avait tenté de renverser M. Mikhaïl Gorbatchev, comparaîtront devant la Cour suprême pour *« trahison de la patrie »* sous forme de *« conspiration en vue de s'emparer du pouvoir »*.

Cent vingt témoins, dont l'ancien président Mikhaïl Gorbatchev et l'actuel président du Parlement russe, M. Rouslan Khasboulatov, chef de file de l'opposition conservatrice, vont être appelés à la barre de ce procès, qui sera public. Le président russe, M. Boris Eltsine, qui avait pris la tête de la résistance aux putschistes, figure également sur la liste des témoins, mais son témoignage n'est pas jugé *« indispensable pour l'instant »* par M. Anatoli Okhoulov, vice-président du collège militaire de la Cour. – *(AFP.)*

EUROPE

La guerre dans l'ex-Yougoslavie et les négociations de Genève

MM. Vance et Owen se donnent jusqu'à la fin de la semaine pour sortir de l'impasse

Des *«progrès»* ont été enregistrés mardi 26 janvier dans les négociations de Genève sur l'avenir de la Bosnie, en dépit de la poursuite des combats en Croatie. Les coprésidents de la conférence de paix, MM. Vance et Owen, se sont donné jusqu'à la fin de cette semaine pour faire sortir les négociations de l'impasse.

Le porte-parole de la conférence, M. Fred Eckhard, avait déclaré dans la matinée que, faute de progrès significatif d'ici à la fin de la semaine, MM. Vance et Owen se retourneraient vers le Conseil de sécurité des Nations unies pour l'informer de la paralysie des discussions. Quelques heures plus tard, les dirigeants musulman et serbe de Bosnie, MM. Izetbegovic et Karadzic, avaient un entretien en présence des deux coprésidents, à l'issue duquel il fut fait état de *«progrès»*, notamment sur le statut de Sarajevo. M. Radovan Karadzic a ainsi qualifié de *«très intéressant»* le plan de paix proposé pour la capitale bosniaque, assiégée depuis dix mois par les forces serbes. Il a affirmé que, si les Musulmans acceptent ce projet de gouvernement pluriethnique de la capitale bosniaque, *«cela arrêtera immédiatement la guerre à Sarajevo»*.

Combats à Zadar

M. Karadzic a d'autre part indiqué, à propos de la Krajina du Sud, qu'il entendait pour le moment *«faire preuve de retenue»* avant de décider d'une aide militaire aux Serbes de Krajina, pour donner à l'ONU le temps de faire respecter les décisions du Conseil de sécurité concernant le cessez-le-feu et le retour des forces croates sur les positions antérieures. De son côté, le président croate, M. Franjo Tudjman, a laissé entendre, mardi, qu'il voulait conserver le contrôle de la région de Zadar et du bras de mer de Maslenica où ses forces armées ont pris position. *«Les forces militaires croates se retireront des zones qu'elles viennent de libérer dans la mesure où les forces paramilitaires serbes seront désarmées et rendront l'armement lourd qu'elles ont pris dans les entrepôts sous contrôle des forces de paix de l'ONU»*, a-t-il déclaré. La police croate, dans son esprit, prendrait la relève de l'armée croate pour contrôler cette région. Quant à la poursuite des combats à l'arme lourde dans l'arrière-pays de Zadar pendant la journée de mardi, M. Tudjman a affirmé que les forces croates *«n'ont fait que répondre aux attaques serbes»*.

Le service de presse de l'Elysée a fait savoir que M. François Mitterrand avait téléphoné au président croate dès lundi soir, lorsque fut annoncée la mort de deux «casques bleus», pour lui demander *«fermement»* d'assurer la sécurité des soldats français déployés en Croatie.

D'autre part, si Sarajevo a connu, mardi, une relative accalmie, de violents bombardements ont repris, mercredi matin. Le HCR a signalé que le regain de tension dans l'ensemble de la Bosnie faisait obstacle à l'acheminement de l'aide humanitaire. Radio Sarajevo a annoncé mardi la cessation des les affrontements qui opposaient depuis le 11 janvier Croates et Musulmans dans la région de Gornji-Vakuf. En revanche plusieurs dirigeants croates de Bosnie ont fait état d'*«une grande offensive»* des *«extrémistes musulmans»* contre plusieurs villes, en particulier Busovaca, à 50 km au nord-ouest de Sarajevo. – *(AFP, Reuter.)*

Pour déployer son groupe aéronaval

La France invoque le droit de légitime défense de ses «casques bleus»

Quatre avions de défense aérienne Mirage-2000 et huit avions d'attaque au sol Jaguar ont été dépêchés à Solenzara (Corse-du-Sud) pour, le cas échéant, être en mesure de rallier une base en Italie (*le Monde* du 27 janvier) dans le cadre des décisions de M. François Mitterrand destinées à mieux protéger les «casques bleus» français dans l'ex-Yougoslavie. Mais, pour l'instant, ces appareils de combat, qui sont accompagnés par un avion ravitailleur, devraient demeurer sur le sol national. L'Italie n'a pas encore donné son accord à cette mesure, dite de «précaution et de sauvegarde» des contingents de l'ONU.

Les états-majors français avaient préparé ce déploiement aérien en attendant l'arrivée, prévue seulement pour la fin de cette semaine, en Adriatique, du groupe aéronaval autour du porte-avions *Clemenceau*, qui appareillera de Toulon avec une quarantaine d'aéronefs. Escortés par quatre frégates, le *Clemenceau* et le transport de chalands de débarquement *Foudre* doivent embarquer, aussi, des hélicoptères de la marine et de l'aviation légère de l'armée de terre (ALAT). Outre des Super-Frelon et des Puma, pour le transport lourd, il a été prévu de déployer sur la zone des hélicoptères armés pour la protection des mouvements de ces hélicoptères logistiques.

Ainsi, selon les états-majors, la France se donne les capacités – avions de combat, appareils de reconnaissance et hélicoptères armés – d'appuyer des hélicoptères qui seraient chargés d'aller récupérer des «casques bleus» là où ils sont en danger. Ce dispositif entre dans le cadre des actions que les contingents de l'ONU peuvent être amenés à conduire en état de légitime défense face à des menaces qui les viseraient directement ou qui entraveraient leur liberté de circulation.

La mort de deux «casques bleus» français, lundi 25 janvier, semble avoir été provoquée par *«un coup fortuit»* – selon les propos d'un responsable militaire à Paris – d'origine croate. Les salves d'artillerie auraient atteint le poste tenu par l'ONU, derrière lequel s'abritaient des miliciens serbes. Il s'agit-là d'une tactique, très fréquente, des deux camps, qui consiste à «coller» le plus étroitement possible aux forces des Nations unies en espérant ainsi bénéficier de l'immunité.

Cependant, les états-majors français disent avoir reçu des *«signes»* que Croates et Serbes n'épargneraient plus les lieux concédés aux «casques bleus» lorsque les deux parties les ont appelés en interposition. Il pourrait y avoir des attaques délibérées contre des postes de l'ONU pris à partie par l'un ou l'autre des belligérants, voire les deux en même temps. Dans cette hypothèse, les renforts dépêchés par la France ont pour objet, au nom de la sauvegarde et de la légitime défense, de protéger ponctuellement ses propres unités sur le terrain.

JACQUES ISNARD

Dans un bureau d'enrôlement de Belgrade

«Imaginez que l'Allemagne attaque la Lorraine...»

BELGRADE

de notre correspondante

Ils prenaient la file d'attente, patiemment, comme s'ils étaient devant une banque ou un bureau de tabac. Leur allure paisible ne les distinguait pas des passants qui déambulaient, mardi après-midi 26 janvier, dans les rues de Belgrade. Ils n'avaient l'air ni d'affreux *tchetniks* barbus, ni de petits «Rambo» avides d'aventure. Ils ne paraissaient animés ni par la haine ni par la vengeance. Ils étaient tout simplement convaincus qu'ils pouvaient faire quelque chose, tout de suite, pour aider les Serbes de Croatie. Comme les jours précédents, les volontaires affluaient vers ce petit bureau d'enrôlement, situé au premier étage d'un immeuble du centre de Belgrade.

Ils présentent une pièce d'identité, répondent aux questions concernant leur profession ou leur formation militaire ; et quelques minutes plus tard, ils obtiennent le laissez-passer officiel de la «République serbe de Krajina» – autoproclamée sur les territoires contrôlés par les indépendantistes serbes en Croatie.

Père de deux enfants et employé de bureau, Mica Milosevic, quarante-deux ans, pense que les Serbes doivent se solidariser pour défendre la Krajina. *«Je comprends*, explique-t-il, *que les dirigeants yougoslaves recherchent la voie diplomatique pour régler le conflit, je sais que l'armée a les pieds et les mains liés à cause des pressions internationales.»* Sa famille est originaire de l'enclave serbe du nord-ouest de la Bosnie, limitrophe de la Krajina croate.

A côté de lui, Tihomir Bozic, trente-huit ans et employé à Belgrade, tient le même langage. Père de deux enfants *«en bas âge»*, il a décidé de s'engager pour *«arrêter au plus vite l'agression croate contre les territoires serbes»*. Il raconte qu'en 1991 pendant la guerre serbo-croate, il avait attendu, en vain, d'être mobilisé mais que cette fois-ci il ne referait pas la même erreur alors que sa *«patrie est de nouveau en danger»*. Belgradois de naissance, Tihomir considère que la Krajina *«c'est la Serbie»*. *«Laissons les politiques faire leur travail, nous nous ferons le nôtre»*, conclut-il calmement.

A la différence de Tihomir et de Mica, le jeune officier de carrière qui est arrivé au bureau en uniforme de l'armée yougoslave possède, à tout juste vingt-trois ans, une large expérience de la guerre. Dans les rangs de l'ex-armée fédérale, il a combattu pendant seize mois à Vukovar (Croatie) puis à Vlasenica (Bosnie). Aujourd'hui, il vient d'obtenir le feu vert de ses supérieurs pour s'enrôler et prêter main forte à ses anciens compagnons de guerre. Il considère que l'armée aurait dû immédiatement réagir en Krajina puisque *«les «casques bleus» ne se sont pas montrés à la hauteur et ont fui dès les premiers bombardements de l'armée croate»*.

«C'est un secret militaire»

Dans le bureau mitoyen, les représentants de la «République serbe de Krajina» regroupent les listes de volontaires établies dans les différents centres de recrutement de Belgrade et de Serbie. Ils organisent le départ des nouvelles troupes.

Le nombre de volontaires inscrits depuis dimanche dernier ne peut être dévoilé – *«c'est un secret militaire»* – mais ils seraient plus de mille, selon les médias de la capitale. Slobodan Jarcevic, «ministre des affaires étrangères» de la Krajina, s'affaire dans une pièce du fond, tapissée de cartes de la Croatie montrant les enclaves serbes, les acquis militaires et les zones protégées par la Force des Nations unies (FORPRONU). *«Imaginez que l'Allemagne attaque la Lorraine, l'armée française réagirait immédiatement»* lance-t-il. Lui aussi regrette amèrement, en dépit de son insistance auprès des autorités de Belgrade, que la Yougoslavie n'intervienne pas militairement : *«J'ai rencontré Cosic* [le président yougoslave] *il y a trois jours, il m'a dit qu'il ne pouvait pas à cause de l'Occident. Belgrade a peur des Etats-Unis et de l'Europe.»* Il ressort avec complaisance un vieil exemplaire de l'ancienne Constitution croate datant de l'époque de Tito. Il y est stipulé que *«la Croatie est l'Etat des Croates et des Serbes qui y vivent»*. Après le démantèlement de la fédération, il est clair pour lui que la Croatie doit être partagée en un Etat croate et un Etat serbe. *«Nous savions que Tudjman* [le président croate] *allait nous attaquer parce qu'il voulait nous empêcher d'établir définitivement nos frontières ; nous ne les avons pas encore minées mais nous étions en train de nous y préparer et de construire des bunkers»* raconte le ministre. Persuadé que l'armée croate a engagé *«une nouvelle guerre contre les Serbes»*, il assure que les forces serbes disposent de suffisamment d'armes et qu'avec les renforts de volontaires elles réussiraient *«à venir à bout des Croates»*.

FLORENCE HARTMANN

Le général Morillon pris pour cible

SARAJEVO

de notre envoyée spéciale

Le général Philippe Morillon, commandant en chef des «casques bleus» de la FORPRONU en Bosnie-Herzégovine, a été visé mardi 26 janvier par des tireurs embusqués dans une zone bouclée par les Musulmans à quelque 70 km de Sarajevo. Le général était parti de son quartier général de Kiseljaka en début de matinée pour une tentative de conciliation entre les forces croates du HVO et les forces bosniaques.

Après plusieurs aller et retour entre les villes de Kacuni (musulmane) et Busovaca (croate), où il avait rencontré les généraux commandant les forces en présence, il s'apprêtait à regagner son quartier général lorsque son véhicule, une R 25 blindée – très reconnaissable et arborant le drapeau de l'ONU – a été touché par plusieurs balles tirées par un sniper. Venus de l'arrière du véhicule, les projectiles n'ont touché que le rétroviseur avant-droit. Le général, assis à l'arrière avec son assistant militaire, n'a pas été blessé, pas plus que son chauffeur. Selon le porte-parole de la FORPRONU, l'origine des tirs ne peut être déterminée : ils pourraient provenir d'un tireur musulman, croate ou serbe.

La veille, une vingtaine de maisons occupées par des Musulmans avaient été incendiées à Kacuni, vraisemblablement, estime-t-on à la FORPRONU, par des forces croates. La mission du général Morillon consiste à obtenir que cessent ces exactions.

Ag. L.

Les hantises de Salonique

Suite de la première page

Il suffit, ajoute-t-on, de voir comment Skopje s'empare des symboles macédoniens datant de l'époque de Philippe II et d'Alexandre le Grand – soit plusieurs siècles avant l'arrivée des Slaves sur cette terre, aux sixième et septième siècles – pour deviner ses *«arrière-pensées»*.

Comment un petit Etat en gestation de deux millions d'habitants, pratiquement dépourvu de forces armées, qui était considéré comme la République la plus démunie de l'ex-Yougoslavie et dont l'économie n'a fait que péricliter depuis l'éclatement de l'ancienne fédération, peut-il sérieusement menacer un pays comme la Grèce, membre de l'OTAN et de la CEE?

A entendre les Grecs, c'est là que se profile le complot, l'ombre de l'ennemi numéro un : la Turquie, elle-même appuyée par d'autres puissances encore plus importantes, de l'Allemagne aux Etats-Unis en passant par la Russie, entre autres. *«Si le gouvernement de Skopje ne bénéficiait pas de l'aide de la Turquie, de la Russie et de personnalités européennes, s'il ne se sentait pas solidement soutenu, il discuterait avec la Grèce»* en vue d'un accord, estime le président du conseil municipal de Salonique, M. Sotiris Kpetanopoulos, membre du parti au pouvoir – la Nouvelle Démocratie.

«Il y aura la guerre»...

Cela fait des mois que la Grèce bloque ainsi la reconnaissance de la Macédoine, refusant obstinément, jusqu'à présent, que le mot «Macédoine» apparaisse – y compris dans un nom composé – dans l'appellation de l'Etat naissant. Avec l'appui marqué de la France, Athènes a réussi à empêcher toute reconnaissance par la CEE. Les autres pays membres, de plus en plus ouvertement incommodés par l'instransigeance grecque, ont fini par «repasser le bébé» aux Nations unies, à charge pour les quinze membres du Conseil de sécurité de décider sous quelle dénomination la république de Skopje sera admise à l'ONU.

Et l'on sent passer aujourd'hui comme un vent de défaite sur les propos de beaucoup, ici, qui regardent désormais avec angoisse vers «l'après-reconnaissance» et y voient – ou affectent d'y voir – la porte grande ouverte sur l'abîme. *«Il y aura la guerre dans cinq ans»*, déclare le plus calmement du monde un homme d'affaires, notable de Salonique et membre du parti au pouvoir, pour qui cette issue est inéluctable.

Comme le médecin, il affirme qu'il y aura des gens (il en connaît personnellement) pour *«passer à l'action»* et qu'*«il est toujours facile de trouver un Grivas ici»*, allusion à l'officier grec qui mena le combat – perdu – pour le rattachement de Chypre à la Grèce. *«Il suffit de quelques officiers décidés, et ça ne manque pas. Le Grec est affectif. Arrive un moment où il ne regarde plus aux conséquences et se dit : advienne que pourra. Une provocation à la frontière est si vite arrivée; elle est, en tout cas, très facile à organiser»*, souligne-t-il. *«Déjà, des gens donnent de l'argent; ce peut être pour un cierge ou... pour une bombe»*, assure pour sa part le médecin.

Ce scénario-catastrophe (qui risquerait de déboucher sur une explosion internationale d'une autre ampleur que le conflit yougoslave) est loin d'être majoritairement retenu à Salonique, par où transite encore une partie du commerce extérieur de Skopje. En revanche, pratiquement tout le monde est d'accord sur deux points : l'incertitude la plus totale règne sur l'avenir – *«personne ne peut dire avec certitude ce qui se passera»*, entend-on comme un leitmotiv – et une reconnaissance de la Macédoine sous ce nom ouvrirait une grave crise politique en Grèce.

Le pouvoir a commis de nombreuses erreurs dans cette affaire; tout comme l'opposition socialiste, il a «surchauffé» l'opinion publique au point que, pris à son propre piège de la surenchère, il n'a plus aujourd'hui qu'une marge de manœuvre réduite au minimum.

Négocier le virage

Totalement occupée par «l'affaire» pendant des mois, la classe politique est maintenant accusée d'avoir négligé tout le reste, à commencer par les graves difficultés économiques du pays. *«Les grands partis* [la Nouvelle Démocratie du premier ministre Constantin Mitsotakis et le PASOK de M. Andréas Papandreou] *ont exacerbé le patriotisme de la population pour montrer à l'étranger qu'il y avait un vrai problème; puis ils ont voulu utiliser la situation à des fins de politique intérieure»*, explique M. Stelios Nestor, personnalité influente de Salonique et ancien député de gauche.

Pour lui, *«Mitsotakis aura de graves problèmes dans son propre parti»*. Beaucoup partagent cette analyse, évoquant même la possibilité d'une scission au sein de la Nouvelle Démocratie, qu'un homme, au moins, pourrait provoquer : M. Antonis Samaras, jeune et agressif ministre des affaires étrangères que M. Mitsotakis a limogé en avril 1992, au plus fort de «l'affaire» macédonienne.

«Les grands partis sont prisonniers de leurs mots et de leurs divisions internes, ce qui explique que les leaders ne bougent pas», explique lui-même le conseiller du premier ministre pour la Grèce du Nord, M. Nicos Mertzos. *«Il sera très difficile pour le gouvernement*, ajoute-t-il, *de prendre le virage* [de la reconnaissance] *à cause de compétitions internes.»*

Ce *«virage»*, le premier ministre aimerait pourtant visiblement le négocier, si l'on en juge par les propos de M. Mertzos assurant qu' *«il faut, à tout prix, trouver une solution acceptable pour la Grèce comme pour Skopje»* et qu'*«il serait très dangereux d'imposer une solution inacceptable pour Skopje, qui entraînerait un conflit perpétuel entre les deux parties»*.

Et le conseiller de M. Mitsotakis de marteler : *«Il faut une solution acceptable* [pour tous] *ou ce sera l'aventure; il faudra bien que le mot Macédoine apparaisse»* (dans la dénomination du nouvel Etat voisin). Sans se soucier des sentiments de la forte minorité albanaise, M. Mertzos propose le terme de *«slavo-macédonien»*. *«Une solution qui vaut mieux qu'une victoire écrasante de la Grèce»*, affirme-t-il, reconnaissant qu'une telle position aurait été considérée, il y a peu de temps encore, comme une *«hérésie»*. Elle l'est d'ailleurs encore aux yeux de certains membres de la majorité.

Stelio-Nestor est, quant à lui, partisan de ce type de compromis, mais rejette comme tout le monde l'idée que l'ancienne République yougoslave puisse porter le nom seul de Macédoine. Il n'a pas peur d'une *«invasion»* en provenance de Skopje, mais *«que se passera-t-il dans dix ans?»*, demande-t-il, *«une reconnaissance sous l'appellation de Macédoine entraînera des frictions, des conflits perpétuels»*. Sur le plan intérieur, prédit l'ancien député, ce serait une *«défaite»* grecque qui pousserait le PASOK à provoquer des élections *«dans un climat malsain»*.

En dépit de ces sombres prédictions, certains n'ont pas perdu le sens des réalités, comme les responsables de la chambre de commerce de Salonique, qui viennent de commander une étude sur l'impact d'une reconnaissance de la «Macédoine» sur le monde des affaires. Il ne fait pas de doute, selon l'un des membres de cette chambre, que la grande majorité des hommes d'affaires de Salonique voudront continuer à commercer avec la «Macédoine» honnie (dont la ville portuaire a longtemps été le «marché»), même si chacun évite de le faire publiquement le premier.

Mais à Salonique actuellement, il n'est question que d'*«abandon»* et de *«frustration»* devant ce que la population considère d'ores et déjà comme un *«lâchage»*. Ces sentiments, estime M. Georges Kechagioglou, professeur à l'université, risquent de déboucher sur une forte hostilité à l'encontre d'une classe politique qui aura *«nourri et exploité l'inquiétude des Grecs»*, mais aussi à l'encontre de l'Europe de l'Est, à commencer par les ex-Yougoslaves, ainsi que de l'Europe communautaire. La crise pourrait ainsi se solder par *«une réaction isolationniste»*, et l'affaire macédonienne, juge M. Kechagioglou, n'aura fait qu'accroître *«le sentiment d'insécurité perpétuelle»* des Grecs. Pour un autre universitaire, M. Dimitri Maromitis, doyen de la faculté des lettres de Salonique, les puissances occidentales ont notamment eu le tort, aux yeux des Grecs, de ne pas prendre en compte la dimension *«affective et culturelle»* de l'affaire. *«Telle qu'elle s'est développée en Grèce, cette affaire touche aux frontières du pathologique»*, explique-t-il. *«Mais*, ajoute-t-il immédiatement, *on ne peut pas exiger du peuple grec une réaction mesurée tant que l'étranger, lui, ne reconnaît pas sa propre pathologie vis-à-vis de problèmes internationaux comme ceux du Proche-Orient ou des Balkans.»*

YVES HELLER

□ **Un chef de milice serbe recherché en Belgique.** – Le «commandant Arkan», chef de milice paramilitaire serbe soupçonné de crimes de guerre et député au Parlement de Belgrade, est recherché en Belgique et dans plusieurs autres pays de la CEE pour des délits de droit commun, a annoncé, mardi 26 janvier, un porte-parole du ministère de la justice à Bruxelles. Il est fiché en Belgique sous son vrai nom de Zeljko Raznjatovic, et sous onze autres identités pour des délits (vol avec violence, extorsion de fonds, port d'arme prohibé) commis entre 1981 et 1988, principalement dans la région d'Anvers. Il est également recherché aux Pays-Bas, en Allemagne et en Suisse. A Amsterdam, la police a indiqué que Zeljko Raznjatovic s'était évadé d'une prison néerlandaise en mai 1981 alors qu'il purgeait une peine de sept ans de détention. – *(AFP.)*

□ **Visite du président yougoslave à Athènes.** – Le président yougoslave, M. Dobrica Cosic, était attendu, mercredi 27 janvier, à Athènes pour des entretiens avec le premier ministre grec, M. Constantin Mitsotakis et le président Constantin Caramanlis. Belgrade recherche le soutien diplomatique de la Grèce, quelques jours après l'offensive militaire des forces croates en Krajina. – *(Reuter.)*

EUROPE

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE : au cours d'une séance parlementaire mouvementée

M. Vaclav Havel a été élu chef de l'Etat

Le dernier président tchécoslovaque, M. Vaclav Havel, a été élu, mardi 26 janvier, premier chef d'Etat de la République tchèque. A Bratislava, un second tour est nécessaire pour l'élection du président slovaque.

PRAGUE

de notre correspondant

Candidat de la coalition gouvernementale, M. Vaclav Havel, cinquante-six ans, a été élu de justesse, mardi 26 janvier, président de la jeune République tchèque : 109 parlementaires sur les 200 que compte la Chambre des députés tchèque se sont prononcés en sa faveur lors d'un vote à bulletin secret, intervenu au terme d'une séance de quatre heures, émaillée d'incidents.

Des deux autres candidats, Mme Marie Stiborova, député communiste, a obtenu 49 suffrages, soit 14 de plus que le nombre total de députés communistes. Le candidat d'extrême droite Miroslav Sladek, président du Parti républicain (aux positions xénophobes), a obtenu 14 voix – 11 de son groupe et 3 de députés moraves.

Les républicains, malgré leur faible représentation, ont provoqué plusieurs incidents pendant le débat. Leurs onze élus se sont succédé pendant trois heures à la tribune, lançant des attaques d'une rare violence contre M. Havel. Selon le président du groupe, M. Jan Vik, qui a ouvert le feu : *« Vaclav Havel a déjà été élu président et la République a disparu. Nous pouvons l'élire une seconde fois et ce sera la nation qui disparaîtra. »* Au même moment, M. Sladek s'en prenait physiquement, aidé de deux de ses gorilles, à un photographe du quotidien de gauche *Rude Pravo* et à un député du parti gouvernemental, M. Tomas Fejfer, dans les couloirs.

Les députés de la majorité, le gouvernement et une partie de l'opposition ont quitté l'hémicycle pour protester contre l'obstruction des républicains. Pour ajouter à la confusion, une alerte à la bombe a obligé le président du Parlement à décider une interruption de séance pour permettre une fouille, sans résultat, du bâtiment. Selon le ministre de l'intérieur, M. Jan Ruml, l'auteur de cet appel anonyme, un téléspectateur, s'est rendu à la police, à laquelle il a expliqué qu'il *« voulait mettre fin à ce spectacle sordide »*.

Impasse en Slovaquie

Lors de sa première conférence de presse présidentielle, M. Havel a indiqué qu'il envisageait, *« après consultations avec des juristes, de porter plainte contre certains députés républicains »*. *« L'inconvénient de la démocratie,* a-t-il commenté en citant une phrase d'un de ses héros de théâtre, *est que les démocrates ont souvent les mains liées devant ceux qui prennent la démocratie à la légère, car ceux-là peuvent faire presque tout ce qu'ils veulent. »*

A Bratislava, où le vote s'est déroulé dans le calme, aucun des deux candidats au deuxième tour de scrutin n'a été élu mercredi matin. Prétendant du parti au pouvoir, M. Roman Kovac, n'a obtenu que 78 voix sur 147, alors qu'il lui en fallait 90.

Vice-premier ministre et ancien chef des syndicats tchécoslovaques, M. Kovac, cinquante-deux ans, était opposé au second tour au candidat de la Gauche démocratique (ex-communistes), M. Milan Ftacnik, qui a obtenu 31 voix. Le Parlement devra donc décider d'une nouvelle élection avec de nouveaux candidats.

D'autre part, le premier tour avait mis en évidence l'existence d'une opposition au premier ministre, M. Vladimir Meciar, au sein de son parti, puisque cinq de ses députés n'ont pas soutenu M. Kovac, suivant en cela les réserves émises à l'égard de cette candidature par le ministre des affaires étrangères, M. Milan Knazko.

MARTIN PLICHTA

TURQUIE : après l'assassinat du journaliste Ugur Mumcu

Onze suspects originaires du Proche-Orient ont été arrêtés

Le ministre de l'intérieur turc, M. Ismet Sezgin, a annoncé mardi 26 janvier que onze personnes *« d'origine proche-orientale »* avaient été placées en garde à vue dans le cadre de l'enquête sur la mort d'Ugur Mumcu, l'éditorialiste tué dimanche dernier. *« Il semble qu'il y ait des liens avec l'étranger dans cette affaire »*, a déclaré M. Sezgin. Selon l'Agence anatolienne (semi-officielle), quatre Iraniens et un Syrien figurent parmi ces suspects. Le quotidien *Milliyet* y ajoute un ressortissant libyen. L'attentat contre M. Mumcu, défenseur passionné de la laïcité de l'Etat, avait été revendiqué par plusieurs organisations islamiques.

Parallèlement, seize Turcs membres d'une organisation extrémiste islamique auraient été arrêtés à Istanbul lors d'une rafle, dans le cadre d'une opération, entamée avant l'assassinat de M. Mumcu, mais qui serait liée aux meurtres de plusieurs personnalités kémalistes en 1990, annonce la presse. Un porte-parole du gouverneur d'Istanbul a confirmé que des suspects avaient été arrêtés. Le ministre de l'intérieur iranien, M. Abdollah Nouri, est à Ankara, dans le cadre des contacts réguliers entre les deux gouvernements, qui ont signé en 1992 des accords de lutte antiterroriste. – *(Corresp.)*

ROUMANIE

L'ancien poète de Ceausescu fera partie de la délégation de son pays au Conseil de l'Europe

BUCAREST

de notre correspondant

M. Adrian Paunescu, ex-poète de Nicolae Ceausescu, organisateur de gigantesques son et lumière et autres messes populaires pour le défunt dictateur, a été désigné, mardi 26 janvier, pour être l'un des dix parlementaires chargés d'aller défendre la cause de la Roumanie au Conseil de l'Europe, où elle n'est encore qu'invitée spéciale.

Lors d'une séance extraordinaire et agitée des deux chambres réunies, l'auteur d'*« Omagiu* (Hommage), poème dédié au « Danube de la pensée », a reçu l'appui des députés et sénateurs majoritaires du Front démocratique de salut national (FDSN) du président Iliescu et des partis nationalistes et « nationaux communistes ». M. Paunescu avait été élu sénateur en septembre 1992 sur les listes du Parti socialiste du travail (3 % des voix), l'héritier du Parti communiste roumain, dirigé par un ex-premier ministre de Nicolae Ceausescu, M. Ilie Verdet.

J.-B. N.

□ **ALLEMAGNE : cinq blessés dans l'incendie criminel d'un foyer de demandeurs d'asile.** – Cinq demandeurs d'asile ont été blessés, lors d'un incendie criminel qui s'est déclaré dans leur foyer, dans la nuit du lundi 25 au mardi 26 janvier, à Duisbourg. L'auteur de l'incendie a mis le feu aux ordures qui étaient stockées dans les caves du bâtiment. Mardi soir, les enquêteurs n'avaient aucune piste sérieuse, mais le parquet de Duisbourg a offert une récompense de 3000 deutschemarks (environ 10 000 francs), pour tout renseignement permettant d'élucider l'affaire. – *(AFP.)*

□ **Démission d'un maire auteur de propos antisémites.** – M. Hans-Dieter Schlagkamp, maire de Sennheim, une petite ville allemande de la vallée de la Moselle, a démissionné, lundi 25 janvier, après s'être publiquement félicité de ne pas avoir de juifs dans sa commune, a annoncé un responsable administratif régional. *« Je suis heureux, en tant que maire d'une petite commune de 700 habitants, de ne pas avoir d'administré juif qui vienne troubler la tranquillité du village en suscitant l'allergie »*, avait-il écrit dans une lettre à M. Ignatz Bubis, président du Conseil central des juifs en Allemagne. – *(AFP.)*

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : confronté à la grogne de l'état-major

M. Clinton cherche un compromis lui permettant de tenir ses engagements envers les homosexuels

Le président Clinton a réaffirmé, mardi 26 janvier, qu'il *« tiendrait ses engagements »* de mettre fin à l'exclusion des homosexuels de l'armée (*le Monde* du 27 janvier). Confronté à la grogne de l'état-major, à l'opposition de plusieurs ténors du Congrès et à une opinion plutôt défavorable, le nouveau président, à qui l'on reproche déjà de ne pas tenir ses promesses, veut montrer sa détermination tout en s'efforçant de trouver un compromis acceptable.

LOS ANGELES

de notre correspondant

Les responsables militaires ont laissé de côté leur devoir de réserve pour exprimer leur grogne. Ils mettent en question l'opportunité d'intégrer des homosexuels au moment où l'armée connaît d'autres problèmes, tels que les coupes budgétaires. Plusieurs membres de l'état-major interarmes, dont le général Colin Powell, ont même craint que cette mesure *« ne porte atteinte à l'ordre et à la discipline »*. Les mécontents n'en ont pas moins ajouté qu'ils obéiraient à leur nouveau commandant en chef Bill Clinton.

Mais plusieurs généraux ont prévenu le président que des militaires démissionneraient *« par conviction religieuse »* et que le recrutement serait plus difficile. D'autres ont évoqué les risques de propagation du sida. Les amiraux posent la question de la promiscuité des équipages.

Boycottage du Colorado

Du côté du Congrès, les sénateurs Bob Dole, leader de la minorité républicaine, et le démocrate Sam Nunn sont opposés à l'intégration des « gays ». M. Nunn avait lui-même renvoyé deux de ses collaborateurs en raison de leur homosexualité, décision qui lui a peut-être coûté le poste de secrétaire à la défense. Selon certains décomptes, 60 membres sur 100 du Sénat, appelé parfois le *« club des vieux garçons »*, voient d'un mauvais œil l'obstination du président.

Afin de ne pas affronter d'emblée le Congrès, M. Clinton a différé la signature de l'ordre exécutif historique. Il gardera pour plus tard ce symbole qui rappellera l'ordre exécutif du président Truman pour intégrer les Noirs dans l'armée en 1948. Il pourrait, dans un premier temps, demander à son secrétaire à la défense, M. Les Aspin, de mettre fin à la *« chasse aux sorcières »* couramment pratiquée dans l'armée depuis le début des années Reagan.

En janvier 1982, le département de la défense avait établi que l'homosexualité était incompatible avec le service militaire et que les soldats ou marins qui rendraient publique leur homosexualité seraient renvoyés. Actuellement, plus de mille homosexuels – hommes et femmes – sont chassés chaque année de l'armée. Toutefois, un juge de Los Angeles a récemment estimé que l'exclusion d'un marin n'était pas conforme à la Constitution et ordonné sa réintégration.

Les homosexuels, qui ont voté à plus de 70 % pour M. Clinton, pèsent de tout leur poids pour que le président agisse très vite. Ils se sentent d'autant plus puissants qu'ils viennent, unis, de remporter une bataille juridique contre l'Etat du Colorado, dont les habitants avaient voté le 3 novembre dernier une mesure interdisant aux collectivités locales d'accorder aux homosexuels des garanties spéciales contre les discriminations.

Un boycottage du Colorado, lancé par des artistes d'Hollywood, a fini par venir à bout des résistances politiques. La mesure a été provisoirement suspendue le 15 janvier. Par ailleurs, les journaux de la côte ouest accordent la plus grande importance à deux affaires de *« gay bashing »* (chasse aux homosexuels). En réaction, les groupes religieux conservateurs ont mis en garde contre les associations homosexuelles, qui menacent deux piliers de la société américaine : la famille, et maintenant l'armée.

RÉGIS NAVARRE

CANADA : la mort de Jeanne Sauvé

La « vice-reine »

Gouverneur général du Canada de 1984 à 1990, Jeanne Sauvé est décédée, mardi 26 janvier, à Montréal, des suites d'un cancer. Agée de soixante-dix ans, cette ancienne journaliste était membre du parti libéral et avait été élue pour la première fois en 1972 à la Chambre des communes à Ottawa. Jeanne Sauvé avait détenu divers portefeuilles dans le gouvernement du premier ministre fédéral Pierre Elliott Trudeau.

En 1980, elle était devenue la première présidente des Communes avant d'être nommée, quatre ans plus tard, vingt-troisième gouverneur général du Canada. La « vice-reine » avait été la première représentante de la reine Elisabeth II *« du Canada »* à se rendre en visite officielle en France en 1985, en plein conflit de la pêche. A cette occasion, elle s'était exclamée : *« Si on ne peut s'entendre sur des poissons, c'est à désespérer de la paix entre les nations ! »* Et pourtant, elle disparaît alors que le conflit rebondit.

Née Jeanne-Mathilde Benoit à Prud'Homme, dans la province du Saskatchewan, en 1922, elle avait fait ses études à l'université d'Ottawa et obtenu un diplôme de civilisation française à Paris. Bien qu'originaire d'une province de l'Ouest, elle avait passé la plus grande partie de sa vie à Montréal : *« Je ne suis pas québécoise, mais presque »*, disait-elle. C'est le combat de la minorité francophone, *« qui se bat pour survivre »*, qui l'avait *« convaincue d'entrer en politique »*.

Toute sa vie, elle aura lutté pour un Canada, *« nation double, francophone et anglophone, qui fait son originalité et peut seule l'empêcher de tomber dans le creuset américain »*. En 1948, elle avait épousé Maurice Sauvé, décédé en avril dernier, dont elle avait eu un fils, Jean-François. *« Son exemple et ses actions ont touché et inspiré des millions de Canadiens »*, a déclaré le premier ministre canadien, M. Brian Mulroney.

□ **Exécution capitale au Missouri.** – Un homme condamné à mort pour avoir poignardé un codétenu a été exécuté, mercredi 27 janvier, au centre correctionnel de Potosi, au Missouri, par injection d'une dose mortelle, ont annoncé les autorités de l'Etat. Marstay Bolder, âgé de trente-cinq ans, avait été condamné pour l'assassinat de Theron King en 1979. Son avocat estimait que King était décédé en raison des mauvais soins médicaux qui lui avaient été prodigués et non pas directement du coup du couteau porté par Bolder. La cour suprême avait refusé de se saisir de l'affaire mardi. – *(AFP.)*

DIPLOMATIE

Le voyage de M. Pierre Joxe en Lettonie

La France accentue sa coopération militaire avec les pays baltes

RIGA

de notre envoyé spécial

Le ministre français de la défense, M. Pierre Joxe, a procédé, lundi 25 janvier, à Riga, à la remise officielle à la Lettonie, à la Lituanie et à l'Estonie d'une série de matériels militaires légers non offensifs destinés à équiper un bataillon (500 hommes) dans chacun des Etats baltes. Ces équipements devraient être mis à profit pour assurer un meilleur contrôle des frontières et lutter contre divers trafics en armes et drogue. Les attentes des Etats baltes ne se limitent toutefois pas à des apports en matériels. Partant de zéro en matière de défense nationale (leur indépendance n'a été acquise qu'en août 1991), ils souhaitent que certains pays leur fournissent une expertise et une assistance technique dans ce domaine.

Un colonel français de l'armée de terre devrait donc prochainement s'installer à Vilnius (Lituanie) en qualité de conseiller technique des trois Etats baltes. En outre, un séminaire de travail, intitulé Défense-pays baltes, a réuni, lundi à Riga, le ministre français de la défense et ses homologues estonien, letton et lituanien, afin de permettre aux autorités baltes d'avancer dans leur réflexion sur leur propre système de défense. La délégation française qui accompagnait le ministre (militaires et diplomates) doit prolonger ce travail, durant toute la semaine, par une série de rencontres bilatérales dans les trois Etats baltes.

Ce séminaire, qui ne faisait que lancer le processus de consultations franco-baltes, a mis en évidence un certain décalage entre le discours de M. Joxe – rappelant que les choses ne pouvaient se faire en un jour en matière de coopération militaire (cette dernière avait demandé des décennies dans les pays de l'Ouest regroupés au sein de l'OTAN) – et les attentes des pays baltes, pressantes et globales, notamment pour un rattachement à un système de sécurité qui pourrait les protéger de tout retour funeste du passé. Bref, ce fut une réplique en réduction du débat sur l'entrée dans la CEE de certains pays d'Europe centrale : oui, nous sommes prêts à coopérer avec vous, ont semblé dire les Français, mais ne rêvez pas à des alliances «magiques» qui régleraient tout et, en attendant, créez entre vous des synergies en matière de défense.

Recouvrer une totale souveraineté

Au cours de cette rencontre, la délégation lettone a exprimé en termes tranchés sa détermination à recouvrer totalement sa souveraineté. En clair, que les troupes russes qui se trouvent encore stationnées sur place partent au plus tôt. La Lettonie, qui comprend une forte minorité russe (35 % de la population), réfute, en outre, le lien que le gouvernement russe fait implicitement entre le maintien de ses troupes – 27 000 hommes – et la défense de la minorité russophone qui s'y trouve : une minorité que Moscou estime menacée de discriminations dans les projets du futur code de la nationalité letton.

Le président Boris Eltsine a annoncé, le 15 janvier, qu'il se réserverait *«la capacité de prendre toutes mesures en accord avec le droit international pour la défense»* des droits des minorités russes. La Lettonie a dénoncé ce *«viol du principe de non-ingérence»*. Une situation tendue qui ne fait que la renforcer dans l'idée de se constituer au plus vite une force armée (1), non pas tant pour sa capacité à s'opposer, même avec l'appui d'autres pays baltes, à une quelconque opération militaire, mais bien parce que cela constitue un des éléments essentiels de la souveraineté d'un Etat libre.

PIERRE SERVENT

(1) Ces forces devraient être d'un volume de 9 000 hommes en comptant l'armée proprement dite, la garde nationale et, en temps de guerre, les unités spéciales du ministère de l'intérieur.

En visite officielle à Paris

Le président de l'Estonie s'inquiète d'un durcissement de l'attitude russe

Le président de la République balte d'Estonie, M. Lennart Meri, s'est déclaré inquiet, mardi 26 janvier, de l'insistance avec laquelle Moscou défend le *«thème»* de la minorité russe en Estonie, et de l'*«obstination»* des autorités russes dans la négociation sur le retrait des troupes ex-soviétiques *(lire ci-dessus l'article de Pierre Servent)*.

Au cours d'une conférence de presse à Paris, où il a signé à l'Elysée un traité d'amitié et de coopération avec la France, M. Meri a relevé que *«l'obstination de nos partenaires russes augmente»* ; *«il est difficile aujourd'hui de dire qui est en position de prendre des décisions à Moscou*, a-t-il poursuivi. *Nous avons des relations correctes avec le ministère des affaires étrangères, mais il semble que ce n'est plus là que se fait la politique étrangère russe»*. Les dirigeants estoniens ont constaté sur ce plan *«des changements assez dramatiques depuis le dernier Congrès»* en décembre, et *«les pourparlers sont devenus plus difficiles»*.

Quelque 9 000 soldats russes se trouvent toujours en Estonie. Selon le chef de la diplomatie estonienne, *«ils partent, mais très lentement, à un rythme qui n'est pas satisfaisant»*.

Le dégel de la politique extérieure indienne

Suite de la première page

Peut-être était-ce faute d'avoir découvert une solution alternative à ce monde unipolaire honni que portait en germe tout affaiblissement de l'URSS. En particulier, le rapprochement avec les Etats-Unis, esquissé par Indira Gandhi dès son retour aux affaires en 1980 et qu'avait voulu relancer en grand son fils et successeur Rajiv à partir de 1985, avait tourné court.

L'attitude de New-Delhi pouvait naître de craintes inspirées de la situation intérieure : si un empire d'apparence aussi inaltérable que l'URSS pouvait se dissoudre, qui était assuré de demeurer sauf, et «l'Inde éternelle» elle-même étaitelle si sûre de se perpétuer ? Sa myopie – ou son auto-aveuglement – n'en était pas moins énorme ; n'avait-elle pas renouvelé son pacte avec Moscou le 6 août 1991, deux semaines avant le putsch des apparatchiks néo-communistes ? Le gouvernement Rao avait réagi confusément à un événement qu'il avait d'abord semblé approuver.

L'évolution la plus importante de la diplomatie indienne est la relance d'un dialogue avec les Etats-Unis. Ce n'est pas que l'on souhaite aboutir à une alliance, que l'époque ne justifie plus et dont Washington n'a pas besoin dans l'univers qui se profile. Pas plus aujourd'hui que naguère il n'y a d'atomes crochus entre deux sociétés que tout oppose et qui ont, depuis des décennies, multiplié les maladresses l'une envers l'autre, justifiant le cours, alternativement tiède et froid, de leurs relations. L'Inde n'entend pas se plier si aisément à un «nouvel ordre mondial» à la convenance de Washington. Mais il ne lui serait pas indifférent de neutraliser l'ancienne alliance entre les Etats-Unis et le Pakistan.

La fin des « théologies du passé »

La fin de la guerre froide a aidé aux reconversions, mettant fin aux divergences qui ont existé depuis les années 50 entre les deux pays : sur la Corée, le Vietnam, le Cambodge, l'Afghanistan, le Golfe... A New-Delhi, on semble en tout cas décidé à avancer autant qu'il est possible, de façon pragmatique, avec le seul souci de la *«dignité nationale»*. L'Inde s'affirme prête à traiter ses divergences avec les Etats-Unis non plus à la manière ancienne, c'est-à-dire comme des drames, mais comme des problèmes auxquels il convient de s'atteler de façon réaliste ; *«Nous sommes décidés à prendre le monde tel qu'il est. Les théologies du passé, c'est fini»*, déclare M. J. N. Dixit, directeur des affaires étrangères et véritable architecte de la diplomatie indienne. On discute donc dans le calme des *«sujets de friction»*.

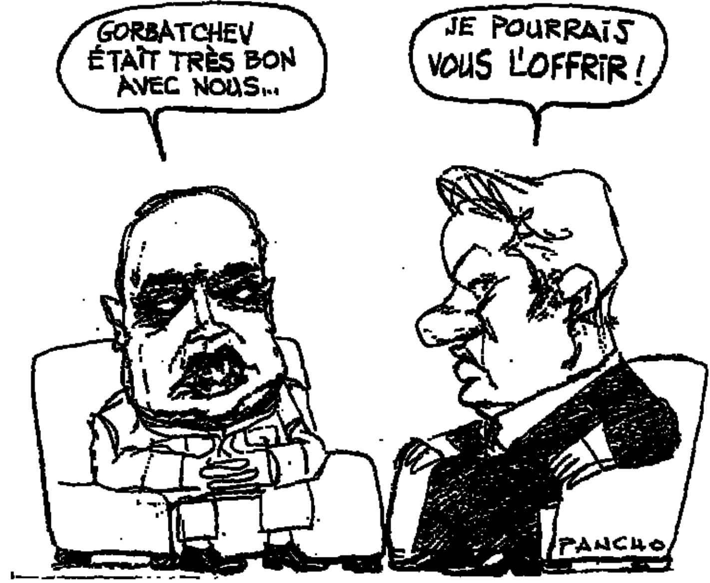
Cette nouvelle attitude, en rupture avec une époque marquée par un non-alignement en réalité sensible aux vues de l'URSS, a ouvert le champ à une coopération plus dense entre *«la plus puissante démocratie du monde»* et *«la plus grande démocratie du monde»*, selon la formulation de la presse de New-Delhi. Elle n'exclut en théorie aucun domaine. C'est ainsi que de «petits pas» ont déjà été faits dans le champ très sensible du militaire.

Des officiels des ministères de la défense et des officiers des deux pays – dont le chef d'état-major indien, le général Rodrigues – se sont rendu des visites de travail. Un accord sur l'entraînement de personnels spécialisés a été signé en 1992. Enfin, de petites manœuvres navales ont eu lieu en mai dernier au large du Kérala. Et on se promet mutuellement d'aller plus loin.

On bute cependant sur un obstacle : l'inquiétude très vive envers la prolifération nucléaire et balistique que fait de l'Inde un *«risque majeur»* aux yeux des Américains. New-Delhi a, en effet, les moyens de se constituer un arsenal atomique, et ce tout en refusant de signer le traité de non-prolifération (TNP). Elle le juge en effet *«discriminatoire»*, arguant de la menace nucléaire chinoise mais aussi, désormais, pakistanaise. L'Inde poursuit également la mise au point d'un programme de missiles qui suscite des craintes, malgré la proclamation inlassable de son caractère *«pacifique»*.

De sérieuses perspectives avec les Etats-Unis

Trois séries de conversations ont eu lieu en 1992 sur ce thème. En dépit de la raideur de l'Inde – qui irrite tous les Occidentaux, – les Américains ne désespèrent pas de l'amener à un modus vivendi. La marge de manœuvre est pourtant étroite : New-Delhi refuse en effet d'envisager, comme l'en presse Washington, un accord limité à l'Asie du Sud, incluant donc, outre elle-même, le seul Pakistan. Selon l'Inde, en effet, la Chine – qui n'a accepté ni moratoire sur les essais ni démantèlement de ses engins à courte et moyenne portée – constitue aussi un grave danger.



Mais l'Inde apprécie vivement la préférence marquée par Washington pour une approche «bilatérale» – et non *via* l'ONU – du problème du Cachemire. Plus encore, la prise de distance, depuis 1990, des Américains envers leur allié pakistanais – soupçonné, lui aussi, d'être une puissance atomique virtuelle – est source de satisfaction pour New-Delhi.

Un autre vaste champ de rapprochement entre les deux pays s'est ouvert : l'économie. Des perspectives en théorie presque illimitées ont été créées par la décision de M. Rao de libéraliser l'essentiel des activités, industrielles et tertiaires. Des entreprises américaines ont été les premières – et, à ce jour, les plus nombreuses – à venir.

Les sujets de friction ne se sont certes pas évanouis. New-Delhi a ainsi été irrité par des sanctions prises en vertu de l'article « super-301 » de la loi commerciale américaine à l'encontre d'industries indiennes, pharmaceutiques notamment, qui refusent de payer les droits de propriété industrielle internationalement agréés. M.J.N. Dixit qualifie de *«déraisonnable»* et *«inacceptable»* la décision de Washington d'interdire, pour deux années, tout transfert de technologie à l'Office spatial indien (ISRO) après que Moscou lui eut vendu des moteurs spéciaux pour ses missiles.

L'Inde, en tout cas, se sent mieux assurée d'être au moins aussi bien traitée par Washington que les deux pays sur lesquels son attention demeure braquée – le Pakistan et la Chine, – avec qui elle forme ce que l'on a pu dénommer un *« triangle vicieux »*. Si les relations avec Islamabad ont à nouveau atteint l'étiage après la destruction de la mosquée d'Ayodhya par des fanatiques hindous, une amélioration assez spectaculaire avec Pékin est en cours. Les deux capitales se sont ainsi accordées pour ne pas faire un préalable de la solution de leur conflit territorial (1). Elles ont admis que cette affaire devait être tenue pour *« un legs de l'histoire »*, ce qui permet de se donner du temps.

New-Delhi doit encore retisser ses relations avec des pays négligés en raison de son face-à-face exclusif avec l'URSS. Le plus notable de ces «oubliés» est le Japon, partenaire crucial dans la perspective d'un développement qui devra prendre en compte l'environnement asiatique. Une visite de M. Rao à Tokyo, en 1992, a montré qu'il faudra bien des efforts pour combler le fossé. La plupart des pays de la Communauté européenne font aussi partie de ce cercle où presque tout demeure à construire. Il est piquant de constater que l'Inde s'impatiente, à présent, d'une lenteur de nombre de ces partenaires virtuels !

Parmi les Douze, l'Allemagne et la France ont un rôle plus spécifique à jouer. M. Rao a fait une visite officielle fin septembre à Paris, considérée par les deux parties comme *« un grand succès »*. Elles sont ainsi tombées d'accord pour se concerter davantage en vue de l'avènement d'un *« monde multipolaire »*, autrement dit libre de la domination écrasante des seuls Etats-Unis. Des mesures ont été prises pour favoriser un nouveau départ des investissements, assez poussifs, en provenance de l'Hexagone.

Produits stratégiques

New-Delhi doit, enfin, tenter de ressaisir les brins que l'explosion de l'URSS a disjoints. La visite de M. Eltsine est d'évidence une étape cruciale et complexe du processus. L'Inde, qui a reconnu les Etats issus de l'URSS, espère ainsi maintenir autant que possible des débouchés naguère bien rodés. Elle souhaiterait aussi conserver, au moins pendant la période de recomposition de son environnement économique, un accès à des fournitures familières – notamment, mais pas seulement, militaires (2).

Elle ne peut pas non plus se remettre si aisément d'une époque où Moscou lui livrait des produits *stratégiques*, tel le pétrole, sans débours de devises, puisqu'ils étaient payés par l'excédent traditionnel des exportations indiennes vers l'URSS. Ces heureux temps sont révolus. Mais la Russie ainsi que l'Ukraine et l'Asie centrale demeurent très courtisées.

Les résultats sont lents à venir. En particulier, l'armée se languit d'obtenir de Moscou (et de Kiev) les pièces détachées, les composants pour ses avions et ses chars et les munitions dont elle a grand besoin. La révision d'un accord de convertibilité rouble-roupie, naguère si avantageux pour l'Inde, a compliqué les choses. L'enjeu était de taille, il est vrai : un allègement de la dette indienne d'un montant variant de moins de 1 à plus de 11 milliards de dollars, selon le taux de conversion retenu pour le rouble.

JEAN-PIERRE CLERC

(1) Le différend porte sur 115 000 kilomètres carrés : l'Aksai-Chin occupé par la Chine, à l'ouest de l'Himalaya, et l'Arunachal-Pradesh, à l'extrémité orientale de la chaîne montagneuse, revendiqué par Pékin.

(2) 70 % du matériel en service dans les armées indiennes est d'origine soviétique, qu'il s'agisse d'importations ou de production sous licence. Il avait pour principal avantage d'être payé en équivalents-roupies, ce qui le mettait à des prix très bas.

PROCHE-ORIENT

Selon une revue américaine

Le Pentagone juge précipitée la décision concernant l'un des raids contre l'Irak

Huit missiles Tomahawk sur les quarante-cinq lancés, en deux vagues distinctes, par quatre bâtiments de guerre américains sur un site irakien, le 17 janvier, n'ont pas atteint leurs cibles. Un missile s'est abîmé dans l'océan peu après son lancement. Trois autres sont tombés dans un verger proche de la cible choisie au départ : l'usine Zaafaraniyah, à treize kilomètres au sud de Bagdad. Trois Tomahawk se sont écrasés à l'intérieur du périmètre de l'objectif, mais ils ont raté les bâtiments qui étaient visés. Enfin, un missile a atteint l'hôtel Rachid – vraisemblablement après avoir été touché par la défense irakienne – mais, depuis, il est apparu que sa charge militaire embarquée (environ 500 kilogrammes) n'a pas fonctionné et que les dégâts constatés sur place sont dus à l'impact et à l'explosion du carburant.

Ces précisions sont données, pour la première fois, par la revue spécialisée *Aviation Week and Space Technology* qui les tient de ses informateurs du Pentagone. Citant l'une de ces sources, l'hebdomadaire américain constate, avec elle, que cette attaque, qui a coûté entre 45 et 60 millions de dollars de munitions à la marine américaine, a permis de mettre hors service une installation estimée à 6 milliards de dollars.

La même revue, en revanche, fait état de critiques que le Pentagone a adressées aux responsables politiques du raid déclenché, le 13 janvier, contre des radars, des batteries de missiles sol-air SA-3 et des centres de transmissions en Irak, au sud du 32e parallèle. Au total, trente-trois cibles avaient été désignées à la coalition alliée et seize ont été touchées : deux, sur les deux attribuées aux avions Tornado britanniques, qui ont donc réalisé un «sans-faute» ; quatre sur les douze affectées aux avions F-18 et A-6 de la marine américaine, et dix sur les dix-neuf assignées aux avions F-15, F-117 et autres F-16 de l'armée de l'air américaine.

Au Pentagone, les critiques ont fustigé la précipitation de l'administration Bush et, notamment, celle du Central Command, le général Joseph P. Hoar, qui avaient planifié le raid, à l'origine, pour le 11 janvier, et qui, ayant dû le retarder une fois déjà, ont donné finalement l'ordre de l'exécuter en dépit de conditions atmosphériques défavorables persistantes . Le mauvais temps et la forte couche nuageuse ont déréglé les systèmes-laser de guidage et perturbé la vision des pilotes sur l'objectif. Selon la revue, cette précipitation des officiels et le mauvais temps se sont conjugués pour aboutir à un raid dont le résultat est à peine moyen.

□ **IRAN : un Allemand condamné à mort.** – Accusé d'espionnage au profit de l'Irak, un ressortissant allemand, détenu depuis 1991 en Iran, a été condamné à mort, a annoncé, mardi 26 janvier, le procureur général à Téhéran. Cet homme n'a été désigné que sous son prénom, Helmut. Le gouvernement allemand est au courant *«depuis des mois»* de cette condamnation, et a entamé des démarches diplomatiques pour obtenir l'annulation du verdict, a-t-on indiqué, à Bonn, de source gouvernementale. – *(AFP.)*

EN BREF

□ **Visite de Mme Tasca au Liban.** – Dans le but de relancer la coopération franco-libanaise dans le domaine culturel, le secrétaire d'Etat à la francophonie et aux relations culturelles internationales devait se rendre au Liban, mercredi 27 janvier, pour une visite officielle de quatre jours. En augmentation de 10 %, l'enveloppe de la coopération doit atteindre cette année 85 millions de francs, ce qui place le Liban au premier rang des pays arabes partenaires de la France. Mme Tasca sera notamment reçue par le président de la République et le ministre des affaires étrangères.

□ **Le secrétaire général adjoint de l'ONU sur le départ.** – Le secrétaire général adjoint de l'ONU chargé de l'administration et des finances, l'Américain Dick Thornburgh, devrait bientôt quitter son poste, mais souhaiterait que celui-ci reste entre les mains d'un Américain afin de favoriser les réformes nécessaires, a rapporté mardi 26 janvier le *Washington Post*. Dans une lettre au nouveau secrétaire d'Etat américain, M. Warren Christopher, M. Thornburgh estime que *«certains sont tenter de préserver les poches de corruption et de favoritisme, les pratiques négligentes et les programmes inutiles qui ont bénéficié à certains intérêts nationaux et certains individus.»* – *(AFP.)*

□ **L'Allemagne renoncerait à vendre des sous-marins à Taïwan.** – L'Allemagne va renoncer à vendre des sous-marins et des frégates à Taïwan, a-t-on appris, mardi 26 janvier, de sources bien informées à Bonn. Selon elles, le chancelier Kohl et son ministre des affaires étrangères ont estimé que cette énorme commande – portant sur dix sous-marins et autant de frégates, pour un montant de 12,5 milliards de marks – venant juste après la brouille franco-chinoise à propos de la vente de Mirage 2000 à Taïwan, compromettrait gravement les fructueuses relations commerciales avec la Chine populaire. – *(AFP.)*

□ **Nouveau référendum au Danemark sur le traité de Maastricht en mai.** – Le Danemark organisera un second référendum sur le traité de Maastricht le 11 ou le 18 mai, a annoncé le ministère danois des affaires étrangères. Ces deux dates devraient faire l'objet d'une discussion la semaine prochaine au sein du Parlement. Selon un sondage Vilstrup, publié le 24 janvier, 53 % des personnes interrogées sont en faveur du traité amendé à Edimbourg, 31 % y sont opposées, 13 % demeurent indécises et 3 % optent pour l'abstention. – *(AFP.)*

□ **M. Thomas Pickering nommé ambassadeur des Etats-Unis en Russie.** – Le président Clinton a nommé, mardi 26 janvier, M. Thomas Pickering ambassadeur des Etats-Unis en Russie. Représentant actuellement son pays en Inde, M. Pickering avait été ambassadeur auprès des Nations unies durant la guerre du Golfe. En annonçant ce choix, le porte-parole de la Maison Blanche a dit que M. Clinton avait été *«impressionné par l'étendue de ses connaissances et sa sagesse»*. Le porte-parole a ajouté que M. Pickering, âgé de soixante et un ans et qui a déjà été ambassadeur en Israël, en Jordanie, au Salvador et au Nigéria, s'était *«distingué dans nombre de missions difficiles»*. – *(AFP, Reuter, AP.)*

e la politique
indienne

هكذا من الأصل

ENQUÊTE

Les nouvelles routes de la mafia

III. – Les termites de la finance

Après avoir découvert les richesses que l'Europe de l'Est offre aux « familles » du crime organisé et décrit le redéploiement de celles-ci à l'intérieur des pays qui constituent le marché unique (*le Monde* des 26 et 27 janvier), le troisième volet de notre enquête sur la mafia explique comment celle-ci s'y prend pour pénétrer les réseaux bancaires et financiers.

LUGANO (Tessin, Suisse)

de notre envoyée spéciale

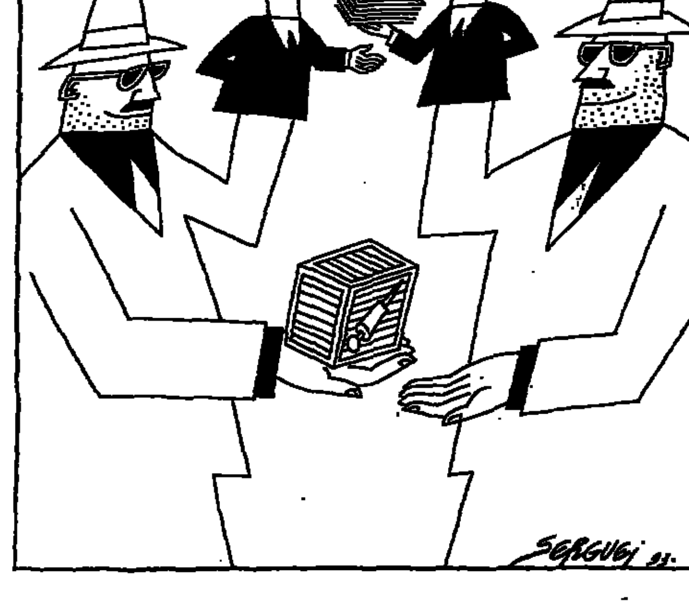
Le rendez-vous suisse se répétait chaque trimestre. Dès l'atterrissage de leurs vols respectifs, deux Brésiliens retrouvaient deux Calabrais dans un restaurant de Lugano pour partager une pizza. Depuis des mois, des livraisons de cocaïne produite en Bolivie arrivaient du Brésil à Rotterdam par bateau et dans des bidons de fer, pour la N'drangheta, la mafia calabraise. Juste avant ce repas pour solde de tout compte, dans leur chambre d'hôtel les acheteurs comptaient les coupures et leurs compagnes faisaient les liasses. Les billets venaient de la banque voisine, grâce à un employé complice. Flagrant délit, fin 1992. « *Les Calabrais ont pris la fuite* », précise le procureur de Lugano, Mme Carla Del Ponte. Collègue proche de Giovanni Falcone, elle était chez lui à Palerme quand la villa du juge faillit sauter avec ses occupants, lors d'une attaque mafieuse déjouée de justesse en 1989.

Raffinée et souriante derrière ses dossiers, elle est depuis dix ans le passage judiciaire quasiment obligé des affaires transcontinentales. Car le Tessin a été en Europe le point de départ privilégié par la mafia pour le blanchiment de son argent sale. « *Ce circuit est international* », explique Mme Del Ponte. Il commence par le dépôt au guichet des petites coupures – produit de la vente aux consommateurs par exemple américains. En Suisse, cela ne se fait plus car la loi impose pour tout « placement » de cash supérieur à un certain montant d'en préciser l'origine. « *Mais par tous les canaux imaginables, c'est une montagne de liquide que l'on fait passer ici !* » Par des sociétés tertiaires, fiduciaires et financières, ou un établissement bancaire de l'Est, qui ensuite font un virement sur une banque suisse. A ce stade de « non-espèces », la banque n'a plus l'obligation de demander des explications à son client.

Cette première étape est « *la plus délicate* », confirme Mme Del Ponte. Dès cette transformation du cash en dépôts, titres ou autres, l'origine illicite commence à disparaître. « *Dès ce stade, le recyclage* stricto sensu *est terminé* », dit Mme Del Ponte. Suit ensuite l'« empilage », la succession d'écritures d'un établissement à l'autre pour noyer toute trace. C'est ainsi que commence l'infiltration du système bancaire et financier européen par un volume redoutable de capitaux flottants et volatiles. Dans le monde, le chiffre d'affaires de la drogue s'élève à 1 500 milliards de francs, son profit à 150 milliards, estime le GAFI, un groupe d'experts créé lors du sommet en 1989 à Paris du G7 (les sept pays les plus industrialisés). Il faut ajouter à ce chiffre d'affaires celui d'autres trafics : armes, racket, jeux, etc. Pour l'Europe même, M. Gérard Larcher, sénateur (RPR) des Yvelines, estime, dans un rapport de mission présenté à cette assemblée le 1er décembre 1992, à 171,5 milliards de francs le commerce de la drogue et à 12 milliards ses bénéfices recyclés.

Troc plutôt que cash

C'est d'ailleurs sur le point de départ du blanchiment que se concentrent depuis peu les efforts répressifs collectifs de l'Europe des Douze : « *Le gros problème, c'est que la coopération judiciaire internationale ne fonctionne pas, nonobstant tous les discours* », soutient Mme Del Ponte.



Pour contrer ce début d'offensive et surtout assurer une meilleure rentabilité à moindre risque, les trafiquants se sont restructurés. Le quasi-monopole de la distribution provoque des livraisons de drogue à la tonne, dans les ports d'Europe du Nord de préférence. Voulant renforcer la sécurité du transport, l'organisation achète des avions, crée ses compagnies maritimes et routières, *via* des prête-noms.

Fin 1992, à Palerme, s'ouvre le procès de l'*Iron Tower*. Dans cette affaire, un cartel colombien avait vendu au puissant clan Madonia 700 kilos de cocaïne en une seule livraison par bateau. L'opération est « *significative de cette nouvelle stratégie* », pour Mme Del Ponte. Le paiement de 12 milliards de lires était assuré par Giuseppe Lottusi, qui possède à Milan une société fiduciaire. A sa succursale ouverte à Chiasso (Tessin), il recevait les coupures par colis postaux, qu'il virait à la Banque de Genève, à la Trade Development Bank, etc. Ces dernières les transféraient à leur tour au crédit d'une société panaméenne, qui les « bonifiait » près d'une banque de Floride, sur le compte de Colombiens prêts à investir le plus légalement du monde.

Cette concentration se généralise (*le Monde* du 1er janvier). En octobre dernier, la police espagnole a saisi une tonne de cocaïne dans la banlieue de Madrid, fournie par le cartel de Cali et dissimulée dans une caravane immatriculée en Allemagne. Au premier semestre 1992, plus de 6 tonnes de drogue étaient interceptées au Pays basque.

Innovation spéculative : les trafiquants constituent des réserves, stockées par exemple dans un centre touristique, comme vient de le révéler un repenti (du clan des Galattolo). Ce serait le cas de récentes saisies de drogue à Monte-Carlo opérées grâce à la coopération des polices française et italienne.

Pour le paiement, le troc tend à supplanter le cash. « *A peine découvre-t-on un canal, qu'un autre est déjà en place* », ironise Mme Del Ponte. Cocaïne payée avec de l'héroïne, ou drogue payée par un transfert de portefeuille de titres, par un achat de monnaies faibles, d'Angola, du Koweït ou de Russie. Ou facturation fictive sur un client étranger, à qui l'on n'expédie rien, mais qui renvoie de vrais dollars : ainsi la société d'import-export de Leonardo Greco, cousin du « pape » Michele Greco, recyclait-elle pour le compte des raffineries d'héroïne de Bagheria (Palerme).

Le substitut Gioacchino Natoli, de Palerme, vient de cosigner fin décembre l'ordre d'arrestation pour odeur de mafia d'un membre éminent des services secrets italiens (SISDE), Bruno Contrada. Enquêtant à Montréal, en 1990, sur une branche dérivée de la « pizza connection », première affaire américano-européenne sur le blanchiment, ce magistrat avait interrogé un employé de banque de cette ville. « *Les billets sentaient la pizza* », lui avait confié l'homme, n'ayant rien oublié de ces porteurs de valises venus déposer en 1984 et en vingt jours 1 million de dollars en petites coupures !

Le génie « laveur »

Aujourd'hui, des techniques bancaires sophistiquées évitent les documents qui permettraient de remonter à la source. Les autorités limitent-elles le dépôt initial à un certain plafond ? Le *smurfing* ou *schtroumpf* est l'art de diviser les transactions – et leur montant – pour contourner le règlement. Sont également utilisées à bon escient la méthode des « virements électroniques » et celles des comptes dits « d'attente » ou « intermédiaires ». Sur la place de Zurich, des dizaines d'« avocats-conseillers » offriraient leurs services en tant qu'experts de ces techniques. La France, avec sa monnaie forte, joue désormais un rôle de « coupe-circuit » – où l'on occulte l'origine sale des fonds, explique René Wack, chef de l'Office central pour la répression de la grande délinquance financière. Ce commissaire divisionnaire, fort d'une expérience accumulée pendant quinze ans, constate l'importance de la France pour la première étape du blanchiment puis au moment d'investir solidement. « *L'outil législatif est encore inadapté*, constate-t-il. *Nous sommes à la croisée des chemins.* »

Restent des établissements bancaires échappant à ce contrôle, désormais renforcé, parce qu'ils ont pignon sur rue dans un paradis fiscal, ou qu'ils sont carrément aux mains du crime organisé. La petite ville de Trapani, en Sicile, selon la commission parlementaire antimafia italienne, a ouvert de 1990 à 1991 à elle seule quatre-vingt-sept nouveaux guichets, alors que le reste de l'Italie n'en ouvrait que quatre-vingt-neuf. Sa spécialité, le transit initial des fonds mafieux vers d'autres banques, basé sur la confiance et l'*omerta* (la loi du silence) n'a rien à envier au *chop-shop* des organisations asiatiques, si l'on en croit un rapport du Fopac (Interpol) datant de 1991 sur « L'activité bancaire souterraine ».

De longue date, on connaît le blanchiment *via* les casinos à Vienne ou à Monte-Carlo ainsi que le trafic international d'œuvres d'art. Mais le génie « laveur » a inventé bien d'autres ficelles... A Lugano, ces temps-ci, chaque vendredi un pompiste prétend changer à lui seul 3 milliards de lires à des frontaliers italiens rentrant à la maison pour le week-end. « *Argent sale* », selon Mme Del Ponte. Déjà, début 1989, l'américaine Drug Enforcement Administration (DEA), en avance de plusieurs longueurs sur ses homologues européens, démolissait une recette du cartel de Medellin ayant blanchi plus de 1 milliard de dollars. De fausses barres d'or en provenance d'Uruguay étaient livrées par le cartel à des marchands complices. Lingots remplis en fait des vrais billets perçus lors de la vente au détail de la cocaïne aux Etats-Unis. Puis ceux-ci étaient déposés à la banque, comme provenant de la tout aussi fausse vente d'or à des bijoutiers complaisants.

Face à l'offensive de la répression depuis trois ans, confirme le GAFI, « *l'évolution récente du blanchiment des capitaux fait apparaître un déplacement des banques vers les établissements non bancaires et d'autres professions gérant des espèces* ». Des bureaux de change font l'affaire *(lire notre encadré)*. Des fiduciaires (associant un trust à une société d'investissement) ou des établissements financiers prolifèrent comme des champignons, pour fermer boutique rapidement. Krachs suspects. A Milan, le président de la chambre de commerce, Piero Bassetti, lance « *l'alerte à la déstabilisation* ». A Paris, le sénateur Gérard Larcher fait de même dans son rapport de mission déjà cité. D'ailleurs, rappelle-t-il, « *l'Europe de Schengen ne manque pas de paradis fiscaux* (garantissant le secret bancaire) *: Luxembourg, les îles anglo-normandes, Gibraltar, Ceuta, Monaco etc.* ».

Des achats d'assurances sont un biais apprécié : Prudential, un géant américain, vient d'envoyer à certains collaborateurs européens une circulaire les mettant en garde contre l'argent sale. L'achat de bons du Trésor boliviens avait les faveurs d'un citoyen allemand, représentant une fabrique d'hélicoptères, qui recyclait, de concert avec un Palermitain et pour le compte de trafiquants de cocaïne, des milliards de francs.

Experts en col blanc

Pour ces opérations-écrans, les organisations du crime ont besoin d'experts en col blanc et de haut vol. Franklin Jurado Rodriguez, un Colombien de quarante-trois ans, costume trois-pièces et lunettes cerclées, diplômé d'Harvard et de Columbia University, était établi à Luxembourg ainsi qu'à Paris depuis 1987, avec pour raison sociale : « Activité de conseil en rapport avec les marchés des capitaux européens ». Condamné pour « blanchiment », il attend ces jours-ci la décision d'appel, en suspens à Luxembourg. Une soixantaine de milliards de dollars blanchis pour le compte du cartel de Cali, aux Etats-Unis, en Europe et à Panama, sur 268 comptes dans 118 banques. C'est le premier procès international de ce délit introduit depuis peu dans les codes.

Selon le jugement de première instance, Franklin Jurado avait stocké toutes ses opérations sur sa disquette informatique : l'acquisition et la maintenance d'un cargo commercial, un portefeuille de titres conséquent, la gestion d'un beau patrimoine immobilier, *via* une banque hongroise, la City Bank, la BNP, etc. Dans ses notes, cet expert qualifiait la première phase de blanchiment de « *Kennedyfication* », la suivante de « *Sanctification* »... Homme de salon, il avait été vice-président de la Bourse de Bogota, militant des droits de l'homme, informateur de la DEA américaine, et dépensait trop en frais de représentation, selon le chef financier du cartel, Chepe, *alias* José Santacruz Londono, qui le sermonna sur ce chapitre.

Pour sa part, le fringant Jody Fortuny, citoyen d'Andorre, qui recyclait à travers les continents l'argent des rapts de la N'drangheta calabraise, n'a pas connu meilleure fortune. D'autres cerveaux restent au-dessus de tout soupçon, comme ces correspondants honoraires des ambassades du Costa-Rica en Europe. Jusqu'où s'étendent les « conseils », leur champ de compétence ? Car il faut bien investir, une fois blanchi l'argent sale. Mme Liliana Ferraro, qui a remplacé Giovanni Falcone à la direction des affaires pénales du ministère de la justice à Rome, le dit sans fioriture : « *D'abord arrivent les sous, puis la Mafia.* »

DANIELLE ROUARD

Prochain article :

Casinos, immeubles et entreprises

Chinatown-sur-Seine

A lui seul, un « trésorier » chinois se chargea de blanchir 1 milliard de francs ces trois dernières années. De lui seul partaient les instructions de virement ou de prêt bancaire, de Paris à Genève, puis pour Hong-kong, Bangkok, etc. Et retour sur des comptes ou pour des placements en Allemagne, au Royaume-Uni et aux Pays-Bas. Cet homme appartenant à la communauté *teochow* venue du sud de Canton, « tenait » un bureau de change dans le treizième arrondissement, le *Chinatown* parisien, et contrôlait la Société générale de change, rue de Richelieu. Ces deux modestes établissements lui permirent donc de transférer à partir de France un énorme volume d'espèces. Mais d'où provenait donc le pactole ? Des recettes tirées du travail et de l'immigration clandestins, du racket, des jeux et d'un peu de drogue.

Le plus surprenant pour les policiers français qui mirent fin à cette hyperactivité, fut de découvrir l'extrême centralisation, dans les mains d'un seul expert, de ce blanchiment à l'échelle de la planète. Pour eux, la conclusion s'impose, inquiétante. Le trésorier gérait les « économies » de l'ensemble de *Chinatown*. En clair, pour la première fois se confirmait la mise en coupe réglée de toute la communauté asiatique. Un coup des *Triades* ? Pas de doute. Encore faut-il que l'enquête en cours fournisse des preuves...

D. R.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télex : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télex : 261.311 F

Edité par la SARL *le Monde*
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile « Les rédacteurs du *Monde* »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33
Commission paritaire des journaux et publications, no 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE

Imprimerie du « Monde »
12, r. M.-Gunsbourg
94852 IVRY Cedex



Le Monde
PUBLICITE
Président directeur général : Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Cros
Membres du comité de direction : Jacques Guiu, Philippe Dupuis, Isabelle Tsaïdi.
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia
75902 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Télex MONDPUB 634 128 F
Téléfax : 46-62-98-73. - Société filiale de la SARL *le Monde* et de Médias et Régies Europe SA.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez *LM*

ABONNEMENTS PAR MINITEL
36-15 – Tapez LEMONDE
code d'accès ABO

ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-32-90
(de 8 heures à 17 h 30)

Tarif	FRANCE	SUIS.-BELG. LUXEMB. PAYS-BAS	AUTRES PAYS voie normale-CEE
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ______ ☐
6 mois ______ ☐
1 an ______ ☐

Nom : ______
Prénom : ______
Adresse : ______
Code postal : ______
Localité : ______
Pays : ______

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.
301 MON 01 PP.Paris RP

POLITIQUE

La préparation des élections législatives

M. Fabius invite les responsables socialistes à le rejoindre « sur le pont »

M. Laurent Fabius déclare, dans un entretien publié mercredi 27 janvier par le Figaro : *« Je sais bien qu'on évoque un raz-de-marée de droite, mais ce n'est pas une fatalité, et il faut absolument l'éviter. Sinon, presque tous les pouvoirs passeraient dans les mêmes mains, avec de graves risques de déséquilibre. »*

Le premier secrétaire du PS explique que *« la droite domine déjà le Sénat, la quasi-totalité des conseils régionaux, les conseils généraux aux trois quarts, la majorité des municipalités »* et que *« son influence est considérable sur le pouvoir économique et financier, sur les pouvoirs médiatiques ». « Si, en plus,* ajoute-t-il, *elle devait contrôler 80 % des députés, avec les conséquences sociales et les divisions qui en découleraient, non ! »*

M. Fabius affirme qu'existent *« un certain nombre de convergences »* entre les écologistes et les socialistes, mais que ceux-ci récusent *« tout ce qui peut déboucher sur un intégrisme écologiste ». « Nous nous intéressons à l'environnement parce qu'il s'agit d'un grand enjeu, auquel nous croyons,* ajoute-t-il. *La droite s'intéresse, en général, aux écologistes comme à une torpille antisocialiste. »*

Le premier secrétaire du PS déclare, enfin, que *« pour M. Michel Rocard comme pour tous les responsables socialistes, l'essentiel doit être, aujourd'hui, la bataille législative »* et que *« si l'on veut que l'échéance législative – et la suite – se présente bien, il faut, dès aujourd'hui, que tout le monde soit sur le pont ».*

□ **Le PS accuse M. Balladur de vouloir creuser le déficit budgétaire.** – MM. Christian Pierret et Alain Richard, respectivement directeur et codirecteur de la campagne du PS pour les élections législatives, ont déclaré, mardi 26 janvier, que les projets économiques et fiscaux de l'opposition feraient grimper le déficit budgétaire de 2,6 %, aujourd'hui, *« à plus de 5 % »* du PIB, ce qui ferait de M. Edouard Balladur *« le champion du déficit budgétaire ».* Ils ont affirmé que ces projets coûteraient *« entre 300 milliards et 432 milliards de francs »* par an.

M. Le Pen perturbe une cérémonie à la Sorbonne

L'arrivée inopinée de M. Jean-Marie Le Pen dans la cour d'honneur de l'université Panthéon-Sorbonne, lors d'une cérémonie mardi 26 janvier, a déclenché une vive émotion parmi les personnalités présentes. Alors que personne n'avait été averti de sa venue, le président du Front national s'est, en effet, rendu à l'inauguration d'un monument rendant hommage aux *« étudiants de toutes les disciplines morts pour la France ».* Sa présence a provoqué la stupeur des participants. Des incidents ont alors éclaté entre des étudiants et la dizaine d'accompagnateurs de M. Le Pen.

M. Jean Tiberi, maire du 5e arrondissement et premier adjoint au maire de Paris, Mme Michèle Gendreau-Massaloux, recteur et chancelier des universités de Paris, ont décidé, avec le président de l'université d'Assas (Paris-II) et le représentant du président de l'université Panthéon-Sorbonne (Paris-I) de continuer malgré tout la cérémonie, qui a été, selon un témoin, *« considérablement abrégée ».*

« Il s'agissait d'une cérémonie de souvenir, qui n'avait aucune coloration et ne devait pas être utilisée à des fins politiciennes, a indiqué M. Tiberi, qui n'a pas adressé un mot au président du Front national. *Personne n'aurait pu imaginer que M. Le Pen se joindrait à cette manifestation. »* Les personnalités présentes se sont éclipsées aussitôt la plaque dévoilée.

Une stèle, disposée dans la cour d'honneur de la Sorbonne depuis les années 30, rend hommage aux étudiants morts pour la France durant la première guerre mondiale. La cérémonie avait lieu à l'occasion de sa réfection. La Corpo de droit et d'économie de Paris-II, organisatrice de la commémoration, *« regrette amèrement cet incident préjudiciable à toute la communauté universitaire ».* Le syndicat d'étudiants UNEF-ID (indépendante et démocratique) s'est insurgé contre la venue de M. Le Pen. *« Sa présence dans l'enceinte de l'université française est une honte,* a-t-il déclaré, *et nous n'acceptons pas les prétextes qui permettent à l'extrême droite de pénétrer dans les établissements d'enseignement supérieur. »*

M. Jack Lang, ministre de l'éducation nationale et de la culture a condamné, mardi soir, *« l'agression sordide manigancée par M. Le Pen »*, qu'il considère comme *« une insulte intolérable à la mémoire des jeunes Français tombés pour la libération de leur pays ».* Pour sa part, M. Le Pen a estimé *« scandaleux et intolérable que la mémoire de ceux qui se sont sacrifiés pour la patrie et pour les libertés puisse être ainsi outragée par des éléments violents dont plusieurs étaient à l'évidence d'origine étrangère ».*

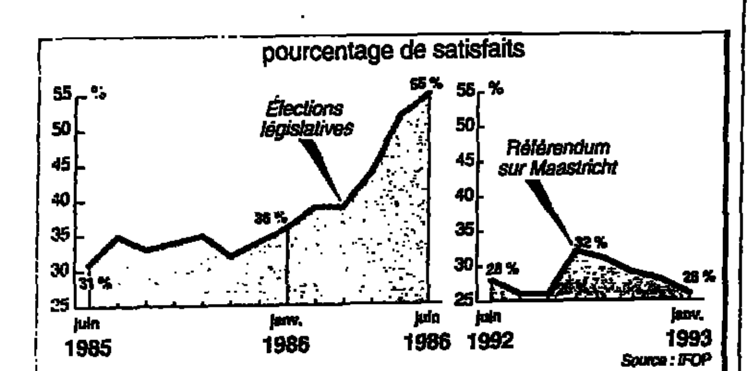
A la différence de 1986

La perspective de la cohabitation ne sert pas la popularité de M. Mitterrand

Janvier 1986. Alors que la gauche s'apprête, déjà, à perdre le pouvoir à l'occasion des élections législatives, M. François Mitterrand entame une remontée spectaculaire dans les sondages d'opinion, prélude à sa reconduction à l'Elysée en juin 1988. La courbe présidentielle, qui était au plus bas, s'infléchit pendant l'hiver, entre le mois de décembre et celui de janvier, au fur et à mesure que M. Mitterrand, chef de la majorité socialiste, s'efface derrière le « président-arbitre ».

Le président de la République le plus impopulaire de la Ve République retrouve brusquement les faveurs des Français, qui lui savent gré d'accepter à l'avance la victoire annoncée du RPR et de l'UDF. La cohabitation, inédite alors, est plébiscitée par trois Français sur quatre, même si elle apparaît moins comme un modèle de fonctionnement des institutions que comme la réponse appropriée à une situation donnée (1).

En 1993, devant la même situation, l'opinion apporte une réponse sensiblement différente. Après avoir bénéficié dans une faible mesure de l'effet créé par le référendum sur Maastricht, le chef de l'Etat semble renouer avec la forte impopularité qui l'atteint depuis 1991. Les baromètres des différents instituts, de l'IFOP à la SOFRES, en témoignent, la perspective d'une deuxième cohabitation n'a pas pour l'instant servi de tremplin au chef de l'Etat. Contrairement à 1986, une majorité (51 % contre 41 % qui sont d'un avis contraire) veut, selon la SOFRES, que le chef de l'Etat parte après les législatives si la droite est victorieuse (2). En avril 1986, 69 % des Français souhaitaient que le président aille au bout de son mandat... (1)



Selon M. Philippe Méchet, de Louis Harris, les Français ne sont pas moins légitimistes qu'en 1986 mais ils ont tiré les leçons de 1986. *« Ils ont l'impression que, de 1986 à 1988, le président a tout de même pesé sur la gestion du pays et ils souhaitent à présent un président effacé »,* estime-t-il. *« Ils ne soutiendraient pas un putsch institutionnel de la droite,* ajoute M. Stéphane Rozès, de l'institut CSA, *mais ils souhaitent que le président s'en aille de lui-même. »*

GILLES PARIS

(1) *L'Etat de l'opinion, Clefs pour 1987.* SOFRES, Le Seuil, 1986.

(2) Sondage effectué du 7 au 9 janvier auprès de mille personnes pour un groupe de journaux de province.

D'UN DÉPARTEMENT A L'AUTRE

Ille-et-Vilaine : M. Chirac dans l'imbroglio rennais

RENNES

de notre envoyé spécial

M. Jacques Chirac est venu apporter, mardi 26 janvier à Combourg puis à Rennes, son soutien à M. Yvon Jacob, candidat RPR, qui représentera l'opposition parlementaire aux élections législatives dans la deuxième circonscription de l'Ille-et-Vilaine. La désignation du président du directoire du groupe Legris Industries dans ce département dominé par les démocrates-sociaux de M. Pierre Méhaignerie provoque des pleurs et des grincements de dents à droite.

A l'intérieur même du parti néo-gaulliste, le secrétaire départemental, M. Yves Pottier, a manifesté sa mauvaise humeur et son dépit en se mettant « en congé » de son parti pour se présenter contre M. Jacob. Cet acte d'indiscipline, s'il venait à se réaliser, vaudrait une exclusion à son auteur, a prévenu M. Chirac.

L'entourage du président du RPR fait valoir que, sans investiture, le candidat d'une primaire « sauvage » risque de courir vers un score marginal. Les partisans de M. Pottier rétorquent que celui-ci bénéficie d'une notoriété locale qui pourrait lui être bénéfique. MM. Jacob et Pottier sont tous deux conseillers régionaux de Bretagne et conseillers municipaux de Rennes. Cette rivalité a conduit M. Chirac à justifier, devant six cents personnes réunies à Combourg, une situation pour le moins cocasse. Alors qu'un responsable local regrettait que les militants et les élus du cru n'aient pas été invités, l'ancien premier ministre a dû concéder que M. Jacob n'avait pas eu accès au fichier pour lancer ses invitations.

Il a été promis à celui qui avait sponsorisé le bateau *Ville-de-Paris* et la Coupe de l'America qu'il recevrait prochainement une copie de ce fichier du siège parisien du RPR.

Au cours d'un dîner de presse à Rennes, l'autre versant de la discorde est apparu avec l'absence remarquée de M. Méhaignerie, président du conseil général d'Ille-et-Vilaine. *« Quelles que soient les raisons qui l'amènent à ne pas être là ce soir, je les respecte »,* a dit avec diplomatie M. Chirac.

Au terme d'un accord entre le président du RPR et celui du CDS, les deux premières circonscriptions, détenues par les socialistes, avaient été attribuées équitablement à l'UDF (première) et au RPR (deuxième). Mais, selon certains, l'UDF prétendait « choisir » le candidat RPR, en l'occurrence M. Claude Champaud.

Profitant d'une lenteur de M. Méhaignerie et de la menace de l'organisation d'une primaire dans les deux circonscriptions, le RPR a pris une mesure de rétorsion préventive en présentant une candidate contre le candidat centriste dans les Hautes-Alpes, à l'autre bout de la France. Celle-ci a été maintenue malgré l'absence de primaires officielles dans l'Ille-et-Vilaine, ce qui explique le mécontentement de M. Méhaignerie.

De l'aveu même de certains responsables locaux du RPR, la conquête des deux premières circonscriptions – les deux seules qui échappent actuellement à l'opposition sur les sept que compte le département – ne sera pas aisée face aux deux sortants socialistes, MM. Jean-Michel Boucheron, président de la commission de la défense nationale de l'Assemblée nationale, et Edmond Hervé, maire de Rennes.

OLIVIER BIFFAUD



POLITIQUE

La préparation des élections législatives

Les écologistes protestent contre l'application de la loi sur le financement des partis

Les écologistes ont violemment protesté, mardi 26 janvier, contre la manière dont le premier ministre entend appliquer la législation sur le financement des partis politiques. A l'occasion des prochaines élections législatives s'appliquent, en effet, de nouvelles règles sur la contribution de l'Etat aux budgets des partis et des candidats. Cette modification de la réglementation ne manque pas d'avoir des conséquences sur la campagne elle-même.

Les trésoriers des partis n'ont pas forcément donné la consigne aux responsables des élections, mais ils auraient eu intérêt à le faire : *« Multipliez les candidatures de nos amis »*. Paradoxalement, en effet, une formation politique doit souhaiter qu'à l'occasion des élections législatives le plus grand nombre possible de postulants se réclament d'elle. Bien loin de lui coûter de l'argent, cela ne peut que lui en rapporter. C'est là un des effets, non prévu, de la nouvelle législation sur le financement des partis et des campagnes électorales, qui n'entre complètement en application qu'à l'occasion du prochain scrutin.

Contrairement à la plupart des autres grandes démocraties occidentales, la France ne disposait pas, jusqu'à il y a peu, d'une réglementation contrôlant les finances des partis et des candidats aux élections mais leur accordant, en échange, des subsides de l'Etat. Il a fallu l'éclatement des « affaires » pour que ce retard soit, petit à petit, comblé. La première loi date des dernières semaines de la première cohabitation : à l'hiver 1988, M. Jacques Chirac fit voter, à l'incitation de M. François Mitterrand, un premier texte sur *« la transparence de la vie politique »*. Cette législation fut améliorée par un texte de 1990, voté du temps où M. Michel Rocard était premier ministre, et encore durci, cette automne, lors de l'adoption de la loi sur la corruption.

Le détournement des dispositions de 1988

Après avoir été rodée lors des élections régionales et cantonales de mars dernier, la stricte surveillance des dépenses des candidats par la Commission nationale des comptes de campagnes sera appliquée pour la première fois cette année à des élections législatives. Cela a déjà des conséquences sur la modicité des dépenses. Mais les nouvelles règles aura tout autant d'effets sur les budgets des partis.

En 1988 il avait été décidé que les partis recevraient tous les ans une contribution financière de l'Etat, celle-ci étant calculée en fonction du nombre de leurs parlementaires. Cette législation fut très vite détournée de son objet premier. Tous les ans, en effet, au cours de l'automne, chaque député et chaque sénateur indique à la présidence de son Assemblée le parti auquel il se rattache. C'est en fonction de ces déclarations qu'en février ou en mars un décret du premier ministre répartit entre les formations politiques le budget global inscrit dans la loi de finances de l'année. Toutefois certains, pour profiter de cette manne (elle était de 313 423 F par parlementaire en 1992), ont décidé de créer leur propre parti. En 1989 il y avait seize partis, dont deux n'ayant qu'un élu. En 1992, il y en avait quarante et un dont vingt-deux unipersonnels.

La prime à la dissidence est incontestable, tout parlementaire ayant intérêt à quitter sa formation pour avoir la maîtrise personnelle de la dotation de l'Etat. Sans parler des négociations de « marchand de tapis » pour inciter les uns ou les autres à s'inscrire dans la bonne « maison », marchandages particulièrement âpres entre les diverses composantes de l'UDF.

La barre des cinquante candidats

La loi de 1990 n'a rien changé à cette disposition, mais elle a prévu que la moitié de la dotation de l'Etat serait répartie en fonction des résultats aux élections législatives ; en prévision, la somme globale a été doublée pour 1993. Mais ne seront impliqués dans le calcul de la répartition de cette deuxième partie des crédits de l'Etat que les partis ayant présenté au moins cinquante candidats (seuil fixé dans la loi sur la corruption). Pour éviter le détournement de l'esprit du texte de 1988, il a aussi été décidé, cet automne, que les partis qui ne pourraient bénéficier de la part de la dotation attribuée en fonction des résultats électoraux ne recevraient pas non plus celle qui est calculée en fonction du nombre d'élus.

La conséquence est nette : un parti qui n'aura pas présenté au moins cinquante candidats aux prochaines élections ne recevra aucune aide de l'Etat ; cela explique, notamment, l'attitude du CDS et du MRG. C'est aussi la fin du particularisme de M. Raymond Barre, de M. Jean Royer, ou des sénateurs centristes. Au-delà, comme la dotation accordée selon les résultats électoraux sera calculée en fonction des suffrages obtenus par les candidats ayant déclaré, lors de leur inscription à la préfecture, adhérer à un parti ou à un autre, la législation est une incitation à ce que chaque formation ait le plus grand nombre possible de représentants dans la campagne, et donc aux « primaires » : rien n'interdit à un candidat, même désavoué officiellement par sa formation, de dire qu'en fait il s'y rattache.

Cet aspect a lourdement pesé lorsque les Verts et Génération Ecologie ont négocié leur accord électoral. Mais aujourd'hui ils estiment avoir été trompés par le gouvernement. La loi de 1990 ayant prévu que la nouvelle législation ne s'appliquera qu'après le *« prochain renouvellement intégral de l'Assemblée nationale »*, le premier ministre a décidé que la répartition de la dotation de 1993 serait entièrement effectuée en fonction du nombre de parlementaires de chaque parti à l'automne 1992. Mardi 26 janvier, MM. Brice Lalonde et Antoine Waechter ont affirmé qu'il s'agissait d'un *« hold-up »* au bénéfice du PS, qui va profiter un an de plus de l'acquis de son succès des législatives de 1988, alors que les deux partis écologistes seraient privés, ont-ils estimé, de 30 millions de francs.

THIERRY BRÉHIER

Quand M. Balladur dîne avec Mme Voynet

En souvenir d'Edgar Faure, avec pour témoins MM. Galland, Bosson et Millon, Mme Dominique Voynet, porte-parole des Verts, avait rendez-vous, mardi soir, dans un grand hôtel parisien, avec un prétendant à Matignon. Pour la première fois, grâce à la diligence du « Nouveau Contrat social » animé par M. André Rossinot, M. Edouard Balladur rencontrait la « dame » des Verts aux fins de disserter, dans une ambiance des plus radicales, sur un problème sans fin : comment gouverner et pour quoi faire ? Avec M. Millon en guise d'intermède, l'une et l'autre se sont exprimés. C'est tout. Mme Voynet a bien tenté de provoquer le débat, mais l'ancien ministre d'Etat, devant la jeune impétrante, est demeuré de marbre.

« Je ne suis pas venue négocier un maroquin, ni pour moi, ni pour mes camarades », prévint, dès l'entrée, Mme Voynet, partie aussitôt dans une charge légère contre *« la suffisance du monde politique »*, *« le délabrement des contre-pouvoirs »*, *« le spectacle désolant du Parlement »* et particulièrement ce Sénat *« consternant par sa sur-représentation d'hommes du troisième âge »*. Les projets de gouvernement du RPR et de l'UDF ne firent guère l'objet de plus de concessions. Projets *« vagues »*, *« ambigus »*, *« démagogiques »*, elle assura qu'il faudrait vraiment que ses amis cherchent beaucoup pour y trouver *« les bases acceptables d'une participation d'écologistes à un gouvernement »*. Ce constat général et particulier n'eut pas l'heur d'émouvoir outre mesure son voisin d'un soir, de plus en plus premier ministre.

Sans se distraire de son texte, M. Balladur proféra quelques grands principes. Gouverner pour tous *« en tenant compte des aspirations des minorités »*, *« reconstituer les solidarités »*, *« réformer la société »*, la France, assura-t-il, devra *« parvenir à la conciliation de la liberté et de l'efficacité d'une part, de la solidarité et du progrès pour tous, d'autre part »*.

Dans le petit jeu convenu des questions-réponses, il eut l'occasion de préciser encore qu'il était pour un premier train rapide de réformes constitutionnelles touchant la Haute Cour de justice, l'extension du référendum, le fonctionnement du Parlement et le Conseil supérieur de la magistrature.

On parla encore sécurité sociale, retraites, impôts. Mme Voynet contesta un peu. M. Balladur passa vite. Point de dialogue et points de suspension. *« Rien de tel pour rénover les idées que de s'éloigner de l'exercice des responsabilités »*, conseilla-t-il encore. Visiblement, M. Balladur pense que les écologistes peuvent durablement encore concourir au renouvellement des idées... Ce dîner d'ennui ne promet guère de lendemains.

DANIEL CARTON

Un texte des avocats de M. Henri Emmanuelli sur l'affaire Urba

« Chronique d'un arrêt annoncé »

Me Philippe Lemaire, Patrick Maisonneuve et Gérard Welzer, avocats de M. Henri Emmanuelli, président de l'Assemblée nationale et ancien trésorier national du Parti socialiste, nous ont adressé, sous le titre « Chronique d'un arrêt annoncé », le texte qu'on lira ci-dessous. Ils réagissent ainsi à la publication, dans *le Monde* du 22 janvier, de l'enquête de Roland-Pierre Paringaux sur la fin de l'instruction par M. Renaud Van Ruymbeke de l'affaire Urba.

Il est pour nous assez inhabituel de plaider par voie de presse et nous réservons d'ordinaire la primeur de nos arguments aux magistrats. Mais, lorsque la justice ne se rend plus devant les tribunaux et qu'elle se déplace, qui plus est sous une forme caricaturale, inexacte ou réductrice, dans les colonnes d'un journal, il faut bien que nous nous y transportions aussi, tout simplement pour rappeler quelques notions élémentaires de notre droit : la présomption d'innocence, ce que doit être un procès équitable... Si nous nous taisions, nous nous ferions complices de cette justice médiatico-spectaculaire qui s'éloigne chaque jour du code pénal, de sa rigueur et de ses exigences. Cela ne correspond pas à l'idée que nous nous faisons de notre métier.

Cette dérive qui propulse lentement le Droit loin des prétoires n'est malheureusement pas nouvelle. Conseils de M. Henri Emmanuelli, nous avons dû constater dès son début – et en réalité avant même son commencement judiciaire – que l'instruction du dossier Urba dans la Sarthe était faite par voie de presse.

Beaucoup de bruit pour rien

Il était et il reste manifeste que les épisodes médiatiques de cette affaire ne cessent de s'enchaîner alors que, dans le même temps, nous avons pu observer avec une certaine incrédulité l'absence de réelle instruction. Si l'on veut s'en persuader, sans même évoquer le vide vertigineux du dossier, qu'on veuille bien considérer le fait que l'ancien trésorier du Parti socialiste n'a pas été confronté avec le moindre témoin, ou inculpé, ou bien encore qu'on accepte de se souvenir que son audition ne lui a permis d'échanger, quatre heures durant, que des considérations générales et autres lieux communs avec ses interlocuteurs.

Malgré cette réalité, l'article paru dans *le Monde* du 22 janvier 1993 et intitulé « L'argent des partis vu par le juge Van Ruymbeke » participe de ce mouvement étrange en cherchant à son tour à faire beaucoup de bruit pour rien. Il vient confirmer cet inquiétant paradoxe – à moins qu'il ne relève d'un autre processus ? – qui veut que l'instruction soit davantage divulguée par la presse que menée par les juges, car, sous l'apparente objectivité de son titre, se dissimule un ensemble de contre-vérités, d'approximations et d'erreurs.

Pour l'essentiel, cet article s'appuie sur un récapitulatif établi dans l'affaire « Urba dans la Sarthe », récapitulatif qui n'est qu'un élément, parmi d'autres, de la procédure. Or, tel qu'il est utilisé, il apparaît comme un document incontestable et unique : un quasi-jugement. De fait, cet article dans sa présentation initiale n'hésite pas à affirmer : *« Jamais, depuis la révélation des « cahiers Delcroix » et le procès des fausses factures du Sud-Est, dit de la SORMAE, et le feuilleton Urba, le fonctionnement de telles officines financières n'avait été mieux exposé qu'à travers l'exemple sarthois. »* Cette assertion est étonnante, puisque le rapport de la commission d'enquête parlementaire sur le financement des partis politiques a apporté tous les éclaircissements sur ce qui est présenté aujourd'hui comme des révélations sensationnelles. De surcroît, ce « scoop » devient singulièrement éventé dès lors que l'on veut bien se souvenir que le Parti socialiste avait diffusé à trois cent cinquante mille exemplaires, par deux fois, il y a deux ans, un budget dans lequel figurait noir sur blanc le coût de la liquidation d'Urba. Les liens entre le PS et cette société étaient donc sans mystère. Du reste, en puisant dans les archives de votre journal, vous auriez dû trouver des descriptions tout aussi précises et beaucoup plus anciennes.

Vous croyez être en mesure d'écrire, en généralisant, que le dossier « Urba dans la Sarthe » peut être étendu à l'ensemble du territoire et à toute une catégorie d'élus se livrant tous au trafic d'influence et étant corrompus. Cette allégation, qui n'est même pas démontrée dans la Sarthe, département concerné par l'instruction, veut-elle dire que vous disposez d'informations inédites ? Sur quoi vous appuyez-vous pour procéder à une telle généralisation ? S'agit-il d'une pétition de principe ou bien d'un parti pris ?

Cette interrogation n'est pas la seule qui doit saisir le lecteur, car cet article prétend, en outre, que c'est vers le trésorier du PS, que *« les commerciaux d'Urba font remonter les sommes collectées »*. Pourtant, c'est l'inverse qui est incontestablement établi : la société Urba ne versait aucun franc au PS se contentant de prendre en charge certaines de ses dépenses. Dans le même esprit, ne faisant aucun cas des déclarations répétées des principaux intéressés, certains entendus comme inculpés, vous croyez discerner en la personne du trésorier du PS *« le véritable responsable du système »*. Mais le plus fort n'est pas encore là. Pour étayer son raisonnement personnel, *le Monde* va en effet jusqu'à prêter au conseiller chargé de l'affaire des propos en réalité tenus par un inculpé : *« Le trésorier national du PS exerçait une véritable tutelle sur les dirigeants d'Urba-Gracco, affirme le juge Van Ruymbeke. »* Commettant cet amalgame ou cette confusion, de surcroît, vous ne prenez même pas la peine de vérifier les chefs d'inculpation des uns et des autres. Cette erreur est encore aggravée par l'affirmation que le trésorier du PS avait *« la haute main »* sur Urba, autre inexactitude choquante. Dans un article qui se veut informatif, comment peut-on analyser ce dérapage ? Est-ce le fait de l'unicité de la source ?

Il y a peut-être une autre explication. Dans l'affaire « Urba dans la Sarthe », chaque épisode judiciaire a été amplifié par une mise en scène médiatique avant même qu'il ne survienne. Ce dernier rebondissement participe-t-il de cette logique ? Tout serait-il écrit à l'avance ? Cet article annonce-t-il l'arrêt de la chambre d'accusation de Rennes ?

PHILIPPE LEMAIRE, PATRICK MAISONNEUVE et GÉRARD WELZER

[L'article mis en cause par les avocats de M. Henri Emmanuelli présentait les conclusions auxquelles était arrivé M. Renaud Van Ruymbeke dans le cadre de l'instruction menée, depuis plus d'un an, sur le financement du PS et du PCF dans la Sarthe par le recours aux bureaux d'études. Sur le détail des mécanismes comme sur les entreprises concernées, les procès-verbaux « récapitulatifs » établis fin 1992 par le magistrat rennais vont bien au-delà du rapport de la commission d'enquête parlementaire sur le financement des partis politiques, dont le rapport final, en 1991, se plaignait, à juste titre, de la loi du silence observée par les trésoriers, les entrepreneurs et les publicitaires auditionnés. De plus, la commission n'avait pu se saisir des affaires non encore jugées, ce qui excluait évidemment le dossier Urba et la question du financement occulte du PS – situation qui suscita de vives réserves du côté de l'opposition. Enfin, la commission relevait l'opacité – tous partis confondus – des trésoreries locales, fédérales ou départementales.

Tout en soulignant, à propos des bureaux d'études Urba et SAGES, que le juge avait *« d'autant moins de peine à établir les liens avec le PS que les intéressés n'en font pas mystère »*, nous avons simplement voulu montrer la diversité et l'ampleur des pratiques discutables, sinon délictueuses, révélées par l'enquête du juge Van Ruymbeke. Ce souci d'information est celui du *Monde* depuis le début de l'affaire Urba, en 1989, comme le reconnaissent volontiers les avocats de M. Emmanuelli en renvoyant nos lecteurs aux archives de notre journal. Il ne fut pas inutile à l'information des socialistes eux-mêmes puisque, consacrant un chapitre de son récent ouvrage, *Tempête sur la justice* (Plon), à l'affaire Urba, l'ancien garde des sceaux Henri Nallet cite longuement et sans réserves les enquêtes du *Monde* à trois reprises.]

□ **SAGÈS : inculpation d'un adjoint au maire de Massy.** – Un adjoint au maire de Massy (Essonne), M. Hubert Boucris, a été inculpé, mardi 26 janvier, de trafic d'influence, par le juge rennais Renaud Van Ruymbeke chargé d'instruire un dossier concernant les activités des « bureaux d'études » SAGES et ARAVIS, proches des socialistes (*le Monde* du 22 janvier). Le nom de M. Boucris, ancien chargé de l'urbanisme à la mairie de Massy, était apparu il y a plusieurs mois dans ce dossier comme salarié de la société ARAVIS. Dans une requête envoyée en juillet 1992 au parquet, le juge rennais laissait entendre que M. Boucris avait accepté cet arrangement *« à la demande de M.* [Claude] *Germon »*, maire de Massy et député PS de l'Essonne. Outre M. Boucris, plusieurs élus de Massy sont soupçonnés par le magistrat d'avoir bénéficié des services et des financements de la SAGES et d'ARAVIS à l'occasion de la passation de marchés.

Dans le deuxième tome de ses Mémoires

M. Servan-Schreiber affirme que M. Chirac lui a dit avoir favorisé la victoire de M. Mitterrand en 1981

Le couple Giscard-Chirac n'a décidément pas fini de faire jaser. Pour avoir connu, comme le dit son éditeur, *« le meilleur et le pire de la politique française »*, dans le deuxième tome de ses Mémoires au titre évocateur *les Fossoyeurs* (1), M. Jean-Jacques Servan-Schreiber apporte, à sa façon, sa contribution à la petite histoire des deux grands hommes, qu'il s'est empressé de faire partager aux téléspectateurs du 20 heures de TF 1, mardi 26 janvier. S'appuyant sur les pages 219, 220 et 221 de son ouvrage, à paraître mercredi, il a fait état d'un dîner dans son appartement parisien, un jour de 1977, réclamé le matin même par M. Chirac, dîner au cours duquel celui-ci se serait mis carrément à table en lui tenant ce discours : *« Peut-être serez-vous étonné que je laisse, ou fasse, élire Mitterrand. mais c'est le seul moyen de se débarrasser de Giscard. Et nous ne pouvons pas continuer à le laisser enliser la France. »*

En déplacement en Bretagne, M. Chirac n'a pas perdu une minute pour démentir, puisque, avant le bulletin de la météo, le présentateur a fait savoir que l'ancien premier ministre contestait *« catégoriquement »* cette histoire, affirmant que, *« s'il avait eu des confidences à faire à cette époque, il ne les aurait sûrement pas faites à M. Servan-Schreiber. »* Mercredi matin, celui-ci nous a confirmé tout aussi catégoriquement la version de ce dîner, soulignant que *« c'était trop important pour dire des choses inexactes »*, tandis que sur Europe 1, M. Alain Juppé considérait que le comportement de M. Servan-Schreiber, dicté selon lui par la vengeance, *« n'était pas très joli, joli. »*

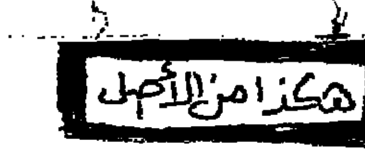
De toute façon, il est peu probable qu'on sache qui dit vrai, qui dit faux ou que M. Giscard d'Estaing s'aventure à les départager. C'est toutefois un secret de polichinelle que le RPR ne s'est pas ménagé avant 1981 pour en finir avec le giscardisme. Le propos prêté à M. Chirac n'est pas impossible. Mais ce n'est pas non plus un mystère que les relations entre M. Chirac et M. Servan-Schreiber n'ont jamais été empreintes d'une grande tendresse. *« JJSS, ce personnage folklorique de la vie politique française »*, *« Chirac, cet homme de bruit et de fureur »*, les échanges d'amabilités entre ces deux personnes de caractère ne manquent pas.

Dans le premier tome de ses mémoires, M. Servan-Schreiber a déjà montré qu'il pouvait prendre quelques libertés avec l'histoire. On conçoit que M. Chirac éprouve quelques désagréments à voir ressusciter ces temps du soupçon à l'heure de l'union forcée. On devine que M. Servan-Schreiber a trouvé là le moyen d'une publicité gratuite à une heure de grande écoute...

D. C.

(1) *Les Fossoyeurs*, de Jean-Jacques Servan-Schreiber, 319 pages, 119 F. Editions Fixot.

□ **M. d'Aubert (UDF) dénonce *« le risque grandissant »* de pénétration de la Mafia en France.** – M. François d'Aubert, député (UDF) de la Mayenne, président de la commission d'enquête parlementaire sur la Mafia, qui vient d'achever ses travaux, a souligné, mardi 26 janvier, *« le risque grandissant »* de pénétration de la Mafia en France en dénonçant *« une présence surtout financière, mais qui risque d'être durable »*. Parmi les *« cas concrets »* relevés par la commission, M. d'Aubert a cité le transit de la drogue, les *« secteurs de la promotion immobilière, des jeux, des golfs, du marché de la viande, ainsi que le cas d'entreprises italiennes ou siciliennes présentes sur certains grands chantiers et liées à la Mafia »* (lire page 8 notre enquête sur les nouvelles routes de la mafia).



POLITIQUE

Dans les conseils régionaux

Ile-de-France : le projet de schéma directeur est dans l'impasse

Le conseil régional d'Ile-de-France doit se prononcer, jeudi 28 janvier, sur le projet de schéma directeur présenté par le préfet de région. Un avis défavorable *« sans nuances »* conduirait sans doute le gouvernement à retirer ce document, après un débat marqué par les échéances électorales.

Avant le vote du conseil régional, sept des huit départements franciliens se sont prononcés sur le projet présenté par le préfet de région, M. Christian Sautter. Deux d'entre eux ont émis un avis défavorable sans même proposer d'amender le projet actuel. Ce rejet catégorique a été voté par une majorité RPR-UDF au conseil de Paris, et par une attitude identique du PC, du RPR, de l'UDF et du CNI dans le Val-de-Marne. Le conseil général de Seine-Saint-Denis devrait prendre la même position, vendredi 29 janvier, à l'appel de son président, M. Georges Valbon (PC).

Un seul département de petite couronne a émis un avis plus nuancé, en accompagnant sa délibération d'une demande de modifications prenant en compte sa charte départementale. Il s'agit des Hauts-de-Seine, dont le président, M. Charles Pasqua (RPR), a pourtant dressé un vigoureux réquisitoire contre le projet présenté par le gouvernement. Les Yvelines, le Val-d'Oise, l'Essonne et la Seine-et-Marne ont accompagné le refus du projet actuel d'amendements et de propositions qui pourraient être pris en compte dans l'élaboration d'un nouveau document.

En proposant un rejet du texte sans amendements, le président du conseil régional, M. Michel Giraud (RPR) avait conduit M. Sautter à déclarer que *« si les collectivités locales rendaient toutes un avis négatif et sans nuances »*, il recommanderait au gouvernement *« d'en rester là »* (*le Monde* du 13 janvier). Seul un revirement de l'exécutif du conseil régional permettrait de « nuancer » le vote. Mais M. Giraud, en refusant tout amendement, veut éviter de voir la majorité, qu'il a habilement constituée avec les écologistes au cours du débat budgétaire de décembre, éclater au cours d'un débat sur les orientations de la région.

Un « climat de polémique »

L'Ile-de-France risque donc de se retrouver pendant longtemps encore sans ce nouveau schéma directeur que tous les milieux socioprofessionnels et un certain nombre de maires réclament. Le conseil économique et social régional, dont les avis servent en général de référence au conseil régional, la Fédération régionale des travaux publics, l'Union routière de France, la chambre de commerce et d'industrie de Paris ont, comme la plupart des milieux économiques, clairement souhaité que le projet actuel soit rapidement adopté avec un certain nombre d'aménagements. M. Jean-Pierre Fourcade, vice-président (UDF) du conseil régional, a réuni de son côté, dès le 13 janvier, l'Association des élus pour le développement de l'Ile-de-France (ADDIF) pour déplorer le *« climat de polémique »* et pour souhaiter qu'un schéma prenant en compte les propositions des uns et des autres soit publié rapidement.

En ne prenant pas part au vote au Conseil de Paris, dans l'Essonne et probablement au conseil régional puisqu'ils n'y ont pas déposé d'amendements, les élus socialistes veulent dénoncer l'*« attitude de M. Giraud »*, qu'ils considèrent comme dictée par l'Hôtel de Ville de Paris, et qui revient selon eux à *« l'abandon d'une compétence d'aménagement du territoire par la région au profit des départements. »* Ils montrent en même temps leur peu d'enthousiasme pour un *« texte de compromis »*, dont certains regrettent qu'il soit débattu en pleine période électorale.

Avec la déclaration de M. Bérégovoy, lundi 25 janvier à Lille, sur *« le puissant parti qui dirige Paris, le département des Hauts-de-Seine, le plus riche de France, et la région Ile-de-France, qui refuse ce schéma directeur comme il s'est opposé à la solidarité financière entre les collectivités riches et pauvres »* (*le Monde* du 27 janvier), le débat a, de toute façon, pris une tournure polémique. Celle-ci rend quasiment impossible la perspective de voir élus et pouvoirs publics se retrouver dans quelques jours pour tenter de sortir de l'impasse.

CHRISTOPHE DE CHENAY

Nord-Pas-de-Calais : l'opposition hésite à bloquer le fonctionnement de la région

LILLE

de notre correspondant

Le conseil régional Nord-Pas-de-Calais débat, les 28 et 29 janvier à Arras, de son budget pour 1993, le premier présenté par l'exécutif Verts-PS. L'exercice sera difficile, sinon périlleux. La présidente, Mme Marie-Christine Blandin (Verts), et le vice-président aux finances, M. Michel Delebarre (PS), ne peuvent compter que sur le soutien des 8 Verts et des 27 socialistes, soit 35 élus sur les 113 membres de l'assemblée régionale. A supposer qu'ils rallient les suffrages des cinq conseillers de Génération Ecologie et des quinze communistes, cela ne ferait encore qu'un total de cinquante-cinq voix, peut-être cinquante-six en y ajoutant un écologiste non inscrit. En face, les vingt-sept élus RPR-UDF, les treize membres du groupe Borloo, les deux élus des « chasseurs » et les quinze Front national totalisent 57 voix.

Les Verts ont voulu préparer ce budget dans la transparence. Ils ont annoncé très tôt qu'ils étaient ouverts à toute discussion pour obtenir l'assentiment du plus grand nombre. Ils n'ont évidemment pas révolutionné les choses. Le poids des contraintes est réel, et la marge de manœuvre étroite. Mais ils ont tenu néanmoins à quelques touches vertes. Ainsi ont-ils doublé le poste environnement, qui ne représente toutefois que 2 % de l'ensemble.

Plus significatif est le coup de frein donné aux infrastructures routières : on se limite aux opérations déjà engagées pour faire porter l'effort sur le rail (rénovation du transport express régional et petites gares). Symboliquement, la subvention accordée l'an dernier à l'Enduro du Touquet est supprimée. *« La région ne va pas donner 25 millions de centimes pour abîmer les dunes du littoral »*, commente Mme Blandin. Les Verts veulent faire prévaloir une approche différente dans toutes les politiques régionales : formation, énergie, transport, développement économique, agriculture... L'opposition, par la voix de M. Jacques Legendre, sénateur RPR, entend démontrer que Mme Blandin n'a pas de majorité de gouvernement.

Un « diktat parisien »

Mais, au début de ce mois, le secrétaire départemental du RPR, M. Jacques Vernier, maire de Douai, a jeté un pavé dans la mare en déclarant publiquement qu'il ne fallait pas bloquer le fonctionnement de la région, quitte à s'abstenir sur le budget, moyennant la prise en compte de certains points de vue de l'opposition. Un sentiment partagé par M. Marc-Philippe Daubresse, délégué départemental de l'UDF, député CDS, maire de Lambersart.

Cette double prise de position, émanant de personnalités extérieures au conseil régional, a fait bondir les élus de l'opposition. *« On n'a pas le droit d'accepter n'importe quoi pour éviter le blocage de l'institution*, a déclaré M. Legendre. *Ce qui importe, c'est de savoir si ce budget est bon ou mauvais. »* Quant aux élus du groupe Borloo, dont M. Vernier avait assuré qu'ils émettraient un vote favorable au budget, ils voient là un *« diktat parisien politicien »* destiné à compenser le soutien des Verts au budget régional en Ile-de-France. De toute façon, nul ne peut ignorer, quelques semaines avant les élections législatives, le poids du vote vert, qui pourrait faire la différence au second tour dans certaines circonscriptions.

Du côté de l'exécutif, on se dit prêt à examiner tous les amendements, y compris ceux émanant du groupe Chasse, Pêche, Nature, Traditions. En pensant que l'apport de l'une des deux voix de ce groupe, celle du pêcheur à défaut de celle du chasseur, pourrait être décisive.

JEAN-RENÉ LORE

Bretagne : quatre membres de Génération Ecologie apportent leur soutien à la droite

Le budget primitif 1993 (2,4 milliards de francs) du conseil régional de Bretagne a été adopté mardi 26 janvier par 46 voix contre 18 et 19 abstentions. M. Yvon Bourges (RPR), président de l'assemblée régionale, qui ne dispose pas de la majorité absolue (39 conseillers RPR, UDF et divers droite sur 83), a non seulement bénéficié de l'abstention des 19 socialistes, qui avaient voté les deux derniers budgets, mais également des suffrages de quatre membres de Génération Ecologie, de ceux de deux divers droite n'appartenant pas à la majorité régionale (MM. Yves Rocher et Jérôme Aymé) et de celui de M. Gérard Gautier (sans étiquette), qui avait été élu en mars dernier en faisant campagne pour la reconnaissance du vote blanc.

Les six conseillers Verts, deux membres de Génération Ecologie, les trois représentants du parti communiste et les sept élus du Front national ont voté contre. – (*Corresp.*)

POINT DE VUE

Contre le monopole des partis

par Joaquin Estefania

Après MM. Max Gallo, Yves Cochet, Bernard Stasi, Mme Janine Mossuz-Lavau, MM. Laurent Cohen-Tanugi, Charles Fiterman, Georges Sarre et Guy Konopnicki (*le Monde* des 16, 24, 27-28, 29 décembre, 1er, 10-11, 12 et 21 janvier), Joaquin Estefania, directeur du quotidien espagnol *El País*, répond à notre enquête sur « La crise morale de la politique » publiée dans *le Monde* du 12 décembre.

VERS la fin des années 70, à l'époque de la présidence de Jimmy Carter, la commission trilatérale publia son premier rapport, intitulé « La gouvernabilité des démocraties ». Dans ce rapport, qui analysait les conditions nécessaires à un plus large développement de la démocratie, il était également suggéré, de façon explicite, de limiter la participation des citoyens. Cette méthode paraissait la plus efficace pour enrayer les excès inhérents à la démocratie. En d'autres termes, il s'agissait de démobiliser pour survivre.

Quinze ans plus tard, cette thèse a fini par s'imposer. Mais son succès a conduit, paradoxalement, à un affaiblissement des sociétés démocratiques. L'atonie, l'abstention, le scepticisme, la désertion, le je-m'en-foutisme, l'ennui, l'indifférence à l'égard de la chose publique, se sont accrus dans un système de plus en plus étranger aux préoccupations quotidiennes des citoyens, où l'on tend à vivre, replié chez soi, comme Robinson sur son île.

Comme l'affirmait Karl Popper, dans une réflexion empreinte de pessimisme, un seul espoir est désormais permis à l'électeur : renverser le gouvernement en place, quelle que soit la couleur politique de celui-ci. Aussi les citoyens se méfient-ils de plus en plus de leurs élites et, en tout premier lieu, des hommes politiques, mais aussi des intellectuels, qui, au nom du vieux concept d'engagement, s'expriment et agissent hors de leur tour d'ivoire, sans parler des médias et des professionnels de la communication, victimes, en raison de leur goût pour le spectacle, d'un manque de crédibilité alarmant.

Dans *la République des satisfaits*, un de ses derniers livres, l'économiste américain John K. Galbraith s'interroge sur la société sans classes. La participation, ou l'absence de participation, apparaît comme une nouvelle ligne de démarcation entre les citoyens. Les plus fortunés, satisfaits de leur situation dans la société, sont ceux qui accourent aux urnes, tandis que les autres, tout occupés à survivre, ne participent pas. Les *« satisfaits »* forment une *« culture du contentement »* qui opère, écrit Galbraith, *« sous l'égide inattaquable de la démocratie, même si ce n'est pas la démocratie de tous les citoyens, mais de ceux qui, pour défendre leurs privilèges économiques et sociaux, se rendent effectivement aux urnes »*. *« Le résultat*, poursuit Galbraith, *c'est un Etat qui ne prend pas en compte la réalité des besoins de l'ensemble de la population, mais seulement les opinions des satisfaits, devenus la majorité des votants* (1). »

Des formations sclérosées

Cette situation a pour conséquence le monopole démocratique des grands partis politiques. Un monopole propice, comme c'est toujours le cas, à toutes sortes d'excès : confiscation de l'action politique au profit de quelques individus, irrégularités dans les méthodes de travail, généralisation de la corruption par l'argent – qu'il s'agisse de la recherche de financements, en temps ordinaire ou en période électorale, ce qui exonère les militants de toute culpabilité, ou de l'enrichissement personnel de quelques hommes politiques, responsables et coupables à la fois de cette corruption, – intervention à tous les niveaux, y compris dans le domaine de la vie privée, abus de pouvoir, etc.

On assiste à la généralisation d'une sorte de « molletisme » se traduisant par un décalage entre les discours de campagne et l'action. Une politique de pure façade, qui ne fait qu'accroître la distance entre la classe politique et la société civile. Les citoyens ne tolèrent pas que les hommes politiques pour lesquels ils ont voté échouent là où ils attendaient qu'ils fassent la différence : ils ne pardonneront pas à la gauche de ne pas avoir réussi à vaincre le chômage ou à moraliser la vie publique, et reprocheront à la droite de ne pas en finir avec la bureaucratisation des institutions ou avec l'insécurité urbaine.

Face à la complexité des temps présents, des formations politiques sclérosées sont prises de court. Les dirigeants européens ont beau régler les difficultés techniques au jour le jour, ils ont rarement traité en profondeur les véritables obstacles qui s'opposent à la consolidation de l'unité européenne, à savoir l'immigration de centaines de milliers de personnes venues du Sud ou de l'Est, et leur intégration dans une Communauté européenne qui devra gérer la diversité.

Les partis survivent en se fondant sur une conception conventionnelle de la politique, sur l'utilisation d'une langue de bois vide de sens, et sur des programmes qui ne parviennent pas à attirer de nouvelles générations de sympathisants.

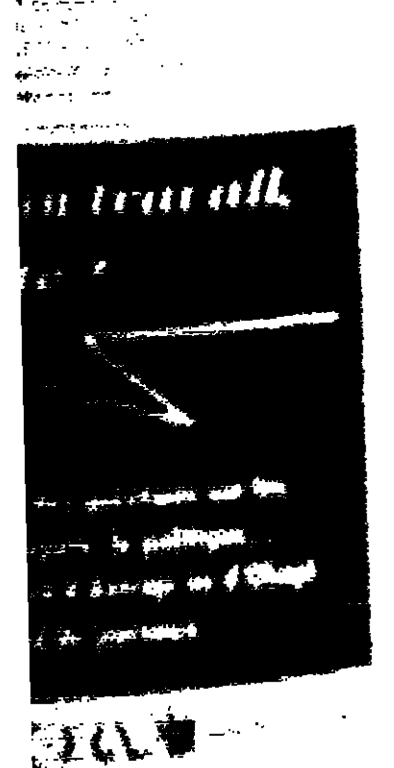
C'est du côté des formations nouvelles que semble venir des réponses : des écologistes, d'une part, quoiqu'il convienne d'être vigilant, car on trouve dans ces partis des fondamentalistes prêts à faire passer les droits de la nature avant ceux des citoyens, ou bien d'une extrême droite rénovée, qui a abandonné les chemises brunes, sinon les crânes rasés, et qui revendique l'homogénéité, l'isolement, la pureté raciale, l'épuration ethnique. Mais aussi du côté des organisations non gouvernementales, en très forte croissance : formées de jeunes gens intéressés par la vie publique, elles se présentent comme de véritables espaces de participation alternative.

Il n'y aura pas d'approfondissement de la démocratie – un concept oublié dans le discours dominant – tant que les partis ne s'ouvriront pas aux nouvelles réalités, tant qu'ils n'en finiront pas avec leurs sensibilités léninistes – cela vaut également pour les partis conservateurs, – tant que leur activité ne correspondra pas à la volonté permanente des électeurs et que le choix de leurs dirigeants sera réglé par cooptation. En somme, tant qu'ils ne consentiront pas à « déprofessionnaliser » la fonction d'homme politique. Mais cela ne signifie-t-il pas le suicide des vieux appareils ?

Il est curieux de constater que tous les espoirs se tournent vers l'Amérique, où le nouveau président, Bill Clinton, a remporté les élections sur ces mêmes thèmes : le respect de la pluralité, la participation citoyenne, la « déprofessionnalisation ». Serait-ce donc la fin de la politique dans la vieille Europe ?

(1) *La République des satisfaits. La culture du contentement aux Etats-Unis*, par J.K. Galbraith, traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Paul Chemla, Le Seuil, 1992, page 19.

(Traduit de l'espagnol par Christine Aguilar-Adan.)



POINT / L'AGENCE FRANCE-PRESSE

Un rôle mondial à défendre

Les quinze membres du conseil d'administration de l'Agence France-Presse (AFP) devaient élire, mercredi 27 janvier, un nouveau président-directeur général, en remplacement de M. Claude Moisy, dont le mandat de trois ans arrivait à échéance. Huit candidats étaient en lice : Michèle Cotta, ex-directrice de l'information à TF1, Lionel Fleury, directeur général adjoint de l'AFP, Bernard Montanier, conseiller d'Hervé Bourges à France-Télévision, Jean-Dominique Prêtet, directeur général de *Midi libre*, Jean-Charles Bourdier, rédacteur en chef du *Républicain lorrain*, Pierre-André Jouve, ancien journaliste de l'agence, auteur d'émissions de télévision et de livres politiques, Dominique Pettit, chef du service magazine de l'AFP, et Bruno Rhomer, ancien président d'Oros Communication. L'AFP est la plus ancienne des agences mondiales d'information. Avec un chiffre d'affaires d'un peu plus de 1 milliard de francs en 1992 (et un déficit de 28 millions), elle emploie quelque 2 000 personnes dans 135 pays, dont 1 100 journalistes et photographes. Ses 12 500 clients directs sont des médias, des banques, des entreprises et des administrations. Grâce à sept satellites, l'AFP diffuse quotidiennement deux millions de mots en six langues (français, anglais, espagnol, portugais, allemand et arabe). Elle commercialise de nombreux services spécialisés (photo, infographie, télématique, banque de données, chroniques radiophoniques...). Le nouveau président de l'AFP devra boucler le plan quadriennal lancé en 1991 et préparer la voie d'un nouveau contrat avec la presse et l'Etat, qui restent les deux principaux pourvoyeurs de recettes : 37 % du chiffre d'affaires pour la première, 49 % pour le second en 1991, le reste (14 %) étant fourni par des « produits non médias », comme le transport d'informations par satellites. Le nouveau PDG devra négocier avec les ouvriers du Livre CGT, que l'informatisation et les satellites obligent à des reconversions, et naviguer entre les écueils de la cohabitation, tout en défendant le rôle mondial de l'agence face à la poussée anglo-saxonne.

La tentation de l'indépendance

Le rôle, aujourd'hui considérable, des agences de presse, s'est accru au fil des décennies grâce, notamment, aux progrès techniques des transmissions. Ils sont à la source de la création de l'ancêtre de l'AFP, l'agence Havas. Au début du XIX[e] siècle, le négociant Charles Havas fut le premier à comprendre l'importance de la rapidité et de la précision des flux d'informations dans la vie des affaires, ainsi que l'apport formidable que représentaient les nouvelles techniques de communication comme le télégraphe ou le câble sous-marin.

L'agence Havas, créée en 1835, vient à point. Le capitalisme naissant facilite la transformation de l'information en une matière première que chaque journal utilisera à son gré. Et le développement de la presse à grand tirage et à bon marché, grâce à une liberté proclamée par le régime, constitue une belle occasion.

Charles Havas rationalise son activité et étend son influence. Il crée d'abord un service de pigeons voyageurs, transportés à Londres et Bruxelles, avant d'être relâchés à destination de Paris, leurs bagues dûment lestées de fins papiers reproduisant les nouvelles des journaux britanniques et belges. Les traducteurs des journaux étrangers travaillent à plusieurs sur le même article, ensuite reproduit sur une pierre lithographique. Mais Charles Havas obtient aussi le parrainage du gouvernement et du ministère de l'intérieur, où il a ses entrées. Toutes les données brutes qu'il recueille grâce à un maillage étroit de correspondants – dont des fonctionnaires du ministère de l'intérieur ! – sont livrées dans ses publications, baptisées *le Petit Bulletin, la Correspondance politique* ou *la Petite Feuille*, plus particulièrement dévolue aux banquiers.

Payé par le gouvernement, Charles Havas l'est aussi par les journaux, pour ses traductions, et par ses lecteurs avides de nouvelles exclusives (1). En 1845, grâce à une autorisation spéciale qui a toutes les allures d'une dérogation de faveur, il est le premier à pouvoir utiliser le télégraphe optique de Chappe. Ses concurrents ne pourront y avoir accès que cinq ans plus tard... Progrès techniques, dépendance politique et problèmes financiers : les atouts et les handicaps de la future AFP sont en germe.

Havas fait des émules

A la fin du siècle dernier, l'agence Havas est déjà au service du gouvernement, qui le lui rend bien. Toutefois, la technique de collecte et de transmission des nouvelles qu'il a mise au point fait des émules. Ainsi, en 1848, Charles Havas emploie deux réfugiés politiques allemands, Bernhard Wolff et Julius Reuter. Ils s'inspireront de son exemple pour fonder leurs propres agences télégraphiques. Reuter est fondée en 1851 à Londres, Wolff à Berlin. Et les trois agences signeront en 1859 un traité de partage du monde, un « Yalta de l'information ». Mais ils ne sont pas les seuls à avoir copié Havas. Outre-Atlantique, Associated Press est fondée en 1848, United Press en 1907 et International News Service en 1909. Et Tass naît en 1918 à Moscou. Mais, depuis 1857, Havas a ajouté une corde à son arc en devenant également agence de publicité. Son allégeance au pouvoir politique et les moyens de pression qu'elle détient sur la régie publicitaire des journaux, qu'elle peut alimenter ou étrangler à volonté, sera à la fois à la source de sa puissance, dans la première moitié du XX[e] siècle, et de sa condamnation.

L' *« immoral mariage »* de la publicité et de l'information subit les foudres du Front populaire, qui veut nationaliser Havas. Le patron d'Havas de l'époque, Léon Rénier, prend les devants en rétorquant que la presse française n'a guère les moyens de financer une agence de presse de rang international. L'agence sera pourtant scindée en deux branches, information et publicité. Mais elles formeront une seule et même entreprise. Une entreprise dont la branche information est d'ailleurs de plus en plus déficitaire. Le « trou » est régulièrement comblé par une contribution du budget du ministère des affaires étrangères.

La guerre et l'Occupation sonneront le glas de cette indépendance. En 1940, l'agence Havas cède pour 25 millions de francs – soit à peine la moitié de la subvention gouvernementale annuelle – sa branche information à l'Etat français. Le régime de Vichy la rebaptise aussitôt Office français d'information (OFI) et en fait son agence officielle. Les journalistes de l'agence Havas réfugiés à Londres répliqueront par la création de l'Agence française indépendante (AFI) tandis que certains infiltreront l'OFI, afin de tenter d'essayer d'éliminer les dépêches de propagande pétainiste et pro-allemande.

Le 20 août 1944, huit jeunes journalistes pénètrent au siège de l'OFI vichyssois, place de la Bourse. Paris est insurgé, ils ont des armes cachées dans leur sacoche. La première dépêche, qui signe l'acte de naissance de l'AFP, comprend 220 mots et commence par cette phrase : *« Les premiers journaux libres vont paraître, l'Agence française de presse leur adresse aujourd'hui son premier service »* (2). Une ordonnance du 30 septembre 1944 donnera naissance à l'Agence France-Presse.

L'AFP est créée *« à titre provisoire »* et placée sous la tutelle du ministre de l'information, son directeur général étant nommé par décret. Les subsides gouvernementaux sont largement supérieurs aux recettes provenant des journaux et des radios. La longue marche vers son statut actuel, régi par la loi du 10 janvier 1957, commence.

Entre-temps, c'est la valse des directeurs généraux à l'AFP : sept directeurs de 1945 à 1954. Cette année-là, Jean Marin est nommé à la tête de l'agence. Cet ancien d'Havas, qui a participé à la Résistance, est à la fois une figure de l'histoire et du journalisme. Il est l'ami de Pierre Mendès-France et de François Mitterrand, ministre de l'intérieur chargé de l'information, auquel il doit en partie ce poste. C'est pendant son « règne », qui durera jusqu'en 1975, qu'est enfin votée la loi sur le statut de l'AFP, après de nombreux rapports et études.

Quadrature du cercle

Il s'agit surtout de résoudre la quadrature du cercle : assurer à l'AFP son indépendance politique et financière, seule garantie qui lui permette d'entrer dans le concert des autres grandes agences de rang mondial. Or le statut de coopérative inspiré de celui des agences anglo-saxonnes, dont le financement est assuré par les journaux et les radios, est impossible. En 1950, le marché hexagonal est déjà trop exigu. L'AFP a 117 clients (journaux et radios) quand Associated Press en compte 2 900 !

L'instabilité des gouvernements de la IV[e] République va retarder jusqu'à 1957 la loi *« portant statut de l'AFP »*. Elle se fonde sur le rapport d'une commission mise en place deux ans auparavant par le ministre de l'information André Morice, et présidée par Frédéric Surleau, conseiller d'Etat. Parmi les ministres signataires de la promulgation de la loi, figurera M. Mitterrand, alors garde des sceaux. Cette loi fixe les missions de l'AFP, qui ne doit *« en aucune circonstance passer sous le contrôle de droit ou de fait d'un groupement idéologique, politique ou économique »*, mais est astreinte à *« donner une information exacte, impartiale et digne de confiance »* et à *« assurer l'existence d'un réseau d'établissements lui conférant le caractère d'un organisme d'information à rayonnement mondial »*. Elle définit également le rôle des organismes de gestion et de contrôle (conseil d'administration, conseil supérieur, commission financière). L'AFP est théoriquement à l'abri des pressions gouvernementales, par la nature de son conseil d'administration qui octroie la majorité des sièges – huit sur quinze – à ses « clients » (presse et radio). Mais l'histoire récente prouve qu'il y a loin de la coupe aux lèvres.

En 1975, il s'agit de trouver un successeur à Jean Marin, qui vient d'atteindre ses soixante-six ans. Le président de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing, repousse la candidature de Claude Roussel, un normalien qui a créé l'agence de presse clandestine du Comité national de la Résistance, et qui ne fait pas mystère de ses amitiés à gauche. Et il impose son candidat, Roger Bouzinac, ce qui provoque la démission d'Hubert Beuve-Méry, directeur du *Monde* et administrateur de l'agence, qui dénonce *« le fait du prince »*, tandis que Jean-Pierre Coudurier (*le Télégramme de Brest et de l'Ouest*) et Jean-François Lemoine (*Sud-Ouest*) protestent avec véhémence. Les relations entre le pouvoir, l'agence et son conseil garderont les séquelles de ce coup de force durant tout le septennat.

Enfin, en 1986, après la démission du PDG de l'AFP, Henri Pigeat, à la suite de la plus longue grève qu'ait connue l'agence, Jacques Chirac, premier ministre, confirme le nom de son candidat et ami, Jean-Louis Guillaud, comme futur PDG. En dépit de cette manière désinvolte de préjuger de leur vote, les représentants de la presse, alarmés par le déficit cumulé de l'agence – 206 millions de francs – obéissent. Des relations orageuses en naîtront entre l'agence et M. Chirac.

Tentés d'intervenir, les gouvernements ont donc longtemps entretenu des liaisons dangereuses avec l'agence. Et la part encore importante que constituent les abonnements de l'Etat à l'AFP – 49,7 % des recettes en 1991 – n'est pas faite pour lever l'hypothèque. Même si l'Elysée semble faire preuve, aujourd'hui, de prudence, voire de distance.

(1) *Havas, les arcanes du pouvoir*, d'Antoine Lefébure, Ed. Grasset, 1992.

(2) *AFP, une histoire de l'Agence France-Presse 1944-1990*, de Jean Huteau et Bernard Ullmann, Ed. Robert Laffont, 1992.

Les organismes de gestion et de contrôle

■ **Le conseil d'administration** de l'AFP est composé de quinze membres : huit représentants de la presse écrite, deux représentants du service public national de la radiodiffusion et de la télévision françaises, trois représentants des pouvoirs publics, tous usagers de l'AFP, et enfin deux représentants du personnel de l'agence. Ces administrateurs sont nommés pour trois ans.

Deux des représentants de la presse sont désignés par le Syndicat de la presse parisienne (SPP). Jean Miot, directeur délégué du *Figaro*, et Hugues-Vincent Barbe, de *l'Agefi-Desfossés*. François Prêtet, PDG du *Courrier de Saône-et-Loire* (Chalon-sur-Saône), est administrateur au titre du Syndicat des quotidiens départementaux (SQD). Enfin, cinq patrons de presse siègent au conseil d'administration de l'AFP au titre du Syndicat de la presse quotidienne régionale (SPQR) : Jean-Louis Prévost, président du directoire de *la Voix du Nord* (Lille) ; Alain Howiller, directeur des *Dernières Nouvelles d'Alsace* (Strasbourg) ; François-Régis Hutin, PDG de *Ouest-France* (Rennes) ; Louis-Guy Gayan, PDG de *la Charente libre* (Angoulême), l'un des quotidiens du groupe aquitain *Sud-Ouest*, et Gilbert Klein, ancien président du directoire de *l'Alsace* (Mulhouse).

Les deux représentants de la radio et de la télévision, nommés par le secrétaire d'Etat à la communication, sont Georges Filfioud, PDG de l'Institut national de l'audiovisuel (INA), et François Giquel, PDG de Radio et télévision française d'outre-mer (RFO). Les représentants de l'Etat sont Michel May, conseiller-maître à la Cour des comptes (nommé par le premier ministre) ; Daniel Bernard, directeur de l'information au ministère des affaires étrangères, et Gérard Horde, sous-directeur à la direction du budget, pour le ministre du budget, tous deux nommés par leur ministre respectif. Les deux représentants du personnel sont Philippe Thebault (collège journalistes) et Claude Cottin (administration et techniques).

■ **Le conseil supérieur** de l'AFP est composé de huit membres, nommés pour trois ans. En vertu de la loi de 1957, le président est toujours un conseiller d'Etat élu par l'assemblée générale du Conseil d'Etat. Il a voix prépondérante. Il s'agit actuellement de Daniel Videau. Outre le contrôle de l'indépendance de l'agence et de son rayonnement mondial, le conseil supérieur est chargé, dans l'hypothèse où le conseil d'administration ne s'accorde pas sur le nom d'un candidat à la présidence, de lui proposer, dans les huit jours suivant le scrutin, deux noms. Celui des candidats qui obtient le plus grand nombre de voix est élu PDG.

■ **La commission financière** de l'agence est habilitée à examiner les comptes de l'agence. Si elle estime que le conseil d'administration n'a pas pris les mesures nécessaires à son équilibre financier, elle peut demander, après avoir pris l'avis du conseil supérieur, la nomination d'un administrateur provisoire, en attendant le renouvellement anticipé des administrateurs défaillants.

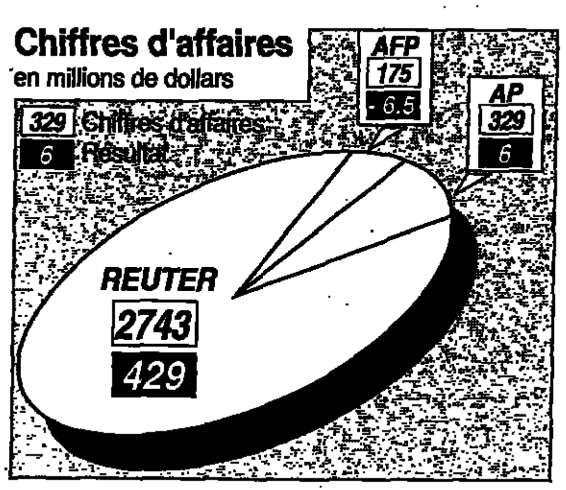
Concurrence sans merci sur les marchés étrangers

En 1859, tout était simple pour les trois agences de presse mondiales. La française Havas, la britannique Reuter et l'allemande Wolff régnaient chacune sur une partie du monde. Havas avait les coudées franches sur l'Hexagone et ses colonies, ainsi que sur l'Europe du Sud et l'Amérique latine. Reuter faisait de l'Empire britannique son vivier naturel tandis que la Continental, nouveau nom de Wolff, s'adjugeait l'Allemagne, la Russie et les pays scandinaves. L'américaine Associated Press (AP) appartint elle aussi au cartel, et ne se hasarda pas au-delà du Rio Grande ou de l'Atlantique. Elle tenta toutefois, timidement, de briser le *« monopole européen »* en réalisant, en 1902, des liaisons télégraphiques avec Cuba et l'Amérique centrale.

Part des médias
en % du CA des agences

REUTER 6%
AP 76%
AFP 86%

Chiffres d'affaires
en millions de dollars



La première guerre mondiale va rompre cette entente cordiale. La censure du ministère de la guerre interdisant à Havas de diffuser des communiqués allemands, le grand quotidien argentin *la Nacion* et une vingtaine d'autres journaux latino-américains s'abonnent au « fil » des agences américaines (AP et UP).

« Ainsi les censeurs français sont-ils à l'origine de la percée de l'information américaine en Amérique latine », au détriment d'Havas, notent Jean Huteau et Bernard Ullmann dans leur livre *AFP, une histoire de l'Agence France-Presse 1944-1990*.

Aujourd'hui, la concurrence fait rage entre les trois grandes agences mondiales : l'AFP, Associated Press et Reuter. United Press International (UPI), agence américaine née de la fusion en 1958 de United Press (UP) et d'International News Service (agence de presse du groupe Hearst), est sortie de la compétition. Mise en faillite après avoir perdu les deux tiers de ses seize cents salariés, UPI a récemment été rachetée par Middle East Broadcasting Center, une chaîne de télévision arabophone détenue par les Saoudiens.

Dans le trio restant, Reuter demeure l'agence la plus importante, tant par la taille de son chiffre d'affaires que par celle de son personnel. Contrôlée par des intérêts britanniques, américains et australiens et cotée à la Bourse de Londres et de New-York, Reuter est diffusée en quatre langues et est installée dans soixante-dix-huit pays. L'agence britannique s'est détournée des clients traditionnels des agences, les médias, pour s'intéresser aux acteurs économiques et financiers – Bourses, agents de change, banques, services financiers, etc. – auprès desquels elle réalise 94 % de son chiffre d'affaires. Reuter utilise l'informatique depuis 1964 : avec ses deux services spécifiques, Globex et Dealing 2000-2, elle s'est construit une forte clientèle de cambistes.

« Comme des chiffonniers »

Mais elle ne sera pas seule à profiter de l'expansion du marché des devises. L'information économique et financière est devenue un terrain de rivalité permanente pour les trois agences. Si l'hégémonie de Reuter n'est pas menacée, AP et l'AFP montrent les dents. *« Reuter est loin d'avoir gagné la bataille de l'information boursière »*, pronostique David Pearson, responsable de AP-Dow Jones à Paris. Deuxième agence mondiale par la taille, AP est une coopérative de journaux, de radios et de télévisions présidée par Frank Daniels Jr., qui dirige le *News and Observer* de Raleigh (Caroline du Nord). L'agence, qui jouit d'un quasi-monopole aux Etats-Unis, a pour abonnés 1 794 quotidiens (97 % des journaux américains) et 6 000 radios ou stations de télévision. Mais elle a aussi quelque 8 500 clients à l'étranger, grâce à ses 229 bureaux qui diffusent vingt millions de mots par jour en cinq langues. Associée depuis 1967 à Dow Jones (*The Wall Street Journal*), l'agence américaine a créé paritairement AP-Dow Jones, qui propose des informations sur les marchés boursiers et des nouvelles sur les sociétés. Cette filiale a absorbé, il y a trois ans, Telerate, auparavant contrôlée par la banque Citicorp, et prévoit de grossir d'un tiers ses effectifs actuels – une centaine de journalistes – afin d'ouvrir cette année des bureaux à Moscou, Copenhague, Buenos-Aires et Sao-Paulo, *« là où sont les places financières »*.

Avec des moyens plus modestes, l'AFP a lancé à Londres, il y a trois ans, avec le groupe Extel, un service économique et financier en anglais, AFX. Son « fil » économique en langue anglaise, en Asie, rivalise avec celui d'AP. Sur ce continent, *« les deux agences se battent comme des chiffonniers »*, note Lionel Fleury, directeur général adjoint de l'AFP. Elles sont aussi concurrentes dans le domaine de la photo, le service « téléphoto » de l'AFP étant de plus en plus prisé par des quotidiens comme le *New York Times*. Enfin, plusieurs journaux comme *The Far Eastern Economic Review* ou le *Daily Telegraph* ont renoncé au « fil » de Reuter pour s'abonner à celui de l'agence française.

Désireuse de conserver son statut de grande agence française de stature mondiale, l'AFP a été incitée par l'exiguïté de son marché médias à trouver de nouveaux clients potentiels, en diversifiant ses services et en créant par exemple AFP-Pro (accessible par Minitel ou micro-ordinateurs), AFP-Audio, Logipresse (ingénierie informatique). Elle a aussi achevé l'installation de son réseau satellite. Poly-Com, la filiale fondée en partenariat avec France Télécom, « transporte » aussi des agences étrangères comme Deutsche Presse Agentur (DPA). Mais, en dépit de ses 150 bureaux dans le monde qui diffusent des informations auprès de 650 journaux, 400 radios et télévisions, 96 agences (et environ 2 000 administrations, ambassades, etc.), l'AFP a fort à faire avec la concurrence des bas tarifs de Reuter, avec l'appétit manifesté par AP en Amérique latine et avec la montée en puissance des agences européennes (la DPA ou l'EFE espagnole).

Dossier réalisé par YVES-MARIE LABÉ

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Sous le coup de deux mandats d'arrêt

Le mercenaire Bob Denard souhaiterait rentrer en France

Bob Denard a annoncé, mardi 26 janvier à Pretoria, qu'il avait l'intention de regagner la France dimanche prochain pour *«clarifier sa situation judiciaire»*. L'ancien mercenaire français, qui est âgé de soixante-trois ans, est sous le coup de deux mandats d'arrêt délivrés par la justice française.

Dès son arrivée sur le sol français, conformément à la loi, il devrait donc être arrêté et incarcéré en attendant d'être présenté aux autorités judiciaires compétentes. Le premier mandat est consécutif à sa condamnation par défaut, par le tribunal de Paris, à cinq ans de prison pour une tentative de coup d'Etat au Bénin en 1977. Le second a été délivré à la suite de l'assassinat du chef de l'Etat comorien, le président Ahmed Abdallah, en novembre 1989. Bob Denard, qui était devenu l'«homme fort» des Comores, a toujours nié être responsable du meurtre de M. Abdallah, dont il assurait la sécurité avec ses mercenaires. Il s'était réfugié peu après en Afrique du Sud.

«Tourner la page»

«Je rentre de ma propre volonté pour régler un contentieux judiciaire», a indiqué mardi Bob Denard dans un communiqué. L'ancien mercenaire précise que lorsqu'il avait quitté les Comores *«sous la pression conjointe des autorités françaises et sud-africaines, des négociations tripartites sont intervenues (...) et des engagements ont été pris qui n'ont pas été respectés»*.

Bob Denard, qui souhaite *«tourner la page»* et retrouver son village du Médoc, avait fait paraître l'an dernier un livre consacré à sa vie de mercenaire mêlé à toutes sortes d'opérations clandestines en Afrique depuis le conflit de l'ex-Congo belge.

Polémique à Toulouse sur les unions de complaisance

M. Dominique Baudis est assigné en référé pour avoir refusé de célébrer un mariage

M. Dominique Baudis, député (UDF-CDS) de Haute-Garonne et maire de Toulouse, devait comparaître, mercredi 27 janvier, devant le juge des référés pour avoir refusé de célébrer un mariage entre une Française et un étranger en situation irrégulière. Il met en cause le rôle de la justice dans la lutte contre les unions de complaisance.

Une coiffeuse française de vingt-deux ans, Mlle Najat Haffai, et un Marocain de vingt-neuf ans sans travail, M. Mohamed Sebri, ont déposé, en juin 1992, à la mairie de Toulouse un dossier en vue de leur mariage. M. Dominique Baudis, maire de la ville, a alors demandé un avis au procureur de la République, car le futur époux se trouvait en situation irrégulière.

Le temps passait et le couple ne parvenait pas à faire publier les bans par la mairie. Jeudi 21 janvier, il a fait assigner en justice M. Baudis. L'avocat des jeunes gens, Me Christian Etelin, demandait au juge des référés de qualifier de *«voie de fait»* le refus de célébrer le mariage, et d'en ordonner la célébration. La réponse du magistrat et celle du maire, dès lors, n'ont plus tardé. Le même jour, soit six mois après avoir été sollicité, le procureur donnait un feu vert pour le mariage. Il précisait que M. Sebri est retourné au Maroc afin de régulariser sa situation, et que sa compagne est enceinte. *«Rien ne me permet de penser à un mariage de complaisance»*, concluait le procureur de la République adjoint.

En révélant, mardi 26 janvier, la teneur du courrier du parquet, M. Baudis, qui assurera lui-même sa défense devant le tribunal, a expliqué qu'il attendait la réponse du procureur pour décider de célébrer ou non le mariage. Le couple franco-marocain vient d'ailleurs, a-t-il assuré, d'être invité à se présenter à la mairie pour en fixer la date.

M. Baudis précise que, dans 44,5 % des mariages «mixtes» (entre un ressortissant français et un étranger) célébrés à Toulouse depuis janvier 1991, le conjoint étranger se trouvait en situation irrégulière. *«Je me réjouis de l'augmentation des mariages mixtes, qui sont une preuve d'intégration*, nous a déclaré M. Baudis. *Mais la recrudescence de mariages mixtes dont l'un des conjoints est en situation irrégulière m'oblige, depuis 1991, à saisir systématiquement le procureur en pareil cas. Je ne veux pas que le guichet de l'état civil soit un guichet d'acquisition automatique de la nationalité française.»*

Les contradictions de la législation

M. Baudis n'est pas le premier maire à être assigné en pareilles circonstances, affrontant ainsi la contradiction entre la législation sur le mariage et celle sur les étrangers. La première impose au maire, officier d'état civil, de célébrer toute union pour peu que les futurs époux soient libres et consentants. Cependant, le maire se doit aussi de saisir le parquet s'il constate une infraction, en l'occurrence l'irrégularité du séjour. Des poursuites judiciaires ou un arrêté de reconduite à la frontière peuvent alors intervenir. *«Faut-il attendre la réponse du procureur pour célébrer le mariage?»*, interroge le maire de Toulouse, estimant que *«la pratique de la loi doit être clarifiée»*.

La multiplication des mariages de complaisance conduit de plus en plus de maires à saisir les parquets des cas qui leur paraissent suspects. Mais ces derniers n'ont guère les moyens de procéder rapidement aux vérifications qui s'imposent. D'où l'impatience des véritables couples, et la multiplication des actions en référé. Quant aux conjoints en situation irrégulière, il est humainement impossible de les reconduire à la frontière lorsque la sincérité de l'union ne peut être mise en cause, en particulier lorsqu'ils vont être père ou mère d'un enfant de nationalité française.

Jusqu'en octobre 1981, un étranger désireux de se marier en France devait présenter un titre de séjour et une autorisation préfectorale. L'application de la convention européenne des droits de l'homme a conduit la France à supprimer l'exigence d'une autorisation administrative préalable. Depuis 1984, le mariage d'une personne étrangère avec une ou un Français donne automatiquement droit au séjour. Un récent arrêt du Conseil d'Etat permet cependant au préfet de refuser, après le mariage, la délivrance d'un titre de résident, ou de le retirer, si le mariage s'avère être *«de pure complaisance»* (*le Monde* du 12 octobre 1992). Entre 1986 et 1989, sous le régime de la loi Pasqua, la personne étrangère unie à une ou un Français devait patienter pendant un an après le mariage pour obtenir ses papiers, et prouver une *«communauté de vie effective»*. Cette disposition, aujourd'hui abrogée, avait placé de véritables couples mixtes dans des situations inextricables, et son efficacité dans la lutte contre les mariages dits «blancs» n'a pas été démontrée.

PHILIPPE BERNARD

□ **Les époux Saint-Aubin ont rencontré M. François Mitterrand.** – Les époux Saint-Aubin, dont le fils est mort lors d'un accident de voiture dans le Var en 1964, ont été reçus, mardi 26 janvier, à l'Elysée, où ils ont pu rencontrer le président de la République. M. et Mme Saint-Aubin, qui tentent de faire la lumière sur ce drame depuis près de trente ans, ont toujours été convaincus que leur fils et sa fiancée avaient été victimes d'un attentat visant quelqu'un d'autre dans le cadre de la lutte que se livraient, à l'époque, les services spéciaux français et l'OAS. Cette affaire avait été relancée à l'automne dernier après la diffusion par France 3 Bourgogne des déclarations d'un magistrat qui faisait état du témoignage d'un officier supérieur accréditant la thèse de l'accident volontaire. Le ministère de la défense avait alors estimé qu'il n'y avait *«rien de nouveau au dossier»* (*le Monde* du 13 et du 14 novembre 1992).

Un forum franco-allemand à Paris

La «planète» au secours du ministère de l'environnement

Le centre des conférences internationales de Paris accueille, les 27 et 28 janvier, une rencontre franco-allemande intitulée «Forum de la planète». Ce colloque, censé prolonger le «Sommet de la Terre» de Rio-de-Janeiro, est surtout l'occasion pour le ministre français de l'environnement, Mme Ségolène Royal, de renforcer la crédibilité d'un ministère en difficulté.

Depuis sa création en 1971, le ministère de l'environnement a un souci constant : rappeler son existence et asseoir son pouvoir vis-à-vis des autres administrations mieux installées. A ce jeu, M. Brice Lalonde avait remarquablement réussi : parti simple secrétaire d'Etat en 1988, il était devenu ministre délégué en 1990 et enfin ministre de plein exercice en 1991 (dernier de la liste, cependant), en jouant habilement du soutien du président de la République et du premier ministre, M. Michel Rocard. Fort de ces appuis, il avait réussi dès 1989 à impliquer ses collègues ministres lors d'un colloque intitulé «Ecologie et pouvoirs», où une douzaine d'entre eux avaient dû jouer, souvent contraints et forcés, le grand air de la fée Ecologie.

Vieilles habitudes

Mais, au quotidien, l'administration de l'environnement se heurtait constamment au mur des vieilles habitudes, qui fait de ce domaine le cadet des soucis des autres ministères. Et M. Lalonde, déjà, avait la tentation de contourner cet obstacle en appelant la planète à l'aide : les Allemands, pour convaincre les constructeurs français de mettre des pots catalytiques à leurs voitures ; les Américains, pour la lutte contre l'effet de serre et la protection de la couche d'ozone ; et l'Europe en général pour tous les obstacles dressés au sein du gouvernement français.

Mme Ségolène Royal a pris ses fonctions avec d'emblée rang de ministre, et même à la neuvième place, avant le ministre de l'équipement, des transports et du logement (M. Jean-Louis Bianco) et avant le ministre de l'industrie et du commerce extérieur (M. Dominique Strauss-Kahn). Venant de l'Elysée, ayant défendu les couleurs du PS sur le terrain (député des Deux-Sèvres), elle pouvait légitimement prétendre à beaucoup plus de poids que son prédécesseur au sein du gouvernement.

Offensive sur les marées noires

La conférence de Rio lui a permis de confirmer cette position qu'elle a confortée grâce à une suite de «coups» au creux de l'été, notamment concernant les déchets hospitaliers mêlés aux ordures ménagères venues d'Allemagne, puis le pyralène en provenance d'Australie. La première affaire lui a permis de se lier avec son homologue allemand Klaus Töpfer, qu'elle invite maintenant à toute occasion pour faire pression sur ses collègues... du gouvernement français. La seconde lui a permis de connaître son homologue australien – une femme, qui plus est, – mais aussi de se brouiller avec le ministre de l'industrie...

Les marées noires de La Corogne et des Shetland l'ont vue s'engager dans la défense du littoral, avec cette fois l'appui de son homologue italien, M. Carlo Ripa Di Meana, au grand agacement du secrétaire d'Etat à la mer, M. Charles Josselin. Au point que ce dernier n'a pas hésité à s'associer à M. Brice Lalonde, aujourd'hui à couteaux tirés avec Mme Ségolène Royal, pour reprendre l'offensive sur les marées noires! Comme son prédécesseur, le ministre de l'environnement doit prendre appui sur ses collègues étrangers pour faire accepter sa politique... par les membres du gouvernement.

ROGER CANS

Le rejet d'une demande d'exemption du service national

Homme de troupe ou chef d'entreprise

Le tribunal administratif de Montpellier devait examiner, jeudi 28 janvier, le cas de M. Thierry Boisseau. Ce Périgourdin de vingt-cinq ans demandait que soit annulée la décision de la commission régionale de dispense qui, le 29 octobre dernier, a rejeté sa demande d'exemption de service militaire. Thierry Boisseau dépend, de par son lieu de naissance, du bureau des affaires militaires de Perpignan, et il est le gérant de la société Aubert, une PME de 16 salariés, installée dans la banlieue de Périgueux et qui construit des machines destinées à l'industrie agro-alimentaire.

PERIGUEUX

de notre correspondant

Pour éviter de marcher au pas, Thierry Boisseau aurait pu se faire passer pour un peu fou ou un peu faible physiquement, accumuler des certificats médicaux de complaisance ou solliciter l'intervention d'un personnage bien placé, à l'image des dizaines de milliers de ses compatriotes qui se débrouillent chaque année pour ne pas chausser les rangers et porter le treillis. Il a cru qu'en jouant cartes sur table il parviendrait à convaincre les autorités militaires et administratives qu'il était plus utile à la tête de son entreprise que dans une caserne.

Titulaire d'une maîtrise en technologie délivrée par l'université de Toulouse, il est aujourd'hui la pierre angulaire de la société Aubert. De par ses connaissances, il accompagne la création et le processus de mise au point des lignes de cuisson, des laveuses de champignons, des machines à peler les marrons ou a ébouter les haricots verts. Il joue encore un rôle décisif lorsqu'il s'agit de décrocher des contrats à l'exportation.

Une intervention de M. Dumas

«En prévision de son service national, deux jeunes ayant des diplômes équivalents ont été recrutés successivement, mais ils se sont montrés incapables de faire face à la complexité et à la spécificité des produits à fabriquer», relevait M. Jacques Canton, le président de l'Union patronale du Périgord, dans une lettre adressée au préfet des Pyrénées-Orientales, au mois de juin dernier. *«Le tissu économique de notre région est déjà très touché par la mauvaise conjoncture. Chaque semaine, nous devons aider des entreprises qui souffrent. Il serait incompréhensible qu'une société dynamique, en croissance, qui exporte et crée des emplois, soit mise en difficulté par l'appel de son dirigeant sous les drapeaux.»*

La demande de Jacques Canton n'a pas été entendue, pas plus que les interventions du ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, et du député de la circonscription. Au mois d'octobre, le préfet des Pyrénées-Orientales a motivé son refus au prétexte que Thierry Boisseau avait moins de deux ans de gérance à la tête de la SARL. Les seize salariés de cette petite unité s'interrogent aujourd'hui sur leur avenir. Le principal intéressé, qui a déjà effectué quatre demandes de dispense en pure perte, ne se fera pourtant pas porter déserteur : *«L'armée, je ne suis ni pour ni contre. Je ne vais pas devenir un hors-la-loi ni faire du chantage à l'emploi. Je suis simplement un peu dépité.»*

DOMINIQUE RICHARD

Au tribunal correctionnel de Nancy

L'urologue Jacques L'Hermite condamné pour extorsion de fonds

Le professeur d'urologie Jacques L'Hermite, reconnu coupable d'extorsion de fonds à l'égard de onze de ses patients, a été condamné à une amende de 100 000 francs, mardi 26 janvier, par le tribunal correctionnel de Nancy (Meurthe-et-Moselle). La peine ne sera pas inscrite au casier judiciaire de M. L'Hermite, âgé de cinquante ans, et considéré comme un spécialiste de la greffe du rein. Il devra, en outre, verser près de 60 000 francs de dommages et intérêts et supporter 4 391 francs de frais de justice. Dans son réquisitoire, le procureur de la République, Mme Claude Vallet, avait demandé de la *«mesure»* avant de requérir deux ans de prison avec sursis, sans inscription au casier judiciaire, et 150 000 francs d'amende (*le Monde* du 22 décembre). Le professeur L'Hermite avait été inculpé d'extorsion de fonds et de tentative, ainsi que de faux et usage de faux en écritures privées. Quarante de ses anciens patients l'accusaient de leur avoir extorqué en tout 120 000 francs en liquide entre 1987 et 1989 (*le Monde* du 22 novembre 1990). Finalement, le tribunal correctionnel de Nancy n'a reconnu le bien-fondé des plaintes que de onze personnes et n'a pas retenu les chefs d'inculpation de faux et usage de faux. La justice a renvoyé l'urologue devant ses pairs pour déterminer la poursuite de sa carrière. L'ordre des médecins, qui a obtenu le franc symbolique de dommages et intérêts qu'il demandait, avait mis en délibéré son propre jugement dans l'attente de la décision pénale.

EN BREF

□ **Deux ans de prison pour transmission du sida.** – Un tribunal suisse a condamné à deux ans de prison ferme, mardi 26 janvier, un homme séropositif de trente-sept ans, reconnu coupable d'avoir transmis en connaissance de cause le virus du sida à au moins une femme, lors de rapports sexuels non protégés. L'accusé se savait porteur du virus depuis 1984, année de la mort de sa compagne de l'époque, atteinte du sida. Il a admis devant le tribunal de district de Muri avoir eu ensuite des relations sexuelles sans préservatif avec des partenaires, dont l'une est décédée de la maladie en 1991.

□ **Vol de pyralène à Marseille.** – Lors d'une visite technique dans une papeterie désaffectée de Marseille, mardi 26 janvier, des agents EDF ont découvert qu'un transformateur avait été vidé de son pyralène, le liquide de refroidissement aujourd'hui interdit d'utilisation dans les nouveaux transformateurs. Une enquête a été ouverte pour connaître la destination des 350 kilos de ce produit.

□ **Un «congrès» musulman fin mars à Lyon.** – M. Dalil Boubakeur, recteur de la Mosquée de Paris, a lancé un appel à l'organisation d'un congrès de l'islam de France. Celui-ci se tiendra à Lyon en mars prochain, au lendemain des élections législatives des 21 et 28. Son objectif est de lancer une campagne d'information et de discussion sur les moyens d'organiser l'islam en France et d'établir des rapports *«plus clairs»* avec les pouvoirs publics.

□ **L'Autriche choisit le missile sol-air Mistral de Matra.** – Le Conseil national de défense autrichien a choisi, mardi 26 janvier, le missile Mistral de Matra pour la défense sol-air à très courte portée. Il s'agit d'un premier contrat équivalent à 650 millions de francs et obtenu grâce à des compensations offertes par le groupe Matra-Hachette dans les domaines de l'espace, de l'automobile et d'autres types d'activités. Le Mistral était en concurrence avec le missile suédois RBS-70 et le missile américain Stinger. Les Autrichiens ont retenu la version portable du Mistral (pour l'infanterie). A ce jour, l'Autriche est le quinzième pays client du Mistral, dont les commandes totales ont dépassé les dix mille exemplaires.

Une journée nationale

Les chemins de la solidarité

Le ministre des affaires sociales et de l'intégration, M. René Teulade, a placé la journée du jeudi 28 janvier sous le signe de la solidarité. Un comité national de parrainage, présidé par M. Jean Bastide, président du conseil national de la vie associative et réunissant les représentants des administrations de protection sociale ainsi qu'une soixantaine d'associations, a été chargé d'organiser avec des comités locaux départementaux, des rencontres, expositions, spectacles, etc., illustrant les multiples modes d'expression de la solidarité en France.

Cette journée est présentée comme le prolongement des «Nuits de la solidarité» de décembre 1989 et décembre 1990. Mais si les nuits, très «médiatiques», valorisaient des initiatives associatives, la journée entend mettre en avant autant les actions publiques (et en priorité les apports de l'Etat), que les actions privées, en montrant leur richesse et leur complémentarité, *«au-delà de la seule approche caritative»*.

Une enquête réalisée par la SOFRES pour cette journée de la solidarité (1) montre que les Français placent eux-mêmes aujourd'hui la solidarité sous la double responsabilité de l'individuel et du collectif. L'abbé Pierre incarne, pour 68 % des personnes interrogées, l'engagement personnel (Bernard Kouchner vient en seconde position avec 38 %). La création de la sécurité sociale arrive quant à elle largement en tête (95 %) des événements qui représentent une grande avancée dans le domaine de la solidarité. Sont ensuite cités : la déclaration internationale des droits de l'homme de 1948 (85 %), l'instauration du SMIC (84 %). Le Téléthon (80 %) et la création des compagnons d'Emmaüs (80 %) se placent avant le RMI qui n'arrive qu'en sixième position. La lanterne rouge appartient à la communauté européenne dont très peu de personnes interrogées lui voient une mission de solidarité.

Pour les Français qui ont participé à l'enquête, la solidarité est d'abord une valeur morale (71 %) ensuite une valeur sociale (20 %), rarement religieuse ou politique, jamais syndicale ! Ni la droite ni la gauche n'en ont le monopole, et elle relève du domaine de l'acquis (éducation, expérience) et non de l'inné. Ils estiment que la solidarité consiste à s'entraider (91 %), à aider ceux qui ont des problèmes (89 %) et à lutter contre l'indifférence (85 %) autant que l'injustice quelle qu'elle soit (85 %).

Toutes les causes n'exercent pas la même séduction. Les enfants arrivent en tête (97 %) devant les gens qui vivent dans la misère en France, les handicapés, les malades et les personnes âgées isolées qui sont tout de même cités plus de 90 fois sur cent. Immigrés (52 %) et toxicomanes (48 %) ne mobilisent guère.

Le ministère des affaires sociales et de l'intégration, emboîtant le pas au président de la République, profite de la journée pour redorer le blason de l'Etat solidaire, rappelle la longue marche qui a mené de la charité à la solidarité et recense les grandes conquêtes : protection sociale, retraite, congés payés, RMI, etc. Que les personnes interrogées considèrent que la solidarité est, en premier lieu, «l'affaire de tous» n'est pas surprenant. En revanche, elles placent en deuxième position l'action individuelle. L'Etat n'arrive qu'en troisième. Les collectivités locales se situent bonnes quatrièmes bien que, depuis la décentralisation, elles portent à bout de bras une jolie part des actions de solidarité...

CHRISTIANE CHOMBEAU

(1) Enquête réalisée auprès d'un échantillon représentatif de la population française, de 1 004 personnes (âgées de 15 ans et plus), les 17 et 18 décembre 1992.

SOCIÉTÉ

EDUCATION

Au conseil régional de Rhône-Alpes

Protestations contre la désignation d'élus FN dans les lycées et les universités

Un rassemblement de protestation devait être organisé, mercredi 27 janvier, lors de l'ouverture de la session budgétaire, devant le siège du conseil régional de Rhône-Alpes, par plusieurs syndicats d'enseignants et mouvements antiracistes. Ces derniers demandent à M. Charles Millon, président (UDF-PR), de revenir sur la désignation de représentants du Front national dans des conseils d'administration de lycées et d'universités.

LYON

de notre bureau régional

Après les élections de mars 1992, le conseil régional de Rhône-Alpes a désigné ses nouveaux représentants dans les conseils d'administration des lycées et de certaines instances universitaires. Selon la règle instituée précédemment, ces délégations, au nombre de 303 dans le secteur public et 148 pour le privé, ont été réparties à la proportionnelle du nombre d'élus par départements.

C'est ainsi que les 29 élus du Front national (FN) – le second groupe politique à la région – se partagent 95 postes, en majorité dans les établissements techniques ou professionnels et dans le secteur privé. Même si elle est aujourd'hui remise en cause par MM. Gérard Lindeperg (PS) et Marc Bruyère (PC), *« cette décision a fait l'objet d'un accord unanime »*, précise M. Charles Millon, président (UDF-PR), dans la mesure où *« la personne ne représente pas son parti, mais l'instance régionale tout entière. »*

Depuis la rentrée, cette « légitimité » est contestée par un certain nombre de syndicats d'enseignants, parmi lesquels le Syndicat national des enseignements du second degré (SNES) et les exclus de la FEN, les personnels CGT, la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE), le syndicat étudiant UNEF-ID (Indépendante et démocratique), auxquels se sont joints SOS-Racisme, la Ligue des droits de l'homme et le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP). Dans trente et un établissements des deux académies de Lyon et Grenoble, leurs représentants, suivis généralement par les élèves, ont refusé de siéger face à un élu du FN, et faute de quorum les séances ont dû être reportées.

« Nous ne contestons pas leur élection au suffrage universel. Mais nous ne pouvons admettre que le conseil régional choisisse, pour le représenter, des élus qui se mettent hors jeu par leurs positions racistes et xénophobes. » Pour M. Mario Perez, secrétaire académique du SNES dans l'académie de Lyon, il ne serait pas acceptable que *« des élus exploitent des situations extrêmes, alors que la communauté éducative, surtout dans les banlieues, tente de surmonter les tensions »*. Faisant référence aux actes de violence commis dans certains lycées, il s'appuie sur certaines déclarations prononcées à la tribune du conseil régional.

Des échanges vifs

Ainsi, M. Hugues Petit (FN-Isère), le 19 avril 1991 à l'occasion d'un débat sur le schéma des formations, indiquait-il : *« L'augmentation du nombre des lycéens est la conséquence directe de la politique laxiste à l'égard de l'immigration (...). De cet afflux, résultent toutes sortes de conséquences fâcheuses : insécurité, drogue, disparité et baisse générale des niveaux, disparition du sentiment national. »*

Jugeant cette campagne *« sordidement politicienne »*, M. Petit, qui est maître de conférences en droit à l'université de Grenoble-II et qui a été désigné comme représentant de la région au conseil des études et de la vie étudiante (CEVU) de l'université Grenoble-I, a pourtant été récusé par des chercheurs de la Maison Rhône-Alpes des sciences de l'homme (MRASH) manifestant contre les thèses négationnistes. Il l'a été aussi par les représentants de l'UNEF-ID, qui ont appelé les membres du CEVU à boycotter toutes les réunions de ce conseil auxquelles participerait M. Petit.

Les responsables de l'éducation nationale se refusent à entrer dans cette polémique. Selon M. Maurice Bouchard, directeur de cabinet du recteur de l'académie de Lyon, elle concerne avant tout le conseil régional : *« Nous devons nous en tenir à une application stricte de la réglementation. Nous avons simplement recommandé aux chefs d'établissement d'être vigilants et de signaler tout dépassement dans le rôle des élus. »*

Après les incidents constatés lors des premiers conseils d'administration, ponctués, comme à Tarare (Rhône), d'échanges verbaux assez vifs, *« tout est rentré dans l'ordre, selon un* modus vivendi *en liberté surveillée »*, signale Mme Loëss, au lycée technique du bâtiment de Sassenage (Isère). Là, comme dans un autre lycée professionnel de Bourg-en-Bresse, les représentants du Front national ont, semble-t-il, choisi d'adopter un « profil bas ».

MICHEL DELBERGHE

SPORTS

AUTOMOBILISME : le Rallye Monte-Carlo

Didier Auriol vainqueur sur le fil

Pour la troisième fois (1990, 1992 et 1993) en quatre ans, Didier Auriol (Toyota Celica) a remporté, mercredi 27 janvier, le Rallye Monte-Carlo. Très attardé après la première étape de classement, le pilote français a dû attendre l'avant-dernière épreuve spéciale chronométrée pour prendre la tête et devancer finalement, de 15 secondes, François Delecour (Ford Escort Cosworth), qui avait déjà perdu le Rallye Monte-Carlo dans la dernière spéciale en 1991.

MONACO

de notre envoyé spécial

François Delecour a longtemps aimé la nuit. C'est uniquement de nuit qu'il effectuait toutes ses reconnaissances précédant le rallye. Par commodité, car les routes sont moins fréquentées, mais aussi pour fuir les rapports hypocrites entre pilotes. *« Je préférais agir seul dans mon coin*, raconte-t-il. *Je descendais dans les hôtels les moins fréquentés. Quand les autres pilotes rentraient, je prenais la route et je roulais plein pot jusqu'à 4 ou 5 heures du matin. »* Aborder la dernière nuit du Rallye Monte-Carlo avec 1 min 3 s d'avance sur son coéquipier Miki Biasion et 1 min 11 s sur Didier Auriol aurait dû le rassurer, voire le stimuler.

Sa surexcitation dans les heures précédant le départ trahissait pourtant une profonde angoisse. Lundi 25, dans la deuxième partie de l'étape commune qui ramenait les concurrents à Monaco, le pilote nordiste avait perdu l'assurance et le brio qui lui avaient permis de prendre la tête de l'épreuve dès la deuxième spéciale chronométrée. *« J'ai conduit étriqué, au milieu de la route, avec des coups de volant hachés »*, reconnaissait-il. Sa crispation ne lui avait même pas permis de déceler à temps un dysfonctionnement entre le moteur et le turbo, entraînant une perte progressive de puissance. En cinq spéciales, Didier Auriol, de plus en plus confiant au volant de sa nouvelle Toyota, lui avait repris 1 min 15 s.

Pendant les vingt-neuf heures qui séparaient l'arrivée de l'étape commune du départ de l'étape finale, François Delecour avait eu tout le temps de penser à l'impact d'une victoire. Pour Ford qui n'avait plus triomphé en Principauté depuis 1953. Pour lui aussi qui, à trente ans, était toujours en quête d'un premier succès national ou international. Sans doute n'a-t-il pu s'empêcher de se remémorer la malchance qui l'avait accablé en 1991 lorsque, pour son premier Monte-Carlo au volant d'une quatre-roues motrices, la Ford Sierra Cosworth, la victoire lui avait échappé dans la descente du Turini, la dernière épreuve spéciale chronométrée, pour une rupture d'un bras de suspension (*le Monde* du 26 janvier).

« Ça passe ou ça casse »

« Sauf ennui mécanique, crevaison ou sortie de route, Didier Auriol aura du mal à revenir sur moi », affirmait encore le pilote nordiste avant de s'élancer dans la dernière nuit. Il profitait des bonnes conditions atmosphériques (– 3°C mais pas de trace de neige ou de verglas sur la chaussée) pour attaquer sans retenue dès la première spéciale, dans l'ascension et la descente du Turini. En 13 min 37 s pour les 22,21 km, il battait de 5 s le record de cette spéciale légendaire du rallye. Didier Auriol perdait 5 secondes et se retrouvait dos au mur.

« Il va falloir que ça passe ou que ça casse », annonçait le double vainqueur du rallye (1990 et 1992). Transcendé par l'enjeu, Didier Auriol retrouvait alors ces trajectoires qui font l'admiration de ses adversaires. *« Biasion ou Kankkunen freinent avant de braquer, puis de laisser dériver leur voiture*, explique-t-il. *Je freine plus tard, car j'anticipe en choisissant très tôt mon point de corde. J'ouvre tout de suite mes quatre roues et je laisse dériver la voiture en appui jusqu'aux limites de la route. Souvent, les pilotes s'étonnent que je n'arrache pas de roue, mais j'effectue toujours des reconnaissances lentement en m'arrêtant pour contrôler jusqu'où je peux aller dans l'herbe, à 5 centimètres près. Je m'appuie souvent sur les rebords pour jouer avec toute la largeur de la route. »*

Comme l'an dernier, où il a remporté six rallyes – une performance jamais réussie par un autre pilote en une seule saison – avant d'échouer pour le titre mondial à cause d'accidents mécaniques dans les trois dernières épreuves, Didier Auriol est alors irrésistible. Tout en rivalisant avec son coéquipier Massimo Biasion, double champion du monde et double vainqueur du Monte-Carlo, le Nordiste François Delecour ne pouvait empêcher le pilote de la Toyota de lui reprendre 25 secondes dans la deuxième spéciale, 31 secondes dans la troisième et 22 secondes dans la quatrième pour aborder la dernière avec 2 secondes d'avance. Pour la deuxième fois au Monte-Carlo, François Delecour n'avait pu prolonger son rêve jusqu'au bout de la nuit.

GÉRARD ALBOUY

Classement final : 1. Auriol-Occelli (Fra., Toyota Celica), 6 h 13 min 43 s ; 2. Delecour-Grataloup (Fra., Ford Escort), à 15 s ; 3. Biasion-Siviero (Ita., Ford Escort), à 3 min 16 s ; 4. Eriksson-Parmander (Suè., Mitsubishi Lancer), à 17 min 47 s ; 5. Kankkunen-Piironen (Fin., Toyota Celica), à 19 min.

TENNIS : les Internationaux d'Australie

Guy Forget éliminé par Michael Stich

Aucun Français, joueur ou joueuse, n'est parvenu à se qualifier pour les demi-finales des Internationaux de tennis d'Australie, à Melbourne. Chez les hommes, Guy Forget, tête de série numéro 11, qui n'avait pas concédé un set depuis le début du tournoi, a été éliminé nettement, mercredi 27 janvier, par l'Allemand Michael Stich (n° 14), 6-4, 6-4, 6-4. Le Suédois Stefan Edberg (n° 2) a également battu son compatriote Christian Bergstrom en trois manches, 6-4, 6-4, 6-1. Il rencontrera en demi-finales l'Américain Pete Sampras, vainqueur tout aussi expéditif du Néo-Zélandais Brett Steven, 6-3, 6-2, 6-3.

Dans les quarts de finale féminins, mardi 26 janvier, Mary Pierce (n° 12) est passée très près de la qualification face à l'Argentine Gabriela Sabatini (n° 3). La Française, âgée de dix-huit ans, a obtenu trois balles de match dans le jeu décisif du second set, qu'elle a perdu 14-12, avant de s'incliner 4-6, 7-6, 6-0. Julie Halard a également réussi à arracher un set à la numéro un mondiale, la Yougoslave Monica Seles, qui s'est finalement imposée 6-2, 6-7 (5-7), 6-0. Jeudi 28 janvier, les demi-finales devaient opposer Seles à Sabatini, et l'Espagnole Arantxa Sanchez (n° 4) à l'Allemande Steffi Graf (n° 2). – *(AFP.)*

□ **L'UER retransmettra les Jeux d'Atlanta pour 250 millions de dollars.** – L'Union européenne de radiodiffusion (UER), qui a officialisé, lundi 25 janvier, son engagement dans les Jeux d'Atlanta de 1996 auprès du Comité organisateur et du Comité international olympique (CIO), versera 250 millions de dollars (environ 1,3 milliard de francs) pour obtenir les droits de retransmission de l'événement en Europe. La part revenant au Comité organisateur d'Atlanta s'élèvera à 160 millions, plus 5 millions supplémentaires de services techniques, le reste étant destiné au CIO. Pour les Jeux de Barcelone en 1992, l'UER avait acquis les droits de retransmission pour 90 millions de dollars.

REPÈRES

ESPACE

Les Etats-Unis diffèrent de six mois le lancement d'un réacteur spatial russe

Le Pentagone, qui a récemment fait l'acquisition d'un réacteur nucléaire russe Topaz-2 destiné à la production d'électricité dans l'espace, vient de décider de différer de six mois le lancement de cet engin. La raison en est que le fonctionnement de ce réacteur pourrait, par les émissions parasites qu'il génère, perturber sérieusement les instruments de mesure de plusieurs satellites d'observation astronomique, notamment dans le domaine des rayons gamma. Déjà dans le passé des astronomes de tous les pays avaient tiré la sonnette d'alarme et indiqué que les satellites soviétiques équipés de réacteurs semblables gênaient leurs mesures. Un compromis pourrait cependant être trouvé, le Pentagone se proposant de placer ce réacteur sur une orbite plus haute que les 1 600 kilomètres du projet initial. – *(AFP.)*

DÉFENSE

M. Pasqua souhaite la création d'une « garde nationale »

M. Charles Pasqua, sénateur RPR des Hauts-de-Seine et ancien ministre de l'intérieur, souhaite la création d'une *« garde nationale »*, avec des appelés pour assurer la protection des citoyens en banlieue ou dans les transports en commun le soir, au nom de ce qu'il appelle *« la sécurité de proximité »*.

Dans un entretien, mercredi 27 janvier, avec *le Quotidien de Paris*, le président du groupe RPR au Sénat explique que *« l'ensemble des forces de police et de gendarmerie, compte tenu des nouveaux redéploiements effectués récemment, n'est plus à même d'assurer une protection effective des citoyens »*. Cette situation favorise *« l'édification de zones de non-droit où la sûreté personnelle n'est plus formellement assurée »*. D'autre part, *« il faudra, pour de nombreuses raisons, professionnaliser nos armées »*, poursuit M. Pasqua.

Il existe donc *« un gisement d'hommes relativement disponibles issus du contingent, et dont la mission peut être rénovée »*. Ces appelés pourraient être *« utilisés à des tâches civiques, qu'elles soient de coopération, d'assistance, mais aussi de sécurité »*.

Ainsi, selon l'ancien ministre de l'intérieur, *« chaque année, environ 250 000 jeunes Français seraient appelés pour un service de six mois qui débuterait par une période d'instruction civique et militaire de deux mois. Ensuite, ils seraient affectés dans leur département ou leur ville afin de servir durant quatre mois dans la garde nationale »*.

A l'heure actuelle, 10 900 appelés servent dans la gendarmerie et de l'ordre de 4 300 dans la police nationale.

POLLUTION

EDF va nettoyer ses centrales thermiques

Le ministre délégué à l'énergie, M. André Billardon, et le président d'EDF, M. Gilles Ménage, ont signé mardi 26 janvier un programme d'actions à mener sur les centrales thermiques classiques (fioul et charbon) afin de réduire leurs émissions polluantes. Ce programme, qui devrait coûter quelque 10 milliards de francs entre 1993 et 2000, prévoit une série de mesures : utilisation de fioul à très basse teneur en soufre ; lavage des fumées pour les centrales de Cordemais (Loire-Atlantique) et du Havre ; expérimentation de procédés de désulfuration et réduction des émissions d'oxyde d'azote sur les treize centrales à charbon en fonctionnement en France ; limitation des durées d'utilisation des quatre centrales à fioul de 1 600 à 1 200 heures par an.

Les centrales thermiques, qui produisent 10 % de l'électricité EDF (75 % nucléaire et 15 % hydraulique), ont déjà beaucoup réduit leurs émissions polluantes. Les rejets de soufre sont passés de 980 000 tonnes en 1980 à 280 000 tonnes aujourd'hui, et les émissions d'oxyde d'azote de 220 000 tonnes à moins de 100 000. *« Nous entendons réduire encore ces rejets de plus d'un tiers »*, a précisé M. Ménage.

Le Monde

EDUCATION • CAMPUS

Les étudiants en mal de lecture

Le livre n'a pas perdu droit de cité à l'université, mais les comportements face à l'écrit sont très diversifiés selon les filières, révèle un sondage réalisé par SCP Communication pour « le Monde » et le ministère de l'éducation nationale

LA rumeur n'est pas nouvelle. Mais elle s'est amplifiée depuis quelques années au point de devenir lancinante. Au fur et à mesure que les effectifs universitaires se gonflaient, bon an mal an, de plusieurs dizaines de milliers d'étudiants, et que les portes de l'enseignement supérieur s'ouvraient à des publics de plus en plus diversifiés, de moins en moins classiques, c'est devenu une évidence pour certains : les étudiants lisent moins, lisent mal. Bref, les étudiants ne savent plus lire. Et d'invoquer pêle-mêle la dictature de l'image et la décadence de Gutenberg, l'honneur perdu du livre face aux jeux électroniques, la baisse du niveau des élèves ou la démission des parents.

Plusieurs constats sont venus nourrir le chœur des pleureurs. La dernière enquête menée par le ministère de la culture sur les pratiques culturelles des Français a ainsi montré que si la proportion de la population française qui n'achetait pas de livre avait baissé entre 1981 et 1988, passant de 44 % à 38 %, elle avait au contraire augmenté parmi les jeunes scolarisés de plus de quinze ans, progressant de 21 % à 26 %.

La crise de l'édition et de la librairie comme l'effritement du lectorat étudiant de la presse quotidienne vont, semble-t-il, dans le même sens. De façon d'autant moins encourageante que la croissance rapide des effectifs d'étudiants aurait dû, au contraire, gonfler les rangs des gros lecteurs traditionnels, de ceux qui ont été formés à jongler avec romans et rapports scientifiques, journaux et encyclopédies. Enfin, la création, il y a un an, d'une mission pour la lecture étudiante au ministère de l'éducation nationale, comme la réunion, après de nombreux forums régionaux, des premières *Rencontres nationales* de la lecture et de l'écriture, à Paris, du 29 au 31 janvier, démontrent que la question a dépassé le cercle de quelques spécialistes et préoccupe désormais les pouvoirs publics.

Pourtant, au-delà des fantasmes et de ces premiers indices, peu d'enquêtes, ou fragmentaires, sont venues, jusqu'à présent, étayer les inquiétudes des uns ou les dénégations des autres. Le sondage réalisé par SCP Communication pour *le Monde* et le ministère de l'éducation nationale et de la culture tente, aujourd'hui, de combler ce flou en s'efforçant de mesurer et de comprendre les comportements et les représentations des étudiants face à la lecture, depuis les grandes écoles jusqu'aux sections de techniciens supérieurs, depuis les classes préparatoires jusqu'aux différentes filières universitaires.



De grandes disparités

Le premier constat est plutôt rassurant. La lecture jouit auprès des étudiants d'une image globalement positive. Plus des trois quarts d'entre eux l'associent à une passion (13 %) ou un plaisir (65 %) quand 7 % seulement y voient plutôt une « contrainte » et 16 % un « devoir ». La passion de lire est encore plus nette chez les filles (16 %, soit cinq points de plus que les garçons) et chez les littéraires (19 % à l'université et jusqu'à 37 % pour les élèves des classes préparatoires littéraires). Le même pourcentage global d'étudiants (78 %) considèrent également que le livre n'est pas un objet dépassé. On retrouve enfin le même bloc d'étudiants (78 %) qui considèrent que la lecture est utile pour réussir les examens : 45 % estiment qu'elle est « tout à fait » utile, un tiers qu'elle l'est « un peu ».

Cette première impression est cependant mitigée, tant elle peut être lue en creux et faire alors apparaître des zones d'ombre dans le paysage universitaire. Ainsi, un étudiant sur dix en sciences de la nature et de la vie ou en BTS tertiaire, et un étudiant sur cinq dans la filière AES (administration économique et sociale) ou dans les départements industriels d'institut universitaire de technologie considèrent que la lecture est une contrainte. Plus étonnant encore, voire alarmant, 13 % seulement des élèves de classes préparatoires scientifiques et 22 % seulement des élèves de grandes écoles d'ingénieurs estiment que la lecture est utile pour préparer et réussir les examens. Et l'on passe du sombre au noir quand on demande aux étudiants s'ils ont « du mal à lire ». Il est déjà surprenant que, dans l'ensemble, 4 % répondent « oui, tout à fait » et 18 % « oui, un peu », contre 31 % « non, pas vraiment » et 46 % « non, pas du tout ».

Mais il est véritablement inquiétant que 34 % des élèves de prépas scientifiques, 42 % des étudiants de la filière AES, ou encore 28 % en sciences de la nature et de la vie et 35 % des étudiants d'IUT avouent avoir des difficultés – fortes ou légères – de lecture. Il y a là, à l'évidence, une interrogation majeure pour l'enseignement secondaire et supérieur, d'autant plus troublante qu'elle porte indifféremment sur la situation de filières moins cotées et d'autres beaucoup plus huppées, comme les *prépas scientifiques*. On le voit, l'analyse des pratiques de lecture des étudiants ne rentre pas dans des grilles homogènes ou uniformes. Comportements et représentations peuvent varier très fortement d'une filière à l'autre, ou en fonction du sexe, voire des disparités géographiques ou sociales, interdisant les généralisations hâtives. C'est le cas, par exemple, quand on observe les volumes et les temps de lecture. En moyenne, les étudiants déclarent lire pendant quarante minutes par jour, mais 3 % ne lisent jamais ou presque et un tiers moins d'une demi-heure, cette catégorie des petits lecteurs étant plus forte chez les garçons (38 %), les prépas scientifiques là encore (61 %), mais également les étudiants en BTS ou en IUT (53 % et 63 % respectivement).

Filles, littéraires et parisiennes

En outre, sur cet indicateur, comme sur bien d'autres, l'écart est sensible entre étudiants d'Ile-de-France et de province : 37 % des provinciaux sont des lecteurs modestes (moins d'une demi-heure quotidienne) contre 28 % des Parisiens. En revanche, 45 % des étudiants de la capitale sont de gros lecteurs (plus d'une heure par jour), contre 27 % seulement des provinciaux.

Le nombre de livres lus chaque mois, y compris les lectures de loisirs et de vacances, confirme ces disparités. Les plus gros appétits de lecture (plus de quatre livres par mois) se retrouvent naturellement parmi les littéraires, soit en prépa (41 %), soit à l'université (60 %), mais aussi chez les élèves de prépa ou d'écoles de commerce (48 % et 45 % respectivement). A l'inverse, les scientifiques sont économes de leurs lectures, et plus encore les étudiants de premiers cycles professionnalisés : 7 % seulement des étudiants des IUT lisent plus de quatre livres par mois quand 13 % n'en lisent aucun.

Ces pratiques renvoient à la hiérarchie des loisirs favoris des étudiants. La lecture d'un livre n'arrive qu'en quatrième position dans la hiérarchie de leurs activités de « détente », loin derrière les « sorties », la musique (20 %) ou les films regardés au cinéma ou enregistrés au magnétoscope (15 %). Cependant, contrairement à bien des idées reçues, 12 % des étudiants préfèrent se plonger dans un bouquin plutôt que de regarder la télévision (11 %), les amateurs les plus friands de petit écran se retrouvant chez les étudiants d'économie et gestion (17 %) et surtout de la filière AES (22 %), qui affiche décidément des comportements tout à fait singuliers.

La nature des textes lus est également instructive. Elle permet de mesurer la diversité des goûts des étudiants, mais surtout de leurs motivations. Au cours des sept derniers jours, les étudiants interrogés déclarent, en effet, avoir lu en priorité des notes de cours (61 %), des livres liés à leurs études (46 %) et des polycopiés (35 %, mais jusqu'à 52 % chez les étudiants en médecine). Le roman ne se défend pas mal (46 %, mais 53 % chez les filles et 71 % chez les littéraires). Les magazines (44 %) et les journaux quotidiens (37 %) ne sont pas délaissés, et la bande dessinée est particulièrement prisée par les garçons (28 %, contre 16 % chez les filles).

GÉRARD COURTOIS

Lire la suite page 16

Guerre du livre dans la Ville rose

La création d'une librairie sur le campus du Mirail, à Toulouse, divise le petit monde des libraires. Les étudiants, eux, en redemandent

TOULOUSE

de notre envoyée spéciale

L'UNIVERSITÉ française entretient des polémiques qui feraient sans doute sourire sur les campus anglais, américains ou danois. Après quatre années d'existence et malgré son succès, la présence d'une librairie, baptisée Etudes, dans l'enceinte d'une des plus grosses universités littéraires de France, le Mirail à Toulouse, reste un sujet d'étonnement et continue à diviser le petit monde très fermé de la librairie toulousaine.

L'entreprise est pourtant modeste – 100 mètres carrés de tréteaux et de rayonnages, même si l'université, pourvoyeuse des locaux et du mobilier, a fait un effort visible. Il y a de la moquette au sol, un éclairage adéquat, une plante verte près de la caisse et deux vraies libraires pour accueillir les étudiants. Rien de bien extraordinaire, mais dans le no man's land du campus du Mirail, qui aligne à ciel ouvert ses blocs de béton sur une surface gigantesque, un tel souci de convivialité confine presque au miracle. Il a fallu l'opiniâtreté de deux universitaires, M. Marc Vitse, directeur des Presses universitaires du Mirail (PUM), et M. Georges Bertrand, alors président de Toulouse-II, pour qu'Etudes voie le jour dans des locaux jouxtant la bibliothèque universitaire. Car, malgré les discours sur l'animation culturelle des campus et sur la nécessité de réconcilier les étudiants et le livre, l'initiative n'allait pas de soi. Les universitaires eux-mêmes – au moins une minorité d'entre eux, selon M. Bertrand, – n'ont pas été les derniers à exprimer leur hostilité à l'idée qu'une entreprise privée, fût-elle pourvoyeuse de culture, s'installe dans l'espace public du campus. Mais ce sont surtout les libraires de centre-ville qui sont montés au créneau.

Les quelque 80 000 étudiants de l'agglomération toulousaine constituent, en effet, une population très convoitée et qui plus est captive, puisque censée acheter chaque année les livres prescrits par leurs enseignants. Jusqu'à la création d'Etudes, la vente de ces livres « à forte rotation », sur lesquels les libraires réalisent l'essentiel de leur chiffre d'affaires, était soigneusement répartie sur l'ensemble de la quinzaine de libraires de la ville, gros et petits, spécialisés ou non. La petite nouvelle est venue balayer ce fragile équilibre, acquis au fil des ans.

Selon une enquête réalisée par l'université de sciences sociales de Toulouse, les quelque 25 000 étudiants des filières lettres et sciences humaines du Mirail sont les meilleurs clients des libraires. Mais, ironie du sort, ils sont aussi les plus éloignés du centre-ville... et donc des librairies. Six kilomètres et une bonne demi-heure de bus les séparent en effet de la place du Capitole, avant l'arrivée, l'été prochain, du métro sur le campus. *« Nous sommes partis d'un constat simple,* explique M. Vitse, directeur des PUM, professeur d'espagnol et initiateur du projet. *Le Mirail est un ghetto universitaire, et nos étudiants ne fréquentent pas le centre-ville. Ils viennent des quatre coins de l'académie pour consommer leurs cours et repartir aussitôt. Alors, plutôt que de s'en tenir à la lancinante répétition du même constat – ils ne lisent pas, – il fallait les mettre de façon concrète en contact avec le livre. »*

Limiter les risques

L'université poursuivait aussi un autre objectif : mieux faire connaître, et surtout améliorer, la diffusion des publications des Presses universitaires du Mirail, qui venaient d'être restructurées et avec lesquelles, depuis octobre 1989, la librairie Etudes partage ses locaux. Jusqu'à l'ouverture de la librairie, en effet, les ouvrages des PUM étaient dans la situation paradoxale de n'être pas vendus sur le lieu de leur production, le campus du Mirail, et d'être quasiment inconnus de ses 25 000 étudiants. Aujourd'hui, avec une douzaine de revues spécialisées, des livres et des polycopiés, elles viennent en deuxième position des éditeurs fournisseurs de la librairie du campus.

Avec un investissement d'environ 300 000 francs, soutenu par une subvention de 150 000 francs de la direction des bibliothèques du ministère de l'éducation nationale, et 70 000 francs apportés par la région, l'université élabore son projet tout au long de l'année 1988. Reste à trouver des libraires. La ville de Toulouse n'en manque pas, mais, pour limiter les risques, l'université se tourne délibérément vers les quatre plus gros : la FNAC et la librairie Castéla, qui déclineront l'offre, Privat et la très belle librairie Ombre blanche, symbole de la vie intellectuelle toulousaine, qui se décideront, après hésitation, à tenter ensemble l'aventure.

Car c'est une des conditions posées d'entrée de jeu par l'université et par la direction des bibliothèques du ministère, qui soutient le projet : pour ne pas créer un monopole sur la clientèle captive des étudiants du Mirail, deux libraires de la ville doivent s'associer et fonder une SARL pour exploiter le nouveau point de vente. L'idée est sympathique mais heurte quelque peu les habitudes et le sacro-saint principe de tout commerce : la concurrence.

Une pétition regroupant douze libraires toulousains dénonce, en avril 1990, *« les avantages exorbitants »* accordés aux deux élus, notamment la faiblesse du loyer, qui est indexé sur le chiffre d'affaires. Deux d'entre eux, The Bookshop et la Librairie étrangère iront jusqu'à attaquer l'université pour concurrence déloyale auprès du tribunal de commerce d'abord puis auprès du tribunal administratif, procès dont ils viennent d'être déboutés.

Quatre ans après le lancement d'Etudes, M. Jean Louis Puech, gérant de la librairie The Bookshop ne décolère pas. *« Nous avons passé cinq ans à faire de la pub sur le campus pour attirer les étudiants en centre-ville. Tout cela en pure perte. Veut-on qu'ils restent dans leur ghetto? Depuis l'ouverture de la librairie sur le campus, nous perdons à chaque rentrée les ventes de deux à trois cents exemplaires de certains titres aux programmes du DEUG. »*

Une autre condition a effectivement été négociée entre l'université et les deux libraires associés : Etudes s'en tiendra strictement à la vente d'ouvrages universitaires. Pas question, autrement dit, d'en faire une librairie générale : la littérature, les nouveautés, les polars ou la BD resteront en centre-ville. Une façon pour Privat et Ombre blanche de donner un gage de bonne volonté à leurs confrères, tout en limitant les risques de transfert de leur propre clientèle étudiante des maisons mères vers la nouvelle venue. Mais ce choix, par contrecoup, limite singulièrement les ambitions et la vocation culturelle d'Etudes.

A chacun sa pile

Resituée dans le contexte plus large du lectorat étudiant, c'est pourtant la question centrale posée par l'initiative toulousaine : une librairie universitaire, ultra spécialisée, est-elle le meilleur outil pour susciter la curiosité, stimuler le goût de feuilleter les livres, de les palper et de lire au hasard? A chacun sa pile, à chacun son rayon où les disciplines sont minutieusement signalées par des pancartes : Etudes est le strict reflet d'une université atomisée en seize UFR où le brassage des étudiants est réduit au minimum. *« Ici, ce n'est pas une librairie ordinaire comme en ville, c'est la librairie de la fac »*, dit, dans le rayon d'anglais, une étudiante en licence qui avoue n'être jamais entrée pour acheter un livre « hors programme ». Elle n'en demande pas plus d'ailleurs : *« Cette librairie, c'est un service et c'est pratique. Ça évite de prendre le bus pour aller en centre-ville. »* Les deux libraires, Anne Dupuis et Sylvie Legarrec, affirment que la majorité de leurs clients – pour la plupart des étudiants de premier cycle – n'attendent pas autre chose. *« Cette clientèle est jeune, son budget est maigre. Nous avons essayé d'avoir un petit fonds de livres de poche en littérature française et étrangère, mais ça n'a pas marché. »*

Il arrive pourtant que des étudiants plus exigeants, aux goûts plus éclectiques, poussent la porte. Comme cette étudiante de linguistique qui vient *« une ou deux fois par semaine »*, entre deux cours, pour tuer le temps et tout simplement parce qu'elle aime les livres. Mais elle s'avoue déçue : *« Les tables sont rarement renouvelées et il n'y a pas grand-chose en littérature en dehors des classiques. Pourtant, j'aimerais bien me fournir ici pour mes lectures parallèles. Mais c'est très frustrant, il n'y a rien. »*

Une chose est sûre : en élargissant sa palette, Etudes attirerait davantage d'enseignants de l'université qui, pour l'instant, ne se bousculent pas entre les rayons. Il y a, bien sûr, ceux qui viennent régulièrement s'inquiéter de la mise en place de leurs propres ouvrages... Mais, sur quelque cinq cents profs, les deux libraires n'ont qu'une dizaine d'habitués qui viennent commander des livres ou vérifier si tel bouquin conseillé aux étudiants est bien disponible.

L'intérêt pédagogique de la librairie paraît échapper à la plupart des enseignants. *« Mieux valait cela, que le désert »*, dit un directeur d'UFR qui a poussé la porte d'Etudes une seule fois, *« au début, pour voir »*. *« Mais,* ajoute-t-il, *le choix de livres, très limité, n'est guère dynamisant. »* Va-t-il porter lui-même les diverses bibliographies des enseignants de l'UFR aux deux libraires? Non, une secrétaire s'en charge.

Beaucoup d'enseignants déplorent *« le rapport au livre très fugace des nouveaux étudiants »*, leur vision *« utilitariste »* de la lecture – *« le programme et rien d'autre »*, – voire la mode, récente à les croire *« du livre-Kleenex qu'on jette après usage »*. *« A chaque rentrée,* raconte un enseignant de lettres modernes outré et un peu las, *on voit fleurir des papillons :* « A vendre *les Mémoires d'outre-tombe* ou *A la recherche du temps perdu.* » *Pour les étudiants, le livre est un bien de consommation comme un autre. Et certains de ceux qui bradent Proust et Chateaubriand vont devenir professeurs. »*

Le fait qu'Etudes, depuis quatre ans, ne désemplit pas, que ses clients, selon les deux libraires, ont beaucoup progressé, savent désormais naviguer entre les rayons, commencent à jongler avec tables des matières et index n'a pas fondamentalement changé, dans la tête des professeurs, l'image de l'étudiant moyen du Mirail. Pour surmonter ce divorce, il faudrait, visiblement, aller beaucoup plus loin.

CHRISTINE GARIN

riol vainqueur sur le fil

Un sondage réalisé par SCP Communication pour « le Monde » et le ministère de l'éducation nationale

• Combien de temps consacrez-vous à la lecture en moyenne chaque jour ? (en %)

	Moins d' ¼ d'heure	Entre ¼ et ½ heure	Entre ½ et 1 heure	1 heure et plus	Jamais ou presque	NSP	Temps moyen (en mn)
Ensemble	10	24	30	33	3	–	40
Filles	8	22	32	35	3	–	42
Garçons	13	25	27	31	3	1	38
Classes préparatoires							
• scientifiques	25	36	18	16	5	–	30
• commerciales	2	14	28	52	4	–	47
• littéraires	12	14	33	38	–	3	44
Grandes écoles							
• de commerce	7	19	26	46	–	2	45
• d'ingénieurs	11	32	28	28	1	–	38
Université							
• lettres et sciences humaines	5	17	32	44	2	–	45
• droit et économie	6	25	39	26	3	1	40
• sciences	10	23	28	34	4	1	40
BTS							
• secondaire	34	28	17	17	4	–	29
• tertiaire	17	32	26	21	4	–	34
IUT							
• secondaire	18	48	10	18	6	–	29
• tertiaire	21	39	20	17	3	–	31

• Combien de livres lisez-vous en moyenne chaque mois, en tenant compte de vos lectures de vacances et de loisirs ? (en %)

	1	2	3	4	5	6 et plus	Aucun
Ensemble	27	26	16	10	6	10	5
Filles	23	27	19	11	7	10	4
Garçons	32	24	14	8	6	9	7
Classes préparatoires							
• scientifiques	45	21	16	8	4	6	1
• commerciales	14	12	26	15	13	19	1
• littéraires	16	24	19	11	19	11	-
Grandes écoles							
• de commerce	18	13	24	17	11	15	2
• d'ingénieurs	30	26	14	4	10	9	7
Université							
• lettres et sc. humaines	15	26	19	13	9	17	1
• droit et économie	24	29	21	9	3	8	6
• sciences	34	25	15	6	7	6	7
BTS	37	29	10	8	3	4	9
IUT	49	21	10	1	4	2	13

• Pour vous, la lecture c'est plutôt : (en %)

	Un plaisir	Un devoir	Une passion	Une contrainte	Une nécessité	Une habitude	Sans intérêt
Ensemble	65	16	13	7	41	14	2
Filles	69	13	16	6	41	14	1
Garçons	60	20	11	9	40	14	2
Classes préparatoires							
• scientifiques	54	47	10	6	26	21	2
• commerciales	59	23	11	4	49	14	–
• littéraires	68	12	37	3	30	25	3
Grandes écoles							
....	69	9	9	4	44	15	-
Université							
• lettres et sciences humaines	67	14	16	5	39	15	1
• droit et économie	65	15	10	9	52	11	1
• sciences	66	19	13	7	30	15	1
BTS	64	15	15	9	43	13	4
IUT	63	15	7	13	37	15	5

• Pour réussir aux examens, pensez-vous qu'il soit utile de lire beaucoup ? (en %)

	oui, tout à fait	oui, un peu	non, pas vraiment	non, pas du tout	NSP
Ensemble	45	33	16	5	1
Filles	54	30	12	3	1
Garçons	36	36	21	7	–
Classes préparatoires					
• scientifiques	13	34	30	23	–
• commerciales	57	30	–	10	3
• littéraires	43	26	10	15	6
Grandes écoles					
• de commerce	46	24	23	7	–
• d'ingénieurs	22	49	17	12	–
Université					
• lettres et sciences humaines	64	25	10	1	–
• droit et économie	47	32	17	3	1
• sciences	35	33	23	8	1
BTS	34	43	17	4	2
IUT	31	51	11	7	–

Réalisée par SCP Communication, pour *le Monde* et la mission lecture étudiante de la direction de la programmation et du développement du ministère de l'éducation nationale, cette étude a été effectuée auprès d'un échantillon de 1 552 personnes représentatives par catégories de sexe, de filière et par région de l'ensemble des étudiants de l'enseignement supérieur, hormis les étudiants de troisième cycle. Les interviews ont eu lieu en face-à-face dans l'ensemble de la France du 30 octobre au 13 novembre 1992.

Cet échantillon a été établi d'après les statistiques de la direction de l'évaluation et de la prospective du ministère de l'éducation nationale.

• En général, qui vous aide à choisir vos lectures ?

	Ensemble	Filles	Garçons
• Vos parents	12	14	9
• Vos frères ou sœurs	9	8	10
• Vos amis	41	43	41
• Vos professeurs	35	39	35
• Les journaux ou revues	21	22	21
• Votre libraire	5	5	5
• Un bibliothécaire de l'université	4	4	4
• Un bibliothécaire de la bibliothèque municipale	2	2	2
• La radio-TV	10	11	8
• La publicité	7	8	6
• Autre	3	3	3
• Personne	21	18	23

Etudiants en mal de lecture

Suite de la page 15

Il est enfin intéressant de noter que, pour la majorité des étudiants, si le livre n'est pas un « objet dépassé », il n'est pas pour autant un objet social fort. Durant l'année écoulée, 46 % seulement ont offert un livre (65 % chez les littéraires) et 45 % ont reçu un livre en cadeau. De la même manière, 26 % des étudiants parlent souvent de leurs lectures avec leurs amis, mais 65 % ne le font que rarement et 9 % jamais. Enfin, ils ne sont qu'une petite minorité (18 %) à lire souvent plusieurs livres à la fois, à papillonner et butiner au fil de leurs lectures.

« Pour réussir, lisez utile »

Autrement dit, et c'est l'un des enseignements les plus clairs de ce sondage, les lectures de loisirs et de détente (romans, BD, poèmes, théâtre, livres d'art ou de photographie) ne résistent pas à la pression des études, des enseignants et des examens. Comme si les étudiants avaient parfaitement reçu le message que la Documentation française leur lance depuis quelques mois pour vanter ses publications : *« Pour réussir, lisez utile. »*

Ainsi, si 78 % des étudiants déclarent que la lecture est, pour eux, un plaisir ou une passion, ils ne sont plus que 52 % à dire qu'ils lisent plutôt pour leur plaisir, contre 44 % lisant plutôt pour leurs études. Le décalage entre ce qu'ils pensent de la lecture et ce qu'ils en font, entre leur attente et leur pratique est manifeste.

Leurs stratégies de lecture sont, à cet égard, éloquentes. Pour réussir aux examens, ils répondent massivement (les deux tiers) qu'il vaut mieux utiliser les notes de cours et les manuels conseillés par les professeurs plutôt que de s'aventurer dans des livres portant sur les cours mais en dehors des manuels. De la même façon, si les amis restent la principale source de conseils en matière de lecture (41 %), les enseignants ont une inflence presque équivalente (35 %, et jusqu'à 55 % dans les filières littéraires et 63 % pour les étudiants en sciences sociales).

Mais il est clair que cette influence des enseignants est de nature essentiellement scolaire : si les étudiants suivent leurs recommandations, ils ne sont qu'un quart à parler souvent (6 %) ou parfois (21 %) de leurs lectures avec leurs profs. Bien des enseignants reconnaissent d'ailleurs qu'ils ignorent ce que leurs étudiants pensent de leurs lectures. Faute de lieux ou de moments de rencontre sans doute, mais faute, aussi, d'une pédagogie plus souple. Et ils risquent de n'être guère encouragés dans cette voie en constatant que les formations de méthodologie (analyse de texte, synthèse, recherche documentaire), n'ont qu'un faible effet sur les pratiques effectives de lecture des étudiants. Ceux qui ont suivi ces cours de méthodologie n'apparaissent pas comme des lecteurs plus gourmands ou plus curieux. Au passage, on notera que des intermédiaires traditionnels comme les libraires (5 %), les bibliothèques universitaires (4 %) et les bibliothèques municipales (2 %) – pourtant très fréquentées par les étudiants – n'apparaissent quasiment pas, à leurs yeux, comme des prescripteurs de lecture.

Il est manifeste, enfin, que la forme et les exigences des examens et concours pèsent directement sur les habitudes de lecture des étudiants, renforçant sensiblement leur tonalité utilitaire. Lorsque les systèmes d'évaluation reposent, comme c'est le cas notamment dans les disciplines de santé, sur des QCM (questionnaire à choix multiples), la familiarité avec l'écrit et la lecture s'effrite rapidement.

Au bout du compte, au milieu de ce kaléidoscope complexe d'attitudes, de pratiques et de prescriptions qui caractérise les comportements de lecture dans l'enseignement supérieur, les étudiants apparaissent un peu comme des lecteurs malheureux et frustrés. Coincés entre leur désir de lecture, l'anxiété de la réussite aux examens et les règles très codifiées des études supérieures.

GÉRARD COURTOIS

• Qu'avez-vous lu entièrement ou partiellement ces sept derniers jours ?

	Ensemble	Filles	Garçons
• Un roman	46	53	38
• Des poèmes	9	10	8
• Du théâtre	8	10	5
• Un essai	11	11	11
• Un ouvrage technique ou scientifique	15	9	22
• Un livre lié à vos études	46	50	42
• Une bande dessinée	22	16	28
• Un livre d'art ou de photo	8	10	6
• Des journaux quotidiens	37	35	38
• Des magazines	44	46	43
• Des dictionnaires ou encyclopédies	16	19	12
• Une revue spécialisée	18	15	22
• Des notes de cours	61	64	57
• Des polycopiés	35	33	37
• Un guide pratique	3	2	5
• Une banque de données	7	5	9

Les arcanes de la BU

A quoi sert une bibliothèque universitaire ?

GRENOBLE

de notre envoyée spéciale

ENCERCLÉE par les sommets enneigés des Alpes, la bibliothèque universitaire de droit et de lettres de Grenoble a presque des allures sportives. La présence de paires de skis dans le tramway qui relie le campus de Saint-Martin-d'Hères au centre de Grenoble renforce l'illusion. Et l'on en viendrait presque à imaginer une espèce mutante de rats de bibliothèque ayant troqué leurs binocles de myope pour des lunettes de glacier. Tant il est vrai que les BU, à Grenoble comme ailleurs, sont le miroir fidèle de la vie des campus, des particularismes locaux ou des pesanteurs universitaires. Refuges les jours de grands froids, moins courues aux beaux jours, bondées les veilles de partiels ou désertes en été.

Ouverte aux étudiants des universités Pierre-Mendès-France (Grenoble-II) et Stendhal (Grenoble-III), la bibliothèque de droit et de lettres est à l'image de la diversité des disciplines. Comme si chaque salle de travail avait son ambiance propre, calquée sur les habitudes et les méthodes de chacune des filières. La salle de sciences économiques est la plus bruyante, car on y travaille en groupe ; celle de droit est plus studieuse mais c'est dans la « section spécialisée » que l'*« on entend une mouche voler »*, précise un étudiant assidu qui utilise la première pendant ses périodes de célibat, la seconde pour consulter des documents et la troisième à la veille des examens.

Le fait que l'inscription à la bibliothèque universitaire – devenue, après mille tractations, un « service interétablissements de coopération documentaire » – ne soit pas automatique mais relève d'une démarche volontaire permet de connaître avec précision le nombre d'usagers. Au mois de janvier, près de quinze mille étudiants étaient inscrits, soit 63 % des vingt-quatre mille étudiants de lettres, sciences humaines, économie et droit. *« Le nombre d'usagers de la bibliothèque augmente de façon équivalente à celui des inscrits à l'université »*, note Mme Marie-Noëlle Icardo. Venue du monde des bibliothèques municipales, la nouvelle directrice de la BU entend bien renforcer les liens, déjà étroits, avec le réseau des bibliothèques municipales de l'agglomération.

La principale bibliothèque du centre-ville, enfermée dans un bâtiment de béton digne des années 60, fut, en effet, avant l'aménagement du campus, celle de l'université. Le cinquième étage est d'ailleurs resté la propriété des établissements d'enseignement supérieur, mais les étudiants se répartissent sans discrimination sur l'ensemble des niveaux. *« Nous jouons la complémentarité*, indique Mme Catherine Pouyet, directrice des bibliothèques à la ville de Grenoble. *Ainsi, l'ouverture de nos établissements le week-end permet de contrebalancer la fermeture des B. U en fin de semaine. »*

Il en est de même pour les fonds. Très riche en littérature, beaux-arts, religion et histoire locale, le réseau municipal complète largement les ressources de l'université. *« Il est inutile que nous essayions de concurrencer l'université en droit ou en sciences*, poursuit Mme Pouyet. *Au contraire, nous souhaitons attirer les étudiants vers la lecture-plaisir. Même si nos espaces sont, pour l'instant, autant un lieu de travail qu'un endroit où l'on s'approvisionne. »* Un quart des quarante-sept mille inscrits dans les bibliothèques municipales grenobloises sont des étudiants.

L'indifférence des professeurs

Mais cette notion de lecture-plaisir est d'autant plus difficile à introduire que, dans les bibliothèques municipales comme dans les bibliothèques universitaires, le rôle de conseil des bibliothécaires est réduit à la portion congrue. *« Nous manquons de personnel face à l'accroissement du nombre d'étudiants*, admet Mme Icardo, qui dirige cinquante-quatre personnes dont vingt bibliothécaires. *Mais il faut reconnaître que, pour les étudiants, les prescripteurs sont les enseignants et eux seuls. Ils arrivent avec la bibliographie du professeur mais ne savent pas comment s'en servir : faut-il tout lire ? Piocher dans les différents ouvrages ? Cela, on ne le leur apprend pas. »*

La bibliothèque de droit et de lettres tente bien, chaque année au mois de juin, d'obtenir les listes des livres conseillés par les enseignants, afin de les intégrer dans sa politique d'achat. Cet effort est pourtant bien décevant. *« Les enseignants ont souvent fait leurs études à une époque où les BU étaient très mal équipées*, souligne un professeur. *Ils ont appris à s'en passer, se sont constitué leur propre fonds et n'ont pas aujourd'hui le réflexe de vérifier si les ouvrages qu'ils recommandent sont bien présents. Ils ne s'interrogent pas pour savoir, par exemple, si, parmi les manuels concernant leur discipline, il ne vaut pas mieux conseiller celui qui se trouve en plusieurs exemplaires et en accès direct plutôt que leur préféré, mais non disponible. »*

« Un prof nous avait indiqué un livre qui n'existait qu'en un seul exemplaire à la BU, rapporte une étudiante de deuxième année de sciences économiques. *Nous avons dû l'acheter. »* Réunie avec cinq de ses camarades pour réviser un cours avant un partiel, elle reconnaît avoir eu du mal, en première année, à se repérer dans les arcanes des fichiers, manuels pour les ouvrages plus anciens et microfichés pour les plus récents. Certes, des visites de la BU sont organisées en début d'année, mais il est matériellement impossible d'accueillir les vingt-quatre mille étudiants. Et, si un enseignement optionnel de recherche documentaire est organisé, en 1993, il ne formera que quarante-cinq étudiants de premier cycle.

Ces difficultés à s'orienter dans la bibliothèque universitaire, Rémy Chaugny les connaît bien. Pour la deuxième année consécutive, cet étudiant en licence d'histoire est moniteur à la bibliothèque universitaire. Pour 1 200 francs par mois, il assure l'ouverture de la bibliothèque de 18 heures à 19 heures, cinq jours par semaine. Les problèmes des premiers cycles sont les plus visibles, estime-t-il. Mais la connaissance de la BU s'améliore avec le temps : *« Les demandes de la section spécialisée lettres sont très précises. Ce sont des étudiants de troisième cycle pour la plupart qui maîtrisent parfaitement leur environnement. Les autres, en revanche, se cantonnent le plus souvent dans la consultation des usuels. »* Et de sourire des pratiques de lecture des uns et des autres : *« Les juristes sont les plus organisés, ils sont même capables de replacer les ouvrages au bon endroit. En lettres, en revanche, nous préférons nous en charger nous-mêmes... »*

MICHÈLE AULAGNON

mal de lecture

arcanes de la BU

« Quand ils lisaient Barthes et Genette... »

Pour M. Francis Marcoin, responsable du département de lettres modernes de l'université nouvelle du Littoral, il faut nuancer le regard porté sur le rapport entre les étudiants et la lecture

« Il est de bon ton de s'inquiéter, aujourd'hui, du fait que les étudiants liraient moins qu'autrefois et qu'ils entretiendraient avec l'écrit, le livre et la lecture un rapport moins étroit, moins familier. Cette crainte vous paraît-elle justifiée ?

– Le statut d'étudiant a changé. Et avec lui le rapport au livre. En lettres modernes, à Dunkerque (Nord) par exemple, nous avons environ 90 % de filles et une bonne moitié d'entre elles veulent devenir institutrices. Il y a quelques années, elles n'auraient pas fait d'études universitaires et leur projet est professionnel avant d'être culturel. C'est un changement en profondeur. Pour bon nombre d'étudiants d'origine modeste, le fait de faire des études supérieures ne répond plus à l'ambition d'accéder à un statut d'intellectuel et de rompre avec les valeurs de leur milieu d'origine. Ils se retrouvent dans une situation intermédiaire, un peu floue : ils auront, certes, fait des études, mais sans que cela entraîne, comme auparavant, une rupture avec leur milieu, sans éprouver le besoin d'exprimer – par l'accès et la maîtrise du livre – leur différence ou leur révolte.

» La dépolitisation des universités accentue cet effritement d'une identité d'étudiant et d'intellectuel. Or le livre et le groupe étaient les supports de cette identité. Dans les années 70, quand les étudiants lisaient Barthes, Genette ou Foucault, ils le faisaient au moins autant pour se démarquer des profs et s'inscrire dans les débats du moment. Ce mode de reconnaissance par la lecture s'est, lui aussi, estompé. Non pas du fait des enseignants ou des étudiants, mais simplement parce qu'il ne correspond plus à la situation intellectuelle qui prévaut en France actuellement. Nous sommes dans une phase de consolidation, où les innovateurs d'hier sont les inspecteurs généraux d'aujourd'hui et où le discours officiel a intégré critiques et remises en cause. Du coup, le travail universitaire a peu ou prou quitté le terrain de la spéculation pour renouer avec une pratique plus traditionnelle.

» Quand, en outre, vous êtes dans une ville sans tradition universitaire, vous mesurez effectivement que les nouveaux étudiants – ceux qui n'auraient pas été à l'université il y a encore cinq ans – n'ont plus la même connivence avec le livre. Sans tomber dans le misérabilisme, il suffit de constater le nombre d'étudiants boursiers à Dunkerque pour comprendre que l'achat de livres reste, pour certains, un acte difficile. J'ai d'ailleurs réduit un peu l'étendue du programme cette année, de crainte que cela ne fasse trop de bouquins à acheter. Mais il y a là, pour l'université, l'occasion d'un pari : faire naître de nouvelles aspirations et instituer un autre rapport à la culture.

– Cette distance plus grande avec le livre et la lecture peut-elle expliquer les difficultés ou les échecs de bon nombre d'étudiants ?

– A mon sens, il n'y a pas de rapport systématique entre la réussite d'un étudiant et son ardeur à la lecture, sa capacité à lire beaucoup. Et il y a quelque chose d'un peu agaçant dans le discours actuel qui tend à magnifier la lecture, à en faire un acte profondément exigeant et replié sur lui-même, au détriment de la parole ou du dialogue qui sont, malgré tout, au cœur de la relation enseignant-enseigné.

» Il me semble au contraire qu'il faut resituer la lecture dans des comportements culturels plus larges, fondés sur une capacité d'écoute, d'entendement. La question décisive n'est pas de savoir si les étudiants lisent beaucoup mais s'ils sont capables de mobiliser ce qu'ils ont lu ou entendu et d'effectuer ce travail de décantation qui permet de donner un sens à des lectures diverses, complètes ou fragmentaires, directes ou indirectes. Pour cela, la méthodologie (la capacité à se mouvoir dans les textes, dans la documentation, ou à prendre des notes) n'est évidemment pas inutile. Mais elle est beaucoup plus le résultat de tout ce cheminement que son préalable.

» En outre, on ne peut pas analyser les pratiques des étudiants sans comprendre celles des universitaires et des chercheurs. Leur lecture « experte » ne se réduit pas à un rapport direct entre le lecteur et l'écrit. Elle passe par de multiples traductions et médiations qui dispensent en partie de lire ou qui préparent la lecture. Il y a là tout un art de l'économie de lecture. Il en est de même pour les étudiants : on peut être bon étudiant et lire peu, voire très peu, même si cela est regrettable.

– Cela signifie-t-il que les étudiants ont, aujourd'hui, une pratique plus utilitaire de la lecture ?

– Nous avons, bien sûr, des étudiants qui aiment lire, qui aiment le livre et la lecture. Mais cela ne conduit pas forcément à la maîtrise des exercices requis à l'université. En effet, la pédagogie de la lecture et de la littérature, en France, est marquée par une tradition de la lecture intensive, une sorte de rumination du texte, qui passe par deux exercices très codifiés : l'explication de texte et la dissertation. Or il est manifeste, par exemple, que la dissertation est d'abord un exercice de rhétorique, démontrant la capacité à poser une problématique et à conduire un raisonnement, mobilisant un savoir-faire plus qu'elle n'incite à la lecture extensive des œuvres.

Associer tous les modes d'expression

» Au poids de cette tradition française – qui a ses vertus – s'ajoute désormais la pression sociale qui pèse sur l'université, la hantise de l'échec, la nécessité de préparer les étudiants à un avenir professionnel. Comme ailleurs, c'est le cas en lettres, dès le premier cycle. Plus l'université prend conscience de sa responsabilité sociale, plus elle est amenée à jouer le rôle d'une petite hypokhâgne, même si elle n'en a ni les horaires ni les élèves. On est pris dans ce cercle qui conduit à renforcer les exercices classiques, pour consolider des bases et préparer à des diplômes considérés comme des passeports indispensables pour l'emploi. Le même constat peut être fait au terme du cursus, au niveau du CAPES ou de l'agrégation qui sont le débouché traditionnel des études de lettres. La forme de ces concours de recrutement, avec leurs règles et leurs exigences, devient plus prégnante qu'avant. Cela conduit à un renforcement de l'académisme, qu'on affecte ou non le mot d'une valeur péjorative.

– En dehors des programmes, des concours et des exigences professionnelles, reste-t-il quelque place, à l'université, pour le plaisir de la lecture ?

– La question est à l'ordre du jour pour un certain nombre de collègues. Mais elle est délicate. Cela suppose, tout d'abord, que l'on invente de nouveaux types d'exercice, moins fondés sur des formes abstraites de raisonnement que sur le goût de l'écriture et de la création. Et capables de revaloriser le rapport oral aux textes, très largement occulté dans la pédagogie actuelle. Ce n'est pas une mince affaire !

» En outre, peut-on prendre la responsabilité d'introduire cette nouvelle approche dans le cœur même des études ou doit-on la maintenir prudemment à la marge ?

» Il reste que la seule façon d'améliorer le rapport à la lecture consiste à l'associer à toutes les autres formes d'expression. C'est le sens du module facultatif que nous avons créé cette année à Dunkerque, en association avec le théâtre du Bateau feu, avec qui nous avons signé une convention. A l'occasion des spectacles en préparation, l'idée est de faire circuler les textes parmi les étudiants (cette année Marguerite Duras, Henry James ou *le Grand Meaulnes*), d'organiser des rencontres avec les metteurs en scène et les comédiens, de faire découvrir aux étudiants des choses inattendues et de leur permettre de mesurer le travail qui peut être fait sur un texte, travail de la voix, du corps, des lumières... Bref, de leur ouvrir des entrées indirectes sur d'autres pratiques de la lecture. Cela marche bien, même si ce n'est qu'auprès d'une petite minorité.

» Ce type d'activités pose enfin la question de son évaluation. S'il restait purement gratuit et ludique, il serait rapidement en contradiction avec les autres exigences de l'institution. Il est donc indispensable de l'intégrer aux cursus académiques. Bon nombre d'universités accordent aux étudiants qui font de l'éducation physique un capital de points supplémentaires pour leurs examens. Pourquoi n'en serait-il pas de même pour des activités culturelles ou de lecture ? »

Propos recueillis par
GÉRARD COURTOIS

Les rencontres nationales de la lecture et de l'écriture

Organisées par l'université de Toulouse-le Mirail et le ministère de l'éducation nationale et de la culture, les premières rencontres nationales de la lecture et de l'écriture se tiendront à la Grande Halle de La Villette les 29, 30 et 31 janvier. Sont prévus quatre colloques scientifiques sur l'histoire et la sociologie de la lecture, l'anthropologie de l'écriture, l'apprentissage de la lecture-écriture et la littérature contemporaine ainsi que dix-sept tables rondes auxquelles participeront de nombreux chercheurs français et étrangers. Au programme des tables rondes : la politique du ministère, la presse pour les jeunes, les nouvelles technologies au service de la lecture, le livre de jeunesse, l'édition scolaire, les ateliers d'écriture, etc.

Une exposition présentera les actions et les initiatives des établissements scolaires, universitaires et culturels, ainsi que les résultats de la recherche.

L'exposition est ouverte gratuitement au public de 10 heures à 19 heures. Les tables rondes sont accessibles sur invitation. Les colloques, accessibles sur invitation, sont prioritairement ouverts aux chercheurs et aux formateurs.

► **Pour tous renseignements, composer le 3614 code EDUTEL, puis tapez FORUM.**

POINT DE VUE

Mauvaise conscience

par Delphine Mayrargue

A force d'entendre seriner qu'ils lisent moins ou qu'ils ne lisent plus, les étudiants auraient-ils fini par le croire et par intérioriser cette image dévalorisée ? Tout le laisse penser. Ils sont ainsi 42 % à faire partie de la catégorie des « gros lecteurs », de ceux qui lisent au moins trois livres par mois. Mais 19 % seulement le revendiquent et se rangent spontanément dans cette catégorie. A cette étonnante sous-estimation de leur pratique de lecture, s'ajoute comme une mauvaise conscience, presque un sentiment de culpabilité : les étudiants d'aujourd'hui sont convaincus que leurs prédécesseurs, il y a dix ans, lisaient davantage.

Bref, ils entretiennent eux-mêmes cette idée toute faite et trop facile d'un déficit de lecture dans l'enseignement supérieur. La progression du nombre d'étudiants implique pourtant que, globalement, l'Université de 1993 lit plus que celle d'il y a dix ou vingt ans. Pourquoi cette impression de carence et d'insatisfaction ? Sans doute parce que, dans ce domaine, comme dans bien d'autres, le défi de la démocratisation n'a pas été relevé. La question de la lecture étudiante rejoint le débat récurrent sur la prétendue baisse du niveau, présentée comme une explication de l'aggravation du chômage des jeunes.

Comme si le fait que les étudiants des années 90 ne lisaient plus, ou pire, ne savaient pas lire, justifiait en quelque sorte leur échec, notamment en premier cycle universitaire. Cette absurde proposition s'appuie sur une conception méritocratique de notre système de formation : la maîtrise d'un outil acquis par avance, récompensée par la réussite scolaire ou universitaire. Il faut savoir lire (posséder et dominer une technique, être accoutumé à une pratique) et aimer lire à l'entrée dans l'enseignement supérieur.

A ce constat s'en ajoute un second, guère plus optimiste : l'absence d'encouragement à la lecture. Les résultats bénéfiques d'une pratique régulière de lecture ne se font sentir qu'une fois franchie la barre fatidique des quatre livres mensuels. Qu'un étudiant ne lise aucun livre, qu'il en lise un, deux ou trois n'influe pas sur sa progression et ses résultats universitaires.

Il est intéressant – et au demeurant agaçant – d'entendre ceux qui spéculent sur la baisse du niveau et sur la diminution de la lecture être les plus enclins à se méfier des innovations pédagogiques (soutien, tutorat, méthodologie), par crainte d'une secondarisation de l'enseignement supérieur. Ils sont aussi les premiers à railler les propositions d'ouverture des bibliothèques universitaires à la vie, aux romans, aux magazines et aux disques. C'est là une conception frileuse et malheureuse de la formation et de la lecture. Mais plus encore, c'est oublier que l'appropriation du livre est la condition de l'autonomie dans l'apprentissage. A travers la lecture, c'est la liberté d'accès au savoir qui se joue.

Refuser les nécessaires innovations pédagogiques en la matière, c'est ériger le cours comme élément exclusif du savoir et comme clef unique de la réussite. Il n'est plus temps d'insister sur l'assiduité, de réclamer une hausse du volume horaire ou d'encourager au bachotage. Il faut au contraire promouvoir le travail personnel et mettre en valeur l'indépendance de l'étudiant. Ces deux éléments impliquent une maîtrise des outils universitaires, au premier rang desquels la lecture.

Que les difficultés de lecture diminuent au cours des années d'enseignement supérieur n'atteste pas une maîtrise progressive du livre, mais confirme la réalité d'un système de réussite pyramidal. Ceux qui, à l'Université, franchissent le cap du troisième cycle sont en priorité issus des catégories sociales supérieures, titulaires de bacs généraux, ont moins redoublé, fréquentent les bibliothèques universitaires, lisent plus ou mieux, ont du plaisir à étudier et à lire... Rejeter ces pistes de réflexion, ne pas admettre que lire dans l'enseignement supérieur cela s'apprend – que cela peut et doit s'apprendre, – c'est accepter le caractère injustement sélectif du livre.

► **Delphine Mayrargue est étudiante en histoire à Paris-I et vice-présidente de l'UNEF-ID.**

Les enseignants entre deux rives

Les professeurs de français tentent de réconcilier leurs élèves avec la lecture. Au prix de révisions souvent déchirantes

DÉSAFFECTION de la lecture des « classiques » de la littérature, rejet des gros livres et refus des contraintes : derrière les murs du collège ou du lycée, les jeunes lecteurs mènent la vie dure aux professeurs qui, tant bien que mal, s'évertuent à les faire passer *« du savoir lire à l'amour de la lecture »*. C'est ce que dévoilent avec brutalité les quelques *« conversations autour du livre »* entre élèves, étudiants et professeurs que François de Singly, sociologue et professeur à Paris-V, a consignées minutieusement dans son enquête sur les jeunes et la lecture publiée, dans sa version définitive, à l'occasion du Forum de La Villette (1).

Un tiers des lectures des collégiens sont des lectures contraintes, prescrites par les professeurs. Et pourtant, plus que jamais aujourd'hui, le livre-loisir, lu pour le plaisir et choisi en toute liberté, a un rôle prépondérant dans la formation de l'image de la lecture, souligne François de Singly. A tel point que les jeunes, comme les adultes, oublient spontanément leurs lectures *« pour le travail »* quand on les interroge sur leur consommation de livres. Les enseignants – particulièrement les professeurs de français – sont donc au cœur d'une contradiction bien difficile à résoudre : comment promouvoir une pratique associée à la liberté et au plaisir dans une institution scolaire qui ne symbolise, aux regards des jeunes, *« aucune de ces deux qualités »* ?

Aux seuls mots de *« classiques de la littérature »*, les 15-28 ans se détournent : 8 % des étudiants (4 % des scolaires) les adoptent comme leur genre de livres préférés. Mais au moment de l'enquête, 20 % des jeunes scolarisés (lycéens et étudiants) étaient néanmoins en train de lire un « classique ». La place de la littérature dans l'enseignement du français est source de multiples tensions, analyse M. de Singly. On assigne par exemple à l'enseignement du français un double objectif : préparer aux épreuves du baccalauréat et aux exigences de la vie sociale. Mais les liens entre les différents « niveaux » du français ne sont jamais explicités et les écrits que « consomment » les jeunes n'ont pas droit de cité. Enfin certaines épreuves proposées au baccalauréat (comme le résumé-discussion) – qui sont plébiscitées par les élèves – constituent autant de *« propositions d'évitement, en partie inavouées, de la littérature »*. D'où sans doute, le grand désarroi des professeurs.

« Bouffon, grosse tête... »

La désaffection des élèves à l'égard des grands monuments littéraires est réelle, note François de Singly. Le nombre de jeunes qui peuvent citer le nom de la Comtesse de Ségur est plus important que celui des élèves qui mettent George Sand en face de *la Mare au diable* ; Alain-Fournier n'est pas plus connu que Régine Deforges, et les deux seuls auteurs qui s'en tirent avec les honneurs, Marcel Pagnol et Emile Zola, n'ont jamais été reconnus comme appartenant au premier cercle des écrivains.

Pour les adolescents, la lecture est une pratique intime, dont on parle peu entre élèves, surtout chez les garçons, plus fermés à la lecture que les filles. *« Il suffit d'écouter le portrait de l'élève qui lit beaucoup dessiné par une classe de BEP-comptabilité pour comprendre que, si un tel jeune existe, il se cache »*, écrit François de Singly : *« Bouffon, grosse tête, des lunettes, il joue les philosophes, etc. »* Dans une classe de BEP-hôtellerie, le grand lecteur est *« intelligent, emmerdant, coincé, solitaire, avec des lunettes et toujours en avance aux cours »*.

Pour d'autres élèves, en section électrotechnique, le grand lecteur *« s'isole, il est malade, mal dans sa peau, toujours à l'écart »*. Et, contrairement à ce qu'on pourrait croire, ce portrait ne varie guère quand on passe dans un collège de centre-ville où les élèves lisent davantage, où le niveau social et culturel des parents est supérieur. *« Cercle vicieux où le lecteur qui n'ose pas parler de ses lectures en groupe est perçu comme en retrait, où le livre qui fait rêver – c'est sa qualité – enferme celui qui accepte de voyager dans l'imaginaire. »*

Le livre n'est pas rejeté, mais il n'appartient pas à l'espace de sociabilité des jeunes. D'où les efforts notables de certains professeurs pour *« rompre la solitude du lecteur »* et faire parler autour des livres.

La marge de manœuvre des adultes, parents ou professeurs, est néammoins étroite parce que la lecture est perçue par les jeunes comme *« un engagement personnel »*, *« incompatible avec une surveillance extérieure »*. Dans la sphère scolaire comme dans la famille, le conseil trop visible, souligne François de Singly, peut éloigner du livre. Et la lecture personnelle, dans laquelle on s'implique davantage, plus féminine, ne se coule pas aisément dans les moules scolaires. Même Muriel, élève d'hypokâgne, avoue s'offrir de temps en temps, pour faire *« une pause de lecture »*, un *« best-seller infâme que je n'avouerai jamais avoir lu à qui que ce soit dans ma classe »*.

Trois minutes ou trois mois

Le *« temps du livre »* est le deuxième obstacle à l'incitation à la lecture. Les jeunes estiment qu'ils n'ont pas le temps de lire, que ce temps n'est *pas « rentable »*, comparé à d'autres temps libres. *« Ça prend trois minutes une chanson*, dit par exemple un élève de BEP-comptabilité. *Et il dit tout dedans. Tu prends un bouquin, il y a trois cents pages et t'en as pour trois mois. »* Par rapport au cinéma ou à la télévision, le « rapport qualité-prix » du livre est faible. Le gros livre est dévalorisé, la lecture idéale, c'est celle d'un livre qui se lit d'une traite. Un élève de terminale dans un lycée d'enseignement général refuse ainsi de découvrir Balzac : *« Je ne m'aventurerai pas à lire du Balzac*, dit-il. *Il paraît que c'est long, Balzac. »*

Dans ces conditions, la position des professeurs est difficile. Dans les lycées techniques ou professionnels, ils tentent de réconcilier les jeunes avec la lecture et avec l'écrit, élaborent patiemment *« un compromis entre leurs attentes et une certaine maîtrise du français »*, essayent d'être un pont entre la culture des élèves *« et celle plus littéraire qui se trouve sur la rive en face »*.

« On essaie de se réconcilier, explique un professeur de lycée professionnel. *Moi, de mon côté, en présentant des livres, évidemment toujours à caractère littéraire, mais en présentant aussi les lectures qu'ils me soumettent. »* *« Les barrières entre genres légitimes et illégitimes peuvent être déplacées, elles existent toujours*, conclut François de Singly. *Le Marché commun de la lecture n'existe pas. »*

Ch. G.

(1) *Les Jeunes et la lecture*, par François de Singly. Direction de l'évaluation et de la prospective (DEP) ; direction du livre et de la lecture ; ministère de l'éducation nationale et de la culture. Décembre 1992. *Le Monde* a rendu compte de l'essentiel des conclusions de cette étude, à partir du rapport d'étape, dans son édition du 15 octobre 1992.

LE MONDE DES CARRIÈRES

Cherchons représentants pour Paris, vente immobilière. Tél. : (19) 4121-28-07-10. Fax : 19 41 21-21-47-93.

Dans le cadre de son développement l'E.S.C.O. Paris recrute PROFESSEURS Locataire en Commerce International, Économie, Marketing, Organisation et Politique Générale d'Entreprise ; de niveau Bac + 5/6. Les candidats auront acquis une forte expér. pédagogique de l'enseignement supérieur commercial et de gestion.
Envoyer CV + lettre à : ESCO PARIS 11, av. F.-Buisson, 75016 Paris

ÉTABLISSEMENT PUBLIC Autonome accueillant des adultes handicapés physiques recrute sur statut particulier son

RESPONSABLE DES FOYERS

Candidature à déposer avant le 18 février 1993 (cachet de la poste faisant foi) auprès de Mme la Directrice ESTI, 30, rue Paul-Langevin, BP 173 38404 Saint-Martin-d'Hères Cedex.
Dossier de candidature à retirer à la même adresse. Tél. : 76-42-20-82 poste 105 ou Fax : 76-63-83-74.

FÉDÉRATION SPORTIVE rech. EMPLOYÉ (E) de BUREAU secrétariat et parfaite maîtrise de traitement de texte Word 5.5, place stable disponible de suite. Adresser CV photo et prétentions à n° 34 524. Centrale d'annonces 121, rue Réaumur, 75002 Paris.

LE PORT-MUSÉE DE DOUARNENEZ Etab. muséographique à dimension européenne recrute un

CONSERVATEUR DU PATRIMOINE

Env. cand. et CV avant le 15-2-93 à M. Le Président de la SEM PORT-RHU DÉVELOPPEMENT Mairie de Douarnenez BP 137 29174 Douarnenez Cédex

SOCIÉTÉ EN COURS CHERCHE

REDACTEURS

E. à : IMPERMANENCE, 23, rue Rouget-de-Lisle 92400 Courbevoie

STATION (73) URGENT
Suite décès accidentel, recherche homme dynamique ayant le sens commercial et pouvant diriger une équipe pour assumer : la direction administrative et technique de la commune, plus les remontées mécaniques. Adresser c.v. + photo, écrire sous référence : 8621 Le Monde Publicité, 15-17, rue du Col.-P.-Avia. 75902 Paris Cedex 15.

GROUPE FRANCO-AMÉRICAIN DIFFUSION DE PRODUITS LEADERS Dans le cadre de son développement RECHERCHE
COMMERCIAUX INDÉPENDANTS Hommes/Femmes pour FRANCE TOUTES RÉGIONS Vente gros et détail. (Temps partiel ou plein temps) Réf. à rappeler : DR/1
PARTENAIRES « ENTREPRENEURS ET INDÉPENDANTS » Pour développer nouveaux réseaux de distribution. FRANCE et ÉTRANGER (expér. souhaitée, recrutement, formation, encad. et motivation) Réf. à rappeler : SR/1
Écrire MONDE PUBLICITÉ Sous N° 8620 15/17, rue du Col.-P.-Avia 75902 Paris Cedex 15

ÉCOLE PRIVÉE recherche
- PROF ESPAGNOL
- SECRÉTAIRE COMPTABLE 2

Tél. pr RDV : (1) 42-80-03-71.

CARRIÈRES INTERNATIONALES

Nous sommes à la recherche de CHEFS DE PROJETS INFORMATICIENS au bénéfice d'une première expérience efficiente dans la conduite de projets sur matériels IBM 30 XX sous MVS avec DB2 et outil case IEF (méthode IEM). Lieu de travail : Suisse romande. Contacter J.-F. PAOLY au 19-41-21-20-11-41

DEMANDES D'EMPLOIS

Ch. emploi sur Paris et région parisienne, resp. ADMINISTRATION DES VENTES, gestion du secteur coial. justification comptes et contacts clients, relations banques. H. 28 ans, 6 ans dans poste similaire, Bac + 4 sup., gestion, connais. en angl. et informatique, dispon. immédiat.
T. : (1) 60-43-40-76

F. DEA gestion Dauphine 12 a. exp. finance compta. org. informat. Marketing connaît sténo ttx ch. CDD ou mi-temps. Tél. : (1) 45-80-86-02.

J.F., 21 ans, BTS action commerciale, recherche emploi dans domaines bancaires, marketing ou administratif. Libre de suite. Tél. : 43-73-31-33

J. F. 22 ans, nationalité hollandaise, quadrilingue : français, anglais, allemand et hollandais, rech. emploi stable et correspondant à ses connaissances (accepterait toutes formations). Tél. : 43-04-42-41.

J.F. 28 ans 5 a. exp. prof. (gestion du risque client, recrutement) propose son implication pr étude de marché Ecrire sous réf. 8611 Le Monde Publicité 15/17, rue du col.-P.-Avia 75902 Paris Cédex 15

J.F. 33 ans RESPONSABLE COMMERCIALE MARKETING Expérience marché international - 7 ans USA. Libre de suite. Langues anglais-hollandais. Tél. : 46-51-92-25

J.F., maîtrise de gestion, anglais, ch. place gestion Ress. Hum. Tél. : 45-83-86-67.

J.H., 25 ans, form. AFPA photogravure, n. et b., coul., scan. (Crosfield), ch. poste Paris, R.P. 05-48-02-43 ou écrire F. Planche, 59, av. République, 31560 Cintegabelle

J.H. 30 ans, recherche emploi administratif, pouvant également assurer relations avec clientèle. Mon leitmotiv : RIGUEUR ET CONVICTION Libre de suite. Tél. 43-73-31-32

Juriste 28 a., 3 a. d'exp. spécialisé en droit des aff. Bât. et Contentieux étud. ttes prop. et collab. de PME-PMI Ile-de-France ou région Aquitaine. Pierre-Michel Renot. Tél. : 42-60-26-48.

MANAGEMENT CULTUREL (Bac + 5, form. socio-éco., 28 a) J. F. ch. poste stable -
- Gestion, org., comm., mark.
- Politique & projet culturels
- 5 ans Exp. prof.

Tél. : 43-68-39-63.

J.F. 30 a., 12 a. exp., dispon... motivée, cherche poste secrétaire comptable ou similaire, avec responsabilité et évolutif sur Paris. Tél. : 30-22-28-71.

SECRÉTAIRE COMPTABLE

actuellement en poste à Paris recherche emploi équivalent sur ville et environs. 20 ans d'expérience, disponible 1er mars, étud. toutes propo. Tél. bur. : 40-01-01-01. Mme Poteau.

TOULOUSE CONSEIL EN RECRUTEMENT
Après 22 ans passés dans 2 importants cabinets nationaux, recherche un poste de consultant en GRH, recrutement, out-placement, bilans de compétences, etc. ou à intégrer le service R.H. d'une entreprise. Apporte expérience, savoir-faire, maturité, dynamisme et connaissance approfondie du Sud-Ouest + anglais. Patrick Audhuy, 26, rue Saint-Antoine du T, 31000 Toulouse. Tél. : (16) 61-22-13-28

RELECTRICE expérimentée. Edition et presse. Bac + 5. Lettres. Rech. poste similaire. Ecrire sous réf. : 8613. *Le Monde Publicité*, 15/17, rue du Col.-P.-Avia, 75902 Paris Cedex 15.

VRP MULTICARTES Spécialisé emballage et conditionnement, recherche société à représenter sur secteurs 84, 30, 13, 34. Tél. : 67-75-63-60 Fax : 67-75-68-40.

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi
vous propose une sélection de collaborateurs :
- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

J.F., 27 ans – Licenciée en communication et en analyse institutionnelle – Expérience en tant que chargée de la communication – bon niveau d'anglais.
RECHERCHE : poste d'assistante marketing produits ou d'assistante de communication en entreprise ou en agence – disponible Paris et R.P. (Section BCO/JV 2364.)

H. 44 ans – Dirigeant de société – 15 ans expérience en courants faibles dont 7 ans dirigeant d'une PMI domaine bancaire, ministères, possédant très solide bagage technique, introductions commerciales au plus haut niveau – immédiatement exploitable.
ÉTUDIERAIT : toutes propositions centre de profit s/direction commerciale responsable agence France export. (Section BCO/JC 2365.)

J.H., 25 ans – DESS gestion RH, petite expérience de conseil en recrutement et formation plus stage en gestion des carrières – pratique de la micro-informatique et de l'anglais.
RECHERCHE : poste d'assistant RH ou chargé de mission fonction personnel. (Section BCO/JC 2366.)

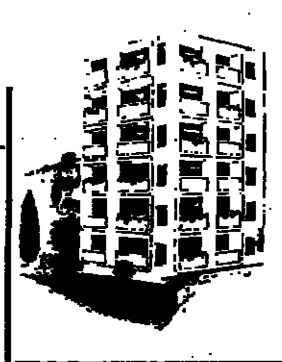
CADRE DIRIGEANT – 25 ans expérience de l'entreprise, dont 16 ans dans le secteur bancaire (diplômé du Centre d'études supérieures de banque), spécialisé dans la réduction des frais financiers.
RECHERCHE : poste de directeur financier de PME-PMI ou de secrétaire général. (Section BCO/BD 2367.)

DIRECTEUR MARKETING – 37 ans – Expérience 12 ans – bonne connaissance des marchés du Moyen-Orient, arabe et anglais courants – Expérience bien établie dans import-export.
CHERCHE : à seconder PDG ou DG – mobilité France et étranger. (Section BCO/JV 2368.)

DIRECTEUR GÉNÉRAL DE PME – expérience : 20 ans dans logistique, marketing, commerce, œnologie – connaissance approfondie du système bancaire (expérience 10 ans) ainsi que du négoce de vins et alcools (expérience 10 ans).
RECHERCHE : direction logistique. (Section BCO/JV 2369.)

ANPE

ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09
TÉL. : 42-85-44-40, poste 27.



Le Monde IMMOBILIER

POUR ACHETER, VENDRE, LOUER

appartements ventes

2e arrdt

Dans future zone piétonne studio prêt à habiter. Cuisine aménagée. Concierge. Digicode. 740 000 F. Tél. : 42-36-26-31.

3e arrdt

MARAIS SQUARE DU TEMPLE Près 3/4 P. Cuis., tt cft. A rafraîchir. Double exposition. 750 000 F. 44-78-86-81

4e arrdt

APPART EXCEPTIONNEL
PLACE DES VOSGES
1er étage s/pl. des Vosges 208 m² exposé soleil levant. Info 42-83-37-87 (8 à 13 h).

ILE ST-LOUIS. Pied à terre s/Seine. VUE NOTRE-DAME. SERGE KAYSER. 43-29-60-60.

5e arrdt

CENSIER. 2 PIÈCES
30 m², rez-de-ch. sur jardin. 580 000 F. 43-36-17-36.

SORBONNE pierre de t. asc. 5 p. 4e ét. 150 m², à rénover Soleil Urgent - 43-35-18-36

6e arrdt

Me ST-PLACIDE, 3 p., étg élevé, clair. Charme. SÉJ., 2 CHBRES, s.-de-bns, cuis. séparée. 1 800 000 F. CASSIL R.-G. - 45-66-43-43.

RUE DE TOURNON
au 4e et dernier étg, 2/3 p., 60 m², charme, calme. NOTAIRE 44-77-37-63.

7e arrdt

2 pièces cft. 3e ét. 780 000 F. Studio, 4e ét. 650 000 F. 14, rue Duvivier. 44-18-60-73.

BD INVALIDES, 3 CHBRES DE SERVICE, 7e étg. Asc. Bel imm. pierre de taille. A VOIR. 580 000. - CASSIL RIVE GAUCHE - 45-66-43-43.

Me Bac, P. de T. ét. él. salon dble, 3 ch. 2 bns, serv. pos. A saisir 43-35-18-36

Me VANEAU. Beau studio s/rue, calme, rangements, s.-de-bns, cuis. séparée. bel imm. P-de-T. 740 000 F. CASSIL R.-G. - 45-66-43-43.

Me VANEAU. GD 2 P. Calme, tt cft, de bel imm. Pierre de T. 1 590 000 F. CASSIL RIVE GAUCHE - 45-66-43-43.

QUAI VOLTAIRE, 3 p., imm. XVIIIe s., s/cour intérieure, très clair, qques travx. 1 650 000 F. CASSIL R.-G. - 45-66-43-43.

8e arrdt

HORS DU COMMUN
ALMA
Vue panoramique sur Seine et plein sud, face tour Eiffel et Invalides, 265 m². SÉJOUR CATHÉDRALE, STANDING EXCEPTIONNEL, parking. EXCLUSIVITÉ VERNANGE. Tél. : 44-18-60-93.

ÉTOILE. Dans bel imm. asc., 200 m², 3e ét., asc., dble récept., 4 ch., 2 bns, belle cuis. équipée, état neuf. ASM : 48-24-83-66 ; à partir de 21 h et week-end : 42-40-35-94.

12e arrdt

Imm. neuf beau studio 33 m² 650 000 F. 4 P + terrasse 40 m² 2,8 MF Primeur. 43-73-33-31.

NATION, superbe appt-loft 165 m², calme et soleil 3 600 000 F. 45-46-26-25

13e arrdt

BUTTE-AUX-CAILLES Atelier 56 m² + jardin CHARME FOU LITTRÉ 45-44-44-45.

PEUPLIERS maison 130 m² liv. + 3 chbres 2 900 000 F - 45-46-26-25

PORTE D'IVRY. Petite maison liv. + 2 chambres. 1 600 000 F. 45-46-26-25

14e arrdt

Cœur Montparnasse, id. prof. réc. 3-4 p. 120 m² sol., balc. 2 750 000 F, 43-35-18-36

LIMITE 6e
VAVIN
2 PCES dans bon imm. ancien. Charme, FACON MAISON. Très calme, 820 000 F.
VIALA FLEURY
45-77-20-11.

MONTPARNASSE récent ét. él. 3 p. 72 m² à rénover, park. Bas prix - 43-35-18-36

15e arrdt

- Rue Dutot 2 p. 45 m² 3e ét. asc. s/jard. 860 000 F
- Me Lourmel studio 41 m² 1er ét. asc. s/jard. 620 000 F
- Porte Versailles 12 m² dche WC. 210 000 F

D. Baudel 45-31-51-10

16e arrdt

AUTEUIL
Dans imm. bon stand., 5 p. 142 m² + serv. + park., 5e étg. soleil, calme, 3 600 000 F. NOTAIRE 44-77-37-63.

Avenue Mozart, superbe six pièces. Décoration luxueuse. 190 m². 42-88-01-58.

MUETTE
JARDIN du RANELAGH vue exceptionnelle soleil dble séj., 3 chbres, 2 bains parking 185 m². 7 900 000 F. J. A. TIFFEN. 44-21-11-11.

17e arrdt

Proximité PLACE WAGRAM Except. 120 m² rez-de-ch. dans imm. p. de t. 2 500 000 F. Agence Foncière : 80-19-19-21.

18e arrdt

IMMEUBLE NEUF, DISPO.
3 P 1 450 000 F.
4 P 1 998 000 F.
Autres appts 3/4 P. près mairie ANOR : 42-71-23-30.

19e arrdt

Paris 19e Rue Archereau
Réalisation
GESTIMM
BELLES TERRASSES
SLENDIDE DUPLEX
2-3 P., 5e et 6e étage entrée au 1er niveau
89 m² + terrasse 48 m²
1 830 000 F
J. N. COMMERCIALISATION
Tél. : 40-35-68-97

PARIS 19e Rue Archereau
Réalisation
GESTIMM BELLES TERRASSES

20e arrdt

Près place GAMBETTA Ancien collaborat. journal vend 4 Pces. 85 m², 3e étage, dont 3 chambres sur balcon et jardin. Immeuble standing, cuis. aménagée. Cave et box. PRIX 1 600 000 F Tél. : 46-36-84-42.

EXCEPTIONNEL
à 300 m place Gambetta dans résidence très calme donnant sur jardins intérieurs, grands appartements neufs de 4 et 5 p. Livraison imm. A partir de 17 400 F le m². Frais réduits. BREGUET 47-58-07-17

78 - Yvelines

VERSAILLES RD Imm. apprécié, gd séj., vue balcon, 3 chbres. 2 350 000 F. Dano. 39-51-34-45.

92 Hauts-de-Seine

NEUILLY VERDURE
185 m². Soleil. 5 750 000 F. SERGE KAYSER. 43-29-60-60.

BOULOGNE (92)
rue des Abondances Appt de standing, 97 m², 7e étage. Entrée, cuisine, séjour dble, dressing, s. de b., 2 salles d'eau, 2 chambres, 2 terrasses, exposition ouest avec vue sur colline de St-Cloud sans vis-à-vis. Parking. Cave. PRIX 2 950 000 F *Tél. 46-84-08-75*

93 Seine-Saint-Denis

Part. vd à Noisy-le-Sec. 10 mn de la gare de l'Est, très beau F2, 55 m², dans résidence privée et calme. Refait à neuf, 1er étg, interphone. Garage. Cave. Dble vitrage, porte blindée, chauff. indiv. Toutes commodités. Prix : 600 000 F Tél. : 48-46-21-93, ap. 20 h.

95 Val-d'Oise

95-St OUEN L'AUMONE Limite Pontoise, centre ville, tous commerces, proximité 2 gares, 5/6 p. 110 m² + box. 700 000 F. Notaire : 42-60-83-97.

Province

A vendre Part. vend 74. St-Gervais. Plein centre. Imm. stag. Bx 2 pces tt confort. Cave + garage fermé. Jardin clos. Tél. : 50-93-63-80.

CHANTILLY Vue champ de courses Gd. st., dble liv., cuis. éq. 3 chs, 2 bns, cave, dble gar. 2 400 000 F. VAL. 60 (1) 16-44-57-41-32.

A vendre à Seignosse-le-Penon (Landes) dans résidence de qualité, zone piéton, F 2, 50 m², 3e étage, asc., entrée. Séjour, chbre, cuis. équipée, s.-de-bns, wc, terrasse carrelée, vue sur dune, forêt. Vendu meublé état neuf. Chauf. élec. Tél. Garage et cellier sous-sol. Plage à 100 m. Piscine eau de mer 50 m. Tous commerces à 50 m. Hossegor à 5 minutes. Prix : 400 000 F. Rens. : 58-91-67-13.

Etranger

URGENT PARTICULIER VEND APPARTEMENT ESPAGNE-MÉDITERRANÉE (70 km de la frontière)
SITE TRÈS HAUT STANDING
- BORDURE DE GOLF
- BORD DE MER
- DANS PINÈDE

Petite résid. luxe, 2 piscines. APPT 80 m² + terrasse 12 m². PRIX A DÉBATTRE Tél. soir : (1) 43-35-33-47.

Le Monde AGENTS IMMOBILIERS
Renseignements
46-62-75-13
46-62-73-43

appartements achats

CABINET KESSLER
78, Champs-Elysées – 8e recherche de toute urgence beaux apparts de standing ptes et gdes surfaces. Evaluation gratuite sur demande 46-22-03-80 - 43-59-68-04.

EMBASSY SERVICE
rech. pour CLIENTS ÉTRANGERS APPARTS DE HAUT DE GAMME PARIS-RÉSIDENTIEL
(1) 45-62-16-40

Recherche 2 à 4 pièces PARIS. Préfère RIVE GAUCHE PAIE COMPTANT chez notaire 48-73-35-43 même le soir.

VOUS DÉSIREZ VENDRE UN APPART. avec ou sans conft. Adressez-vous à un professionnel. FNAIM. Immo Marcadet : 42-51-51-51. Fax : 42-55-55-55.

MARAIS, BASTILLE, R.G.
A.I.M. 42-78-40-04
23, Bd Henri-IV, 4e

Recherche 2 à 4 P. Paris préfère Rive gauche PAIE COMPTANT chez notaire 48-73-35-43 (même le soir)

CABINET KESSLER
78, Champs-Elysées – 8e recherche de tte urgence beaux apprs de standing ptes et gdes surfaces. Eval. gratuites sur demande. 46-22-03-80 – 43-59-68-04

locations non meublées demandes

EMBASSY SERVICE
recherche APPARTS DE GRANDE CLASSE *VIDES ou MEUBLÉS* GESTION POSSIBLE
(1) 45-62-30-00

locations meublées offres

Paris

7e MÉTRO VANEAU. GD 2 P. + LOGGIA. Beau séjour s/rue. Gde chbre s/cour, étg élevé, asc. Loyer 6 000 H.C. CASSIL RIVE GAUCHE. 45-66-43-43.

locations non meublées offres

Paris

15e, Me VOLONTAIRES. Beau 2-3 p. s/jard. VUE TOUR EIFFEL. 5e étg, asc., clair, calme. Loyer 6 000 F charges comprises. 45-66-43-43.

16e. QUAI KENNEDY. VUE SEINE. Luxe 2-3 p., 110 m². Box. 9 700 C.C. - 39-55-08-24.

16e. TROCADÉRO. BEAU 4 P., 95 m², Bel imm. 1930. 10 000 F PARTENA - 39-55-08-24.

17e. PEREIRE. Superbe 5 p., 110 m² + studette + park. 13 000. PARTENA - 39-55-08-24.

6e. Me DUROC. Gd studio. Balc. Vue dégagée ensoleillée. S.-de-bns, cuis. séparée. 4 200 T. CH. comp. CASSIL R.-G. - 45-66-43-43.

Ecole militaire spacieux séjour deux chambres. Standing. 42-88-01-58.

MÉTRO PERNÉTY APPART. 1er étage, 3 PIÈCES, cuisine, salle d'eau, douche. Bail 6 ans avec références fonctionnaire E.N. enseignante. Ecrire à MORIN : 81, bd Brune, 75014 Paris.

MUETTE, refait, dble récept., 3 chbres, 2 bains, 145 m² env. 16 000 F + 1 500 F ch. DVI 44-18-07-07.

Région parisienne

A LOUER CHATILLON
Centre-ville
APPARTEMENTS
STUDIOS – 2 PCES – 3 PCES
PARKING sous-sol
Immeuble neuf, pierre de taille.
EFIMO : 46-60-45-96

BRUNOY (91) villa rénovée 200 m², séj. dble, bureau 5 chbres, 2 sal. de bns, jardin clos 1 400 m². Loyer 7 800 F. T. h. rép. (16) 99-30-51-82.

GENTILLY (94)
A LOUER F3 confort, 1er étage. Libre au 1er février. 3 650 F + charges/mois. Tél. après 19 heures : (16) 73-92-03-18.

IVRY-SUR-SEINE (94) Appt 100 m². Loyer 4 400 F c.c. TEL. : (1) 45-21-48-21.

PRÊT A PLONGER
250 m², 4 chbres, piscine. Vincennes (RER). (1) 43-21-46-79.

hôtels particuliers

URGENT cherche HOTEL particulier 1 000 m² environ Tél. : 42-21-42-23

immeubles

5e PLACE MONGE
Petit imm. d'habitation. Rez-de-ch. + 5, 420 m² utiles. 210 m² libres. Idéal investisseur. NOTAIRE : 45-63-71-81.

viagers

15e près 7e, particulier cède VIAGER occupé 1 tête. Beau 70 m², 7e étage, asc. S/verdure 700.000 F + rente. Tél. : 43-06-50-57

VAL-DE-GRACE. 5 PIÈCES 124 m², 4e asc. services. VIAGER occupé dame 75 ans. LITTRE : 45-44-44-45.

6e RUE MADAME
Occupé par pptaire, poss. de viager, valeur occupée 880 000 F, imm. pierre de t. refait neuf, 3e étage, asc. 3 pièces principales
NOTAIRE
Tél. : 45-63-71-81

maisons individuelles

VERNOUILLET 78 ds parc coprop. mais. 140 m² habit. s/sol total avec garage. Jard. 960 m² près comm. 25 mn St-Lazare. 42-67-07-85 mat./20 h.

Versailles résidentiel familiale, 7 chbres, joli jardin, salle jeux. 3 950 000 F. Dano. 39-51-34-45.

pavillons

MAROLLES-EN-BRIE
VAL-DE-MARNE Villa 7 pièces sur 900 m² terrain. Rez-de-ch. : séjour dble cathédrale, cheminée. 2 chambres, salle de bains, cuis. équipée, wc, buanderie. 1er ét. : 2 chbrs, s.-de-bns, dressing. Garage 2 voitures, terrasse 200 m². Quartier résidentiel, proche commerces, écoles, lycée, équipements sportifs, golf, tennis, centre équestre. Prix : 1 600 000 F. Après 19 h : 45-98-12-78.

propriétés

Propriété Normandie 5 000 m². Prox. Alençon Bagnoles/Orne. Habit. toit neuf. 70 m². Poss. 150 + 2 dépend ts loisirs. 386 000 F. Tél. : 65-40-65-23.

bureaux bureaux

Regus
VOUS CHERCHEZ DES BUREAUX DE QUALITÉ
DU PERSONNEL PROFESSIONNEL ET DE LA TRANQUILLITÉ AU CŒUR DE PARIS
ET VOUS LES VOULEZ TOUT DE SUITE
Nos centres d'affaires vous attendent et sont disponibles selon vos besoins
Tél. : (1) 40-07-86-34
72, rue du Faubourg-Saint-Honoré
Votre partenaire international dans plus de 70 Métropoles

Locations

Me CHAUSSÉE-D'ANTIN Ces. bail 3-6-9 du 1-11-88 Entrée + 5 burx, p. archives, cuis., wc, 125 m². 1 745 F/m². Reprise à débattre. Tél. : 45-23-22-11

9e OPÉRA
Bureaux gd stand., ét. élevé poss. profes., Park. sous-sol *Tél. : 44-18-60-92*

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
et tous services 43-55-17-50.

locaux commerciaux

Locations

Près Nation. Beau local neuf. 200 m² tout usage. 21 612 F TTC/mois. 43-73-33-31.

boutiques

Ventes

Paris IXe. Boutique murs libres. 100 m² + 40 ss. 2 000 000 F. 42-88-01-58.

Locations

15e MAIRIE 40 m²
4 200 F/m. AIM 42-78-40-04.

fonds de commerce

BRASSERIE-RESTAURANT
PROXIMITÉ CHATEAU ET MÉTRO
Belle affaire d'angle. Jardin d'hiver. Salle sonorisée pour séminaires. 150 places assises. Gros chiffre d'affaire. Prix justifié.
Tél. : 43-28-25-76.
Après 20 heures.

L'AGENDA

Bijoux

BIJOUX BRILLANTS
Le plus formidable choix « Que des affaires exceptionnelles » écrit le guide Paris pas cher, ts bijoux or, ttes pierres précieuses, alliances, bagues, argenterie
ACHAT-ÉCHANGE BIJOUX
PERRONO OPÉRA
Angle bld des Italiens, 4, Chaussée-d'Antin, magasin à L'ÉTOILE 37, av. Victor-Hugo, autre grand choix.

Cours

Gymnastique à domicile. Par professeur de culture physique diplômé d'Etat. Travail sérieux. Bonnes références. Tél. : 42-39-04-93 (rép.)

Livres

A vendre livres historiques et politiques. Période 39/45 « FRANCE ». Ouvrages originaux. Liste sur demande au (16-1) 40-36-40-39 heures bureau (répondeur)

Matériel électronique

ORGANISATION DÉMOCRATIQUE vd télécopieurs marque
RANK XEROX XF 15 XF 60 - XF 70
Prix à débattre Ecrire au *Monde Publicité* sous n° 8619 15-17, rue du Col.-Pierre-Avia 75902 Paris Cedex 15

Vacances, tourisme,

3 h de Paris par TGV
JURA (près Métabief)
en pleine zone nordique ambiance familiale et conviviale chez ancien sélectionné olympique, location studio indép. et chbres en pension ou demi-pension. Activités : cours et prêt matériel ski fond, V.T.T., tir à l'arc, salle remise en forme, sauna. Tarif suivant saison. Rens. et réserv. (16) 81-49-00-72

Avis d'appel d'offre

GOUSSAINVILLE
95190 (Val-d'Oise) ■ 3 km Roissy

CONSULTATION DE PROMOTEURS

OBJET : Richard RENOUARD, Aménageur du Domaine des Demoiselles à GOUSSAINVILLE (Val-d'Oise), lance un appel d'offres ouvert de promoteurs sur charges foncières en vue de l'acquisition des droits à construire immobiliers.

PROGRAMME : situation : ZAC « le Domaine des Demoiselles » à Goussainville (Val-d'Oise) à proximité du RER.
Sur un terrain de 40 hectares environ, en cours d'aménagement, réalisation de 1 000 logements.
- 550 collectifs (lots de 40 à 90 logements)
- 400 terrains à bâtir (370 m² +)
- 50 terrains pour maisons de ville
- 3 000 m² de commerces en RDC collectif.

DOSSIER : (de cession de droits à construire)
Le dossier de consultation peut-être délivré contre un règlement de 500 F à : Richard RENOUARD, Aménageur, 7, avenue Villemer (RN17)
95500 LE THILLAY. Tél. : (1) 39-88-35-99

REMISE DES OFFRES
Délai et modalités transmis avec le dossier.

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS		
2e ARRONDISSEMENT		
2 PIÈCES 62 m², 5e étage droite	5, rue Volney GCI – 40-16-28-71 Frais d'actes	6 622 + 1 215,55 328,66
7e ARRONDISSEMENT		
2 PIÈCES 43 m², 2e étage parking	50, rue de Bourgogne GERER – 40-67-06-99	6 850 + 990
3 PIÈCES 68 m², 1er étage parking	80/82, rue St-Dominique SAGGEL VENDOME – 47-42-44-44 Frais de commission	8 160 + 1 208 5 875
8e ARRONDISSEMENT		
2 PIÈCES 57 m², 1er étage	122, rue St-Honoré AGF – 44-86-45-45 Frais de commission	6 300 + 614 4 483
4 PIÈCES 127 m², 1er étage	26/28, av. Hoche AGF – 44-86-45-45 Frais de commission	14 839 + 1 450 10 559
10e ARRONDISSEMENT		
4 PIÈCES 100 m², 6/7e étages duplex	21, rue d'Hauteville GFC – 42-46-90-70	8 450 + 870
4 PIÈCES duplex 118 m², asc. 3e étage, terrasse 72 m²	6, rue de l'Hôpital-St-Louis LOCARE – 40-61-66-00 Frais de commission	11 500 + 1 131 11 300
12e ARRONDISSEMENT		
2 PIÈCES 63 m², 3e étage	29, av. Ledru-Rollin AGF – 44-86-45-45 Frais de commission	5 500 + 1 150 3 914
2 PIÈCES 56 m², 3e étage	32, rue de Picpus GERER – 40-67-06-99	5 300 + 784
4 PIÈCES 79 m², 3e étage asc., balcon	76, rue de Bercy LOCARE – 40-61-66-00 Frais de commission	7 200 + 663 6146
13e ARRONDISSEMENT		
3/4 PIÈCES 96 m², 3e étage dr. parking	27-29, av. Stephen-Pichon GCI – 40-16-28-70 Frais d'actes	7 200 + 1 840 346
4 PIÈCES 90 m², 1er étage terrasse 15 m² parking	14, rue Ch.-Fourier GERER – 49-42-25-40 Frais de commission	8 900 + 800 5 073
4 PIÈCES 81 m², 3e étage parking	2, villa Tolbiac GERER – 40-67-06-99	7 705 + 820
14e ARRONDISSEMENT		
2 PIÈCES 45 m², 3e étage parking	47, rue Froidevaux AGF – 44-86-45-45 Frais de commission	4 810 + 760 3 423
4 PIÈCES 87 m², 5e étage 2 parkings	199, avenue du Maine LOC INTER – 47-45-15-58 Frais de commission	10 707 + 736 8 190
15e ARRONDISSEMENT		
3 PIÈCES 90 m², 1er étage	3, place Violet SAGGEL-VENDÔME – 47-42-44-44 Frais de commission	8 550 + 1 675 6 156
3 PIÈCES 69 m², 4e étage balcon, parking	4, rue du Bocage LOC INTER – 47-45-15-84 Frais de commission	7 746 + 597 5 886
3 PIÈCES 68 m², 1er étage parking	82, rue de la Fédération AGF – 44-86-45-45 Frais de commission	7 850 + 1 130 5 586
16e ARRONDISSEMENT		
4 PIÈCES 90 m², 5e étage balcon, parking	10, rue A.-Maquet LOC INTER – 47-45-16-09 Frais de commission	9 820 + 860 7 398
4 PIÈCES 81 m², 4e étage	60, rue Michel-Ange AGF – 44-86-45-45 Frais de commission	9 997 + 774 6 500
17e ARRONDISSEMENT		
2 PIÈCES 51 m², rez-de-ch.	175, bd Pereire AGF – 44-86-45-45 Frais de commission	5 100 + 710 3 629
19e ARRONDISSEMENT		
STUDIO 35 m², 7e étage poss. parking	84, rue de Crimée CIGIMO – 48-00-89-89 Honoraires de location	3 325 + 330 2 664
3 PIÈCES 75 m², 3e étage terrasse 15 m² parking	126, rue Compans GERER – 49-42-25-40 Frais de commission	7 000 + 680 4 275
78 YVELINES		
MAISON DE VILLE 94,79 m², parking	ST-GERMAIN-EN-LAYE 20-22, rue Schnapper SAGGEL-VENDÔME – 47-78-15-85 Frais de commission	7 227 + 458,41 5 203,44
3 PIÈCES 68 m², rez-de-ch. parking	ST-GERMAIN-EN-LAYE 2 ter, rue de La Rochejacquelein AGF – 44-86-45-45 Frais de commission	5 700 + 718 4 056
PAVILLON 109 m² parking	VERNEUIL-SUR-SEINE 25, allée G.-Sand AGIFRANCE – 49-03-43-83 Frais de commission	5 410 + 282 4 043
2 PIÈCES 55 m², 2e étage	VERSAILLES 35 bis, rue du Mal-Gallieni CIGIMO – 48-00-89-89 Honoraires de location	4 400 + 620 3 438
92 HAUTS-DE-SEINE		
5 PIÈCES 104 m², 3e étage parking	ASNIÈRES 25, av. d'Argenteuil SAGGEL-VENDÔME – 47-42-44-44 Frais de commission	7 756 + 920 5 584
4 PIÈCES 82,59 m², rez-de-ch. terrasse 20 m², parking	BOULOGNE 62, rue de Bellevue GERER – 49-42-25-40 Frais de commission	8 100 + 820 4 617
3 PIÈCES 60 m², 4e étage parking	BOULOGNE 46, rue de Meudon SAGGEL-VENDÔME – 47-42-44-44 Frais de commission	5 100 + 1 049 3 672
3 PIÈCES 69 m², 3e étage	BOULOGNE 33-37, rue Louis-Pasteur GERER – 40-67-06-99	7 300 + 1 035
2 PIÈCES neuf, 50 m², 2e étage balcon, parking	BOULOGNE 28, rue de Solférino SAGGEL-VENDÔME – 46-08-80-36 Frais de commission	5 500 + 490 3 960
3 PIÈCES 90 m², 1er étage terrasse	COURBEVOIE 179, rue J.-B. Charcot CIGIMO – 48-00-89-89 Honoraires de location	6 525 + 1 340 4 968
4 PIÈCES 96 m², rez-de-ch. parking	ISSY-LES-MOULINEAUX 14, rue Diderot AGF – 44-86-45-45 Frais de commission	5 970 + 1 550 4 248
6 PIÈCES 142 m² 95 m² terr./jardin T.B. stand., 3 park.	MEUDON 2, rue des Capucins SAGGEL-VENDÔME – 46-08-80-36 Frais de commission	16 500 + 1 872 11 880
2 PIÈCES 59 m², 2e étage parking	NEUILLY-SUR-SEINE 22, bd du Gal-Leclerc GCI – 40-16-28-68 Frais d'actes	6 490 + 785 357
3 PIÈCES 80 m², 3e étage parking	NEUILLY-SUR-SEINE 22 ter, bd du Gal-Leclerc GCI – 40-16-28-68 Frais d'actes	8 975 + 1 045 416
3/4 PIÈCES 100 m², 4e étage poss. parking	NEUILLY-SUR-SEINE 5, rue du Gal-Lanrezac CIGIMO – 48-00-89-89 Honoraires de location	8 910 + 593 6 685
5 PIÈCES 157 m², 6e étage	NEUILLY-SUR-SEINE 5, bd R.-Wallace AGIFRANCE – 49-03-43-78 Frais de commission	18 984 + 2 000 13 509
5 PIÈCES 166 m², 2e étage	NEUILLY-SUR-SEINE 14, rue Chouveau AGIFRANCE – 49-03-43-78 Frais de commission	17 570 + 1 404 12 503
2 PIÈCES 70 m², 3e étage	SAINT-CLOUD 9, rue des Gate-Ceps AGIFRANCE – 46-02-48-68 Frais de commission	6 035 + 1 109 4 294
6 PIÈCES 126 m², 5e étage parking	SAINT-CLOUD 11, square de l'Hippodrome AGF – 44-86-45-45 Frais de commission	13 020 + 1 358 9 263
3 PIÈCES 80 m², 5e étage	SÈVRES 37, Grande-Rue GERER – 40-67-06-99	6 970 + 800
94 VAL-DE-MARNE		
3 PIÈCES 76 m², 2e étage parking	CACHAN 34, avenue Carnot AGF – 44-86-45-45 Frais de commission	5 200 + 960 3 700
4 PIÈCES 87 m², 1er étage	NOGENT 68, rue F.-Rolland GERER – 40-67-06-99	6 700 + 1 570
2 PIÈCES 63 m², 4e étage parking	VINCENNES 8, allée N.-Niepce AGF – 44-86-45-45 Frais de commission	5 382 + 596 3 830
4 PIÈCES 84 m², 2e étage balcon 2 parkings	VINCENNES 44, rue de Fontenay LOC INTER – 47-45-14-65 Frais de commission	8 377 + 940 6 318
95 VAL-D'OISE		
5 PIÈCES 95,43 m², 1er étage parking	ENGHIEN-LES-BAINS 101, rue du Gal-de-Gaulle SAGGEL-VENDÔME – 47-78-15-85 Frais de commission	7 815 + 966 5 626,80

ÉCONOMIE

BILLET

Partage des rôles au patronat

Dissonances? Partage des rôles? L'assemblée générale de l'Institut de l'entreprise, mardi 26 janvier, a donné lieu à des discours patronaux d'une tonalité très différente. M. Didier Pineau-Valencienne, PDG du groupe Schneider, succédant à la présidence de cet Institut à M. Yves Cannac, a invité les employeurs à ne pas perdre leurs nerfs dans un pessimisme outré : *«Au moment où tout le monde a l'air de se décourager, nous devons faire preuve d'optimisme.»* Sans nier la réalité d'une crise unique en son genre depuis la guerre – ralentissement d'activité et chômage, taux d'intérêt élevés et stabilité des prix, – M. Pineau-Valencienne a mis en garde contre une démoralisation propre à gripper les moteurs de la croissance : *«L'opinion prend peur quand les chefs d'entreprise broient du noir.»*

Plus prompt d'ordinaire à combattre la morosité, M. François Perigot, président du CNPF, a illustré un certain durcissement patronal à l'approche de l'échéance électorale. Son diagnostic s'est révélé plus que sombre : *«éclatement de la cohésion de notre système économique et social»*, taux d'intérêt désastreux, déficits publics ravageurs, *«délabrement de nos comptes sociaux»*, *«cote d'alerte du chômage»* et même *«mise en cause»* de l'image d'entreprises aux finances dégradées. M. Perigot a même assuré que *«la France refuse toujours le capitalisme, même après l'effondrement du communisme»*.

Peu suspect d'être politiquement proche de la majorité sortante, même s'il a eu comme collaboratrice Mme Edith Cresson, M. Pineau-Valencienne a souligné que les entreprises avaient été rappelées *«à la raison»* à la fin des années 80, caractérisées comme celles *«de la facilité de la finance triomphante»*. Mais il a tenté d'établir les responsabilités des pouvoirs publics – à l'origine, par leurs déficits, des taux d'intérêt élevés – sans exonérer les entreprises. En période préélectorale, les investisseurs ne restent-ils pas trop l'arme au pied? Face à la crise, les employeurs n'ont-ils pas à démontrer qu'il y a d'autres voies qu'une réduction inéluctable des effectifs?

M. Perigot et M. Pineau-Valencienne se répartissent les rôles. Le président du CNPF veille aux libertés économiques et sociales conquises par les entreprises ces dernières années, soucieux de ne pas voir les politiques leur faire porter le chapeau de la crise. Le président de l'Institut de l'entreprise s'appuie sur les atouts de l'économie française pour inviter les entreprises non à se défausser du mistigri, mais à prendre des initiatives dans le sens *«de l'imagination et de l'innovation»* et au service de l'emploi. Comme pour rappeler que la crise ne s'envolera pas, d'un coup de baguette magique, au soir du 28 mars...

MICHEL NOBLECOURT

Les réactions après la décision de Hoover de quitter la France

Le «dumping social» à la mode européenne

L'annonce par le groupe américain Hoover (aspirateurs) de la fermeture prochaine (*le Monde* du 27 janvier) de son usine de Longvic (Côte-d'Or) et du regroupement de ses activités à Cambuslang (Ecosse) a provoqué mardi de vives réactions. Le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, a demandé que l'on *«prépare une plainte contre l'attribution d'aides communautaires»*, alors que M. Jean-Pierre Soisson, ministre de l'agriculture et président du conseil régional de Bourgogne, s'est élevé contre une *«méthode d'apaches»* qui se traduit par la suppression de six cents emplois.

Parallèlement, Rockwell Graphic System (rotatives), un autre groupe américain installé à Nantes, s'apprête à supprimer cent dix emplois en recentrant ses activités d'usinage sur Preston (Grande-Bretagne). De même, Grundig envisage de se séparer de neuf cents salariés de son établissement de Creutzwald (Moselle) afin de transférer ses activités en Allemagne et en Autriche. *(Lire ci-dessous.)*

Les menaces de «dumping social» ne viennent pas seulement du Sud-Est asiatique. Alors que le ralentissement économique exacerbe la concurrence, l'Europe découvre que de telles pratiques peuvent apparaître dans ses propres rangs. Dans le cas de Hoover, c'est bien de dumping social qu'il s'agit. Selon M. William Foust, président d'Hoover-Europe, les pertes enregistrées par le groupe américain sur le Vieux Continent exigent de *«rendre les produits plus concurrentiels»*, en transférant leur production dans une région d'Ecosse où près d'un actif sur cinq est au chômage et où les coûts salariaux seraient inférieurs de 37 %. En outre, les syndicats écossais auraient renoncé à tout arrêt de travail sous peine de licenciement sans préavis et accepté de modérer leurs revendications salariales. Pourtant, les propos indignés de M. Soisson ou de M. Jean Auroux, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale – qui a suggéré un boycottage des produits Hoover, – comme la menace d'un recours juridique devant les instances communautaires évoquée par M. Bérégovoy semblent quelque peu vains. Selon M. Bruce Millan, commissaire européen chargé des régions, Hoover n'a reçu aucune aide communautaire dans le cadre de cette opération.

La région de Cambuslang est éligible au titre des fonds structurels pour les programmes de reconversion industrielle, mais ces derniers s'adressent essentiellement aux petites et moyennes entreprises, ce qui n'est pas le cas du groupe américain, ont précisé mardi les autorités communautaires. Dans ces conditions, «l'affaire Hoover» ne se résume pas à un problème de subventions, mais trouve son origine dans l'absence de réglementation sociale au plan européen.

A cet égard, il est symptomatique de constater que, dans le cas de Hoover ou de Rockwell, les transferts d'activité s'opèrent au profit de la Grande-Bretagne, un pays qui s'est délibérément exclu du champ pourtant modeste du volet social de la construction européenne. Il s'agit là d'une nouvelle illustration de la stratégie menée par les gouvernements conservateurs de Mme Margaret Thatcher ou de M. John Major, qui sont déjà accusés d'agir comme le cheval de Troie de l'industrie automobile japonaise en Europe. Encore faut-il constater que cette démarche, qui vise à sacrifier les standards sociaux pour accueillir des entreprises étrangères, paraît recevoir l'aval des syndicats britanniques, pourtant réputés intraitables.

Contrairement à ce qu'affirme le secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé, ce n'est pas en appelant la Communauté à *«durcir ses positions»* et en raillant *«l'irresponsabilité»* de la Commission de Bruxelles que l'on pourra faire respecter des règles de concurrence susceptibles de ne pas engager une «surenchère sociale» par le bas. En l'occurrence, le meilleur outil paraît être celui de la négociation. Or le traité de Maastricht ouvre aux partenaires sociaux la possibilité de se substituer à l'exécutif communautaire, puisqu'il a repris à son compte l'accord conclu en octobre 1991 par la Confédération européenne des syndicats (CES) et le patronat européen.

Un «GATT» social

Néanmoins, malgré les appels répétés des syndicats, les représentants des entreprises n'ont pas accepté d'entamer de telles négociations, qui pourraient permettre de définir des règles communes, y compris au niveau des branches professionnelles, afin de se prémunir contre les excès du dumping social. Les Douze auraient tout à gagner d'un «GATT social» : les plus riches craindraient moins la concurrence alors que les salariés, notamment de l'Europe du sud, pourraient espérer un nivellement par le haut.

On pourra au moins se rassurer en constatant que cette dérive inquiétante résulte pour l'essentiel de choix opérés par des groupes non communautaires. La décision de Grundig de rapatrier ses activités en Autriche et en Allemagne ne semble pas – sous réserve d'inventaire – inspirée par une stratégie liée aux coûts salariaux et sociaux. Ceux-ci, en effet, ne sont pas particulièrement attractifs de l'autre côté du Rhin.

JEAN-MICHEL NORMAND

□ **Rectificatif.** – Député socialiste de Côte-d'Or, M. Roland Carraz est maire de Chenôve et non de Dijon, contrairement à ce que nous avons écrit, par erreur, dans notre édition datée du 27 janvier. Le maire de Dijon est M. Robert Poujade, député RPR de Côte-d'Or.

Electroménager : une production à l'abri de la concurrence asiatique

Quand France-Ebauches, dernier fabricant de mouvements de montres de l'Europe des Douze, en déplace l'assemblage en Chine et supprime des emplois à Besançon, il n'a guère le choix. Comment lutter, quand les salaires s'élèvent aux portes de Hongkong à 400 francs par mois («le Monde-l'Economie» du 19 janvier). Quand les industriels de l'habillement ferment leurs ateliers des Vosges pour s'expatrier au Maghreb ou dans les pays de l'Est, ils sont dans le même cas. Quand électronique et composants inondent le monde depuis leurs usines de Singapour, ils se plient aux mêmes lois. Difficile, désormais, lorsque les produits de l'industrie se font mondiaux, de refuser toute délocalisation. Difficile et, sans doute, suicidaire...

Mais, la production de Hoover – des aspirateurs – ne relève pas de ses règles-là. En tout cas, pas encore. Le marché de l'électroménager demeure, pour l'essentiel, continental. L'Europe occidentale y tient le haut du pavé avec une production annuelle de 66 millions de gros et petits appareils, loin devant le Japon (49 millions) et les Etats-Unis (44 millions).

La pression asiatique est contenue, pour ne pas dire marginalisée : partis à l'assaut de l'Europe du micro-ondes, premier appareil ménager mondial, Japonais- et Coréens ont dû rabattre leurs ambitions. Et préférer la coopération (des joint-ventures) à l'affrontement. Faute de pouvoir rentabiliser le prix du transport sur des petits appareils au coût unitaire peu élevé. Faute, surtout, d'un mode de vie commun entre Occidentaux et Asiatiques.

Pour transférer sa production de Dijon à Cambuslang, en Ecosse, Hoover, filiale de l'américain Maytag, ne peut donc inférer d'arguments justifiés dans d'autres industries. Certes, en Europe, dans l'électroménager comme ailleurs, la consommation se fait morose et les prix tirés vers le bas. Mais les meilleurs y gagnent encore de l'argent. Repreneur de Brandt Electroménager, l'italien Elfi ne vient-il pas d'en administrer une preuve éclatante?

P.-A. G.

918 emplois menacés en Lorraine

Grundig envisage de fermer son usine de Creutzwald

METZ

de notre correspondant

Grundig (dix-sept mille salariés) devrait annoncer cette semaine la fermeture de l'une de ses trois usines de fabrication de téléviseurs en Europe pour faire face à la dégradation de sa situation financière dans une conjoncture difficile, marquée par une baisse de 10 % de son chiffre d'affaires (3,8 milliards de deutschemarks, soit 13 milliards de francs). Le groupe allemand, filiale de Philips, prévoit de solder son exercice 1992-1993, qui sera clos fin mars, avec une perte de 200 millions de deutschemarks (680 millions de francs) contre un déficit de 19 millions (65 millions de francs) l'année dernière.

Paradoxalement, l'unité la plus compétitive, celle de Creutzwald, en Moselle (neuf cent dix-huit salariés), est la plus menacée. Cette situation s'explique par des raisons politico-économiques. Grundig, qui n'a pas apprécié le soutien apporté à son concurrent coréen Daewoo pour s'installer sur le pôle européen de Longwy, souhaite transférer sa production en Autriche et développer son usine de Vienne. Ce pays n'étant pas membre de la CEE, les investissements peuvent y être plus largement subventionnés. Le gouvernement autrichien est prêt à apporter à ce projet 350 millions de schillings (175 millions de francs). Il accorde, en outre, une exonération des droits de douane sur les tubes cathodiques importés du Sud-Est asiatique induisant, selon les organisations syndicales, un gain de 8 % sur le prix de revient d'un téléviseur.

«C'est ça l'Europe!», s'insurgent les représentants du personnel pour qui les menaces qui pèsent sur l'avenir de l'unité de Creutzwald échappent à toute logique, remettant en cause les règles du jeu économique. Tout en évoquant un accord entre la direction du groupe et IG-Metall pour protéger l'emploi en Allemagne, ils observent que les coûts de fabrication d'un téléviseur sont de 30 à 40 marks (de 100 à 140 francs) inférieurs à Creutzwald par rapport à l'usine de Nuremberg. De même, affirment-ils, les indices de qualité sont supérieurs pour la production lorraine en dépit des contraintes techniques imposées par le groupe telles que la fabrication en petites séries. Pour les organisations syndicales, le choix de ce début d'année pour annoncer le plan de restructuration n'est pas dû au hasard. *«Philips sait que le gouvernement français fait ses valises»*, tranche l'un de ses représentants. Le combat des représentants du personnel et des élus est d'autant plus difficile que le raisonnement de Grundig fait fi des atouts de l'unité lorraine où un plan d'investissement de 250 millions de francs a été lancé en 1991 pour porter la capacité de production à près de un million de téléviseurs par an avec le soutien des pouvoirs publics (20 millions de francs). Le projet de fermeture de cette usine, qui constitue un coup dur pour la ville de Creutzwald (quinze mille habitants) handicape, en outre, la reconversion du bassin houiller lorrain à laquelle Grundig a participé en s'y installant il y a vingt-deux ans.

JEAN-LOUIS THIS

INDICATEURS

ALLEMAGNE

• **Masse monétaire : + 8,8 % en décembre.** – La Bundesbank a annoncé, lundi 25 janvier, que la masse monétaire calculée selon l'agrégat M3 (liquidités et dépôts à moins de quatre ans) a crû de 8,8 % en décembre 1992 par rapport au mois précédent, après des augmentations mensuelles de 10,3 % en octobre et de 9,3 % en novembre. En moyenne trimestrielle, la hausse de la masse monétaire par rapport à la même période de 1991 a été de 9,4 %, bien au-delà de la fourchette de 3,5 % à 5,5 % que s'était fixée la banque centrale. En volume, la progression est de 142 milliards de marks (476 milliards de francs), soit le double de l'année précédente.

ÉTATS-UNIS

• **Déficit budgétaire : 38,9 milliards de dollars en décembre.** – Les Etats-Unis ont accusé un déficit budgétaire record de 38,9 milliards de dollars (210 milliards de francs) au mois de décembre, contre seulement 2,5 milliards de dollars en décembre 1991, a annoncé, mardi 26 janvier, le département américain du Trésor. Les recettes se sont élevées le mois dernier à 113,8 milliards de dollars et les dépenses à 152,7 milliards de dollars. Le Bureau du budget du Congrès (CBO) a récemment prévu un déficit record de 310 milliards de dollars (1 674 milliards de francs) pour l'exercice 1993, qui s'achèvera le 30 septembre prochain.

Afin de faire remonter les cours du pétrole

L'OPEP est prête à diminuer sa production de brut

Les prix du pétrole brut ont enregistré depuis le début de semaine une hausse de 85 cents par baril pour le brent daté (1) à la Bourse de Londres, et de 80 cents à New-York. Cette hausse, qui permet aux cours de retrouver leur niveau de début décembre, intervient alors qu'un consensus se dessine au sein de l'OPEP en faveur d'une réduction importante de la production de brut.

Le marché pétrolier vient peut-être de basculer. La semaine dernière, rien ne semblait devoir stopper la chute des cours du brut. Arrêt partiel de l'exploitation pétrolière en Angola, où la guerre civile a repris de plus belle, réduction de la production norvégienne victime du mauvais temps en mer du Nord, bruits de bottes au Proche-Orient : aussi alarmiste soit-elle, aucune nouvelle ne parvenait à faire décoller les prix dans un marché gorgé de pétrole. Mais que les statistiques hebdomadaires de l'American Petroleum Institute (API) fassent apparaître une hausse des stocks pétroliers outre-Atlantique et les cours perdaient inexorablement quelques cents.

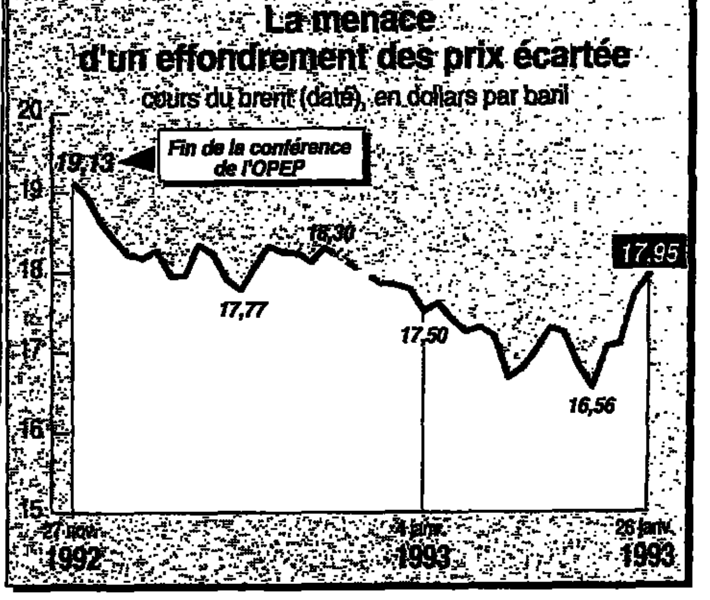


Illustration du pessimisme ambiant, le baril de brent, qui frisait 20,80 dollars le 15 octobre 1992, ne valait plus que 17,28 dollars à la mi-janvier. En trois mois, la chute a atteint 17 %. C'est suffisant pour que le scénario d'un contre-choc pétrolier à l'image de cette année 1986, où les cours s'effondrèrent brièvement à moins de 10 dollars, soit à nouveau évoqué. Or, surprise, la tendance s'est retournée en début de semaine. Au cours des deux premiers jours de la semaine, à Londres, le baril de brent a regagné 87 cents tandis que le brut de référence outre-Atlantique, le West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en mars, clôturait en hausse de 80 cents à la Bourse de New-York.

Derrière ce revirement, une proposition saoudienne était transmise au cours du week-end au président de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), le ministre vénézuélien du pétrole, M. Alirio Parra (*le Monde* du 26 janvier). Pour faire remonter les cours, le premier producteur et exportateur mondial de pétrole suggérait de réduire d'un million de barils par jour le plafond officiel de production de l'Organisation (24,58 millions de barils par jour). Comme les douze dépassent allègrement ce dernier, c'est en pratique 1,5 million de barils par jour qui devraient être retirés du marché.

Souplesse du Koweït

Emise par le ministre saoudien, M. Hisham Nazer – un homme dont les «petites phrases» à l'OPEP alimentent la spéculation sur les cours du brut, – l'idée ne pouvait qu'être prise au sérieux. Elle l'a été. Mais il reste à la mettre en musique. L'échéance est connue : le 13 février, date de la prochaine réunion, à Vienne, des douze ministres de l'OPEP. Même si M. Parra affirme que *«les grandes lignes d'un consensus»* sont d'ores et déjà arrêtées, ce ne sera pas chose facile tant sont grandes les préventions entre, notamment, l'Arabie saoudite et l'Iran.

«Il faut fixer de stricts quotas de production et que chaque pays les respecte», observe un «trader». Selon un scénario élaboré par le Cambridge Energy Research Associates (CERA), un cabinet de consultants américain, l'essentiel de la baisse devra être supporté par les Saoudiens dont la production serait ramenée de 8,4 millions à 8 millions de barils par jour. L'Iran devrait réduire de 200 000 barils par jour son niveau d'extraction, le solde étant réparti entre les autres pays membres.

Le succès de l'opération repose pour beaucoup sur le Koweït à qui on demandera sans doute de geler sa production. La tâche est plus rude qu'il n'y paraît : au nom du manque à gagner subi pendant l'occupation irakienne et des milliards de dollars dépensés à réhabiliter les gisements, l'émirat a toujours refusé de se voir attribuer un quota. Au contraire, il n'a eu de cesse d'augmenter sa production, passée de 400 000 barils par jour en décembre 1991 à 1,7 million de barils un an plus tard. Avec cette politique du cavalier seul, le Koweït a retrouvé son niveau de production d'avant la guerre du Golfe.

L'émirat a-t-il atteint son objectif? Ou craint-il de mettre en danger ses gisements en les pressurant? Toujours est-il que le président de l'OPEP, en tournée dans le Golfe en début de semaine, a trouvé des interlocuteurs très conciliants. Des baisses de production sont nécessaires de la part de *«tous les Etats (...) sans exception»*, a reconnu le ministre koweïtien du pétrole, M. Ahmad El Baghli. Le message est on ne peut plus clair.

Quelle que que soit l'issue de la réunion de Vienne, une question demeure : comment expliquer le changement d'attitude et l'esprit d'ouverture de Ryad? Pourquoi l'Arabie saoudite abandonne-t-elle une politique de conquête des parts de marché au profit d'une défense des prix? *A priori*, le changement de cap ne se justifiait pas. En 1992 l'Arabie saoudite – à l'image des autres pays du Golfe – a réussi à accroître ses revenus pétroliers de près de 5 %, selon les estimations de *Pétrostratégies*, en dépit de la baisse des cours.

S'agit-il, par ce coup d'arrêt à l'effritement des cours, d'adresser un avertissement à l'équipe Clinton soupçonnée de vouloir imposer de nouvelles taxes sur les carburants? Faut-il y voir une réponse à ceux qui, à l'intérieur du royaume, accusent les dirigeants saoudiens d'être trop proches des Américains? Ou Ryad a-t-il voulu donner une bouffée d'air aux pays arabes amis – Algérie, Egypte... – que la chute des cours asphyxie? Autant de tentatives d'explications partielles et finalement assez peu convaincantes. Peut-être la véritable raison est-elle plus simple : l'Arabie saoudite jette tout son poids dans la bataille des prix car, à la différence des précédentes crises, le royaume sait que cette fois le fardeau sera partagé entre tous les pays de l'OPEP.

JEAN-PIERRE TUQUOI

(1) Le Brent (brut de référence en mer du Nord) dit «daté» correspond à des ventes de cargaisons chargées sous quinze jours au plus tard.

ÉCONOMIE

En abaissant de nouveau les taux d'intérêt britanniques

Le gouvernement de M. John Major cherche à favoriser la reprise

En prenant la décision, mardi 26 janvier, de baisser d'un point (de 7 % à 6 %) les taux d'intérêt, (le Monde du 27 janvier) le gouvernement britannique manifeste sa volonté de favoriser une reprise de l'économie. *A contrario,* cette mesure signifie que les efforts entrepris jusque-là ont été largement inopérants.

LONDRES

de notre correspondant

La décision de M. Norman Lamont, le chancelier de l'échiquier, prise après consultation avec le premier ministre, M. John Major, actuellement en visite officielle en Inde, a pris de court la City, la plupart des économistes et... M. Michael Heseltine, ministre de l'industrie et du commerce, qui a eu connaissance de cette baisse des taux d'intérêt trois heures après son annonce officielle ! L'anecdocte a été largement rapportée par la presse, de nombreux commentateurs y voyant le signe d'un manque de cohérence de la stratégie gouvernementale face à une récession persistante, et l'illustration de divergences dans les rangs du gouvernement.

En ramenant le taux du loyer de l'argent à son niveau le plus bas depuis quinze ans (1977), les pouvoirs publics adressent un signal aux agents économiques : la stratégie de croissance, définie par le premier ministre en novembre 1992, à la suite de la sortie de la livre sterling du système monétaire européen (le 16 septembre 1992), sera poursuivie : tout faire pour relancer la machine économique, quitte à prendre quelques risques avec les pressions inflationnistes.

Les consommateurs et l'industrie, deux puissants «moteurs» de la croissance, sont invités à profiter de cette nouvelle occasion pour acheter et investir. Les principaux organismes de prêts immobiliers ont d'ailleurs immédiatement répercuté ce mouvement sur les taux d'intérêt en baissant – de 0,56 point, – les taux hypothécaires qu'ils appliquent à *leurs* clients : ceux-ci sont dorénavant fixés à 7,99 %, soit leur niveau le plus bas depuis vingt-quatre ans.

Effets pervers

Les réactions à court terme ne peuvent qu'être favorables : les particuliers réalisent des économies – le gouvernement espère qu'*elles* seront dirigées vers la consommation et non vers l'épargne, – et l'industrie peut emprunter à meilleur marché, ce qui représente un ballon d'oxygène à un moment critique : alors que les carnets de commandes enregistrent une timide hausse, le passif de cette longue récession oblige à poursuivre les efforts de réduction de la masse salariale. Sur le plan politique, d'autre part, l'opposition ne peut qu'approuver une telle *mesure*, qu'*elle* réclamait.

Mais les effets pervers de cette action sur le loyer de l'argent ne sont pas négligeables. Au-delà des réactions en chaîne classiques (hausse de la Bourse et baisse de la livre), un certain nombre d'agents économiques voient dans la décision du gouvernement une réaction de «panique» provoquée par la publication récente d'une série d'indicateurs économiques défavorables. L'objectif du gouvernement est de restaurer par tous les moyens un climat de confiance, sans lequel tout espoir de reprise est vain. Or, dans un environnement économique marqué par un chômage grandissant (le cap des 3 millions de chômeurs sera vraisemblablement franchi à la fin *du mois prochain*), les Britanniques ont bien peu de raisons de cesser de se conduire en épargnants prudents.

Cette politique du coup par coup va pourtant se poursuivre, éventuellement par une nouvelle action sur les taux d'intérêt, jusqu'à l'annonce du budget (le 16 mars), et au-delà, tant que la reprise de la croissance ne sera pas au rendez-vous. Pour le moment, la pression inflationniste reste négligeable (de 3,6 % à 3,7 %), c'est-à-dire à l'intérieur du cadre (de 1 % à 4 %) fixé par le gouvernement. Mais, ainsi que l'a montré le dernier rapport de la Confederation of British Industry, le patronat britannique, les effets bénéfiques de la dévaluation de la livre sur la croissance des exportations se font toujours attendre, alors que la facture des importations ne cesse de croître. La hausse des prix est encore limitée, mais les effets mécaniques d'une telle spirale, la rend quasi inéluctable.

Il y a plus préoccupant : la courbe des besoins de financement du déficit public (PSRB) ne cesse de croître et il est probable que le niveau de 50 milliards de livres sterling sera atteint au cours de l'exercice 1993-1994. Une action est donc urgente pour contenir celui-ci, et M. Lamont ne pourra éviter d'imposer des solutions douloureuses lors du budget. Là encore, les solutions ne sont pas nombreuses : augmentation significative des impôts directs et (ou) indirects (TVA), et baisse des dépenses, probablement dans des budgets aussi «sensibles» que l'éducation et la santé. Quelle que que soit la solution choisie, une grande partie des effets bénéfiques de cette nouvelle baisse des taux d'intérêt sera annihilée, en mars, par les décisions budgétaires.

LAURENT ZECCHINI

Avec un déficit budgétaire qui s'alourdit

M. Clinton prépare son plan de relance

Alors que le président américain, M. Bill Clinton, doit présenter le 17 février devant le Congrès les grandes lignes de son programme économique, le secrétaire d'Etat au travail, M. Robert Reich, l'une des principales personnalités de l'équipe économique du président, a déclaré, mardi 26 janvier, que l'administration Clinton envisage de proposer prochainement un plan de relance de l'économie américaine.

« *S'il doit y avoir un plan de relance, ce que je crois,* a-t-il *déclaré, il se situera dans une fourchette entre 15 et 20 milliards de dollars* (de 81 à 108 milliards de francs). »

Reconnaissant que ce montant reste faible au regard de l'économie américaine, M. Reich a précisé que cette mesure *« envoie très clairement le message que nous devons retrouver la croissance et que nous devons remettre l'économie sur ses pieds».*

La décision finale sur ce plan sera prise au dernier moment afin que l'administration puisse évaluer les derniers chiffres de l'économie, a indiqué M. Reich, soulignant que le projet *«doit être directement relié à une réduction à long terme du déficit budgétaire».*

□ **Rectificatif.** – Dans l'article consacré au rapport Brunhes sur l'emploi (*le Monde* du 22 janvier), deux erreurs se sont glissées. M. Charpin, l'auteur du premier rapport du XI[e] Plan, se prénomme Jean-Michel et non Gérard. M. Brunhes met en cause *«les abus de la flexibilité externe»* et non ceux de la flexibilité interne, dont il est un ardent défenseur.

La crise du transport aérien mondial

Les constructeurs américains réduisent leurs effectifs

Alors que sévit la crise dans le transport aérien mondial, les grands constructeurs américains annoncent des plans d'économie prévoyant de spectaculaires suppressions d'emplois : si Boeing se contente d'évoquer, sans les chiffrer, un *« important»* impact de son plan d'austérité sur les effectifs, Pratt and Whitney (moteurs) va supprimer d'ici 1994 10 664 emplois (sur un total de 40 000, soit une chute d'un quart) et McDonnell Douglas réduira cette année les siens de 8 700 personnes, soit une baisse de 10 %.

Pratt and Whitney a affiché une perte de 500 millions de dollars (2,7 milliards de francs) pour 1992, pesant sur les comptes de sa maison-mère United Technologies (333 millions de pertes au quatrième trimestre, soit 1,8 milliard de francs). McDonnell Douglas, pour sa part, a affiché une perte nette de 781 millions de dollars (4,2 milliards de francs) pour le quatrième trimestre, due en grande partie à une provision exceptionnelle liée à un changement de méthode comptable. Selon le porte-parole de l'avionneur, *«le pire est passé»* et 1993 sera une année *« pivot »* dans le rétablissement de la société. Celle-ci envisage de dégager 1 milliard de dollars cette année (5,4 milliards de francs) de liquidité, provenant pour moitié de la cession de certains actifs.

Enfin, dans un communiqué, mardi 26 janvier, Boeing annonce un recul de 6,5 % de son bénéfice trimestriel, qui demeure néanmoins à 377 millions de dollars (2 milliards de francs). A méthode comparable, le bénéfice net de 1992 reste quasiment inchangé par rapport à celui de l'année précédente (à 1,635 milliard de dollars). Le groupe a donc décidé de réduire sa cadence de production fortement : le rythme passera pour les 737 de 14 à 10 appareils par mois en octobre 1993, et pour les 747 de 5 à 3 à partir du deuxième trimestre de 1994. Pour le 757, la baisse du rythme de production sera encore accélérée (de 8,4 à 5 dès septembre) et celle de 767 accentuée (de 5 à 3 et non 4 en octobre). Selon les analystes, ces mesures pourraient concerner de 10 000 à 20 000 emplois au cours des deux prochaines années.

La réforme des procédures civiles d'exécution modifie le système des saisies

La réforme des procédures civiles d'exécution, mise en place le 1[er] janvier, modifie notamment le système des saisies. Elle devrait permettre d'accélérer les procédures de recouvrement pour le créancier tout en protégeant davantage le débiteur, estime l'Association française des banques (AFB).

Grâce à un nouveau dispositif baptisé «saisie-attribution», qui se substitue à la saisie-arrêt, le débiteur devrait être protégé. La somme saisie sur son compte bancaire sera désormais proportionnelle au montant de la créance. Il n'est plus question comme auparavant de bloquer un compte de dépôt de 70 000 francs pour une dette impayée de 50 francs. Du côté du créancier, la somme due sera récupérée beaucoup plus rapidement avec la suppression de certaines formalités. La nouvelle réglementation oblige, par ailleurs, la banque à déclarer tous les avoirs (compte à vue, d'épargne, titres) appartenant au «mauvais» payeur. Mais les banquiers se sont engagés à avertir immédiatement leur client dès qu'ils auraient connaissance d'un avis de saisie le concernant. Enfin, le secret bancaire devrait être préservé, la banque n'étant pas autorisée à divulguer des renseignements autres que bancaires sur son client.

COMMUNICATION

Sur fond de crise du paysage radiophonique

Le CSA refuse toute modification du capital de RFM

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a refusé, mardi 26 janvier, au groupe britannique Crown Communications le droit de céder sa participation dans le capital du réseau RFM. Dans un communiqué laconique, le CSA explique que Crown Communications *«a pris en fait, et sans même avertir le Conseil, le contrôle de 70 % du capital de la société et n'a toujours pas à ce jour distribué au personnel de l'entreprise les 21 % du capital qu'il s'était engagé à lui céder».*

En raison de cette infraction à la législation, ajoute le communiqué, *«le Conseil ne peut donner son accord à la modification du capital envisagée par le groupe Crown Communications qui aurait pour effet d'entériner une modification substantielle des données de l'autorisation».*

Ce refus de vente aboutit également à écarter la candidature de NRJ à la reprise du réseau RFM. Dans une moindre mesure, il sonne aussi comme un signal du blocage d'un processus largement en cours, celui de la recomposition du paysage radiophonique. Les grandes manœuvres autour de Radio Monte Carlo, ou de Fun Radio (groupe Hersant) cachent en fait l'essentiel : à savoir qu'un tiers des radios de la bande FM sont en voie de déposer leur bilan et que 43 % sont en état de déséquilibre financier profond.

Ces chiffres, issus d'un rapport du service juridique et technique de l'information (SJTI), ont été rendus publics par M. Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'Etat à la communication, le 19 décembre 1992, lors du deuxième colloque *«Vive la radio».* L'avenir de la bande FM dépend donc aujourd'hui largement d'une modification législative des textes sur la concentration. La balle est dans le camp du gouvernement qui sera issu des prochaines élections législatives.

Y. M.

Les AGF cèdent plus de 4 milliards de francs de créances immobilières au Comptoir des entrepreneurs

Les AGF (Assurances générales de France) ont confirmé mardi 26 janvier l'existence d'*«un projet d'accord portant sur le rachat par le Comptoir des entrepreneurs (CDE) de 4,1 milliards de francs de créances immobilières de la Banque du Phénix»*, filiale à 100 % du groupe d'assurances. L'opération est en cours d'examen par les autorités de tutelle.

Selon le quotidien économique *les Echos*, elle permettrait à l'assureur de se débarrasser d'une partie importante de ses créances immobilières et ferait ressortir une décote de plus de 1 milliard de francs sur ces créances.

La Banque du Phénix est engagée dans l'immobilier à hauteur de 5,5 milliards de francs. Enfin, les AGF possèdent une participation de 20,47 % dans le CDE.

VIE DES ENTREPRISES

En s'attaquant à « tous les segments de marché »

Mercedes veut devenir un constructeur « généraliste »

FRANCFORT

de notre correspondant

Tous les présidents des groupes automobiles allemands ont changé le 1er janvier, à l'exception de BMW et d'Opel. Tous opèrent des révolutions stratégiques. Volskwagen abandonne sa politique d'expansion pour la consolidation et les réduction de coûts. Et Mercedes veut devenir un constructeur *« généraliste »*. L'industrie automobile allemande souffre de deux maux : des coûts beaucoup trop élevés et une *« culture de la perfection »* qui risque, en ces temps de vaches maigres, de faire monter les prix à des niveaux qui dépassent les moyens des clients, même aisés. Mercedes, filiale du groupe Daimler-Benz, en est le symbole condensé. La *« réorientation »* du groupe, expliquée mardi 26 janvier par le PDG, M. Helmut Werner, constitue une véritable révolution.

Mercedes veut abandonner son statut de fabricant de voitures de haut de gamme pour lesquelles la perfection technique compte plus que le prix. Le recul des ventes l'an passé, de 30 000 voitures à 530 000 unités, a contribué au virage, mais aussi et surtout le changement de la mentalité des automobilistes, soucieux de l'environnement et marqués par les problèmes éternels d'embouteillage. Mercedes veut désormais en finir avec la *« philosophie Mercedes »*.

Concrètement, le groupe entend devenir un constructeur présent *« sur tous les segments de marché »*. Trois nouveaux modèles devraient faire leur apparition dans les années qui viennent. Une automobile *« de temps libre »*, du type de l'Espace Renault. Environ 60 000 exemplaires par an seraient fabriqués en Espagne et lancés fin 1994 ou début 1995. Une voiture tout terrain fabriquée à Stuttgart. Des conversations ont été menées pour ce modèle avec Peugeot et Mitsubishi, mais elles n'ont pas abouti. Enfin, et surtout, une petite voiture de ville. C'est la nouveauté la plus importante puisqu'elle fera de Mercedes un concurrent des constructeurs « généralistes » comme General Motors, Ford, Toyota, Renault, Peugeot ou Fiat. Cette « petite Mercedes », dont la presse automobile allemande a publié des dessins (plus ou moins imaginés) ces dernières semaines, serait de la taille d'une Renault 19 ou d'une Golf.

Deuxième traduction de la *« réorientation »* : une recherche de diminution des coûts drastiques. Le « projet » est de les abaisser de 30 %, selon M. Werner. Mercedes n'hésitera pas à coopérer avec d'autres entreprises pour le lancement de nouveaux modèles comme pour les composants. Il s'agit d'une rupture avec la sacro-sainte politique précédente qui faisait que chaque poignée de porte des Mercedes était faite maison. Constructeur déjà choisi pour coopérer : BMW. Par ailleurs, le groupe va supprimer 7 200 emplois cette année et réduire l'échelle hiérarchique de six à quatre niveaux. 1993 risque d'être difficile pour l'industrie automobile allemande. La production devrait revenir de 4,8 millions de véhicules à 4,4 et les effectifs de 880 000 à 855 000.

ERIC LE BOUCHER

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

RÉSULTATS

□ **Pertes pour Porsche.** – Porsche, le constructeur de voitures de sport, souffre, comme les autres fabricants allemands, de coûts trop élevés. Il y ajoute un manque certain de créativité, les ventes reposant encore trop sur la fameuse, rénovée, mais antédiluvienne 911. L'entreprise a annoncé, mardi 26 janvier, qu'elle s'attend à des pertes de 120 millions de marks (410 millions de francs) pour le premier semestre de son année fiscale se terminant au 31 janvier. Pour l'année entière, les pertes seront supérieures à celles de 65 millions de marks de l'an dernier. Les ventes, notamment à cause d'un effondrement aux Etats-Unis, vont revenir de 23 000 voitures à 15 000 ou 17 000. Pour occuper ses 8 000 salariés, Porsche monte des Mercedes, mais les effectifs reviendront à 6 000 cette année. La famille propriétaire, dont l'un des membres est M. Ferdinand Piech, le nouveau PDG de Volskwagen, n'envisage pas de vendre. – *(Corresp.)*

□ **Compaq affiche un bénéfice record en 1992.** – Compaq Computer Corp., quatrième fabricant mondial d'ordinateurs, a enregistré, en 1992, un bénéfice net de 213 millions de dollars (1,17 milliard de francs), en hausse de 62 % par rapport aux 131 millions de dollars (715 millions de francs) dégagés en 1991. Le chiffre d'affaires a progressé de 23 %, à 4,1 milliards de dollars (22,5 milliards de francs).

□ **Bouygues : hausse annoncée du résultat.** – Le groupe Bouygues, numéro un mondial du BTP, a annoncé, mardi 26 janvier, un bénéfice net (part du groupe) en hausse de 7 % à 680 millions de francs (635 en 1991), pour un chiffre d'affaires en baisse de 4,4 % à 61,5 milliards de francs. Toutefois, le résultat est *« hors provision éventuelle sur le tunnel sous la Manche »*, précise le groupe dans un communiqué : il suppose que le groupement d'intérêt économique (GIE) Transmanche Construction, dont Bouygues est membre, *« n'enregistre pas fin 1992 de perte complémentaire à celle constatée fin 1991 »*. Les comptes définitifs seront arrêtés le 21 avril. Pour 1993, le groupe s'attend à un nouveau recul de son chiffre d'affaires à 58,2 milliards de francs (– 5,36 %) dû à un tassement sur toutes les branches, notamment l'immobilier (– 28 %).

□ **Caterpillar multiplie ses pertes par six en 1992.** – Caterpillar, producteur américain d'engins de terrassement, a multiplié ses pertes annuelles par six l'an passé, à 2,44 milliards de dollars (13 milliards de francs) contre 404 millions en 1991 (2,2 milliards de francs), a annoncé le groupe, mardi 26 janvier. Caterpillar a expliqué ces mauvais résultats par les pertes enregistrées au Brésil, où la société va fermer une usine, et par la morosité de l'économie mondiale. Au quatrième trimestre 1992, le groupe a pourtant nettement réduit ses pertes à 2 millions de dollars contre 318 millions un an auparavant. Il s'agit de la septième perte trimestrielle du groupe en deux ans. Caterpillar espère un retour aux bénéfices en 1993.

ACCORD

□ **Puces de 256 mégabits : Hitachi et Texas Instruments confirment leur alliance.** – La firme japonaise Hitachi Ltd. et la firme américaine Texas Instruments Inc. ont confirmé, mercredi 27 janvier dans une déclaration conjointe à Tokyo, qu'elles envisageaient de développer en commun des mémoires dynamiques (DRAM) de 256 mégabits. La mise au point de ces « puces » du vingtième siècle a déjà fait l'objet de projets de coopération en juillet 1992 entre IBM, Siemens et Toshiba d'une part, ATT et NEC d'autre part.

PROJET

□ **Bull remporte un important contrat auprès de l'armée anglaise.** – Bull va informatiser l'*« infrastructure adminitrative »* de l'armée britannique dans le monde. C'est Bull U.K, la filiale britannique du groupe public français, qui a, en effet, emporté ce contrat dont le montant total devrait atteindre environ 100 millions de livres sterling (830 millions de francs). Quelque 70 millions de livres devraient revenir directement à Bull, qui assurera la maîtrise d'œuvre. La firme française doit fournir des serveurs et stations de travail sous système d'exploitation Unix, et assurer toute l'intégration du système informatique de 550 sites. Les 30 millions de livres restants seront partagés entre le canadien Northern Telecom, en charge de la partie télécommunications, et l'anglais Logica, pour l'intégration des logiciels.

PERSPECTIVE

□ **Elf Aquitaine : baisse de 15 % des investissements en 1993.** – En prévision d'une année 1993 *« très dure »*, M. Loïk Le Floch-Prigent, le PDG d'Elf-Aquitaine, a annoncé, mardi 26 janvier, une baisse de 15 % des investissements du groupe pétrolier cette année. Mais celle-ci n'affectera pas les grands axes stratégiques du groupe, a précisé M. Loïk Le Floch-Prigent, qui souhaite que *« le résultat* [d'Elf] *se redresse en 1993 malgré les difficultés »*. *« Nous devons faire mieux qu'en 1992, j'ai pris des mesures pour cela »*, a-t-il ajouté au cours d'une conférence de presse consacrée aux résultats de l'exercice 1992 (*le Monde* du 27 janvier).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5964

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									■
II						■			
III							■		
IV					■				
V		■							■
VI			■						
VII								■	
VIII	■			■	■				
IX									
X				■				■	
XI							■		

HORIZONTALEMENT

I. Des gens qui ne passeront pas l'hiver. – II. Un spécialiste des échecs. Rivière. – III. Un pistolet qu'il faut garder auprès de soi quand on craint un accident. Jeu. – IV. Fume à l'étranger. Plein de feu. – V. La moitié de rien. Evidemment pas close. – VI. Dans le matériel du dessinateur. Siège de concile. – VII. Qui n'a donc personne à qui parler. – VIII. Symbole. Brille comme un ver. – IX. Se met dans la poche quand il est petit. – X. Adverbe. Pronom. – XI. Bien vraie. Deux cantons dans l'eau.

VERTICALEMENT

1. Quand on veut y jouer, il ne faut pas hésiter à faire signe. Ça mousse quand il est royal. – 2. Un homme vraiment dans le nuage. Peut être lié au temps. – 3. Lieu de travail. Mauvaise humeur. – 4. Comme la séance quand on ne perd pas de temps. – 5. D'un verbe... actif. N'est parfois qu'un filet. Langue. – 6. Une vraie demoiselle quand elle est bronzée. – 7. Symbole. Ceux qui sont de trop. – 8. Utile pour se remettre à la page. Alla ruminer. – 9. Ménagea sans doute la chèvre et le chou. Un assemblage.

Solution du problème n° 5963

Horizontalement

I. Guerriers. – II. Assourdie. – III. Métis. Uri. – IV. Bée. Sucés. – V. Routa. – VI. Litée. – VII. Zeppelin. – VIII. Echo. Iota. – IX. Lia. Usnée. – X. Etrave. TR. – XI. Sée. Fée.

Verticalement

1. Gamba. Zélés. – 2. Usée. Récité. – 3. Ester. Phare. – 4. Roi. Pô. – 5. Russule. Uve. – 6. Ir. Utilise. – 7. Education. – 8. Rire. Entêté. – 9. Séisme. Aéré.

GUY BROUTY

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 27 janvier ⬇

Rechute

La Bourse de Paris qui, la veille, avait regagné un peu de terrain, rechutait mercredi 27 janvier dans un marché très calme. En recul de 0,65 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait une heure plus tard une perte de 0,74 %. Aux alentours de 13 heures, les valeurs françaises s'inscrivaient en recul de 0,39 % à 1 785,62 points.

Sur le front des taux d'intérêt, la situation semble bloquée. En effet, en Allemagne la prise en pension a été réalisée mercredi matin à un taux inchangé de 8,59-8,60 %. A Paris, le loyer de l'argent reste au-dessus du niveau des 12 %. Quant au Matif il enregistre une baisse de l'ordre de 0,20 %.

Les premiers résultats des entreprises pour 1992 n'ont rien d'engageant. La baisse des résultats du groupe Elf Aquitaine dans le raffinage laisse penser que Total, fortement engagé dans cette branche, présentera également des résultats en nette baisse pour 1992. Le titre est en repli de plus de 1,5 %.

Les ventes de ces derniers jours dégagent d'importantes liquidités qui vont se réinvestir dans les sicav monétaires, de l'avis des gestionnaires. Selon un professionnel, les « gens seraient tentés d'acheter si le CAC 40 revenait à 1 700-1 710 points ».

Parmi les titres en repli, on relevait Rémy Cointreau qui abandonnait 2,3 % après l'annonce d'une baisse de 7,5 % du chiffre d'affaires de la société sur 9 mois (avr.-déc. 1992). GTM Entrepose baissait de 4,7 % et Sodecco de 5,1 %. Du coté des hausses, on notait celles de Fives-Lille, Dassault Aviation et Matra-Hachette.

NEW-YORK, 26 janvier ⬆

La reprise s'essouffle

Après avoir dépassé les 3 300 points durant l'essentiel de la séance, Wall Street a terminé sur une petite hausse mardi, les prises de bénéfice érodant les gains enregistrés grâce à une bonne statistique économique et la décision d'IBM de réduire son dividende et de changer de PDG. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a clôturé à 3 298,95 points, en hausse de 6,75 points, soit une progression de 0,20 %. Le marché a été très actif avec 313 millions d'actions échangées. Le nombre de titres en hausse a dépassé celui des valeurs en baisse : 1 088 contre 817. 529 titres ont été inchangés.

Les reventes de logements ont progressé de 5 % en décembre, leur meilleure performance depuis treize ans, et de 8,7 % sur l'ensemble de 1992, leur plus haut niveau depuis 1988. Par ailleurs, le marché a bien accueilli la décision d'IBM de réduire de 55 % son dividende, ce qui devrait lui permettre de dégager plusieurs milliards de dollars pour poursuivre sa restructuration entamée deux ans plus tôt.

VALEURS	Cours du 25 janv.	Cours du 26 janv.
Alcoa	71 1/8	71 1/8
ATT	52 1/4	52 5/8
Boeing	36 7/8	35 1/2
Chase Manhattan Bank	29 7/8	29 5/8
Du Pont de Nemours	45 1/4	48 1/8
Eastman Kodak	50	50 3/8
Exxon	60 1/8	61 1/4
Ford	48	47 7/8
General Electric	85	85 1/8
General Motors	37 5/8	38 1/4
Goodyear	67 7/8	68 7/8
IBM	48 7/8	49
ITT	73 1/4	73 1/2
Mobil Oil	62 7/8	63 1/8
Pfizer	67	65 1/8
Schlumberger	59 1/4	60
Texaco	59 7/8	60 3/8
UAL Corp. ex-Allegis	122 1/2	124 1/4
Union Carbide	16 3/4	16 3/4
United Tech.	47 3/4	47 1/2
Westinghouse	13 1/2	13 3/4
Xerox Corp.	82 5/8	82 3/4

LONDRES, 26 janvier ⬆

Vive progression

Les valeurs se sont envolées mardi 26 janvier au Stock Exchange, après la baisse d'un point des taux d'intérêt britanniques, pour les ramener à 6 %, soit leur plus bas niveau depuis quinze ans. Au terme des échanges, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a clôturé en hausse de 63,8 points (2,3 %) à 2 835,7 points, la hausse initiale de Wall Street lui ayant donné un petit coup de pouce supplémentaire en fin de séance. Le volume des transactions s'est élevé à 857,3 millions de titres contre 485,9 millions la veille.

Les espoirs d'une baisse des taux d'intérêt, très vifs la semaine dernière, avaient diminué lundi après la publication d'une enquête du patronat ayant montré une forte hausse de la confiance des entreprises dans les perspectives économiques.

TOKYO, 27 janvier ⬆

Petite avance

La Bourse de Tokyo a clôturé pratiquement sur ses niveaux de la veille, mercredi 27 janvier, après une séance en dents de scie. Au terme des transactions, l'indice Nikkei a finalement gagné 17,05 points à 16 509,68 points, soit une progression marginale de 0,1 %. Le volume des échanges était estimé à 200 millions de titres.

Une certaine confiance persistait, les opérateurs espérant que la Banque du Japon réduira bientôt son taux d'escompte. Mais la prudence a prévalu. Selon un courtier, *« des achats significatifs de valeurs de la métallurgie ou des chantiers navals ont été vraisemblablement effectués par des caisses de retraite et des fonds d'assurances »*.

VALEURS	Cours du 26 janv.	Cours du 27 janv.
Ajinomoto	1 190	1 190
Bridgestone	1 120	1 140
Canon	1 360	1 370
Fuji Bank	1 710	1 690
Honda Motors	1 300	1 320
Matsushita Electric	1 070	1 060
Mitsubishi Heavy	500	506
Sony Corp.	4 100	4 070
Toyota Motors	1 340	1 380

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Câbles	450	450
B.A.C.	23 70	..
Boiron (Ly)	490	490
Boisset (Lyon)	239	...
C.A.L-de-Fr. (C.C.I.)	725	725
Calberson	235	235
Cardif	945	945
C.E.G.E.P.	185	185
C.F.P.I.	219 90	220
C.N.I.M.	979	985
Codetour	280	280
Creeks	91 50	91 50
Dauphin	201	200
Demachy Worms Cie	439	...
Devanlay	1150	1170
Deville	70	70
Dolisos	119 70	.
Editions Belfond	198	..
Europ. Propulsion	165 50	167
Finacor	135	135
G.F.F. (group.fon.f.)	48	....
G.L.M.	430	429
Gravograph	130	129
Guintoli	945	....
I.C.C.	190	190
Idianova	44 90	45 30
Immob. Hôtelière	1000	1000
Internt. Computer	139	.
I.P.B.M.	37 40	38 50
Molex	136	130
N.S.C. Schlumberger	760	759
Publ.Filipacchi	525	525
Rhone-Alp.Ecu (Ly.)	317	317
Select Invest (Ly)	94 40	94 40
Serbo	145	148 50
Sopra	320	320
TF1	411 10	410 70
Thermador H (Ly)	305	296 10
Unilog	219	215
Viel et Cie	111 20	116
Y. St-Laurent Groupe	767	762

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 26 janvier 1993
Nombre de contrats estimés : 130 039

COURS	ÉCHÉANCES Mars 93	Juin 93	Sept. 93
Dernier	112,92	114,18	114,30
Précédent	112,86	114,02	114,30

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Mars 93	OPTIONS D'ACHAT Juin 93	OPTIONS DE VENTE Mars 93	OPTIONS DE VENTE Juin 93
113	0,10	0,50	0,11	0,60

CAC 40 A TERME

(MATIF)

Volume : 34 502

COURS	Jan. 93	Fév. 93	Mars 93
Dernier	1 790	1 813	1 833
Précédent	1 781	1 799	1 823

CHANGES

Dollar : 5,3480 F ⬆

Le dollar gagnait du terrain, mercredi 27 janvier à Paris, s'échangeant à 5,3480 francs contre 5,3435 francs à la clôture des échanges interbancaires de mardi. Il était aussi orienté à la hausse à Francfort, à 1,5835 DM, contre 1,5735 DM la veille.

FRANCFORT	26 janv.	27 janv.
Dollar (en DM)	1,5785	1,5825
TOKYO	26 janv.	27 janv.
Dollar (en yens)	123,90	124

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (27 janv.) ..... 11 15/16 - 12 3/16 %
New-York (26 janv.) ..... 2 13/16 %

BOURSES

PARIS (*SBF, base 100 : 31-12-81*)

	25 janv.	26 janv.
Indice général CAC	481,25	475,57

(*SBF, base 1000 : 31-12-87*)

Indice CAC 40	1 779,90	1 792,55

NEW-YORK (*Indice Dow Jones*)

	25 janv.	26 janv.
Industrielles	3 292,20	3 298,95

LONDRES (*Indice « Financial Times »*)

	25 janv.	26 janv.
100 valeurs	2 771,90	2 835,70
30 valeurs	2 145	2 189,90
Mines d'or	63,20	64,30
Fonds d'Etat	93,70	94,46

FRANCFORT

	25 janv.	26 janv.
Dax	1 569,24	1 576,16

TOKYO

	26 janv.	27 janv.
Nikkei Dow Jones	16 492,63	16 509,68
Indice général	1 255,91	1 2660,10

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT Demandé	COURS COMPTANT Offert	COURS TERME TROIS MOIS Demandé	COURS TERME TROIS MOIS Offert
$ E-U	5,3545	5,3565	5,4680	5,4740
Yen (100)	4,3115	4,3149	4,4008	4,4070
Ecu	6,6200	6,6225	6,6538	6,6630
Deutschemark	3,3797	3,3802	3,4068	3,4083
Franc suisse	3,6642	3,6682	3,7195	3,7273
Lire italienne (1000)	3,6700	3,6740	3,6685	3,6762
Livre sterling	8,1415	8,1500	8,2516	8,2686
Peseta (100)	4,7756	4,7796	4,7513	4,7610

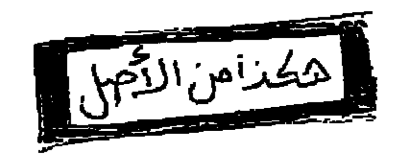
TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS Demandé	UN MOIS Offert	TROIS MOIS Demandé	TROIS MOIS Offert	SIX MOIS Demandé	SIX MOIS Offert
$ E-U	3	3 1/8	3 3/16	3 5/16	3 1/4	3 3/8
Yen (100)	3 1/2	3 5/8	3 7/16	3 9/16	3 5/16	3 7/16
Ecu	9 9/16	9 11/16	9 1/12	9 5/8	9 5/16	9 7/16
Deutschemark	8 9/16	8 11/16	8 5/16	8 7/16	8	8 1/8
Franc suisse	5 7/16	5 9/16	5 7/16	5 9/16	5 7/16	5 9/16
Lire italienne (1000)	11 11/16	12 1/16	11 11/16	12 1/16	11 11/16	12 1/16
Livre sterling	6 3/8	6 1/2	6 1/8	6 1/4	5 15/16	6 1/16
Peseta (100)	13 5/8	13 7/8	13 7/16	13 11/16	13 3/8	13 5/8
Franc français	12	12 3/8	11 11/16	12 3/16	10 1/2	10 15/16

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

L'Allemagne devrait se doter en 1994 d'une autorité de marché

Avec un retard non négligeable sur les autres marchés européens et mondiaux, l'Allemagne devrait enfin se doter d'une autorité de marché dès 1994. Au terme du projet de loi, que le gouvernement allemand prévoit de soumettre au Parlement cette année, le délit d'initié, par exemple, sera passible d'emprisonnement. Selon M. Horst Koehler, secrétaire d'Etat au ministère des finances, les propositions seront efficaces et les peines de prison dissuasives. Des amendes sont aussi prévues pour les courtiers qui réalisent des opérations juteuses en procédant à des transactions pour leur propre compte avant d'exécuter des ordres de clients susceptibles de faire bouger le marché. Cet organisme de surveillance, qui chapeautera ceux qui fonctionnent déjà au niveau des sept Lander où existent des Bourses de valeurs, élaborera de nouvelles règles de conduite pour les transactions mobilières et sera le partenaire de ses homologues étrangers.



MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 27 JANVIER

Cours relevés à 13 h 30

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
5150	C.N.E 3%	5200	5200	5200	....
870	B.N.P. T.P.	895	880	875	- 2 23
840	Cr.Lyon. T.P.	836	848	848	+ 1 44
1671	Renault T.P.	1691	1691	1690	- 0 06
1680	Rhone Poul. T.P.	1670	1670	1670	....
1040	Saint Gobain T.P.	1080	1080	1070	- 0 93
800	Thomson T.P.	840	840	840	....
650	ACCOR	665	665	660	- 0 75
766	Air Liquide	763	758	752	- 1 44
665	Alcatel-Alsthom	640	637	626	- 2 19
1570	Ala.Suparm.	1580	1590	1590	+ 0 63
255	A L S P I	260	258 90	264	+ 1 54
535	AGF Sté Centrale	513	508	515	+ 0 39
79	Avenir H. Média	78 30	79 20	82	+ 4 73
1090	Axa (ex Cie Midi)	1065	1062	1073	+ 0 75
138	Bafip	140	140	140	....
65	Bail-Equipem.	74	74	74	....
695	Bail Investiss.	704	705	700	- 0 57
425	Bancaire	433 50	433	432	- 0 35
645	Bazar H.-V.	650	645	645	- 0 77
1190	Berger (M)	1200	....	....	....
380	Bertrand Faure	385	390	390	+ 1 30
1090	Bic	1080	1079	1078	- 0 19
1090	B.I.P.	1080	1080	1080	....
140	BIS	145	141	144	- 0 69
450	B N P (CI)	444	442 10	443 50	- 0 11
405	Bolloré Tech.	435	443	434	- 0 23
2850	Bongrain	2890	2860	2861	- 1 00
435	Bon-Marché	450 50	450	439 10	- 2 53
595	Bouygues	573	585	576	+ 0 52
83	BP France	82	82	82	....
930	B S N	923	920	913	- 1 08
1120	Canal Plus	1117	1113	1102	- 1 34
150	Cap Gem.S	143 10	140	140 20	- 2 03
197	Carnaudmetalbox	194	191 20	191 10	- 1 49
2320	Carrefour	2305	2315	2287	- 0 78
152	Casino	154	155	151 50	- 1 62
98	Casino ADP	99 40	99 50	99	- 0 40
525	Castorama D.I.	537	535	534	- 0 56
220	C.C.F.	211	210	210 50	- 0 24
31	CCMC Ly.	32	32	32	....
400	C.D.M.E.	407	410	406	- 0 25
126	C.E.G.I.D.	136 50	140	141	+ 3 30
50	Centrest (Ny)	56	55 60	54	- 3 57
340	C.E.P. Comm.	337	338 50	340	+ 0 89
87	Cerus	84 10	84 80	85 50	+ 1 66
1120	Cetelem	1121	1124	1125	+ 0 36
255	CF Int.	264	252 50	262	- 0 76
275	CGI Info	275 80	272	272	- 1 38
910	C G I P	889	889	880	- 1 04
620	CGP	621	621	610	- 1 77
1240	Chargeurs S A	1250	1240	1244	- 0 48
215	Christian Dior	223	220	219 10	- 1 75
480	C I C A (M)	491	500	500	+ 1 83
285	Ciments franc.	270	270	270	....
500	Clarins	497	496 80	491	- 1 21
400	Club Méditer.	396	398	400	+ 1 01
865	Colas	859	851	846	- 1 51
230	Cpt. Entrep.	229	221	228 50	- 0 22
1170	Compt Mod.	1184	1180	1178	- 0 51
265	CPR (Paris Réе.)	268 90	268	269 50	+ 0 22

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
995	Créd. Foncier	1015	998	1008	- 0 69
335	Crédit Loc France	333 90	330	329	- 1 47
515	Cr Lyon.(CI)	515	518	514	- 0 19
1250	Crédit Nat.	1214	1200	1185	- 2 39
520	CSEE	520	508	508	- 2 31
3250	Damart	3360	3340	3320	- 1 19
360	Dassault Aviation	359	358 50	358 50	- 0 14
220	Dassault Electr.	221	223	220	- 0 45
1320	De Dietrich	1375	1380	1345	- 2 18
455	Degremont	463	463	462	- 0 22
41	Dév.R.d.C.(Ly)	43	43	43	....
61	Dév.R.Sud-Est	61	....	....	....
280	D M C	285	284	284	- 0 35
400	Docks France	380	384 50	380	....
109	Dynaction	110	110	109	- 0 91
2060	Eaux (Gle)	2095	2079	2073	- 1 05
675	E.B.F.	676	671	675	....
420	Ecco	413	415	406	- 1 69
335	Elf Aquitaine	330 70	328 90	327 50	- 0 97
970	ElfSanofi(ExSanofi)	981	979	970	- 1 12
230	Erap-Elf (Certif.)	232	227	226	- 2 59
585	Eridania-Beghin	581	581	582	+ 0 17
400	Essilor	398 50	383 10	390	- 2 13
187	Essil.Int.(DP)	191 90	188 50	188 50	- 1 77
745	Esso	745	745	741	- 0 54
1480	Eurafrance	1488	1475	1456	- 2 15
460	Euro RSCG	460	474	459	- 0 22
66	Eurodisneyland	67 20	67 40	67 20	....
850	Europe 1	917	918	910	- 0 76
34	Eurotunnel	34 35	34 75	34 50	+ 0 44
1450	Exor	1450	1450	1450	....
122	Finextel	125	124 50	125	....
290	Fives Lille	312 10	316 50	325	+ 4 13
615	Fougerolle	620	610	609	- 1 77
3600	Fromager. Bel	3630	3600	3625	- 0 14
1650	Gal.Lafayette	1630	1630	1610	- 1 23
360	G.A.N.	340	340	340	....
365	Gascogne (B)	380	378	378	- 0 53
1290	Gaz et Eaux	1295	1300	1290	- 0 39
590	Géophysique	580	560	585	+ 0 89
675	Groupe André SA	680	688	689	- 0 14
505	Groupe Cité	488	487	498	+ 2 05
350	GTM-Entrep.	325	320	310	- 4 62
1430	Guyenne-Gas.	1450	1420	1440	- 0 69
90	Hachette	92	92 90	94	+ 2 17
430	Havas	417	415	412 10	- 1 18
235	Idia	238	238	236	- 0 84
350	Iméral	344	344	348	+ 1 16
143	Immob. Phénix	141	141	141	....
150	Ingénico	148	150	148	....
7860	Inst. Mérieux	7750	7800	7790	+ 0 52
420	Interbail	427 90	428	428	+ 0 02
390	Intertechnique	390	388	385	- 1 28
925	J. Lefebvre	925	925	940	+ 1 62
485	Klépierre	475	479	482	+ 1 47
565	Labinal	565	565	570	+ 0 88
330	Lafarge	323	318	317	- 1 86

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
91	Legendre Group.	90 50	88 10	89 50	- 1 10
270	Lebon	265	263	263	- 0 75
4000	Legrand	4032	4015	3997	- 0 87
2180	Legrand (DP)	2210	2200	2186	- 1 09
155	Legris Industries	155 40	155	154 90	- 0 32
730	Locindus	724	735	723	- 0 14
3240	L.V.M.H.	3190	3180	3176	- 0 44
410	Lyon.Eaux/Dumez	399	398 90	396 60	- 0 60
37	Majorette Ly.	37	..	....	....
290	Mar. Wendel	284 10	282 60	279	- 1 80
234	Matra	230 40	228 50	240	+ 4 17
84	Metaleurop	82 60	82 50	84	+ 1 69
14	Métrologie In.	14 30	14 30	14 50	+ 1 40
199	Michelin	191 80	192	191	- 0 42
80	MMB	85 50	85 60	88 50	+ 3 51
77	Moulinex	85 50	85 60	84 60	- 1 05
870	Navig. Mixte	868	865	860	- 0 92
134	Nord-Est	130 10	130 10	128 60	- 1 15
290	Nordon (Ny)	275	278 90	278 50	+ 1 27
55	Olipar	54	54 60	53 70	- 0 56
1010	Oréal	993	996	987	- 0 60
385	Paribas	377 70	372 50	374 50	- 0 85
225	Pechiney Int.	216	215	217	+ 0 46
285	Pechiney (CIP)	288 80	292	292 10	+ 1 14
360	Pernod Ricard	357	359	355 50	- 0 42
600	Peugeot	581	576	574	- 1 20
284	Pinault	289 80	285	289 80	...
790	Plastic-Omn.	801	801	806	+ 0 62
225	Poliet Ex.Lamb.Fr.	208 50	205	208 10	- 0 19
875	Primagaz	875	875	875	....
570	Printemps	609	600	607	- 0 33
550	Promodès	572	575	584	+ 2 10
255	Radiotechn.	274 10	279	279	+ 1 79
6300	Redoute (La)	6360	6340	6340	- 0 31
136	Rémy Cointreau	136 50	131	133 50	- 2 20
520	R. Poulenc CIP	511	510	511	....
35	Rochette(La)	37 50	37 90	38	+ 1 33
425	Roussel Uclaf	452	460	469	+ 3 76
2870	R. Impé.Ly *	3000	3001	2985	- 0 50
130	Sade (Ny)	145 50	....	...	....
2420	Sagem	2430	2420	2425	- 0 21
495	Saint Gobain	491	487 10	487 20	- 0 77
1170	Saint Louis	1175	1156	1152	- 1 96
1600	Salomon Ly.	1560	1550	1535	- 1 60
296	Salvepar (Ny)	290	299	290	....
1550	S A T.	1581	1580	1580	- 0 06
280	Saut. Chât.	273 90	266	265	- 3 25
735	Saupiquet (Ns)	745	749	747	+ 0 27
620	Schneider	604	605	602	- 0 33
13	SCOA	13 25	13 35	13	- 1 89
420	Scor s.a.	429	429	430	+ 0 23
335	S.E.B.	323	317	320	- 0 93
410	Sefimeg	425	420	425	...
130	Sélectibanque	130 20	130 10	130 10	- 0 08
136	Sextant A.	138	138	143	+ 3 62
650	S F I M.	592	595	580	- 2 03
177	S.G.E.	178	179	176	- 1 12

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
446	Sezco	446 80	440 20	440	- 1 52
790	St. Rossignol	810	800	799	- 1 36
425	Sligos	403	405	410	+ 1 74
595	Société Géné.	592	590	589	- 0 51
38	Sodexco(B)	39 10	37 10	37 10	- 5 12
72	Sodero(Nu)	75	75	75	.
1010	Sodexho	1019	1018	1009	- 0 98
78	Sogenal(Ny)	79 50	79 10	81	+ 1 89
350	Sogerap	355	350	348 50	- 2 39
1200	Som-Allib.	1180	1190	1200	+ 1 69
395	SOPHIA	398	398	395	- 0 75
1020	Sovac	1008	1000	1009	+ 0 10
340	SPEP	345	347	343	- 0 58
305	Spie-Batignol.	305	309	305 50	+ 0 16
570	Strafor Facom	540	535	531	- 1 67
270	Suez	271 40	272	268 10	- 1 22
1220	Synthelabo	1239	1240	1247	+ 0 65
148	Thomson CSF	144 80	145	142 60	- 1 52
220	Total	223 50	221	221 50	- 0 89
148	- (certif.)	144 80	...	.	
191	Truffaut Fa.	193	191 20	192	- 0 52
500	U.A.P.	479	475	473	- 1 25
220	U F B Locab.	220	221	214	- 2 73
168	U.G.C. DA (Robur)	178	179	179	+ 0 56
410	U I C.	423	427	425	+ 0 47
460	U I F.	476	475	465 50	- 2 21
760	U I S.	754	752	752	- 0 27
340	Unibail	339	340	338	- 0 29
720	Valéo	730	725	732	+ 0 27
150	Vallourec	150 90	151	151 50	+ 0 40
250	Via Banque	255 50	249 50	250	- 2 15
240	Worms et Cie	232 70	231 10	235	+ 0 99
1520	Zodiac	1540	1540	1535	- 0 32
810	Elf Gabon	828	825	821	- 0 85
90	Amax	95 70	96	95	- 0 73
153	Amer Barrick	153	154 60	156 90	+ 2 55
138	Amer. Express	129 50	127	126 50	- 2 32
300	A.T.T.	284 90	284	285 30	+ 0 14
108	Anglo Amer.C.	106 60	107 90	107 40	+ 0 75
166	Amgold	163	163 50	163 50	+ 0 31
225	Banco Santander	214	210 20	223 90	+ 4 63
720	B.A.S.F.	718	....	....	...
910	Bayer	903	905	905	+ 0 22
45	Blenheim Plc	45 10	46 60	44 20	- 2 00
22	Buffelsfont.	20 90	22 10	22 10	+ 5 74
182	Chase Manh.	180 50	180 50	180 50	. .
1930	Daimler Benz	1960	1947	1947	- 0 66
76	De Beers	77 30	77 80	77 40	+ 0 13
2160	Deutsche Bank	2185	2170	2167	- 0 82
1190	Dresdner Bank	1175	1171	1170	- 0 43
36	Driefontein	35 80	36 80	36 90	+ 3 07
260	Du Pont-Nem.	242 50	247 40	247 40	+ 2 02
265	Eastman Kodak	270	271 10	270 50	+ 0 19
7	East Rand	8 60	8 50	8 50	- 1 16
23	Echo Bay	22 40	23 30	23 10	+ 3 13
172	Electrolux	168 50	....	...	....
139	Ericsson	135 10	135 40	135 40	+ 0 22

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
315	Exxon Corp.	326 20	328 80	328 90	+ 0 80
255	Ford Motor	260			
28	Freegold	29 20	29 40	29 40	+ 0 68
10 50	Gencor	10 90	11	11	+ 0 92
455	Gén. Elect.	456 40	458 80	457 10	+ 0 15
205	Gen. Motors	208 80	206 80	206 40	- 1 15
325	Gén. Belgique	332	333	332 60	+ 0 18
36	Gd. Metropol	37 30	37 45	37 90	+ 1 61
39	Guinness	39 70	39 70	39 25	- 1 13
20	Hanson PLC	20 50	20 20	20 40	- 0 49
7	Harmony Gold.	7 20	7 45	7 50	+ 4 17
390	Hewlett Packard.	398	392	392	- 1 51
31	Hitachi	30 30	30	30 40	+ 0 33
860	Hoechst	850	851	850	
59	Homestake	59	58 65	58	- 1 69
93	I C I	93	92 45	94 90	+ 2 04
250	I.B.M.	265	265 50	264 90	- 0 04
405	I T T.	392 30	395 10	394 50	+ 0 56
149	Ito Yokado	149	149	148 50	- 0 34
48	Matsushita	47	46 50	46 50	- 1 06
270	Mc Donald's	264 90	260	258 90	- 2 27
225	Merck	224 70	213 60	214 70	- 4 45
535	Minnesota M.	529	529	529	
38	Mitsubishi	38 20		.	
325	Mobil corp.	355 20		.	
330	Morgan J P	335			
4020	Nestlé	4009	3937	3925	- 2 10
126	Norsk Hydro	125	125 10	125 10	+ 0 08
55	OFSIL	58	59	59 90	+ 3 28
1240	Pétrofina	1224	1245	1221	- 0 25
390	Philip Morris	396	396 10	398 20	+ 0 56
71	Philips	71	70	69 90	- 1 55
68	Placer Dome	68	69 20	68 40	+ 0 59
275	Procter Gamble	274 50	271 20	271 20	- 1 20
182	Quilmès	182	.	.	
13 50	Randfontein	14	13 95	13 95	- 0 36
240	Rhone Poul. Rorer	235 60	235 10	232 50	- 1 32
425	Royal Dutch	437 50	439	436 20	- 0 30
54	R T Z	54	53 50	53 30	- 1 30
14	Saat.& Saatch.	13 60	13 80	13 80	+ 1 47
17	St Helena	17 75	18 20	18 20	+ 2 54
305	Schlumberger	314 90	321 90	321 40	+ 2 06
43	Shell transp.	44 55	44 45	45	+ 1 01
2030	Siemens	2067	2058	2040	- 1 31
180	Sony	176 60	175 40	175 30	- 0 74
75	Sumitomo Bank.	71 60	74 70	73 35	+ 2 44
148	T.D.K.	145	...	....	.
59	Telefonica	59 10	60	60	+ 1 52
26	Toshiba	26	26	26	.
580	Unilever	585	578	578	- 1 20
260	Uni.Techno	252	.	.	
170	Vaal Reefs	163 40	168	168	+ 2 82
940	Volkswagen	920	939	919	- 0 11
270	Volvo	271	285	285	+ 5 17
53	West. Deep.	52 80	54	54 70	+ 3 99
445	Xerox Corp.	439	.	.	.
105	Yamanouchi	104	105	105	+ 0 96
4 95	Zambia Cop.	5 25	5 35	5 65	+ 7 62

COMPTANT (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp.Etat 9,8% 78	....	5 34
10,80% 79/94	100 91	4 29
Emp.Etat 13,4% 83	103 07	1 35
10,26% mars 88	105	9 02
OAT 10% 5/2000	111 84	6 71
OAT 9,9% 12/1997	107 21	1 22
OAT 9,8% 1/1996	104 25	9 72
PTT 11,2% 85	106 45	1 74
CFF 10,25% nov 90	110 70	6 93
CNA 10 % 1979	101 40	8 43
CNB Bques 5000F	99 50	0 61
CNB Paribas 5000F	98	0 61
CNB Suez 5000F	98 05	0 61
CNI 1/82 5000F	98 10	0 61
CNT 9 % 86	101 75	6 54
CRH 10,90% déc.85	108 55	0 75
CHARB FCE 3% 100	....	....
CNCA	1066	....
Cerus	....	....
Alcatel 6 % janv. 89	603	....
Ly Eaux cv 6,5%	756	....
Thoms. cv 9,2% 86	714	....

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Applications Hydr.	1500	....
Arbel	440	431
Bains C Monaco	885	898
B.Hypoth.Europ.	215	..
B.N.P. Intercont.	326 10	327 50
Bénédictine	2151	....
Bidermann Internat.	489	...
Blanzy Ouest	900	..
B T P	17	16 50
Cambodge	881	...
Carbone Lorraine	279	271 10
Case Poclain	1 30	...
C B C.	250	252
C.E.G.F (Frigor.)	770	770
Centenaire Blanzy	304 90	295
Ceragen	20 10	17 30
Champex (Ny)	14	....
CIC (CIP)	163	160

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
C.I.M.	1000	903 o
C.I.T.R.A.M. (B)	2629	....
Cie Industrielle	3320	....
Cpt Lyon Alemand	290 10	290
Concorde	599	600
Comp. Mét.Prov.	24	...
Crédit Gén.Ind.	104 50	....
Cr Universel (Cie)	325	325
Darblay	625	....
Delmas Vieljeux	1760	1810
Didot Bottin	565	568
Eaux Bassin Vichy	3100	....
Ecia	259 90	256
Ent.Mag. Paris	3810	4000
Eridania-Béghin CI	470	469 90
Fidei	370 10	370 10
Finalens	300	....
F.I.P.P.	44 05	....
F.N.A.C.	1920	1915
Foncière (Cie)	448	448
Fonciria	330	335
France I.A.R.D.	399	....
France SA (La)	1610	1630
From. Paul-Renard	2051	...
Gaumont	380	345
Genefim	249 50	241
Gévelot	443	443
G.F.C.	333	333 50
Groupe Victoire	760	....
G.T.I (Transport)	285	289
Immobail	325	330
Immobanque	620	622
Im.Marseillaise	4320	4330
Invest.(Ste Cle.)	3000	3000
Lille Bonnières	881	895
Locafinancière	498	480
Louis Vuitton	506	594
Louvre	2620	2590
Luce	220	220
Machines Bull	20	...
Mag.Uniprix	157 10	160
Métal Déployé	289	....
Mors	45	45
Navigation (Nle)	150	150
Optorg	272	....
Oréal (CI)	580	559
Origny-Desvroise	511	511
Palais Nouveauté	1062	1070
Paluel Marmont	430	440
Parfinance	180	175
Paris France	202	...
Paris Orléans	179 10	178 10
Parthena Invest.	231	. .
Piper Heidsieck	999	....
Porcher	240	....

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Promodès (CI)	388	387
Publicis	630	620
Rochefortaise	116	115 30
Rosario	137 10	137
Rougier	165	168
S.A.C.E.R.	639	....
S.A.F.A.A.	199	....
S.A.F.I.C Alcan	171	....
Saga	355 10	....
Saint Dominique (F.)	124	123
Salins du Midi	518	515
Savoisienne M.	145	....
Silic	580	580
S.I.P.H.	90	86
S.M.C.I.	50	....
Sofal	470	....
Soffo	180	172 20
Sofixam (ex Sarom)	65	....
Sofragi	2176	2200
Soudure Autogène	660	671
Sovabail	251	....
Stemi	632	....
Taittinger	2169	2168
Testut-Aequitas	90	90
Tour Eiffel	228	....
Ufiner	1050	....
Vicat	447	447
Vinipix	1675	...
Virax	109	....
Maroc Sté Brasserie	201	200

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

46-62-72-67

Etrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	515	....
Akzo Nv Sico	408	405
Alcan Aluminium	95	96
American Brands	195	....
Arbed	241 10	....
Asturienne Mines	82 10	....
Banco Popular Espa.	605	615
B.Reglements Int.	18400	18500
Can.Pacifique	66	67 80
Chrysler Corp.	214	220
C I R.	2 65	....
Commerzbank	848	850
Dow Chemical	293 10	290
Fiat	14 05	14 75
GBL (Brux Lamb.)	438	438
Gevaert	995	..
Glaxo Holdings Ltd	54	....
Goodyear Tire	368	385 60
Grace and Co (WR)	203	195
Honeywell Inc. Inc.	171 50	164
Johannesburg	60 40	...
Koninklijke Pakhoed	76 95	...
Kubota	21 60	21 50
Noranda Mines	73	71 10
Olivetti priv.	4 30	4 30
Pfizer Inc	366	355
Ricoh	21 10	20 60
Robeco	290 30	292 10
Rodamco NV	139 60	140 30
Rolinco	286 40	287 50
Saipem	3 86	....
Sema Group	24	....
SKF Aktiebolaget	50	....
Tenneco Inc.	202 10	....
Toray Ind.	23 40	...
West Rand Cons.	4	....

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Bque Hydro Energie	330	330
Calciphos	55 10	....
C G H Cogenhor	7	...
Coparex	615	..
Europ. Accum.	77 50	77 50
Europ Soprim Ind.	11 50	....
Guy Degrenne	255	...
Lecteurs du Monde	220 80	....
Nicolas	1050	...
Particip. Perrier	204	205
Rorento N.V.	246 70	248 80
St-Gobain-Emballage	1686	....
Schlumberger Ind.	475	....
S.E.P.R.	1381	...
S.M.T. Goupil	0 61	0 61
S.P.R. act. B	232	....
Waterman	1100	...

SICAV (sélection) 26/1

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Actilion	199 19	193 86
Actimonétaire C.	30305 34	30305 34
Actimonétaire D.	30305 34	30305 34
Amén-gan	7627 29	7333 93
Amplitude	645 26	626 47
Associc.	1082 59	1082 59
Atout Futur	423 16	412 84
Aurecic	1049 44	1018 87
Avenir Alizes	1744 79	1710 58
Axa Capital	184 13	178 77
Axa Court Terme	8481 31	8481 31
Axa Cro.Ex.Dr.Inve.	908 21	881 76
Axa.Ep.Fr.Ex Agepargn.	771 70	749 22
Axa Europe	126 35	122 67
Axa Investiments	106 75	103 64
Axa NPI	120 30	116 80
Axa Ob.Fr.Exrane	152 08	147 65
Axa.Ob.In.Ex Mu.U.Se.	129 49	125 72
Axa Prem.Ex.Agepre.	124 33	120 71
Axa Sél.Ex.Dr.Sele.	150 97	146 57
Axa Valeurs PER	123 69	120 09
Cadence 1	1063 67	1042 81
Cadence 2	1069 60	1048 63
Cadence 3	1061 44	1040 63
Capimonétaire	6684 42	6677 74
Capioblig.	6910 08	6774 67
Capracic	1420 65	1399 66
Coeds	1411 53	1377 10
Compavalor	3740 81	3735 31
Convertimmo	333 26	326 73
Credinter	443 76	430 83
Credit Mutuel Capital	1359 96	1333 29
Cred.Mut.Ep.Cour.T.	710 01	710 01
Cred.Mut.Ep.Indus.	95 36	92 81
Cred.Mut.Ep.J.	74039 62	74039 62
Cred.Mut.Ep.long.T.	196 88	191 61
Créd.Mut.Ep.Monde	1178 87	1147 32
Cred.Mut.Ep.Quatre	1111 97	1082 21
Dieze	1377 80	1344
Drouot France	847 78	823 08
Drouot Sécurité	228 89	222 22
Ecocic	1075 05	1043 74
Ecupar	127 61	123 89
Ecur. Capitalisation	2764 56	2727 28
Ecur. Expansion	511558 03	510791 84
Ecur. Géovaleurs	2328 23	2260 42
Ecur. Investissement	151 44	147 03
Ecur. Monepremière	71573 58	71573 58
Ecur. Monétaire	41927 82	41927 82
Ecur. Trésorerie	2583 78	2583 78
Ecur. Trimestriel	2075 87	2055 32
Elancic	109 08	106 90
Energie	261 40	249 55
Eparcic	3842 70	3842 70
Eparcourt-Sicav	4584 18	4572 75
Epargne Associat.	26912 78	26806 35
Epargne Capital	11600 79	11485 93
Epargne Croissance	1708 34	1662 62
Epargne Obligat.	210 71	205 07
Epargne-Unie	1306 76	1274 88
Epargne Valeur	441 56	429 74
Eufi Cash cap.	8420 87	8420 87 •
Eufinvest cap.	611 28	593 46 •
Eurco Solidarité	1100 36	1089 47
Eurocic Leaders	1011 87	982 40
Eurodyn	1148 48	1120 47
Euro Gan	6014 13	5782 82
Fonsicav	15393 35	15393 35
France-gan	9962 66	9579 38
France Garantie	279 45	278 89
France Obligations	505 11	500 11
Francic	446	433 01
Francic Pierre	101 31	98 36

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Francic-Régions	1084 63	1062 75
Fructi-Associations	37 43	37 43
Fructi-Capi	45 36	44 63
Fructidor	243 75	240 15
Fructifrance action C	911 32	889 09
Fructifrance action D	890 98	869 25
GAN Rendement	5336 53	5256 88
Gestilion	15839 82	15761 01
Gest.Associations	173 14	169 33
Horizon	1263 01	1226 22
HLM Monétaire	14861 16	14861 16
Indicia	1005 65	985 78 •
Indust.Fse.Court.T.	1570 19	1570 19
Interepar	109602 27	106409 97
Interoblig.	14892 57	14600 56
Intersélection Fce	498 10	486 37
Japacic	144 38	140 17
Jeunepargne	301 98	297 52
Laraude	2394 73	2391 14
Lion Association	11023 73	11023 73
Lion Institution	31967 74	31888 02
Lionplus	1059 85	1038 87
Lion Trésor	2291 43	2268 74
Lion 20 000	27883 97	27883 97
Livret Bourse Inv.	561 32	544 97
Livret Portefeuil.	707 62	687 01
Méditerranée	171 85	166 84
Mensuel CIC	10247 01	10145 55
Monedan	72694 93	72694 93
Mone.J.	38582 27	38582 27 •
Monévalor	87412 01	87412 01
Mutualité dépôts	14340 30	14311 69
Natio Court Terme	101282 00	100979
Natio Court Terme2	303753 00	303753
Natio-Epargne	18915 70	18728 42
Natio-Ep. Ret.	125 02	121 67
Natio Epag.Trésor	8314 87	8298 27
Natio-Fran.index	977 52	951 36
Natio-Imm.	1126 21	1096 07
Natio-Inter	1525 57	1484 74
Natio-Monétaire	26873 65	26873 65
Natio-Opportunités	1010 65	983 60
Natio-Patrimoine	1296 94	1262 23
Natio-Perspectives	1034 90	1007 20
Natio-Placements	82998 46	82996 48
Natio-Revenu	1083 58	1053 05
Natio Sécurité	11794 95	11794 95
Natio-Valeurs	863 06	839 96
Nippon-Gan	4855 27	4476 22
Nord Sud Dévelop.	1672 90	1669 56
Obli-Associations	164 74	163 11
Oblicic-Mondial	2730 37	2690 02
Oblicic-Régions	1085 93	1069 88
Oblifutur	3068 14	2983 31
Oblig. tres caté.	186 06	183 31
Oblilion	1452 48	1439 08
Oblisécurité Sicav	13775 44	13775 44
Oraction	998 30	973 95
Orvalor	7249 68	7108 55
Paribas Capitalisation	1625 55	1601 53
Paribas Opportunités	124 22	119 16
Paribas Patrimoine	578 30	554 72
Patrimoine Retraite	237 25	232 60
Pervalor	620 71	608 54
Placement A	1456 26	1427 71 •
Placement J.	7896 58	7881 22 •
Placement M.	71511 05	71368 31 •
Placement Nord	915 52	897 57 •
Plénitude	139 20	135 15
Poste Croissance	23167 13	23134
Poste Gestion	70187 38	70187 36
Première Oblig.	11237 88	11226 65
Prévoy. Ecureuil	119 08	117 90

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Pro'Associations	31342 11	31342 11
Proficus	1000 81	976 40
Quartz	133 74	130 48
Réalvalor	738 44	723 96
Rentacic	164 66	162 23
Revenus Trimestr.	5437 92	5384 08
Revenu-Vert	1164 25	1135 85
St Honoré Vie & Santé	958 70	915 23
St Honoré Bons du Tr.	11934 06	11874 69
St Honoré Invest.	766 43	731 68
St Honoré Pacifique	596 84	569 78
St Honoré Real	15961 52	15897 93
Sécuricic	1849 76	1849 76
Sécuri-Gan	12540 17	12294 28
Sécuritaux	1479 01	1479 01
Sicasdan	731 96	721 14
Sicav Associations	1961 48	1961 48
SFI-CNP Assur	667 41	647 97
S.G. Fr opport. C et D	1143 15	1120 74
Sicav 5 000	434 31	422 69
S.I. Est	1295 06	1257 34
Sivafrance	673 46	655 44
Sivam	399 67	388 97
Sivarente	222 50	218 14
Sivinter	433 18	421 59
S.N.I.	1072 39	1041 16
Sogenfrance C et D	1099 37	1077 81
Sogépargne	313 07	306 93
Sogevar	977 03	957 87
Sogninter	1273 50	1248 53
Soleil Investissements	584 66	562 17
Solstice	2212 88	2207 36
State Street Act. Eur.	9082 78	8775 63 •
State Street Act. Frce.	10078 47	9784 92
St. Str. Act.Japon	9765 48	9435 25
State Street Emer. Mkt	12381 79	11786 51 •
St.Street OAT Plus	11165 71	10946 77
Stratégie Actions	825 62	793 87
Stratégie Rendement	1500 24	1453 02
Technocic	993 40	964 47
Techno-Gan	5580 93	5376 89
Thesora	708 92	701 90
Trésor Plus	1384 26	1370 55
Trésor Trimestriel	1054 16	1043 72
Trésoricic	138725 91	138725 91
Trilion	5252 48	5185 07
UAP Investissement	426 58	411 17
UAP Actions France	579 29	558 35
UAP Act. Select.	610 67	588 60
UAP Aedificandi	539 38	519 88
UAP Alizé	211 69	204 04 •
UAP Alto Sicav	169 64	163 51
UAP Moyen Terme	150 60	145 16
UAP Première Cat.	11600 33	11161 04
Uni-Associations	119 84	119 84 •
Uni-Foncier	1201 35	1172 05
Unifrance	570 13	556 22
Uni Régions	1174 37	1145 73
Univar	249 56	249 56 •
Univers Actions	1249 50	1219 02
Univers Obligations	1849 05	1803 95
Valorg	2177 11	2174 94
Valréal	56795 63	56767 25
Winterthur St-Honoré	221 60	211 55

Marché des Changes

COURS INDICATIFS	COURS préc.	COURS 27/1	COURS DES BILLETS achat	COURS DES BILLETS vente
Etats Unis (1 usd)	5 321	....	5 1	5 6
Ecu	6 622	....	....	....
Allemagne (100 dm)	338 060	....	327	347
Belgique (100 F)	16 418	....	15 9	16 9
Pays-Bas (100 fl)	300 570	....	290	310
Italie (1000 lires)	3 674	....	3 4	3 9
Danemark (100 krd)	87 940	....	84	92
Gde-Bretagne (1 L)	8 207	....	7 9	8 7
Grèce (100 drachmes)	2 527	....	2 1	2 8
Suisse (100 f)	367 860	....	355	375
Suède (100 krs)	75 250	....	71	80
Norvège (100 k)	79 660	....	75	84
Autriche (100 sch)	48 049	....	46 6	49 6
Espagne (100 pes)	4 775	....	4 5	5
Portugal (100 esc)	3 755	....	3 3	4 1
Canada (1 $ can)	4 189	....	4	4 4
Japon (100 yens)	4 313	....	4 1	4 3

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 27/1
Or fin (kilo en barre)	56300	56250
Or fin (en lingot)	56750	57300
Napoléon (20f)	334	330
Pièce Fr (10 f)	405	.....
Pièce Suisse (20 f)	325	325
Pièce Latine (20 f)	334	325
Souverain	422	421
Pièce 20 dollars	2085	2090
Pièce 10 dollars	1080	1050
Pièce 5 dollars	581 25	.....
Pièce 50 pesos	2100	2120
Pièce 10 florins	344	340

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - • : prix précédent - ■ : marché continu

CULTURE

Mort de Robert Jacobsen

Le sculpteur danois était devenu un classique grâce à une œuvre dense et dure

Le sculpteur danois Robert Jacobsen est mort lundi 25 janvier dans sa demeure d'Egtved (Danemark), des suites d'une crise cardiaque. Il était âgé de quatre-vingts ans.

Le sculpteur Robert Jacobsen n'aura survécu que quelques jours à son vieil ami le peintre Richard Mortensen (*le Monde* du 14 janvier) avec lequel il partagea longtemps un atelier dans la banlieue de Paris, au lendemain de la guerre, comme il partageait aussi la même galerie, celle de Denise René, où se retrouvent toujours les tenants d'une abstraction précise, rigoureuse, qui fait de la géométrie et du dynamisme optique les éléments d'un langage exclusif. Il y rencontrera Magnelli, Vasarely et Dewasne, artistes pour qui la construction, proche de l'architecture, tient une place capitale. Il y a deux ans, on avait pu voir chez la galeriste, boulevard Saint-Germain, à Paris, ses plaques de métal rectangulaires percées de cercles réguliers, ses tiges usinées de sections carrées, ses cercles divisés en croissants symétriques, parfois rehaussés des couleurs empruntées au chromatisme de Mondrian.

Pour arriver, vers la fin de sa vie, à ces épures denses, Jacobsen n'avait reçu aucune formation particulière. Ce colosse, né à Copenhague (le 14 juin 1912) dans un milieu modeste, a exercé d'abord les mille petits métiers que l'on dit nécessaires à la maturation des personnalités surabondantes – docker, marin, musicien, sportif. Il découvre l'art moderne à travers les œuvres d'Henri Laurens, de Kandinsky, de Klee et, plus tard, d'Arp. Comme Mortensen, il côtoie, à la veille de la guerre, les membres du mouvement Linien (qui joue un rôle important dans la diffusion de l'art contemporain au Danemark), et se lie avec le peintre Asger Jorn, dont il ne rejoindra cependant pas le groupe Cobra, sans doute trop « expérimental » à ses yeux.

Après avoir travaillé le bois, il découvre la pierre qu'il découpe en formes nettes et précises, puis le métal. *« Lui, le sculpteur sur pierre, est attiré par des formes inédites*, se souvient Denise René. *Il comprend le parti qu'il peut tirer de cet élément flexible, docile. En même temps, il apporte à ce travail quelque chose de fruste et de sauvage. »* Jacobsen achète de la ferraille au poids, récupère les chutes de métaux qui traînent chez les brocanteurs ou dans les terrains vagues. A l'aide de barres forgées, soudées ou tordues, il dessine dans l'espace des signes et des courbes nettes, des squelettes de cubes disloqués et recomposés.

« Le juge c'est le temps »

A partir des années 60, on trouve dans ses œuvres des formes anthropomorphiques. La couleur apparaît, d'abord mate et unie, travaillée de brûlures, puis pleinement associée à ses constructions. Il présente ensuite des *Poupées* à la Galerie de France, série baroque où le souvenir de Klee n'est pas absent. D'autres suivront – *Amants* et *Personnages de capes et d'épées* – dont la structure plus complexe que celle de ses *Poupées* tient beaucoup, par l'équilibre de la composition, aux abstractions précédentes. Abstractions auxquelles il revient, par la suite. Jacobsen va, alors, vers un dépouillement plus grand : il élimine toute trace naturaliste ou organique et découpe un espace grâce à un système de leviers obliques, de faisceaux parallèles, de diagonales, de rectangles ou de triangles perforés. Ce qui ne l'empêche pas de travailler aussi en « deux dimensions », grâce à la découverte de l'estampe – la lithographie – moyen d'expression qu'il ne lâchera plus.

En 1966, il partage avec Etienne-Martin le Grand Prix de sculpture de la Biennale de Venise. L'heure de la notoriété est venue. Les rétrospectives se multiplient en même temps que les commandes. En France, à Meymac, dans son pays, à Copenhague et à Torskind où il s'associe avec le Français Jean Clareboudt pour ponctuer une ancienne gravière d'œuvres monumentales. Aujourd'hui, Jacobsen fait figure de classique pour avoir su développer sans se répéter une sculpture dense et dure. L'éclectisme contemporain n'ébranlait pas ses certitudes. *« Bien sûr, il y a les modes*, avait-il dit un jour. *Mais nous avons tous à affronter le jugement des siècles. Or le juge, c'est le temps. Et pour affronter ce juge, on ne peut qu'être soi-même. »*

EMMANUEL DE ROUX

□ **Décès du musicologue finlandais Erik Tawastjerna.** – Le musicologue finlandais Erik Tawastjerna, spécialiste mondial du compositeur Jean Sibelius, est décédé vendredi à l'âge de soixante-seize ans, a-t-on annoncé lundi à Helsinki. Pianiste à l'origine, Erik Tawastjerna a passé en 1958 un doctorat sur les œuvres pour piano de son compatriote Sibelius (1865-1957), avant d'écrire sa biographie.

□ **Sylvain Dubuisson lauréat du concours sur le mobilier hospitalier.** – L'architecte Sylvain Dubuisson, associé à l'entreprise Corona, a remporté le concours organisé par le ministère de la culture et l'Assistance publique pour la création d'un nouveau mobilier hospitalier. Ce concours portait sur la création d'un mobilier complet de chambre d'hôpital (lit, table de chevet, fauteuils, chaise...). L'Assistance publique va décerner un label à la gamme lauréate qui sera proposée à tous les établissements hospitaliers et notamment aux siens. La promotion de ce mobilier doit débuter en décembre lors du Salon « Hôpital Expo » à Paris quand les premières séries seront mises en vente. Sylvain Dubuisson a reçu en 1990 le Grand prix national de la création industrielle. La société Corona, établie en Indre-et-Loire, est une spécialise du mobilier hospitalier.

PARIS EN VISITES

JEUDI 28 JANVIER

« Les passages du dix-neuvième siècle, leur origine et leur développement. Une promenade hors du temps (Premier parcours) », 10 h 30, 1, rue du Louvre (Paris autrefois).

« La peinture vénitienne et l'exposition « Les noces de Cana », 11 heures, Musée du Louvre, porte Jeujard (P.-Y. Jaslet).

« Odilon Redon », 12 heures, caisse du Musée Marmottan, 2, rue Louis-Boilly (l'Art et la manière).

« La mairie du sixième et du cinquième arrondissement », 14 h 30, devant la mairie, 78, rue Bonaparte (Monuments historiques).

« Le couvent des Bernardins (vestiges souterrains) et ses alentours, Saint-Nicolas du Chardonnet ». 14 h 30, 24, rue de Poissy (Paris livre d'histoire).

« Le Louvre, des rois de France à la pyramide de Peï », 14 h 30, métro Palais-Royal, terre-plein central (E. Romann).

« Le Palais de justice en activité », 14 h 30, devant le 6, boulevard du Palais (C. Merle).

« Le Musée Picasso en l'hôtel Salé », 14 h 30, 5, rue de Thorigny (Arts et caetera).

« Conciergerie et Sainte-Chapelle », 14 h 30, 1, quai de l'Horloge (S. Rojon-Kern).

« Hôtels et église de l'île Saint-Louis », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Les salons de l'hôtel de Lassay, résidence du président de l'Assemblée nationale » (carte d'identité, places limitées), 15 heures, 33, quai d'Orsay (Connaissance de Paris).

CONFÉRENCES

Maison des Mines, 270, rue Saint-Jacques, 14 h 30 : « L'Europe à l'heure de la Renaissance » (Clio).

Cinémathèque, 11, rue Jacques-Bingen, 15 heures : « Véronèse », par S. Saint-Girons (Perspective et lumière).

Mairie, 1, place d'Italie, 17 h 45 : « Le treizième arrondissement, champion de l'enseignement technique », par M. Paulo (Société d'histoire et d'archéologie du treizième arrondissement).

35, rue des Francs-Bourgeois, 18 h 30 : « La construction européenne au début de 1993 : quel avenir ? », avec G. Gantelet et X. Bellest. Débat animé par P. Laurette (Maison de l'Europe).

CARNET DU Monde

Naissances

– M. et Mme TREYNARD,
ont la joie d'annoncer la naissance de

Arthur,

le 26 janvier 1993, à Saint-Priest.

Décès

– Ses parents
Et ses amis
ont la douleur de faire part du décès de

Philippe BERTIN,
directeur de publicité
« licence IV » (88 à 92),

survenu accidentellement dans sa quarante-sixième année.

Les obsèques auront lieu le jeudi 28 janvier 1993, à 11 heures, en l'église Notre-Dame du Raincy (Seine-Saint-Denis).

13, rue Pasteur,
78270 Lommoye.

– Mickaël et Alison,
ses enfants,
Romuald Vervin,
Sa famille
Et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès accidentel, dans sa trente-cinquième année, de

Patricia BOULEAU NARDI.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 28 janvier 1993, à 9 heures, 90, avenue du Roule, en l'église Saint-Pierre de Neuilly.

Cet avis tient lieu de faire-part.

13, avenue Heurtault,
92700 Colombes.

– M. Jacques Coupry,
M. François Coupry,
Et Mme Fabienne Delmote,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Marie-Jeanne COUPRY,
née Nignet,

survenu à Hyères (Var), le 26 janvier 1993, dans sa quatre-vingt-septième année.

Les obsèques religieuses auront lieu le jeudi 28 janvier, à 10 h 15, en l'église Saint-Louis, suivies de l'inhumation au cimetière de Hyères.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

42, avenue des Iles-d'Or,
83400 Hyères.

– Mme Narcyza Dzialowski,
son épouse,
Ludwik et Yves,
ses fils,
ont la douleur de faire part du décès de

Itzek Yuda DZIALOWSKI,

survenu à Paris, le 23 janvier 1993.

Son inhumation civile aura lieu le jeudi 28 janvier, à 15 h 45, au cimetière du Père-Lachaise.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

67, avenue Philippe-Auguste,
75011 Paris.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Raymond FRANCIS,
ancien professeur
de littérature française des universités du Caire, Aix-en-Provence, Paris-IV et Tours,
ancien doyen de la faculté
des lettres de l'université de Tours,

a été rappelé à Dieu, le 23 décembre 1992, à Nans-les-Pins.

Que ceux qui l'ont aimé aient une prière ou une pensée pour lui.

8(a), Bahgat Ali, Zamalek
11211, Le Caire.

– M. et Mme A. Raymond Gallico,
M. et Mme Yves Dubois,
M. et Mme Jean Gadot,
Leurs enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Clairette GALLICO,
née Aghion,

survenu le 20 janvier 1993.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale.

– Toul. Luxembourg. Dijon. Paris. Pierrefonds.

Mme Simone Gérardin,
son épouse,
M. et Mme Bernard Gérardin
et leurs filles,
M. François Gérardin,
M. et Mme Michel Gérardin
et leurs enfants,
Mlle Martine Gérardin,
ses enfants et petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la tristesse de faire part du décès du

docteur Jean GÉRARDIN,
médecin généraliste,
médecin du travail,

survenu le 21 janvier 1993, à Toul, à l'âge de soixante-cinq ans.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale.

6, chemin du Bois-d'Haucourt,
60350 Pierrefonds.

– Paul Chabbert,
Georges Douna,
gérants,
Les associés des sociétés Cabinet Masse Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées et R. Masse Aquitaine,
Les collaborateurs,
ont le regret de faire part du décès de

M. Robert MASSE,
exp[illegible]
près les compagnies d'assurances,

le 25 janvier 1993.

– Nous avons le regret de faire part de la disparition, le 19 janvier 1993, à Knokke (Belgique), de

Mme Luc PEIRE,
née Jenny E.-L. Verbruggen,
(1908-1993).

Selon ses dernières volontés, la crémation a eu lieu dans la plus stricte intimité.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

8, rue d'Arsonval,
75015 Paris.

– Montmorency (Val-d'Oise). Elincourt-Sainte-Marguerite (Oise).

M. et Mme Georges (Oleg) Jidkoff,
leurs enfants,
M. et Mme Sviatoslav Jidkoff,
ont la douleur de faire part du décès de leur mère,

Mme veuve Tatiana VELEDNITZKY,
née Ralevsky,

le 22 janvier 1993, à la maison de retraite russe de Montmorency, dans sa quatre-vingt-treizième année.

L'inhumation a eu lieu le 27 janvier, au cimetière d'Elincourt-Sainte-Marguerite.

Cet avis tient lieu de faire-part.

26, rue Villebois-Mareuil,
95360 Montmagny.

Remerciements

– Mme Raymonde Tillon,
M. et Mme Claude Tillon
et leurs enfants,
M. et Mme Jacques Tillon
et leurs enfants,
Itéa et Serge Ponsy
et leurs enfants,
Nadia et André Leclere
et leurs enfants,
Mme Henriette Calais,
Parents, alliés et amis,
vous adressent leurs sincères remerciements pour votre présence, vos envois de fleurs et messages et vos nombreux témoignages d'amitié que vous leur avez adressés lors du décès de

M. Charles TILLON

et vous prient de recevoir ici l'expression de leur profonde gratitude.

Avis de messe

– Une messe sera célébrée le jeudi 4 février 1993, à 17 h 30, en souvenir de

Mme Geneviève FLUSIN,

en l'église Saint-Etienne-du-Mont, place du Panthéon, Paris-5e.

Messes anniversaires

– Il y a six ans, disparaissait

Michel BAROIN.

Une messe sera célébrée à son intention, à celle de sa fille

Véronique,

et de ses

compagnons,

le mercredi 3 février 1993, à 19 heures, en l'église Saint-François-de-Sales, rue Ampère, Paris-17e.

Anniversaires

– Il y a un an,

Pierre BADIN

nous quittait.

Une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et estimé.

– Pour le septième anniversaire de la disparition, à l'âge de vingt-deux ans, de

Isabelle BONNET,

une affectueuse pensée est demandée à ceux qui gardent son souvenir.

– Pour le sixième anniversaire de la mort de

Laurent FREAUD,

une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

– Il y a vingt-neuf ans.
Relations diplomatiques France-République populaire de Chine

27 JANVIER 1964.

La Chine a établi respectivement des relations diplomatiques avec plus de cent cinquante pays.
P.S. Nogent-sur-Marne.

– La famille de

Francis POULENC,

pour commémorer le trentième anniversaire de sa mort, le 30 janvier 1963, fera chanter sa *Messe en sol* par le Madrigal de Bordeaux, dirigé par Eliane Lavail, le dimanche 31 janvier 1993, à 12 heures, en l'église Saint-Roch, Paris-1er.

La mémoire de sa nièce

Brigitte MANCEAUX

sera associée à cette cérémonie.

Conférences

– Collège de France : le professeur Harald Weinrich, titulaire de la chaire « Langues et littératures romanes », prononcera sa leçon inaugurale le vendredi 29 janvier 1993, à 18 heures, au Collège de France.

Communications diverses

– Jeudi 28 janvier 1993, à 20 h 30, au CBL, 10, rue Saint-Claude, Paris-3e, quarante-huit ans après la libération d'Auschwitz : Vichy-Auschwitz, table ronde avec I. Grinspan, J. Le Garrec, T. Klein, M. Charzat, A. Rayski et H. Bulawko. Tél. : 42-71-68-19.

CARNET DU MONDE
Renseignements : 40-65-29-94
Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques	100 F
Abonnés et actionnaires	90 F
Communicat. diverses	105 F
Thèses étudiants	60 F

AUTOMOBILE

La 306 de Peugeot : de la séduction à la raison

« La 306, la rivale ! » Tel sera le thème de la campagne publicitaire de Peugeot pour le lancement de sa nouvelle gamme en février. Le film promotionnel réalisé pour la circonstance et confié à Claude Lelouch déclinera l'argument et devrait faire ressortir la séduction qu'exercera sur le public, selon les décideurs de la firme, cette nouvelle venue à vocation européenne. Objectif : introduire un bémol dans le succès que connaissent certaines marques, pas seulement allemandes, sur le marché des voitures moyennes et occuper en force le terrain.

Pour beaucoup, en fait, la 306, attendue par un réseau impatient, apparaîtra comme une grande 106. Tout comme la 106 était apparue comme une petite 205. Pourtant, à travers ces comparaisons, volontairement inspirées, la dernière-née du constructeur français se voit confier un rôle de conquête et ne se bornera pas à prendre la place d'un modèle vieillissant, la 309. Une mission qui passe, dans le style, par la traditionnelle vision que l'on doit avoir d'une Peugeot, sans que le bio-design, dans l'affaire, soit tout à fait oublié. Ni fantaisie pourtant, ni franche gaieté.

On est loin des bouleversements – la Twingo, par exemple – choisis par la concurrence ces derniers temps pour un objectif comparable : l'offensive tous azimuts. Ici, on a fait une petite familiale à deux volumes, moderne, pratique, sans grandes surprises, mais sûre à tous les niveaux. Livrable dans une vingtaine de jours en trois types de finition, en cinq portes et avec trois moteurs possibles, la 306 sera produite dans les mois à venir dans diverses autres versions dont un cabriolet. Ainsi la gamme, pour laquelle il semble prévu plus de quarante variantes en motorisation et structure, aura-t-elle en main les atouts indispensables pour réussir.

Avec les roues placées aux coins – donc peu de porte-à-faux – et une garde au sol réduite à 12 centimètres, ces 306 ont pour principale qualité un comportement routier très sain. Les groupes (1,4 litre, 1,6 litre, 1,8 litre) sont à la hauteur des rendements qui leur sont demandés avec suffisamment de souffle et du nerf à revendre. A cela s'ajoutent d'excellentes boîtes de vitesses montées en bout de moteur. Etagement des rapports, franchise des enclenchements, discrétion sonore de la transmission contribuent au sentiment de sécurité qui se dégage de l'ensemble. La liaison au sol, à travers une suspension qui doit l'essentiel à l'expérience tirée de la 205 GTI, y est pour beaucoup. Le train arrière comprend en outre un dispositif qui permet aux roues de suivre, en quelque sorte en le corrigeant, le mouvement de déport que subit la caisse en courbe. Citroën avec son train arrière à « pilotage programmé », monté sur les ZX, avait montré la voie. A l'intérieur, un volant réglable et recouvert de mousse, mais pas de direction assistée pour tout le monde malgré le louable effort d'équipement opéré par la marque et qui va des rétroviseurs extérieurs au miroir de courtoisie... côté conductrice et à l'essuie-glace arrière. Si tous les modèles, en toute finition, comportent des barres de sécurité dans les portières en prévision d'éventuels chocs latéraux, il n'est pas prévu d'air-bag au programme pour l'instant, malgré la présence d'un vide-poche du côté passager, bien placé et suffisant pour contenir un gros ballon. Les antiblocages de roues ne sont montés qu'en option, tout comme la climatisation, et pas sur toutes les versions

A l'arrière, on a un espace quelque peu mesuré pour les grands gabarits et des sièges rabattables pour chien et bagages encombrants. Les tissus font cossu et se marient bien au revêtement sombre et plastifié d'un tableau de bord bien lisible et complet.

Séduction, avez-vous dit ? Peut-être. Mais avant tout par raison.

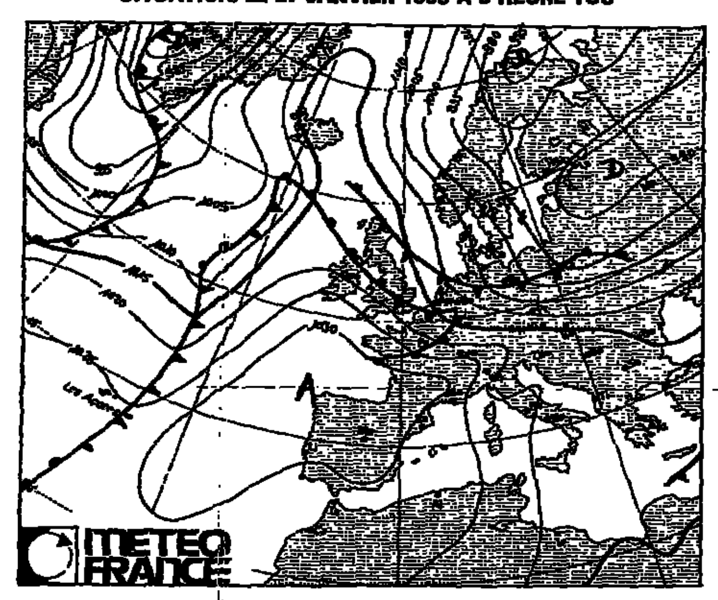
CLAUDE LAMOTTE.

▶ **Prix : pour la 1 360 cm^3 (6 CV pour 55 kW soit 75 ch) : 78 900 F et 84 700 F; 1 587 cm^3 (7 CV pour 65 kW soit 90 ch) : 88 900 F et 100 500 F; 1 761 cm^3 (9 CV pour 74 kW soit 103 ch) : 104 900 F.**

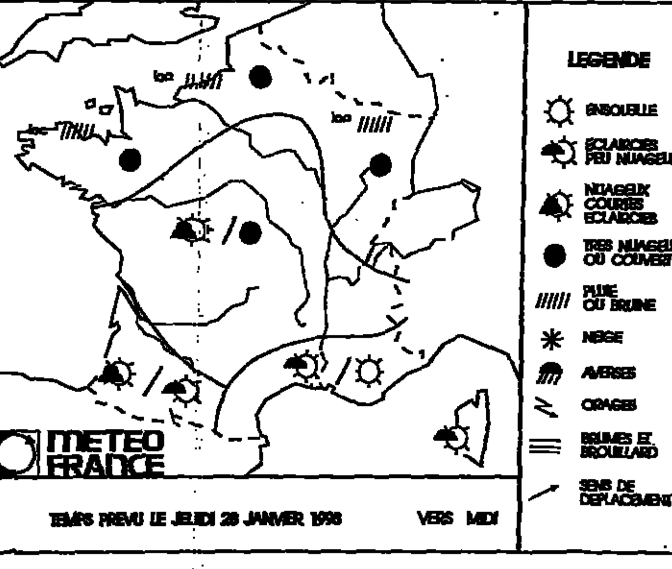
DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT
Le Monde DES LIVRES

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 27 JANVIER 1993 A 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 28 JANVIER 1993



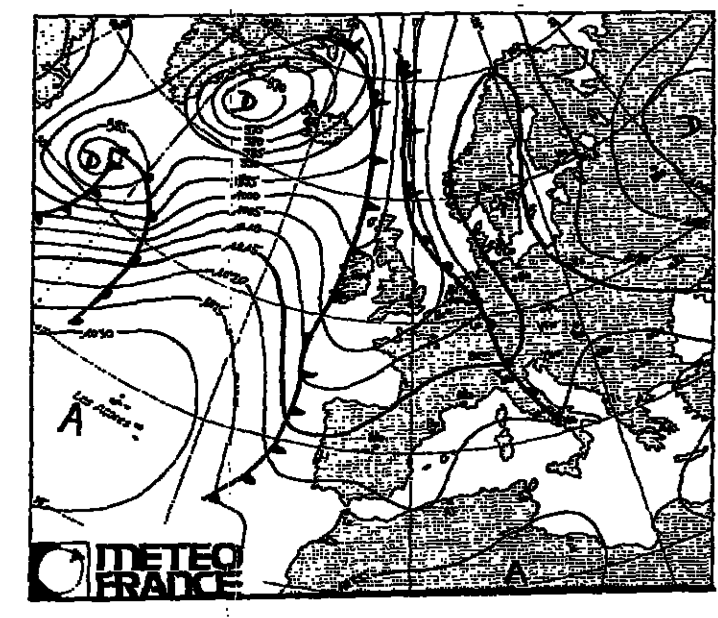
Jeudi : douceur nuageuse, soleil dans le Midi. – Le matin, les nuages seront nombreux sur presque tout le pays, à l'exception de la Méditerranée. Il pleuvra faiblement sur les régions du Nord à la Champagne, Alsace-Lorraine, Franche-Comté, est de la Bourgogne et nord des Alpes. En montagne, au-dessus de 1 200 mètres, il tombera un peu de neige. Par ailleurs, quelques brouillards toucheront les vallées du Sud-Ouest au Massif Central.

L'après-midi, des éclaircies assez belles se développeront au sud de la Garonne, et l'on verra quelques trouées sur le centre du pays, le Lyonnais et le nord des Alpes. En revanche, il y aura encore quelques gouttes près des frontières du Nord et du Nord-Est, et une reprise des pluies faibles près de la Manche. Du Languedoc-Roussillon à la Provence, Côte d'Azur, Alpes du Sud et Corse, la journée sera bien ensoleillée. Le mistral et la tramontane, modérés le matin, se calmeront par la suite.

Les températures seront douces sur le quart nord-ouest du pays, avec des minima de 6 à 9 degrés et des maxima de 10 à 13 degrés. Ailleurs, il fera un peu plus frais le matin, soit entre 2 et 5 degrés. Mais l'après-midi sera doux également : 11 à 13 degrés au sud de la Loire, 7 à 10 degrés dans le Nord-Est.

Un petit plus toujours en Méditerranée : de 5 à 8 degrés au minimum, 14-15 degrés au maximum.

PRÉVISIONS POUR LE 29 JANVIER 1993 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 27-1-93

Valeurs extrêmes relevées entre le 26-1-1993 à 6 heures TUC et le 27-1-1993 à 6 heures TUC

FRANCE			
AJACCIO	15	3	D
BIARRITZ	10	5	C
BORDEAUX	10	5	P
BOURGES	7	4	P
BREST	9	8	N
CAEN	11	7	C
CHERBOURG	8	8	C
CLERMONT-FER.	5	0	C
DIJON	6	1	P
GRENOBLE	8	-2	*
LILLE	6	4	N
LIMOGES	9	2	C
LYON	5	-2	*
MARSEILLE	10	4	D
NANCY	4	2	P
NANTES	9	6	C
NICE	14	4	D
PARIS-MONTS.	7	6	P
PAU	3	1	C
PERPIGNAN	10	5	D
POINTE-A-PITRE	27	19	C
RENNES	8	7	C
ST-ETIENNE	4	-3	*
STRASBOURG	4	2	C
TOULOUSE	7	2	C
TOURS	7	5	C

ÉTRANGER			
ALGER	13	1	D
AMSTERDAM	5	2	D
ATHÈNES	16	8	C
BANGKOK	33	23	C
BARCELONE	14	2	D
BELGRADE	5	-3	N
BERLIN	3	-2	D
BRUXELLES	4	3	N
COPENHAGUE	3	-5	D
DAKAR	29	20	D
GENÈVE	5	0	*
HONGKONG	17	11	D
ISTANBUL	6	2	N
JÉRUSALEM	16	2	D
LE CAIRE	19	8	D
LISBONNE	16	7	D
LONDRES	11	6	P
LOS ANGELES	21	12	C
LUXEMBOURG	1	0	C
MADRID	16	-4	D
MARRAKECH	20	4	D
MEXICO	11	7	D
MILAN	13	-6	D
MONTRÉAL	-6	-14	C
MOSCOU	-5	-12	C
NAIROBI	–	–	–
NEW-DELHI	21	10	D
NEW-YORK	2	-3	C
OSLO	–	–	–
PALMA	16	3	N
PÉKIN	2	-9	D
RIO-DE-JANEIRO	31	21	C
ROME	14	-2	D
SÉVILLE	21	3	D
SINGAPOUR	30	24	C
STOCKHOLM	-2	-8	D
SYDNEY	23	19	C
TOKYO	9	5	C
TUNIS	16	7	N
VARSOVIE	1	-4	N
VENISE	9	-1	D
VIENNE	4	1	C

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES — DANIEL SCHNEIDERMANN

Pauvres riches

TF 1 à qui aucune cause humanitaire n'est étrangère, se penchait sur le sort d'une catégorie trop souvent opprimée dans l'indifférence de l'opinion internationale : les pauvres riches persécutés par le fisc. Epaulé par un échantillon douloureux mais digne, Guillaume Durand posait enfin la vraie question : *«Y-a-t-il ou non un scandale des impôts ?»*. Autoproclamé sur toutes les chaînes porte-parole du syndicat-des-opulents-qui-n'ont-pas-honte-de-l'être, Paul-Loup Sulitzer (trois cent mille francs de contribution directe par mois) assura que le système pénalisait les «locomotives».

«Il ne faut pas dégoûter les gens de gagner de l'argent, ou alors que l'on ne se dise plus dans un système capitaliste !», renchérit, dans une seconde envolée ferroviaire, notre confrère Philippe Bouvard, qui avait visiblement connu bien des déboires avec la «loi Pons» (la nature exacte de cet instrument de torture ne fut pas précisée aux non-spécialistes). Un huissier, lui-même objet d'acharnement fiscal, raconta comment il s'en était allé trouver Michel Charasse en personne et, de rage, en avait cassé ses propres lunettes. Les cas de Charles Aznavour, Yannick Noah, Guy Forget, autres victimes illustres, cruellement acculées à l'expatriation, furent évoqués pour mémoire. Bref, l'argent s'étalait, prenait ses aises, revendiquait, donnait de la voix. Il est chez lui, l'argent, à la télévision privée. Mais il se dissimule habituellement sous les oripeaux du rire et de l'émotion. Tout au contraire, il exhibait là ses grandes oreilles, et sa grande bouche, et ses grandes dents . D'une certaine manière, c'était plus honnête.

On se divertit tout de même à regarder Guillaume Durand en représentant qualifié des damnés du salariat, des profondeurs de l'audimat, de *«tous les gens qui nous regardent ce soir et ne sont pas forcément milliardaires»* – grand geste vers la caméra, vers nous. Ne reculant devant aucun sacrifice, l'équipe de «Durand la nuit» était même partie à la recherche de ces originaux. On découvrit un cadre se demandant s'il devait divorcer pour alléger sa déclaration ; une femme chef d'entreprise raconta comment, après un redressement, elle avait dû être hospitalisée à plusieurs reprises Pour les cas d'urgence, le représentant d'une «Ligue des contribuables», sorte «d'avocat du cœur» à destination des pauvres riches, communiqua son adresse salvatrice. Au point où on en était, on s'étonna qu'il n'indique pas également un numéro de CCP.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 27 janvier

TF 1

20.50 Variétés : Sacrée soirée. Emission présentée par Jean-Pierre Foucault. Avec Patrick Sébastien.
22.35 Magazine : Le Point sur la table. Présenté par Anne Sinclair. Invités : Pierre Bérégovoy, François Léotard.
23.55 Divertissement : Le Bebête Show.

FRANCE 2

20.50 ▶ Téléfilm : Un taxi la nuit. De Cinzia Th. Torrini.
22.25 ▶ Première ligne. La fin des paysans ? Un pavé dans le Marais, documentaire de Bernard Dartigues.
23.35 Journal et Météo.
23.55 Magazine : Le Cercle de minuit. Présenté par Michel Field.
1.00 Sport : Tennis. Internationaux d'Australie en direct de Melbourne, demi-finales dames.

FRANCE 3

20.45 Magazine : La Marche du siècle. Présenté par Jean-Marie Cavada. L'enfance maltraitée : David, l'enfant du placard. Invités : Evangéline de Schoenen, thérapeute dans un hôpital de jour ; Véronique Jade, sauvée par sa grand-mère ; Marie-Ange Leprince, juge pour enfants au tribunal de grande instance d'Evry ; Pascal Vivet, chargé de mission auprès de la fondation la Vie au grand air ; Jean-Claude Chanseau, chef de service hygiène mentale infantile, à l'hôpital de Libourne ; Denise Ridard, directrice d'école maternelle à Montreuil.
22.25 Journal et Météo.
22.55 Mercredi chez vous. Programme des télévisions régionales.

CANAL PLUS

21.00 Cinéma : Vengeance aveugle. ■ Film américain de Phillip Noyce (1989).
22.20 Flash d'informations.
22.30 Cinéma : Roger et moi. ■■ Film américain de Michael Moore (1989) (v.o.).
0.00 Cinéma : Bar des rails. ■■ Film français de Cédric Kahn (1990).

ARTE

20.40 Portrait : Ruggero Raimondi. De Jean-Luc Léon.
21.30 Musique : Lamento d'Ariana. De Monteverdi.
22.00 Magazine : Musicarchives. *Prélude et mort d'Isolde*, de Wagner, par l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. : Hans Knappertsbusch ; sol. : Birgit Nilsson, soprano. *Ce document historique est suivi d'un entretien avec Birgit Nilsson.*
22.30 Documentaire : Symphonie Ray Charles. De Jean-Paul Jaud (rediff.).
23.05 Documentaire : En Provence. Une vie, un village. De Rolf Defrank et Jacqueline Pérard (90 min).

M 6

20.45 Série : Aldo tous risques.
22.30 Téléfilm : Condamnation sans appel. De David Lowell Rich.
0.05 Magazine : Vénus.

FRANCE-CULTURE

20.30 Tire ta langue. L'ancien français.
21.28 Poésie sur parole.
21.32 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.
22.00 Communauté des radios publiques de langue française.
22.40 Les Nuits magnétiques.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné les 20 et 21 juillet 1992 lors du Festival de Montpellier) : Quatuor à cordes nº 7 en fa majeur op. 59, de Beethoven (transcription de Jacques Drillon) ; Spleen pour piano, de Dillon ; Scherzo pour piano nº 3 en ut dièse mineur op. 39, Ballade pour piano nº 4 en fa mineur op. 52, de Chopin, par Cyril Huvé, piano.
22.00 Concert (donné le 6 décembre 1992 à Radio-France) : La Légende d'Eer, de Xenakis.
23.09 Ainsi la nuit. Sonate pour clarinette et piano, de Poulenc ; Impromptus pour piano op. 90, de Schubert ; Trio pour piano, violon et cor en mi bémol majeur op. 40, de Brahms.
0.33 L'Heure bleue.

Jeudi 28 janvier

TF 1

17.25 Série : Le Miel et les Abeilles.
17.55 Série : Hélène et les garçons.
18.25 Jeu : Une famille en or.
18.55 Magazine : Coucou, c'est nous ! Présenté par Christophe Dechavanne. Invitée Véronique Sanson.
19.50 Divertissement : Le Bébête Show (et à 0.30).
20.00 Journal, Tiercé et Météo.
20.45 Série : Columbo. Couronne mortuaire, avec Peter Falk, James Read.
22.30 Sport : Boxe. Championnat d'Europe des poids légers : Jean-Baptiste Mendy (France)-Antonio Renzo (Italie), en direct de Levallois-Perret.
23.35 Série : Mike Hammer.
0.35 Journal et Météo.

FRANCE 2

17.10 Magazine : Giga.
18.45 Jeu : Score à battre. Animé par William Leymergie.
19.20 Jeu : Que le meilleur gagne plus. Animé par Nagui.
20.00 Journal, Journal des courses et Météo.
20.50 Magazine : Envoyé spécial. De Paul Nahon et Bernard Benyamin. Le Rire pour la vie, de Fernand Moszkowicz et Alexandre Valenti ; La Chimie des mousquetaires, d'Yves Eudes, Valérie Lagarde, Nicolas Witkowski, Jean-Claude Guidicelli et Jean-Michel Destang ; L'Intelligence animale, de Philippe Boisserie et Alain Poirier. *Premier numéro d'un nouveau rendez-vous scientifique mensuel.*
22.25 Série : Un privé nommé Stryker. De Bill Fraker.
0.00 Journal et Météo.
0.20 Magazine : Le Cercle de minuit. Présenté par Michel Field.
1.30 Sport : Tennis. Internationaux d'Australie, en direct de Melbourne, demi-finales hommes.

FRANCE 3

17.55 Magazine : Une pêche d'enfer. Invité : Francis Huster.
18.25 Jeu : Questions pour un champion.
18.55 Un livre, un jour. *Jessica Blandy 8*, de Jean Dufaux et Renaud Denauw.
19.00 Le 19-20 de l'information.
20.05 Jeu : Hugodélire (et à 20.40).
20.15 Divertissement : La Classe.
20.45 Cinéma : Jo. ■ Film français de Jean Girault (1971).
22.15 Journal et Météo.
22.40 Cinéma : L'Homme orchestre. ■ Film français de Serge Korber (1970).
0.00 Continentales. L'Eurojournal : l'info en v.o.
0.45 Musique : Portée de nuit. *Nocturne nº 13 en si mineur op. 119*, de Fauré, par Michel Dalberto, piano.

CANAL PLUS

17.30 Le Journal du cinéma. Présenté par Isabelle Giordano.
18.00 Canaille peluche. Doug.

En clair jusqu'à 20.35

18.30 Ça cartoon.
18.50 Le Top. Présenté par Yvan Le Bolloc'h et Bruno Solo.
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Philippe Gildas et Antoine de Caunes. Invités : Sophie Marceau et Lambert Wilson.
20.30 Le Journal du cinéma.
20.35 Cinéma : Double vue. ■ Film franco-britannique de Mark Peploe (1991).
22.00 Flash d'informations.
22.10 Cinéma : L'Expérience interdite. □ Film américain de Joel Schumacher (1990) (v.o.).
0.00 Cinéma : Scanners 2. ■ Film canadien de Christian Duguay (1990).
1.40 ▶ Cinéma : La Marque. □ Film britannique de Val Guest (1957).

ARTE

Sur le câble jusqu'à 19.00

17.00 Cinéma : Le Dossier 51. ■■■ Film français de Michel Deville (1978, rediff.).
19.00 Magazine : Rencontre. Jean-Pierre Rampal/Catherine Destivelle.
19.30 Documentaire : Ourasi. De François Reichenbach.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Soirée thématique : Les pères. Soirée proposée par Claus Josten.
20.45 Court métrage : Godela Orff.
20.52 Court métrage : Zipo. De Christophe Fraipont.
21.00 Court métrage : Christophe Meckel.
21.10 Documentaire : Père et fils. *Le regard de Thomas Mitscherlich sur son père, ancien directeur de l'Institut Sigmund Freud.*
22.05 Document : Dominique Fernandez.
22.15 Documentaire : Dieu le père. De Gerd Haas.
23.00 Document : Gavino Ledda.
23.05 Documentaire : Carne. De Gaspard Noé.
23.43 Document : Gabriele Wohmann.
23.50 Court métrage : Family Tapes. De Georg Marioth.
0.15 Documentaire : Amour-seccotine. D'Alexandra Pohlmeier (39 min).

M 6

17.30 Série : Equalizer.
18.25 Série : Les Rues de San-Francisco.
19.25 Série : Ma sorcière bien-aimée.
19.50 Météo des neiges.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Magazine : Mode 6 (et à 0.15).
20.05 Série : Cosby Show.
20.35 Météo 6.
20.45 Cinéma : Les Frères Pétard. □ Film français d'Hervé Palud (1986).
22.30 Cinéma : Prince des ténèbres. ■ Film américain de John Carpenter (1987).
0.10 Informations : Six minutes première heure.
0.20 Magazine : Fréquenstar.

FRANCE-CULTURE

20.30 Le Théâtre maghrébin (2).
21.30 Profils perdus. Jean Amrouche (2).
22.40 Les Nuits magnétiques.
0.05 Du jour au lendemain. Avec Angèle Kremer-Marietti (Nietzsche et la rhétorique).
0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 14 décembre 1992 au Théâtre de la Colline) : Sonatine pour clarinette et piano, de Milhaud ; Le Coq et l'Arlequin, de Cocteau ; Mouvements perpétuels pour piano, de Poulenc ; Sonatine pour clarinette et piano, d'Honegger ; Trio pour hautbois, basson et piano, de Poulenc ; Socrate : la Mort de Socrate, de Satie, par Nicolas Rivenq, baryton, Jean-Louis Capezzali, hautbois, Romain Guyot, clarinette, Gilbert Audin, basson, Christian Ivaldi, piano
23.09 Ainsi la nuit. Trio pour piano, clarinette et violoncelle en la mineur op. 114, de Brahms ; Conte fantastique pour harpe et orchestre à cordes, de Caplet ; Six Klavierstücke op. 118, de Brahms.
0.33 L'Heure bleue.

Le Monde

Confrontée à la plus grave crise de son histoire

IBM cherche un nouveau PDG pour remplacer M. John Akers

Le conseil de direction d'IBM a décidé le 26 janvier de trouver, si possible à l'extérieur de l'entreprise, un successeur à l'actuel président, M. John Akers, lequel participera à la sélection des candidats. Dans le même temps, la société a annoncé la réduction de son dividende annuel pour la première fois dans l'histoire de l'entreprise. A Wall Street, l'action IBM qui a été la valeur la plus active de la séance, a gagné un huitième de point, à 49 dollars.

NEW-YORK

de notre correspondant

La valse des grands patrons américains continue. Au lendemain de la transition en douceur intervenue chez American Express où le PDG, M. James Robinson sera bientôt remplacé par son adjoint direct (*le Monde* du 27 janvier), un autre géant américain, International Business Machines (IBM), en proie à la plus grave crise depuis sa création en 1914, s'est également mis en quête d'un nouveau patron susceptible de remplacer l'actuel président-directeur général, M. John Akers, et de redonner à «Big Blue» son éclat d'antan.

Pour autant, M. Akers, âgé de cinquante-huit ans et qui, selon la règle interne d'IBM aurait dû abandonner la présidence en 1994, à l'occasion de son soixantième anniversaire, n'est pas évincé brutalement du pouvoir. A l'instar de M. Robinson qui a en partie sauvé son poste (il conserve d'importantes fonctions au sein d'Amex), il participera à la désignation de son successeur au sein d'un comité *ad hoc* constitué autour de M. James Burke, l'ancien patron de la firme pharmaceutique Johnson & Johnson.

Ce comité dispose d'un délai de quatre-vingt-dix jours pour mener à terme une mission que tous les observateurs jugent très délicate au regard de la taille de l'entreprise, de l'ampleur de ses problèmes et de la conjoncture difficile que connaît le secteur mondial de l'informatique. Pendant cette période de prospection, M. Akers continuera à exercer la totalité de ses fonctions de PDG à la tête d'IBM.

En prenant cette décision lors d'une réunion qui s'est tenue le 26 janvier à New-York, le comité de direction a sans doute cherché à désamorcer les attaques contre la gestion de M. Akers qui auraient certainement été lancées le 26 avril prochain à l'occasion de l'assemblée annuelle de la société. La United Shareholders Association, l'un des plus importants groupements d'actionnaires aux Etats-Unis, avait déjà fait savoir qu'elle exigerait la démission de celui qui préside IBM depuis 1986.

Devancé par Microsoft

Dans le même temps, le comité a été contraint de tirer les enseignements d'une année 1992 catastrophique pour le géant de l'informatique. Celui-ci avait récemment annoncé une perte de près de 5 milliards de dollars (environ 27 milliards de francs) pour les douze derniers mois, la plus importante de toute l'histoire de l'industrie américaine. L'année précédente, en dépit d'une perte qui atteignait déjà 2,8 milliards de dollars fin 1991, IBM avait évité de diminuer le dividende annuel versé à ses actionnaires. Cette fois, le comité de direction a préféré le réduire – pour la première fois depuis la création de la société – de façon drastique pour le ramener à 54 cents par action contre 1,21 dollar pour l'exercice précédent.

Cette décision n'a pas eu d'effet négatif sur Wall Street où le titre IBM a, au contraire, gagné quelques cents. Pour la communauté boursière, l'espoir de voir bientôt un nouveau président mettre un terme à la glissade que connaît «Big Blue» depuis quelques années justifie quelques sacrifices financiers immédiats.

«Ce n'est pas tant l'avance technologique ou la définition d'une stratégie qui handicape IBM, mais plutôt la lenteur du groupe à se mouvoir. Quand la société se présente sur des secteurs bien identifiés et prometteurs, elle trouve sur place tous ses grands concurrents, à commencer par Microsoft et Intel», constate un analyste new-yorkais, estimant qu'il faudra à IBM beaucoup de temps avant que ses nouveaux centres de profits compensent la chute d'activité de son métier d'origine : les gros et les mini-ordinateurs.

En l'espace de six ans, le groupe de M. Akers a perdu onze points en termes de part de marché sur la scène internationale, où il ne représentait plus que 19 % du total en 1991 contre 30 % en 1985, relève le cabinet McKinsey. Depuis cette date, la crise économique et la concurrence ont certainement conduit IBM a perdre encore un peu de terrain et la firme s'est enfoncée dans le «rouge» pour la deuxième année consécutive. Depuis 1985, elle a supprimé environ 100 000 emplois et l'état-major d'Armonk (Etat de New-York) a déjà programmé 25 000 autres suppressions de postes pour 1993.

Ces déboires ont conduit la firme américaine Standard and Poor, spécialisée dans l'évaluation du risque financier des entreprises, à ne plus lui accorder la note maximale, le prestigieux AAA pour les 19 milliards d'obligations émises à ce jour. Quelques jours plus tard, le 21 janvier dernier, IBM subissait une humiliation supplémentaire en se voyant détrônée par la firme Microsoft, dont le siège est à Seattle, sur la côte Ouest des Etats-Unis, pour le titre de numéro un de l'industrie informatique mondiale en termes de capitalisation boursière.

Ce jour-là, grâce à une nouvelle hausse de son cours de Bourse, la firme de M. Bill Gates, l'enfant chéri de Wall Street, affichait une capitalisation boursière de 27,12 milliards de dollars contre 26,48 milliards pour «Big Blue». Un résultat spectaculaire pour Microsoft, devenu en dix ans le numéro un mondial du logiciel et que IBM a mis longtemps à considérer comme un véritable concurrent.

SERGE MARTI

La réforme de la manutention portuaire

Un million de francs pour chaque départ de docker

L'Etat va contribuer pour 540 millions de francs au financement du plan social des dockers marseillais, soit environ la moitié de son coût, a annoncé, mardi 26 janvier, M. Charles Josselin, secrétaire d'Etat à la mer. Cet apport va lever l'hypothèque qui pesait sur l'application de la réforme dans le premier port de France (*le Monde* du 22 janvier). Le plan marseillais coûtera toutefois plus cher que prévu (800 millions au lieu de 500). Mais les pouvoirs publics ont refusé d'entériner les demandes de financement de préretraites à partir de quarante-six ans, acceptant en revanche que les dockers concernés puissent rester en activité et attendre cinquante ans pour bénéficier des mesures d'âge. Des formations professionnelles seront en outre mises en place pour les dockers en sureffectif. Ces deux mesures concernent deux cents dockers à Marseille et trois cents au Havre.

Au total, la réforme de la mantutention portuaire s'élèvera à près de 1 million de francs par départ de la profession, soit une addition deux fois plus lourde que prévu, et un total de 4 milliards de francs pour le départ de 4 000 dockers sur 8 300.

Selon le Comité des usagers des banques

Succès de la loi sur les chèques sans provision

Les dernières statistiques du fichier central des chèques de la Banque de France *«confirment l'évolution positive»* amorcée depuis le début de l'application de la nouvelle loi sur les chèques sans provision, estime M. Maurice Gousseau, président du Comité des usagers des banques.

Depuis la mise en application de la loi, le 1er juin 1992, les déclarations d'interdiction de chéquiers se sont réduites de 9 100 par jour en moyenne, à la fin août, et à 7 400, fin décembre. L'accroissement des régularisations est aussi un bon signe, selon le comité. Elles atteignent en moyenne 5 600 par jour contre 4 500 il y a cinq mois. La nouvelle loi accélère les conditions de régularisation des émetteurs de chèques en «bois» mais supprime, en revanche, le délai de trente jours avant les déclarations d'incidents à la Banque de France.

Au conseil des ministres

La France inquiète des «risques d'explosion» au Togo

Lors des délibérations du conseil des ministres réuni mercredi 27 janvier au palais de l'Elysée, M. Roland Dumas, à l'occasion de son tour d'horizon diplomatique, a évoqué la situation au Togo. Il a souligné, d'après M. Louis Mermaz, ministre chargé des relations avec le parlement et porte-parole du gouvernement, les *«risques d'explosion»* et affirmé que la France ne saurait *«s'immiscer dans les affaires intérieures du Togo, comme dans celles de n'importe quel autre pays africain»* bien qu'elle soit *«très vigilante quant à la sécurité des quatre mille Français qui vivent sur place»*.

Hommage aux militaires tués en Croatie

Rendant compte de la formation du nouveau gouvernement du Danemark, le ministre des affaires étrangères a affirmé que la majorité parlementaire élargie qui soutient le nouveau premier ministre social-démocrate devrait faciliter le succès du deuxième référendum sur l'Europe.

Lorsque fut évoquée la situation dans l'ex-Yougoslavie, le ministre de la défense a rendu hommage aux deux sous-officiers qui ont été tués en Croatie et à ceux qui ont été blessés.

D'autre part, le conseil des ministres a entendu une communication de Mme Martine Aubry dressant le bilan et les perspectives des missions locales et des permanences d'accueil pour l'insertion des jeunes.

M. Bruno Durieux, quant à lui, a expliqué, pour s'en féliciter, les raisons du solde excédentaire du commerce extérieur français.

□ **M. Alain Cordier, nouveau directeur général de l'Assistance publique de Paris.** – M. Alain Cordier a été nommé, mercredi 27 janvier, au conseil des ministres, directeur général de l'Assistance publique-hôpitaux de Paris. Directeur des finances de l'Assistance publique, M. Cordier succède à M. François Stasse, qui avait récemment présenté sa démission (*le Monde* du 20 janvier).

Le sort des Palestiniens expulsés au Liban

L'OLP demande contre Israël des sanctions «limitées et spécifiques»

NEW-YORK (Nations unies)

correspondance

Encouragée par le rapport de M. Boutros-Ghali recommandant au Conseil de sécurité de prendre *«toutes les mesures requises»* pour amener Israël à appliquer la résolution 799 – exigeant le rapatriement des quelque 400 Palestiniens expulsés au Liban, – la délégation palestinienne à l'ONU a déposé, mardi 26 janvier, un projet de résolution demandant des sanctions *«limitées et spécifiques»* contre Israël. S'il devait être adopté, ce serait la première fois qu'un texte invoquerait le chapitre 7 de la Charte de l'ONU (sur les mesures de rétorsion) à propos de l'Etat juif.

L'OLP demande aux pays membres de l'ONU d'empêcher sur leur territoire toute activité commerciale ou financière avec les entreprises israéliennes présentes dans les territoires occupés, y compris Jérusalem. Israël se verrait également interdire toute participation à des conférences internationales relatives aux droits de l'homme.

Un délai, expirant le 9 février, serait accordé à l'Etat juif pour rapatrier les expulsés. Passée cette date, *«d'autres mesures»* seraient envisagées. Le représentant de l'OLP à l'ONU a réaffirmé que les Palestiniens ne participeraient pas aux pourparlers de paix si ce problème n'était pas réglé.

S'abstenant de commenter le projet palestinien, l'ambassadeur d'Israël à l'ONU, M. Gad Yaacobi, a *«rejeté»* le rapport de M. Boutros-Ghali qu'il a qualifié de *«partial»*. Il a également refusé la proposition du secrétaire général d'établir un mécanisme de supervision des Nations unies dans les territoires occupés. Cela *«servirait uniquement à encourager l'agitation des extrémistes»*, a-t-il dit.

Alors que le nouveau secrétaire d'Etat américain, M. Warren Christopher, devrait se rendre en Israël le mois prochain, Washington a exprimé le souhait de voir cette affaire réglée par la voie diplomatique. *«Nous pensons qu'il existe une possibilité de résoudre ce problème grâce à une diplomatie active*, a dit le porte-parole du département d'Etat, M. Richard Boucher. *Il n'y a rien de constructif dans le recours au chapitre 7 de la Charte de l'ONU.»*

Washington voudrait que le Conseil de sécurité ne soit même pas saisi de cette question, mais plusieurs diplomates occidentaux ne cachent pas leurs craintes de voir *«la pression monter»* pour que le Conseil *«fasse quelque chose»* et ils espèrent que la décision de la Cour suprême israélienne – attendue prochainement au sujet de la légalité des expulsions – sera *«accommodante»*.

AFSANÉ BASSIR POUR

Selon le secrétaire général de la Ligue arabe

M. Rabin est «dans une situation très difficile»

Pour les pays arabes, il n'y a pas de compromis possible sur l'affaire des quelque quatre cents Palestiniens expulsés par Israël. La seule solution est de les rapatrier dans les territoires occupés, affirme le secrétaire général de la Ligue arabe, M. Ismat Abdel Méguid. Et, s'il ne s'estime pas autorisé à parler au nom des pays arabes et des Palestiniens qui négocient la paix avec Israël, M. Abdel Méguid *«doute fort»* que l'une ou l'autre de leurs délégations revienne à la table des pourparlers avant que le problème des quatre cents déportés n'ait trouvé une solution.

Ce sont *«les Israéliens qui ont provoqué l'épreuve de force»* et c'est tout à fait regrettable pour le processus de paix, *«qui est dans l'intérêt des pays arabes et d'Israël»*, a affirmé le secrétaire général de la Ligue arabe lors d'un déjeuner de presse, mardi 26 janvier, à Paris. Selon lui, le premier ministre israélien *«a fait un faux calcul»* et *«se retrouve aujourd'hui dans une situation très difficile»*. Le processus de paix aussi.

Et si Israël continue de refuser de rapatrier les expulsés? La réponse de M. Abdel Méguid est nette. Les Arabes réclament des *«sanctions»* contre Israël, insiste M. Abdel Méguid, même s'il souhaite qu'on n'en arrive pas à cette extrémité et s'il préfère une *«solution respectable»*. *«Il est grand temps que le Conseil de sécurité comprenne que la politique des deux poids deux mesures ne peut plus être appliquée.»* Faute de quoi, les Arabes pourraient, à l'avenir, refuser d'appuyer des décisions qu'ils ne jugent pas équitables, fait valoir le secrétaire général de la Ligue arabe. Ce n'est pas une menace, ni même un avertissement, affirme-t-il, mais *«les Arabes ont des droits qui doivent être respectés»*.

En tant que juriste, M. Abdel Méguid estime que les pays occidentaux, en particulier les Etats-Unis, ont *«outrepassé le texte de la résolution 688»* de l'ONU en se livrant la semaine dernière à des raids contre l'Irak. Plus encore, il estime que l'imposition d'une zone d'exclusion aérienne dans le sud de l'Irak en août dernier obéissait peut-être à des considérations *«électorales américaines; à croire que* [le président sortant américain] *Bush avait pris une position presque personnelle»* sur le sujet. Et s'il met en garde contre les risques de division de l'Irak, il n'en souligne pas moins que Bagdad doit, sans discuter, appliquer toutes les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU.

MOUNA NAIM

EN BREF

□ **La justice allemande veut à nouveau juger M. Erich Honecker.** – La justice allemande a décidé de reprendre le procès de M. Erich Honecker, actuellement au Chili, pour sa responsabilité dans les tirs au mur de Berlin et va lui demander de revenir en Allemagne, a-t-on indiqué, mercredi 27 janvier, de source judiciaire à Berlin. Le tribunal berlinois qui avait libéré le 13 janvier l'ex-numéro un de la RDA communiste, quatre-vingts ans, en raison de son cancer du foie, a fait valoir que les poursuites contre M. Honecker n'avaient pas été formellement abandonnées et qu'une reprise du procès s'avérait donc *«nécessaire»*. – *(AFP.)*

□ **TURQUIE : treize personnes tuées dans le Sud-Est anatolien.** – Cinq civils et huit rebelles kurdes ont été tués en deux jours dans le Sud-Est anatolien turc à majorité kurde, dans des accrochages entre maquisards et forces de sécurité ou dans des attentats armés, selon des informations de bonnes sources recueillies mardi 26 janvier à Ankara. – *(AFP.)*

□ **Un violeur condamné à vingt ans de réclusion à Metz.** – Salvatore Antoni a été condamné, mardi 26 janvier à Metz, par la cour d'assises de la Moselle, à vingt ans de réclusion criminelle pour viol sous la menace d'une arme et tentative d'assassinat sur la personne d'une jeune Mosellane. Le tribunal n'a pas suivi le ministère public, qui avait requis la réclusion criminelle à perpétuité, et a reconnu des circonstances atténuantes à l'accusé, âgé de vingt ans, qui, le 14 septembre 1991, avait violé, puis tenté d'étrangler une jeune femme avant de l'abandonner dans un puits, dont elle était parvenue à s'extraire.

SOMMAIRE

DÉBATS

Cuba : «Eternel crépuscule», par Mario Vargas Llosa 2

ÉTRANGER

Une délégation gouvernementale angolaise se rend à Addis-Abeba pour négocier avec l'UNITA 3
Togo : la tension reste vive à Lomé 3
La guerre dans l'ex-Yougoslavie et les négociations de Genève 4
M. Vaclav Havel a été élu chef de l'Etat tchèque 5
Le voyage de M. Pierre Joxe en Lettonie 6

ENQUETE

Les nouvelles routes de la mafia : III. – Les termites de la finance ... 8

POLITIQUE

Ille-et-Vilaine : M. Chirac dans l'imbroglio rennais 9
M. Fabius invite les responsables socialistes à le rejoindre «sur le pont» 9
Les écologistes protestent contre l'application de la loi sur le financement des partis 10
L'opposition hésite à provoquer le blocage du conseil régional Nord-Pas-de-Calais 11

SOCIÉTÉ

M. Dominique Baudis est assigné en justice pour avoir refusé de célébrer un mariage 13
Au conseil régional de Rhône-Alpes, protestations contre la désignation d'élus FN dans les lycées et les universités 14
Automobilisme : Didier Auriol vainqueur sur le fil du Rallye Monte-Carlo 14

ÉDUCATION ◆ CAMPUS

• Les étudiants en mal de lecture • Guerre du livre dans la Ville rose • Les arcanes de la BU • «Quand ils lisaient Barthes et Genette...» • Les enseignants en deux rives • Point de vue : «Mauvaise conscience», par Delphine Mayrague .... 15 à 17

ÉCONOMIE

Les réactions après la décision de Hoover de quitter la France 20
Grundig envisage de fermer son usine de Creutzwald 20
Un consensus s'est dégagé au sein de l'OPEP pour diminuer la production du brut 20
Nouvelle baisse des taux d'intérêt britanniques 21

COMMUNICATION

POINT/L'Agence France-Presse . 12

ARTS ◆ SPECTACLES

• L'avant-garde russe 1905-1925 : Nantes à l'heure de Moscou • Théâtre : rencontre avec Mikhaïl Volokhov • Musique : «Scriabine», le prêtre de l'art total • Cinéma : Isabelle de Moscou .... 27 à 38

Services

Abonnements 8
Annonces classées 18-19
Automobile 24
Carnet 24
Marchés financiers 22-23
Météorologie 25
Mots croisés 22
Radio-Télévision 25

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

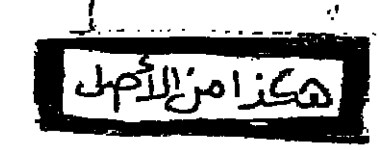
Ce numéro comporte un cahier «Arts-Spectacles» folioté 27 à 38

Le numéro du «Monde» daté 27 janvier 1993 a été tiré à 483 705 exemplaires.

Demain dans «le Monde»

«Le Monde des livres» : les vingt ans du Salon de la bande dessinée d'Angoulême

Auteurs, éditeurs, lecteurs... Sur les traces de Tintin... Un entretien avec Morris, l'inventeur de Lucky Luke, qui reçoit le Grand Prix spécial vingtième anniversaire; Hector Bianciotti a relu Frederic Prokosch; Pierre Lepape analyse l'essai de Michael Screech sur Rabelais; Nicole Zand présente les écrivains sud-africains invités à Paris pour les «Belles Etrangères».



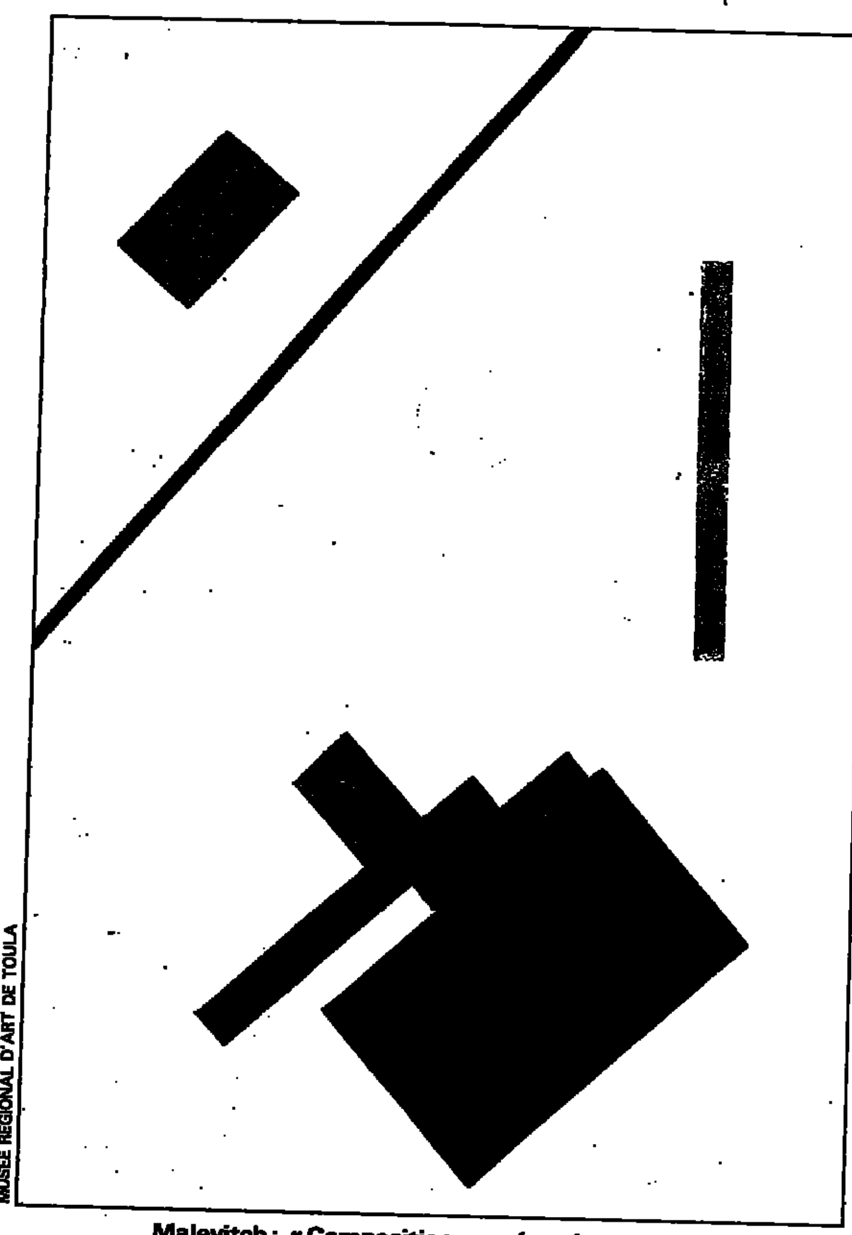
Le Monde

ARTS • SPECTACLES



GAL. B.M. KOUSTODIEV/ASTRAKHAN


Malevitch : « La Moissonneuse », 1912



MUSÉE RÉGIONAL D'ART DE TOULA

Malevitch : « Composition suprématiste », 1920

L'AVANT-GARDE RUSSE 1905-1925

Le Musée des Beaux-Arts de Nantes consacre une formidable exposition-exploration aux avant-gardes russes entre 1905 et 1924, au temps de Kandinsky et de Malevitch. A l'originalité de la recherche historique répond la qualité et l'exceptionnelle rareté des œuvres qui sont ici révélées. La plupart d'entre elles n'avaient jamais été exposées hors de Russie, si ce n'est en Russie elle-même, où elles reposaient dans les réserves des musées de province, à l'abri des regards autant que des censeurs.

NANTES
de notre envoyé spécial

DE temps en temps, cela arrive : une exposition parfaite, captivante, inattendue, une très belle exposition. A Nantes, cela arrive plus souvent qu'ailleurs, grâce à l'efficacité et à l'esprit aventureux du conservateur, Henry-Claude Cousseau. Mais ce qui se passe cette fois dans le grand patio blanc aux larges arcades italiennes du Musée des Beaux-Arts ne tient plus de la réussite, mais du chef-d'œuvre. Tout y concourt, de l'élégance et de la légèreté de la présentation à la splendeur des tableaux, des tableaux jamais vus, des tableaux inconnus et troublants.

De quoi s'agit-il ? D'un peu plus de quatre-vingts toiles exécutées en Russie entre 1905 et 1924, entre la première révolution, celle du *Potemkine*, et la mort de Lénine. Pendant ces deux décennies, avec une ferveur et une violence stupéfiantes, une révolte artistique frénétique se déchaîne à Moscou et à Saint-Pétersbourg. Elle a ses factions et ses doctrines opposées et confuses et ses mots-slogans – rayonnisme, néo-primitivisme, suprématisme. Elle a ses héros – Larionov, Bourliouk, Rodtchenko – et ses héroïnes – Natalia Gontcharova, Lioubov Popova, Alexandra Exter. Elle a ses exaltés – Malevitch, – ses philosophes ermites – Filonov – et ses professeurs – Kandinsky. Elle a ses météores – Mikhaïl Le Dentu, mort à la guerre en 1917 à vingt-huit ans, Olga Rozanova, morte à trente-deux ans de la diphtérie, Popova disparue à trente-cinq ans. Elle aura bientôt ses émigrés – Kandinsky, Larionov, Bourliouk, Gontcharova, – ses exilés de l'intérieur – Malevitch, Chapochnikov – et ses renégats – tous ceux qui s'efforceront de vivre en paix avec le réalisme socialiste et ses institutions. Depuis 1924, elle a eu aussi ses méconnus et ses oubliés, quelques-uns de ceux qui ont été cités jusqu'ici et d'autres encore, David Chterenberg, Vladislav Strjeminsky, Nadejda Oudaltsova.

S'ils ressuscitent, c'est après soixante-dix ans de clandestinité et grâce à un événement dont le souvenir s'était lui aussi perdu : la campagne d'achats dans les ateliers organisée par le département des Beaux-Arts à partir de 1918, achats massifs suivis d'une diffusion non moins systématique en direction des musées de province. Sur ce point, nombre d'erreurs ayant été écrites, il faut être précis. Les toiles présentées à Nantes proviennent des collections de Saint-Pétersbourg et de dix villes des provinces russes, Toula, Samara, Astrakhan, Nijni-Novgorod ou Nijni-Taguil. Comment étaient-elles parvenues là-bas, dans des cités où le suprématisme et la Proletkult – culture prolétarienne, selon la terminologie d'alors – passionnaient assez peu les foules ?

On a longtemps prétendu que cette politique de dispersion avait été complotée par les tenants du réalisme révolutionnaire stalinien afin d'en finir, après 1925, avec des avant-gardes devenues encombrantes. En vérité, les choses se sont passées à l'inverse : entre 1918 et les débuts de la glaciation, le département des Beaux-Arts – nommé IZO, – fondé en 1918, a constitué des collections abondantes exclusivement consacrées aux courants modernes. Entre septembre 1918 et décembre 1920 furen achetées en tout 1 926 œuvres de toutes espèces auprès de 416 artistes. De cet ensemble, plus de l moitié – exactement 1 211 – fut réparti immédiatement entre une trentaine de musées afin de favori ser la diffusion des mouvements nouveaux, d'éclai rer les citoyens des cités éloignées et de servi d'exemples pour l'enseignement. La révolutio d'Octobre reprenait ainsi à son compte, délibérément, la politique française des « envois de l'Etat » aux collections provinciales.

Quand, dès 1923, la création de l'Académie nationale des arts annonça la fin de l'âge d'or des modernes, le mal – c'est-à-dire le bien – était déjà fait et largement répandu. Les œuvres reçues de Moscou et de Petrograd quittèrent évidemment les cimaises des accrochages permanents pour les réserves, où elles furent souvent abritées dans des conditions passablement rustiques. Elles survécurent ainsi à Staline, à Hitler et à Brejnev, roulées dans des caves, déménagées pendant l'invasion nazie, qui anéantit plusieurs de ces cités de la vallée de la Volga. Par paresse, par indifférence, par habitude de fonctionnaire, par esprit de résistance peut-être, des conservateurs les conservèrent, sans piété sans doute, sans haine non plus.

PHILIPPE DAGEN

Lire la suite page 28

L'EST FRÈRE

La carte génétique de l'honnête homme français est marquée de nombre d'émotions, de souvenirs, d'enthousiasmes cyrilliques qui culminèrent certainement avec la lecture de Dostoïevski puis la découverte des Ballets russes. Mais c'était avant la déflagration de la première guerre mondiale, avant la révolution d'Octobre et le grand éteignoir sanglant du stalinisme.

La Russie exhume aujourd'hui de ses réserves obscures, de ses enfers tabous, des trésors qu'elle a su, malgré tout, préserver. Il y a d'abord les œuvres plastiques magistrales de son avant-garde, comme en témoigne l'exposition de Nantes *(lire l'article de Philippe Dagen ci-contre et l'enquête de notre correspondant à Moscou page 28)*. Il y a aussi les écrits de l'un des plus beaux auteurs de ce siècle, Evgueni Zamiatine, célébré de longue date ici et réhabilité là-bas en 1988. L'une de ses nouvelles, *l'Inondation*, est aujourd'hui porté à l'écran par Igor Minaev ; il tourne son film en français autour d'Isabelle Huppert *(lire le reportage de Danièle Heymann page 38)*.

Plus près de nous, le public va pouvoir prendre connaissance de deux ouvrages très différents. Le premier est la traduction en français du *Scriabine* écrit par Friedrich Gorenstein, Russe émigré en Allemagne, passionnante biographie romancée du musicien au mysticisme flamboyant. Elle paraît en plein cœur d'une saison musicale parisienne fortement rythmée par la Russie *(lire l'article d'Anne Rey page 30)*. Le second est la mise en scène par Bernard Sobel au Théâtre de Gennevilliers de la première pièce traduite en français de Mikhaïl Volokhov, jeune auteur – il a trente-huit ans – qui s'est installé à Paris en 1987. L'affrontement de deux brutes dans les coulisses d'un hôpital réservé aux membres du KGB, sous la plume d'un écrivain foisonnant *(lire l'article d'Olivier Schmitt page 30)*.

Ce numéro du supplément « Arts-Spectacles » est traversé de part en part par ce qu'on a appelé l'âme slave ; elle niche dans toutes les formes de l'art, mystérieuse alchimie de vitalité et de doute, d'énergie et d'abattement, de naïveté et de malice, de noirceur et d'éclat.

RUSSIE/AVANT-GARDE

LES MUSÉES VICTIMES DE LA PÉNURIE

ÉCHANGES EN DEVISES FORTES

Longtemps interdite, la peinture de l'avant-garde russe a souffert du zèle des conservateurs soviétiques. Certains tableaux ont disparu, d'autres ont été vendus, et l'essentiel a été remisé dans des réserves pendant plusieurs décennies. Heureusement, quelques « résistants » protégèrent les chefs-d'œuvre par les moyens les plus divers. Aujourd'hui, la nouvelle Russie a besoin de devises. Elle a très vite compris que la présentation de ces chefs-d'œuvre dans les musées étrangers était le plus sûr moyen de s'enrichir rapidement. Les tableaux de l'avant-garde sont aujourd'hui visibles en Occident contre dollars – les termes de ces échanges sont plus ou moins secrets. Les Russes n'y ont donc pas encore vraiment accès. D'autant qu'à leur retour on n'est pas sûr de pouvoir les présenter dans de bonnes conditions, faute de place et de moyens.

MOSCOU

de notre envoyé spécial

« BIEN sûr, ce n'est pas très satisfaisant pour les échanges culturels internationaux, mais nous n'avons pas d'autres moyens de survivre. » C'est avec un rien de gêne que la conservatrice en chef de la galerie Tretiakov de Moscou, Mme Lydia Iolieva, avoue que les principaux musées russes acceptent désormais de prêter leurs œuvres pour des expositions à l'étranger en échange d'espèces sonnantes et trébuchantes. Et c'est avec humour qu'elle explique que *« ni elle ni ses interlocuteurs étrangers n'ont envie de dévoiler le prix des transactions »*. Une fourchette toutefois : entre 50 000 et 500 000 dollars par exposition. *« Les discussions sont ardues, il faut convaincre que tel tableau est un chef-d'œuvre et tel autre... un super-chef-d'œuvre ! Sans compter les problèmes d'assurance. »* Mme Evgueni Petrova, directrice adjointe du Musée russe de Saint-Pétersbourg, elle, ne voudra donner aucun chiffre sur le prix de location des toiles de son musée. *« C'est un secret. »*

Bref, dans ce domaine comme dans tant d'autres, la Russie d'aujourd'hui vit dans la recherche effrénée de devises étrangères. Les subventions du ministère de la culture ayant drastiquement baissé, les musées doivent se débrouiller eux-mêmes s'ils ne veulent pas être totalement mis à l'écart des mouvements internationaux. *« Pour payer les salaires ou conserver les œuvres, nos roubles nous suffisent. Mais, dès qu'il s'agit d'acheter à l'étranger ou de se lancer dans de grands travaux, nous avons besoin de dollars »*, reconnaissent la plupart des responsables. Certes, la galerie Tretiakov, le Musée russe, au même titre que le Bolchoï ou le Kremlin, ont été mis sur la *« liste du président »*, qui comprend les vingt « objets de valeur » que l'Etat continuera, coûte que coûte, à entretenir. Mais la galerie Tretiakov attend toujours 10 des 15 millions de dollars promis par Boris Eltsine pour son agrandissement.

En plus de dollars, c'est essentiellement de place qu'ont besoin la plupart des musées de Russie. Et principalement ceux qui possèdent une collection importante d'œuvres de l'avant- garde ou d'artistes plus contemporains. Ainsi le Musée russe souhaite acquérir de nouveaux bâtiments à Saint-Pétersbourg, et la galerie Tretiakov envisage de se séparer en deux : les œuvres classiques resteraient dans le site actuel et celles de l'avant-garde émigreraient dans un bâtiment plus moderne. Aujourd'hui – l'exposition de Nantes en fournit une preuve supplémentaire, – ces dernières œuvres ne sont pas souvent présentées en Russie, tant est forte la demande à l'étranger.

Une des expositions les plus importantes de tableaux de l'avant-garde sillonne ainsi le monde, de Francfort à New-York. *« Pour le moment, ces œuvres gagnent de l'argent pour nous »*, ironise Mikhaïl Guerman, un des grands spécialistes de cette période. Mais il faudra bien, un jour ou l'autre, leur trouver une place définitive en Russie. Le paradoxe reste donc entier : hier interdite, aujourd'hui « en représentation » à l'étranger, l'avant-garde est toujours aussi peu accessible aux Russes eux-mêmes.

L'exil, le bannissement, la destruction des œuvres d'art commencent dès 1932. Une grande partie des chefs-d'œuvre de l'avant-garde est remisée dans les caves des musées de Moscou et de Saint-Pétersbourg. Une autre, envoyée en province quelques années auparavant au titre de la décentralisation artistique, doit aussi être cachée aux yeux du public. Commence aussi, ici comme ailleurs, le temps de la collaboration ou de la résistance. La collaboration, ce sont ces responsables de musée, surtout en province, qui suivent avec zèle les consignes de Moscou. *« Les pires ont été les militaires ou... les pédagogues »*, affirme aujourd'hui la critique Olga Chikhireva. Des œuvres sont purement et simplement détruites. D'autres sont enfermées à double tour, et seuls des fonctionnaires envoyés de Moscou peuvent les voir lors de « visites de contrôle ». Même les conservateurs d'autres musées de Russie ne peuvent y accéder. Des fonctionnaires plus indélicats vendent certaines œuvres.

La résistance est menée par des hommes comme le directeur du Musée russe qui font tout pour sauvegarder leurs collections de l'avant-garde. Une chance pour eux : à cette époque, le mouvement n'a pas encore de renommée internationale. Et, si les musées de Russie vendent des Titien, des Rembrandt, des Boticelli pour financer la construction d'usines, de tracteurs ou de kolkhozes, peu de tableaux de l'avant-garde quittent les caves où ils sont entassés.

Quelquefois, les dirigeants, voulant honorer un hôte étranger, décident de lui offrir un Malevitch ou un Kandinsky. Il s'agit alors pour les conservateurs de tenter de s'opposer par tous les moyens à ce don. Toutes les excuses sont bonnes. *« Le tableau n'est pas en bon état », « vous feriez mieux de vous adresser à un autre musée... »* Le milliardaire américain Armand Hammer, ami de Lénine, obtient toutefois deux toiles de Malevitch contre un manuscrit de Vladimir Oulianov.

Le dégel des années 60 permet à certains amateurs courageux, éclairés et astucieux de constituer des collections privées impressionnantes. Comme le milliardaire grec Georgui Kostaki, dont le tiers seulement de la collection a été, par la suite, donné à la galerie Tretiakov. Un ancien vice-ministre russe des affaires étrangères, M. Vladimir Semionov, profite d'un double passeport et de son poste d'ambassadeur en Allemagne pour faire passer sa collection privée à Cologne. Ne dit-on pas qu'il a obtenu certains tableaux de Peter Falk contre la promesse d'un appartement pour la veuve du peintre ? Il faudra en fait attendre 1981 et l'exposition Paris-Moscou au Centre Georges-Pompidou pour que prenne fin le purgatoire de l'avant-garde. Si, en 1975, le ministère russe de la culture achète, pour la première fois, cinq toiles non figuratives, en 1978, un étudiant se voit interdire la soutenance d'une thèse sur ce mouvement. La grande traque de toutes les œuvres de la période commence et, aujourd'hui, les spécialistes estiment qu'elles ont été en grande partie retrouvées mais qu'il est souvent difficile de les regrouper. *« Si quelqu'un possède un Chagall, il ne voudra pas le vendre en Russie contre des roubles, mais bien évidemment à l'étranger. Or, il est interdit de vendre des œuvres d'art à l'étranger. Conséquence : il y a peu de chances pour que ce Chagall figure un jour sur le catalogue d'un musée russe »*, explique Mikhaïl Guerman.

L'éclatement de l'URSS a, un temps, rendu le problème plus ardu. Fallait-il procéder à un partage des œuvres disséminées dans les différentes Républiques ? L'Ukraine devait-elle rendre, comme le souhaitaient certains responsables de Moscou, les milliers de tableaux ou de dessins envoyés par le « centre » ? Erevan devait-elle restituer tel ou tel Kandinsky ? Apparemment, les œuvres d'art sont moins sensibles que les armes nucléaires, et les discussions se sont vite conclues par un compromis logique : chacun gardait ce qu'il avait chez lui. Compromis accepté, avec une pointe de nostalgie par les Russes qui estiment qu'une bonne partie de leur patrimoine, notamment les toiles de l'avant-garde, se trouve désormais *« à l'étranger »*.

Nul, et ici moins qu'ailleurs, n'est prophète en son pays. Si l'avant-garde russe a eu une influence prépondérante sur l'art occidental, la filiation est plus difficile à établir avec les artistes russes contemporains. D'abord parce que ceux-ci n'ont été que très peu en contact avec elle. Etudiant en histoire de l'art en 1952, Mikhaïl Guerman se souvient : *« Si, très rarement, on nous montrait certaines œuvres de ce mouvement, c'était uniquement pour les ridiculiser. »* Il y a plus : de nombreux intellectuels russes d'aujourd'hui estiment que les protagonistes de l'avant-garde, même s'ils ont souvent payé très cher par la suite leur engagement, ont contribué à l'instauration du communisme. *« C'étaient des génies, mais aussi des bolcheviques et ils étaient prêts à fusiller ceux qui n'étaient pas d'accord avec eux. Ils ont contribué à l'instauration du totalitarisme esthétique. Ils voulaient un art officiel »*, explique un critique. *« De toute manière*, ironise Andreï Erofeev, conservateur en chef du Musée d'art contemporain de Moscou, *même si les communistes sont partis, les Russes acceptent toujours aussi mal l'art contemporain. »*

JOSÉ-ALAIN FRALON

NANTES A L'HEURE DE MOSCOU

Suite de la page 27

Il a de la sorte redécouvert des toiles dont aucun historien ni aucun critique ne soupçonnait l'abondance et la qualité. Ainsi de Malevitch, dont la *Moissonneuse* dormait à Astrakhan et le *Faucheur* à Nijni-Novgorod. Ainsi de Kandinsky, dont un paysage expressionniste de premier ordre était hébergé à Astrakhan. Ainsi de Larionov, bien représenté au Musée régional d'art d'Oulianovsk, et du passionnant Strjeminsky, dont la cité balnéaire de Samara possédait le *Compteur*, peinture-assemblage qui préfigure le pop art quarante ans auparavant.

Ces résurrections pourraient n'être que des curiosités. En vérité, elles incitent à corriger quelques schématismes historiques, à réévaluer l'influence occidentale et à rendre son importance au courant qui se qualifiait lui-même de néo-primitiviste. Si l'on sait depuis longtemps que Matisse et Derain n'ont pas été sans effet sur Kandinsky et que nombre de peintres russes ont séjourné à Paris avant 1914, il est désormais possible de mesurer les influences simultanées et distinctes du cubisme et du futurisme sur la formation de l'avant-garde russe.

Au premier mouvement, ces disciples venus de l'Est empruntent la fragmentation géométrique des volumes, le chromatisme étouffé, les mots en majuscules sur la toile, les papiers collés et les peintures alourdies de sable et de plâtre. Du second, ils retiennent le dynamisme, les dissonances de tons aigres, la construction selon l'oblique. Les uns pastichent adroitement, telle Popova, dont le *Portrait futuriste* tient du manifeste, de l'hommage et de la synthèse énergique des influences. Le mystérieux Le Dentu veut combiner Boccioni, Braque et le rayonnisme de Larionov. Mikhaïl Menkov et Vera Pestel ne sont pas de moins bons élèves, qui s'appliquent à acclimater aux objets et aux paysages de Saint-Pétersbourg les inventions en vogue à Paris et à Milan.

Sur ce point, l'exposition autorise des vérifications décisives. De même que « Figures du moderne » au Musée d'art moderne de la Ville de Paris rappelle la densité des rapports entre Allemagne et France avant 1914, elle affirme la densité des rapports entre Russie et France, sans que l'Allemagne des expressionnistes joue un quelconque rôle d'intermédiaire. La communication est directe et étonnamment rapide : à Moscou, on réagit avec quelques mois de retard à ce qui s'invente au Bateau-Lavoir.

La réaction précède de fort peu la négation. En mars 1912, Larionov et Gontcharova fondent le groupe La Queue de l'âne, dont les manifestations contestent celles du Valet de carreau, largement ouvertes au fauvisme, au cubisme et au futurisme. Contre l'avant-gardisme occidental, les peintres à l'enseigne de La Queue de l'âne se réclament de la spécificité russe, de ses traditions et de son passé. En Niko Pirosmanachvili, peintre naïf, ils trouvent leur Douanier Rousseau, et dans le néo-primitivisme, dont Chevtchenko écrit la théorie en 1913, ils découvrent une doctrine nouvelle et rebelle.

De la vigueur de ce mouvement, auquel participèrent Malevitch et Tatline, témoignent à Nantes des tableaux déroutants, mixtes d'adresse et de simplicité calculée, icônes peintes largement. La *Venus katsap* de Larionov est une *Olympia* d'isba veillée par un chat d'Epinal. Les couleurs hurlent, les touches s'entrecroisent, Kontchalovski et Rozanova rivalisent d'audace. Souvenirs de Byzance ? Réminiscences de la vieille Russie ? Sans doute. Mais le japonisme et les fauves, Gauguin et Van Gogh ont leur part dans ces explosions de pourpre et de vert pré.

Leur intensité suffit à forcer le regard à étudier ces harmonies rutilantes. Elles ont cependant un autre intérêt, que l'accrochage s'ingénie à rendre sensible : elles préparent la seconde révolte de la couleur, celle de Malevitch, de Rodtchenko, de Klioun et du singulier Chapochnikov, celle du suprématisme et du constructivisme. Est-ce la rareté de ces compositions, que l'on croyait perdues et détruites ? Est-ce de les voir au milieu de toiles contemporaines qui les expliquent et les épaulent ? Est-ce – détail sentimental – de les voir dans leur état initial, avec leurs pauvres baguettes en guise de cadres et leurs étiquettes manuscrites collées sur la toile ? Ces abstractions rayonnent de grâce. Sur un blanc ni uniforme ni plat, les carrés et les rectangles jaunes, verts et roses de Malevitch se disposent en constellations – cosmogonie géométrique admirablement aérienne. Peinture bidimensionnelle ? Moins qu'on ne l'a dit. Les plans flottent, dansent, glissent les uns sous les autres comme des ailes ou des poissons.

En 1915, Chapochnikov construit avec des gris, des blancs et quelques verts sa *Composition cubiste « le Jugement dernier »*, qui est une des plus belles peintures de son temps, inexplicable, allusive, suavement mélancolique. En 1918, Alexandre Rodtchenko peint sa *Composition sans objet n° 61*. Sans objet ? Sans objet avoué. Une planète ronde et orange illumine le ciel noir-bleu. Un cercle rouge feu avance dans l'espace qui semble grandir et se creuser. Un art poétique, abstrait si l'on y tient, mais plutôt « sur-réaliste », au sens qu'Apollinaire donne alors à son néologisme – réaliste autrement, par transposition et métaphore, – une esthétique sans exemple, ni en France ni dans les Pays-Bas de Mondrian, naît en silence, dans la guerre et la révolution. L'une et l'autre ont eu raison d'elle, tuant les peintres, asservissant ou expulsant les survivants. Il ne reste que ces toiles miraculeusement épargnées, symboles d'une aube aussitôt éclipsée.

PHILIPPE DAGEN

Agenda

« L'avant-garde russe, 1905-1925. Chefs-d'œuvre des musées de Russie », Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000 Nantes. Tél. : (16) 40-41-65-65. Du 30 janvier au 18 avril. L'exposition sera accompagnée d'un catalogue publié avec le concours de la Réunion des musées nationaux, comprenant des textes d'Henry-Claude Cousseau, Svetlana Djafarova, Elena Basner et John Milner (288 pages, 295 francs).

Une exposition consacrée aux avant-gardes russes d'aujourd'hui, « La collection Rinaco », se tient à Paris, galerie de la Caisse des dépôts et consignations, 56, rue Jacob, 75006 Paris. Tél. : 40-49-94-63. Jusqu'au 24 avril.

ENTRETIEN AVEC HENRY-CLAUDE COUSSEAU

Un conservateur sort de ses réserves

Il n'est pas facile de négocier avec les musées russes. Préparant son exposition, Henry-Claude Cousseau en a fait plus d'une fois l'expérience. De Saint-Pétersbourg à Nantes, récit des tribulations d'un conservateur acharné.

QUAND il raconte ses voyages dans les réserves des musées russes, Henry-Claude Cousseau ne dissimule pas que, si fructueuse soit-elle, l'aventure n'a pas été de tout repos. En 1990, envoyé en mission à Saint-Pétersbourg, qui était encore alors Leningrad, il visite le Musée russe et son atelier de restauration. Surprise : parmi les œuvres en cours de rajeunissement, il reconnaît la provocante et rutilante *Venus katsap* de Larionov, venue de Nijni-Novgorod. Ces interlocuteurs lui révèlent alors que les réserves des musées de province sont riches en œuvres de l'avant-garde et qu'il n'est désormais plus interdit de les voir. L'idée d'une exposition à Nantes naît alors.

Pour qu'elle s'accomplisse, il faudra d'autres voyages et de longues, très longues négociations, d'autant plus longues qu'un principe irréversible est posé dès le début par la partie française : aucun « arrangement » financier ne sera consenti aux musées en échange des prêts. Or c'est là désormais la ressource principale des conservateurs russes qui excellent à « louer » leurs tableaux et pratiquent habilement la surenchère. « *Nous avons essayé de substituer à ce genre de rapports le principe d'une coopération scientifique*, explique Henry-Claude Cousseau. *L'idée a mis quelque temps à s'imposer, mais nous y sommes parvenus. Nos collègues russes ont été sensibles à notre désir de présenter des artistes et des œuvres absolument inconnus. Ils ont été intéressés, flattés aussi, par notre démarche. Ils ont même été à ce point intéressés, pour finir, qu'ils ont publié très rapidement un livre à partir de notre propre choix, à peine aménagé.* »

Il n'empêche : les négociations ont été serrées. « *Sur certains noms existe une concurrence entre musées occidentaux. Pour obtenir les Malevitch, les Larionov, les Gontcharova, les Kandinsky aux conditions que nous avions fixées, il a fallu beaucoup d'obstination. Certains prêts nous ont été accordés très tard. Mais ils l'ont été, alors...* » Les conditions exigées par les musées russes ont été multiples – et très simples à la fois : que le Musée de Nantes prenne à sa charge tout, absolument tout.

La restauration des œuvres, le réencadrement de nombre d'entre elles, leur collecte en Russie et leur regroupement à Saint-Pétersbourg, le transport par camion blindé de Saint-Pétersbourg à Nantes, la venue des conservateurs russes, la campagne photographique, l'assurance des œuvres, tout a été organisé et payé depuis la France. Sans l'aide d'un mécène, la Fondation Elf, et le soutien de la Ville de Nantes, l'opération aurait été impossible.

Le choix des toiles a été établi sur place, dans les réserves de Samara et d'Astrakhan : « *Dans l'ombre d'une réserve, on sortait les tableaux pour les examiner, les comparer, choisir. Une partie des œuvres avaient été déjà restaurées, les autres étaient remisées dans des conditions parfois surprenantes. Nous avons déroulé des toiles qui ne l'avaient plus été depuis des décennies...* »

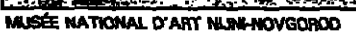
La sélection établie, le plus périlleux restait cependant à faire : assurer l'organisation matérielle de l'exposition. « *Pour nous, qui avons l'habitude de nous appuyer sur des structures administratives, l'expérience a été déconcertante. La plupart du temps, il n'existait pas d'organisme pour répondre à nos demandes. Il nous a fallu tout générer nous-mêmes, jusqu'au transport, sur des routes effroyables et interminables. Ce travail d'organisation matérielle dépassait de loin nos compétences et nos possibilités. Nous avons eu recours à un producteur privé, spécialisé dans les contacts avec la Russie. C'est lui qui a pris en charge les difficultés administratives et pratiques. Sans son aide, l'exposition n'aurait pas eu lieu.* »

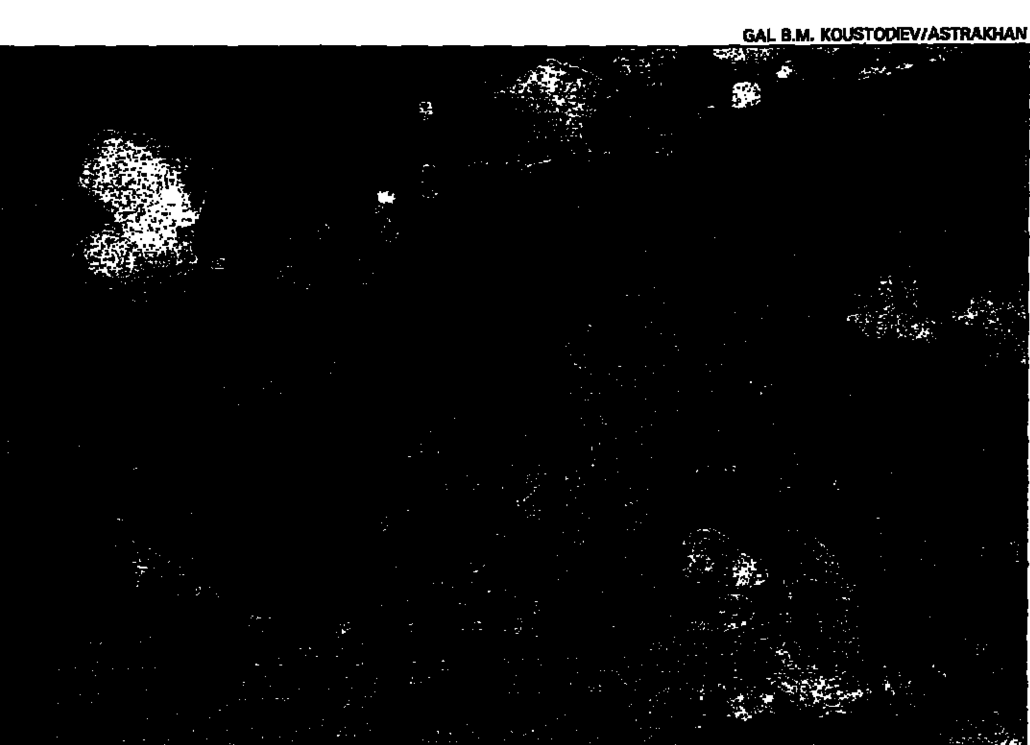
Au nombre de ses déboires, Henry-Claude Cousseau énumère la vétusté tragique des hôtels, une attaque dans un train de nuit et, plus grave encore, la volte-face imprévisible d'une conservatrice de Saint-Pétersbourg, très avide de devises fortes. « *En dehors de ces incidents, nous avons été accueillis très chaleureusement.* » Sans doute dit-il vrai puisque, l'exposition des avant-gardes achevée, il veut se lancer dans une entreprise non moins périlleuse : faire découvrir en Occident une étrangeté de l'art russe du XIXe siècle, les peintres ambulants.

Ph. D.


MUSÉE RÉGIONAL D'ART IVANOVO

**Ci-contre en haut : Chapochnikov, Composition cubiste, « le Jugement dernier », 1915.
Au milieu : Larionov, « Venus katsap », 1912.
En bas : Kandinsky, « Coupoles (Destin, le mur rouge) », 1909.
Ci-dessous : Popova, « Peinture architectonique », 1918.**



MUSÉE NATIONAL D'ART NIJNI-NOVGOROD

GAL B.M. KOUSTODIEV/ASTRAKHAN



MUSÉE RÉGIONAL DE SLOBODA

RUSSIE/THÉÂTRE

RENCONTRE AVEC MIKHAÏL VOLOKHOV

UN ÉMIGRÉ À BRIDE ABATTUE

Né, en 1955, en URSS, Mikhaïl Volokhov vit en France depuis 1987. Gardien d'une société de Bourse, il est surtout écrivain, romancier et dramaturge. Sa troisième pièce, « Cache-cache avec la mort », la première traduite en français, est présentée en février à Gennevilliers. Elle est mise en scène par Bernard Sobel et interprétée par Denis Lavant et Hugues Quester. Un mois après sa reprise à Moscou, dans une mise en scène d'Andreï Jitinkin pour le Théâtre Mossoviet, où elle connaît un succès important.

IL traverse vivement la place du Châtelet et rejoint la brasserie à l'heure convenue : petit, brun, costaud, Mikhaïl Volokhov confie d'emblée qu'en bon marathonien recyclé à la littérature il aime courir, chaque jour, dans les rues de Paris, au moins une heure, c'est essentiel à sa forme. A peine assis, alors qu'on lui demande pourquoi il s'est installé ici à l'automne de 1987, il joint le geste à la parole et sort de sa sacoche une photo, celle de sa femme, jeune, brune elle aussi et française; Mikhaïl Volokhov l'a donc suivie en France où, ironie du sort, il vit seul aujourd'hui car son épouse travaille... à l'ambassade de France à Moscou.

Premiers contacts en forme de scénario. Quelques secondes passées ensemble et, déjà, les contours d'une vie surprenante dont on apprendra bientôt qu'elle a commencé entre Kazakhstan et Russie, en 1955, du temps où ces deux Républiques appartenaient à l'Union soviétique. *« Mère russe, père juif »*, dit-il dans un français teinté d'un fort accent slave. Pas vraiment juif lui-même, alors? *« Pour mes amis, je suis juif, pour d'autres gens, je suis russe. Mais, dans ma vie quotidienne et pendant mes études à l'Institut scientifique de Moscou, le MVTU Bauman, on s'est chargé de me rappeler que j'étais juif, en refusant par exemple de mettre du matériel à la disposition de mes recherches. »*

Des recherches qui lui vaudront des difficultés pour obtenir son visa de sortie du territoire. *« J'ai travaillé sur des matières sensibles, des histoires de techniques militaires; je connaissais quelques secrets d'Etat... »* Ce souvenir le fait sourire. A ce moment de la conversation, comme à d'autres qui viendront plus tard, on ne sait pas s'il dit la vérité ou non. Il laisse libre cours à ses pensées sans plus d'arrière-pensées, sans ménagement ni avertissement. Mais toujours avec chaleur et drôlerie.

A la lecture de la pièce que met en scène Bernard Sobel à Gennevilliers, une seule certitude, Mikhaïl Volokhov est apparemment de la famille des brouillons, des touffus, de cette sorte d'écrivains de la profusion, de l'accumulation, qui lâche la bride de son imagination sans complexe ni censure. Un auteur qui écrit ce que beaucoup pensent, parfois, mais qu'ils ne formulent jamais. Une sorte de Lars Noren slave.

Il a écrit *Cache-cache avec la mort* deux mois après son arrivée en France. *« J'avais vu pour la première fois l'océan Atlantique, du côté de La Teste, sur le bassin d'Arcachon; j'avais rencontré les immigrés russes d'ici. J'avais toujours voulu savoir ce que pouvaient être les Occidentaux, les Français, j'avais lu Sartre, Camus, Ionesco, Beckett, je me demandais ce que pouvaient être leur vie, leur vie quotidienne, leurs rêves. Cette période fut pour moi comme la découverte de la face cachée de la Lune. »*

Là-bas, Mikhaïl Volokhov a connu tous les aspects de la vie soviétique, côté cour, côté rue. Côté cour, la nomenklatura. *« Alors que j'étais encore adolescent, nous avons eu un grave accident de voiture lors duquel ma mère a été sérieusement blessée au cou. Il se trouve qu'à Tchimkent, dans le Kazakhstan, vivait ma tante qui était un médecin très célèbre – et très riche à l'époque socialiste. Son mari était un grand communiste, correspondant de* la Pravda *et donc disposant d'un réel pouvoir. Tous les notables de la région fréquentaient la maison. Là, j'ai pu observer de très près le fonctionnement de la nomenklatura et même les rouages de la mafia.*

»Cet épisode nous a beaucoup choqués, mes parents et moi. Choqués par cet étalage de richesse, par le climat d'antisémitisme beaucoup plus violent qu'en Russie. Ce fut pour moi une première « émigration », qui fut douloureuse et pendant laquelle j'ai vécu dans la nostalgie de la Russie. » Dans sa pièce, il nous fait ainsi pénétrer dans la coulisse d'un hôpital réservé aux membres du KGB avec une abondance de détails hyperréalistes puisés à la meilleure source. Un hôpital qui ressemble comme un frère à celui dans lequel il a travaillé et où l'on soignait les victimes d'irradiations nucléaires et de la guerre en Afghanistan. *« Les maladies secrètes de l'URSS... »*

Côté rue, Mikhaïl Volokhov confesse y avoir fait l'essentiel de son éducation. *« Enfant, dans la banlieue de Novo-Moskovsk, village près de Moscou, nous habitions à côté d'une usine chimique où travaillaient de nombreux prisonniers; à Alma-Ata, où j'ai rencontré par hasard un grand boxeur qui était devenu bandit. On le savait mais personne n'a jamais pu l'arrêter et le mettre en prison, il était trop fort... J'avais quatorze ans, lui trente. Il avait l'âme un peu cosaque, un peu turque aussi. Il n'a cessé de se venger de ses parents parce qu'ils l'avaient empêché de se marier avec une Russe. Une vengeance qui confinait à la folie. »*

Ces expériences et d'autres encore lui ont permis de maîtriser le *mat*, argot né de la marginalité et parlé aujourd'hui par la jeunesse russe. Mikhaïl Volokhov s'en sert en permanence dans ses écrits. *« C'est la langue des prisons, que beaucoup de gens comprennent, par la force des choses. »* Le mat est aussi une arme, pour contrebattre ce que Mikhaïl Volokhov appelle *« les bonnes intentions du communisme ». « Le communisme, bien sûr, c'était une bonne idée, une forme de morale : mais quand on sait tout ce qui est advenu, cette tentative de tuer l'âme russe, son rêve de justice, cette vengeance contre le tsarisme, une vengeance mortelle... Bien sûr, le tsarisme était indéfendable, mais la vengeance communiste, ses cinquante millions de morts, peut-être plus, l'est aussi. On ne peut pas faire le paradis avec le sang du peuple même si je crois qu'il faut pardonner, qu'il faut pardonner le pire assassin du monde et comprendre pourquoi il a agi comme ça. En France, vous avez supprimé la peine de mort, il fallait le faire, malgré tout. »*

Si on lui demande s'il n'est pas étonné que le dernier metteur en scène communiste français ait choisi de monter sa pièce, Mikhaïl Volokhov répond sans hésiter : *« En France, le Parti communiste fut à l'origine*


BRIGITTE ENGUERAND

d'avancées sociales importantes. Bernard Sobel est d'abord un homme ; pour moi, le plus important est d'être un homme. Un homme qui rêve. Le rêve, c'est quelque chose de « gauche », quelque chose qui peut changer le monde. Je rêve que les artistes créent leur propre parti, ni de droite ni communiste, le parti de l'art face aux idées duquel réagiraient les partis politiques traditionnels. A première vue, l'art est inutilisable mais, dans la durée, à mesure que le temps passe, on s'aperçoit que c'est l'instrument de la compréhension, de l'intelligence. »

OLIVIER SCHMITT

★ Du 2 au 21 février. Du mardi au samedi à 20 h 30. Dimanche à 17 heures. Tél. : 47-93-26-30. 90 F et 110 F. La production russe de la pièce pourrait être invitée le mois prochain en France et permettre de confronter les deux versions. A suivre.

RUSSIE/MUSIQUE

« SCRIABINE » UN LIVRE DE FRIEDRICH GORENSTEIN

LE PRÊTRE DE L'ART TOTAL

КОМПОЗИТОР А.Н.СКРЯБИН

COLL. VIOLLET

Scénariste de Tarkovski et de Nikita Mikhalkov, Friedrich Gorenstein, écrivain russe émigré en Allemagne, a reçu la commande d'un scénario sur Alexandre Scriabine. Le mysticisme flamboyant du musicien, mort en 1915, montrait qu'à la veille de la révolution d'Octobre le matérialisme était loin de triompher en Russie. Il fut donc sérieusement question de consacrer un film à ce sujet, bienvenu dans l'actualité. Mais le projet fut abandonné. En est sortie une biographie romancée, dont la première publication se fait en français.

UN jour, Alexandre Nikolaïevitch se promenait. Il enjamba un parapet et dit : *« Je sens que la seule puissance de mon esprit va m'empêcher de tomber.*

– *Eh bien, saute !* », lui répondit un ami bien intentionné.

Scriabine n'a pas sauté. Et l'histoire de sa vie, telle que la retrace en une suite de brefs tableaux caractéristiques Friedrich Gorenstein, n'a cessé d'osciller entre l'ambition surhumaine et la triviale réalité, entre les rêves solaires et les soucis terre à terre, entre bobo et infini.

L'auteur de *Prométhée* était petit, jaune de peau, fébrile, enclin à parler énormément de lui en des termes dithyrambiques, ça agaçait. Mais la fossette qui creusait son menton désarmait les femmes, la vélocité serpentine de son jeu pianistique (1) électrisait les foules : il entama dès le conservatoire une carrière pianistique et sentimentale de tombeur professionnel. Et vinrent les premières fausses notes : le mariage avec une femme qu'il n'aimait pas; la paralysie chronique de trois doigts de sa main droite pour avoir travaillé treize heures par jour *Islamey* de Balakirev, partition trop athlétique pour sa faible constitution.

« Les faibles doivent mourir », prétendait pourtant ce fils de diplomate. Il s'engagea dans la carrière militaire. Chez les cadets de Moscou, il réalisa que la force n'était pas dans le maniement des armes mais dans la capacité de créer. *« Ma voie est celle d'un génie*, déclarait-il en toute simplicité à sa première petite amie, *le génie est au-dessus de Dieu. »* Scriabine allait lire Nietzsche, se prendre pour Zarathoustra, sanctifier le rire et la joie, prêcher à des villageois suisses la doctrine socialiste, faire des enfants à une femme, Tatiana de Schloezer, qu'il n'épouserait jamais (la première ayant toujours refusé de divorcer), jeter définitivement aux orties sa jaquette de petit-bourgeois, et vivre librement, superbement – bien que sordidement parfois – la vie extravagante des artistes symbolistes de l'époque : théosophe, cosmopolite, dispendieux avec l'argent des autres, impitoyable avec son mécène privilégié (le chef d'orchestre Sergueï Koussievitski (2), créateur du *Poème de l'extase*), effroyablement idéaliste, visionnaire toujours, toujours insatisfait. Chef de file des écrivains symbolistes en France, Mallarmé avait entamé *le Livre*, concentré pluridimensionnel de tous les livres existants. Scriabine, lui, avait dans l'esprit un « Mystère » qu'il ne réalisa jamais, mais que décrit ainsi sa fille, Marina Scriabine : *« Une œuvre d'art total où s'entrelaceraient, dans une trame serrée, contrapuntique, musique, paroles, lumières, gestes, parfums, et même goûts et contacts (caresses). »* Des désirs démiurgiques du musicien étaient déjà nés le *« non finito »* cagien (*« vos œuvres n'ont ni début ni fin »*, lui reprochait son maître Taneïev), la mélodie de timbres, la dissonance généralisée par superpositions thématiques, l'utilisation coloriste et impressionniste du clavier à l'exclusion du rythme et de la forme, et surtout un système de dépendance systématique de tous les paramètres sensitifs, celle des sons et des lumières passant en particulier par l'invention d'un clavier lumineux pour *Prométhée*.

Jeune, Scriabine s'endormait avec une partition de Chopin sous l'oreiller. En Suisse, on lui tendit un enfant mourant pour qu'il lui imposât les mains : il s'enfuit, effrayé. Et lui qui croyait ferme que le ciel, la terre et toutes les créatures vivantes cesseraient d'exister dès qu'il les effacerait de sa pensée, mourut d'une piqûre de mouche charbonneuse à la lèvre. *« Le seul mal absolu, c'est la nullité »*, lança-t-il de son lit de mort. Comme disait Rimski-Korsakov – partageant en cela l'opinion de toute la musique officielle russe, Rachmaninov excepté, – *« il se pourrait bien qu'il fût fou ».*

Friedrich Gorenstein a aimé cet artiste déraisonnable, cet amoureux de l'humanité qui avait lu Marx avec intérêt, lui avait concédé *« un aspect novateur »*, mais *« dans les limites du matérialisme, bien entendu »*... Gorenstein s'est exilé d'Union soviétique sans avoir été officiellement opposant : anticonformiste jusqu'à la non-dissidence, ce n'est pas fréquent. L'auteur et son héros ont cette singularité en commun. D'où leurs rapports livresques, d'une exemplaire cordialité. Gorenstein a puisé ses dialogues dans le travail des musicologues (3), distribué les citations à la diable, ponctué sa biographie romancée de vrais extraits des *Carnets* du musicien, de poèmes (ceux de Konstantin Balmont, autre extravagant inspiré), de textes sortis de leur contexte, coupés, montés, décortiqués. Scriabine croyait à la réincarnation : il avait raison. Gorenstein allait s'en charger.

ANNE REY

★ *Scriabine*, de Friedrich Gorenstein, traduction Anne Coldefy-Faucard. Editions Calmann-Lévy, 180 pages, 98 F.

(1) Un disque récemment paru dans la collection « Saison russe » (distribution Harmonia Mundi) permet d'entendre plusieurs préludes, études et mazurkas de Scriabine interprétés par les grands pianistes de l'époque et par le compositeur lui-même sur piano mécanique (*le Monde* du 20 février 1992).

(2) Plus connu en Occident sous son nom de Serge Koussevitzky. Il fut le patron de l'Orchestre symphonique de Boston.

(3) Le seul ouvrage à la fois biographique et musicologique en français est la remarquable étude de Manfred Kelkel, *reprint* d'une thèse de doctorat, éditée en 1978 par Honoré Champion.

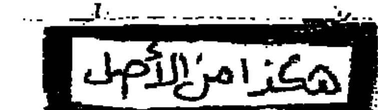
L'Est présent à Radio-France

« Présences », c'est ce festival boulimique de créations tous azimuts auquel notre société de radio consacre depuis l'an dernier, conformément à sa mission de service public, toutes ses forces imaginatives et logistiques : une dégelée de concerts gratuits, une grande opération « portes ouvertes » démocratique. « Présences 93 » n'accueille cette année pas moins de cinquante-deux compositeurs, dont, pour un bon tiers d'entre eux personne n'a à peu près jamais entendu parler. Soixante-cinq œuvres seront ainsi jouées, entre le 6 et le 27 février, au cours de dix-huit concerts, dont dix-sept procèdent de commandes spécifiques. Détail à ne pas négliger : les compositeurs invités seront russes pour trente d'entre eux, aux côtés de vingt-deux Français. Parmi les œuvres exécutées, quarante et une auront été composées dans l'ex-Union soviétique.

Ces grandes manœuvres musicales franco-russes ont eu un ambassadeur du côté de l'Oural, le compositeur Edison Denisov, et un consul français en la personne de Jean-Pierre Armengaud, pianiste branché de longue date sur ce vaste univers musical en grande partie inexploré, interprète privilégié de Denisov. A noter encore une heureuse coïncidence bibliographique. Les *Conversations de Jean-Pierre Armengaud avec Edison Denisov* vont paraître, aux Editions Plume, pendant la durée du Festival.

A. R.

★ Festival « Présences 93 », du 6 au 27 février, Maison de Radio-France, tél. : 42-30-15-16.



هكذا من الأصل

Bibliographie

La seconde mort de Marlene

TROIS livres sont parus coup sur coup quelques mois à peine après la mort de Marlene Dietrich, le 6 mai 1992. Deux sont d'auteurs français, Alain Bosquet et Louis Bozon, qui l'ont fréquentée longtemps, le premier par téléphone lors des dernières années de sa vie, et le second depuis plus de trente ans et sans intermédiaire. Le troisième est écrit par Maria Riva, la fille unique de la star, qui, sous couvert d'objectivité et de précision, voudrait «tuer» sa mère une seconde fois. Mieux vaut s'en tenir finalement à son autobiographie, parue en 1984, où elle dessinait elle-même les contours de sa légende.

«J'ai décidé d'écrire ce livre afin de dissiper de nombreux malentendus me concernant... afin qu'à l'avenir on ne s'interroge plus pour savoir où est la vérité, où est le mensonge. Je désire surtout ne pas déformer les quelques épisodes de ma vie. Et d'abord pour ceux qui m'aiment ou se souviendront de moi.» Ainsi Marlene Dietrich présentait-elle son autobiographie, *Marlene D.*, dont la traduction française parut en France chez Grasset en 1984. Excédée qu'on écrivît sur elle tout et n'importe quoi, elle donnait la version officielle de «sa vérité» et de «sa légende». Version qu'on n'a aucune raison de récuser. De sa retraite de l'avenue Montaigne à Paris, Marlene Dietrich surveillait ce qui était publié à son propos. Elle est morte depuis moins d'un an, et la voilà comme passée dans le domaine public. Personne n'a plus à se gêner ou à prendre garde. On entre, avec le livre, dans l'époque des «révélations».

Marlene Dietrich. Un amour par téléphone. C'est d'Alain Bosquet (1). Norma, son épouse, travailla comme secrétaire chez Marlene au cours des quinze dernières années de sa vie. Il ne l'a jamais rencontrée, mais elle lui a beaucoup téléphoné, elle lui a envoyé des lettres comme on envoie des bouquets. Alain Bosquet en est fier, et cela se comprend. C'est un poète, il écrit bien. Son petit livre, finement ciselé, retrace, sans aller trop loin dans la confidence, l'histoire d'un rapport privilégié. Mais le portrait esquissé de «*Madame Dietrich*», confinée en son appartement, renvoie celui de l'auteur en un effet miroir. Est-ce le narcissisme littéraire qui pousse Alain Bosquet à reproduire ici l'article qu'il donna au *Monde* en décembre 1991 pour le quatre-vingt-dixième anniversaire de Marlene ?

Avec un titre qui brave le ridicule, *Marlene, la femme de ma vie* (2), Louis Bozon dame le pion à Alain Bosquet. Animateur de radio et de télévision, il est entré dans l'intimité de la star il y a trente ans. Il l'a accompagnée jusqu'aux derniers temps de sa vieillesse, elle lui avait donné une clé de son appartement où il pouvait venir quand il voulait. Il n'en a, certes, pas abusé, mais cela lui permet de nous raconter aujourd'hui, dans le style d'un adolescent bien appliqué à sa composition française, les petits plats mitonnés pour lui par Marlene à domicile, les tête-à-tête et les sorties, l'amitié de la dame et ses caprices, ses excentricités et sa solitude. «*Marlene m'a choisi.*» Quel doux gargarisme ! Louis Bozon est ravi d'avoir été une sorte de complice et un fidèle servant de la vieille dame, qui l'appelait «mon ange» et le faisait tourner en bourrique. Ravi, malgré quelques scrupules rapportés dans son livre, de pouvoir, aujourd'hui, sortir du silence qu'il s'était imposé. Et de pouvoir publier dans son récit des extraits d'un entretien finalement accordé par Marlene Dietrich, mais difficilement réalisé (et, d'ailleurs, d'un intérêt très limité).

On remarquera que Louis Bozon, depuis la disparition de Marlene, se sent tristement orphelin. Ce n'est pas le cas de la fille légitime de Rudolf Sieber et de Maria Magdalena Dietrich, Mme Maria Riva, auteur d'un monumental ouvrage, *Marlene Dietrich par sa fille* (3), dont la traduction française vient de paraître et polarise actuellement toutes les curiosités. Ce pavé de presque ➡



W. WILLING JR/COLL. KOBAL

Marlene Dietrich en 1934.

CINEMA

Tous les films nouveaux

Braindead

de Peter Jackson,
avec Thimothy Balme, Diana Penalver, Elizabeth Moody, Ian Watkin, Branda Kendall, Stuart Devenie.
Néo-zélandais (1 h 45).
Interdit – 16 ans.

Malgré la transformation de sa maman en monstre mort-vivant, bientôt imitée par d'autres habitants de ce village néo-zélandais transformé en lac de sang, un jeune homme parviendra-t-il à filer le parfait amour avec l'épicière du coin ?

VO : Forum Orient Express, handicapés, 1er (42-33-42-26 36-65-70-67) ; U. G. C. Rotonde, 6e (45-74-94-94 36-65-70-73) ; George V, dolby, 8e (45-62-41-46 36-65-70-74).
VF : Rex, handicapés, dolby, 2e (42-36-83-93 36-65-70-23) ; U. G. C. Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59 36-65-70-84) ; U. G. C. Gobelins, handicapés, dolby, 13e (45-61-94-95 36-65-70-45) ; Mistral, dolby, 14e (36-65-70-41) ; U. G. C. Convention, dolby, 15e (45-74-93-40 36-65-70-47) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-47-94).

La Deuda interna

de Miguel Pereira,
avec Juan José Camero, Gonzalo Morales, René Olaguivel, Guillermo Delgado, Leopoldo Aban, Ana Maria Gonzalez.
Argentin (1 h 36).

L'histoire contemporaine de l'Argentine vue d'un petit village à l'écart du monde, à travers un jeune garçon et la relation qu'il noue avec son instituteur.

VO : Latina, 4e (42-78-47-86).

Dr Rictus

de Manny Coto,
avec Larry Drake, Holly Marie Combs, Glenn Quinn, Cliff De Young, Richard Bradford.
Américain (1 h 35).
Interdit – 12 ans.

L'effrayante et loufoque histoire du fils d'un docteur fou qui marche avec brio sur les traces de son père.

VO : Forum Orient Express, handicapés, 1er (42-33-42-26 36-65-70-67) ; George V, dolby, 8e (45-62-41-46 36-65-70-74).
VF : U. G. C. Montparnasse, handicapés, 6e (45-74-94-94 36-65-70-14) ; Paramount Opéra, handicapés, dolby, 9e (47-42-56-31 36-65-70-18) ; Mistral, handicapés, dolby, 14e (36-65-70-41) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-47-94).

L'Instinct de l'ange

de Richard Dembo,
avec Lambert Wilson, François Cluzet, Jean-Louis Trintignant, Hélène Vincent, Marie Trintignant.
Français (1 h 55).

Durant la guerre de 14, parmi les premiers aviateurs militaires, un jeune homme qui se consacre victorieusement à son devoir est en butte à l'ostracisme de ses camarades.

Impérial, handicapés, dolby, 2e (47-42-72-52) ; Ciné Beaubourg, handicapés, dolby, 3e (42-71-52-36) ; Publicis Saint-Germain, dolby, 6e (42-22-72-80) ; Gaumont Champs-Elysées, dolby, 8e (43-59-04-67) ; Gaumont Gobelins *bis* (ex-Fauvette *bis*), 13e (47-07-55-88) ; Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambette, 20e (46-36-10-96 36-65-71-44).

Jeux d'adultes

d'Alan J. Pakula,
avec Kevin Kline, Mary Elizabeth Mastrantonio, Kevin Spacey, Rebecca Miller, E. G. Marshall, Forest Whitaker.
Américain (1 h 40).

Comment le confort paisible et routinier d'un couple sera bouleversé par l'installation de voisins adeptes de l'échangisme.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, dolby, 3e (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, dolby, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Marignan-Concorde, dolby, 8e (43-59-92-82) ; U. G. C. Normandie, dolby, 8e (45-63-16-16 36-65-70-82) ; Sept Parnassiens, dolby, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79).
VF : Gaumont Opéra, dolby, 2e (47-42-60-33) ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8e (43-87-35-43 36-65-71-88) ; Gaumont Gobelins (ex-Fauvette), 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14e (36-65-75-14) ; Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, handicapés, dolby, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96 36-65-71-44).

L'Œil public

de Howard Franklin,
avec Joe Pesci, Barbara Hershey, Stanley Tucci, Jerry Adler, Jared Harris.
Américain (1 h 39).

En 1942, le débonnaire roi de la photo de fait divers est pris dans la guerre des gangs à New-York.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, dolby, 3e (42-71-52-36) ; Gaumont Hautefeuille, dolby, 6e (46-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 36-65-75-08) ; Escurial, dolby, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).
VF : Français, 9e (47-70-33-88) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96 36-65-71-44).

Orlando

de Sally Potter,
avec Tilda Swinton, Billy Zane, Lothaire Bluteau, Charlotte Valandrey, Quentin Crisp.
Britannique (1 h 32).

Quatre cents ans durant, les aventures d'un « Highlander » sentimental et transsexuel.

VO : Forum Orient Express, handicapés, 1er (42-33-42-26 36-65-70-67) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77 36-65-70-43) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Les Montparnos, 14e (36-65-70-42).

La Passion Van Gogh

de Samy Pavel,
avec Irène Jacob, Jean-Pierre Lorit, Philippe Volter, Maria Meriko, Juliette Thierrée, Nicole Riston.
Franco-belge (1 h 30).

Evocation de Van Gogh à travers la réunion de sa famille et de ses proches, quelques jours après le suicide du peintre.

Reflet Logos II, handicapés, 5e (43-54-42-34) ; L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

Peter's Friends

de Kenneth Branagh,
avec Stephen Fry, Kenneth Branagh, Emma Thompson, Hugh Laurie, Imelda Staunton, Alphonsia Emmanuel.
Britannique (1 h 41).

Dix ans plus tôt, ils formaient une joyeuse bande d'étudiants, et se produisaient sur scène en amateurs. Ils se retrouvent dans la grande maison de l'un d'entre eux.

VO : Forum Horizon, handicapés, dolby, 1er (45-08-57-57 36-65-70-83) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; U. G. C. Rotonde, dolby, 6e (45-74-94-94 36-65-70-73) ; U. G. C. Danton, dolby, 6e (42-25-10-30 36-65-70-68) ; U. G. C. Biarritz, dolby, 8e (45-62-20-40 36-65-70-81) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13e (45-80-77-00) ; Mistral, 14e (36-65-70-41).
VF : U. G. C. Opéra, dolby, 9e (45-74-95-40 36-65-70-44) ; Miramar, 14e (36-65-70-39) ; U. G. C. Convention, dolby, 15e (45-74-93-40 36-65-70-47).

Les Visiteurs

de Jean-Marie Poiré,
avec Christian Clavier, Jean Reno, Valérie Lemercier, Christian Bujeau, Marie-Anne Chazel, Isabelle Nanty.
Français (1 h 45).

A l'inverse de Fernandel dans *François Ier*, ce sont cette fois des personnages médiévaux qui sont projetés, pour rire, dans le monde contemporain.

Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, dolby, 2e (47-42-60-33) ; Rex, dolby, 2e (42-36-83-93 36-65-70-23) ; Bretagne, dolby, 6e (36-65-70-37) ; Gaumont Hautefeuille, dolby, 6e (46-33-79-38) ; U. G. C. Odéon, 6e (42-25-10-30 36-65-70-72) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (43-59-19-08 36-65-75-08) ; Publicis Champs-Elysées, dolby, 8e (47-20-76-23) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; U. G. C. Lyon Bastille, dolby, 12e (43-43-01-59 36-65-70-84) ; Gaumont Gobelins (ex Fauvette), handicapés, dolby, 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (36-65-75-14) ; Montparnasse, dolby, 14e (43-20-12-06) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (48-28-42-27) ; U. G. C. Maillot, 17e (40-68-00-16 36-65-70-61) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96 36-65-71-44).

Sélection

Arizona Dream

d'Emir Kusturica,
avec Johnny Depp, Jerry Lewis, Faye Dunaway, Lili Taylor, Vincent Gallo, Paulina Porizkova.
Américano-français.

Kusturica bricole une étrange machine volante faite de tendresse et d'humour, de souvenirs de cinéma et de regard écarquillé sur l'Amérique d'aujourd'hui, de lyrisme généreux et d'onirisme sans apprêt, et fait décoller les salles.

VO : Forum Horizon, handicapés, Dolby, 1er (45-08-57-57 36-65-70-83) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77 ; 36-65-70-43) ; U. G. C. Danton, Dolby, 6e (42-25-10-30 ; 36-65-70-68) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; U. G. C. Champs-Elysées, handicapés, Dolby, 8e (45-62-20-40 ; 36-65-70-88) ; Max Linder Panorama, THX, Dolby, 9e (48-24-88-88) ; La Bastille, handicapés, Dolby, 11e (43-07-48-60) ; Escurial, dolby, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (43-35-30-40) ; Mistral, 14e (36-65-70-41) ; U. G. C. Convention, 15e (45-74-93-40 36-65-70-47).
VF : U. G. C. Montparnasse, 6e (45-74-94-94 ; 36-65-70-14) ; U. G. C. Gobelins, 13e (45-61-94-95 ; 36-65-70-45).

Bhumika

de Shyam Benegal,
avec Smita Patil, Anant Nag, Amrish Puri, Naseeruddin Shah, Sulabha Deshpande, Amol Palekar.
Indien (2 h 22).

Benegal épouse toutes les règles du grand mélo indien, et les magnifie pour mieux les transformer en pamphlet contre l'oppression, et en superbe portrait de femme, superbement interprétée par Smita Patil.

VO : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

Et la vie continue

d'Abbas Kiarostami,
avec Farhad Kheradmand, Puya Paevar, les habitants de Roudhar, Rostamabad.
Iranien (1 h 31).

A la recherche de deux enfants dans les décombres de l'Iran, un père et son fils rencontrent la vie même, c'est tout simple, c'est une merveille.

VO : Utopia, 5e (43-26-84-65).

Finzan

de Cheick Oumar Sissoko,
avec Diarrah Sanogo, Oumar Namory Keita, Balla Moussa Keita, Koti, Sadou Toure, Hélène Diarra.
Malien (1 h 47).

Un pamphlet contre l'oppression traditionnelle des femmes en Afrique qui est aussi la chronique d'un village, émouvante, subtile et drôle.

VO : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) ; Utopia, 5e (43-26-84-65) ; Trianon, 18e (46-06-63-66).

Maris et Femmes

de Woody Allen,
avec Woody Allen, Mia Farrow, Judy Davis, Sydney Pollack, Juliette Lewis, Liam Neeson.
Américain (1 h 47).

Entre humour très drôle et virulente noirceur, Woody Allen réussit le double tour de force de transformer une composition théâtrale en vrai et grand cinéma, et de refléter tout un chacun au miroir de ses personnages habituels.

VO : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26 ; 36-65-70-67) ; Action Ecoles, 5e (43-25-72-07 ; 36-65-70-64) ; U. G. C. Danton, 6e (42-25-10-30 ; 36-65-70-68) ; U. G. C. Triomphe, handicapés, Dolby, 8e (45-74-93-50 ; 36-65-70-76) ; U. G. C. Opéra, 9e (45-74-95-40 ; 36-65-70-44) ; La Bastille, Dolby, 11e (43-07-48-60) ; Sept Parnassiens, Dolby, 14e (43-20-32-20).

Les Nuits fauves

de Cyril Collard,
avec Cyril Collard, Romane Bohringer, Carlos Lopez, Corine Blue, Claude Winter, René-Marc Bini.
Français (2 h 10).
Interdit – 12 ans.

Surtout pas un film « sur » (l'amour, le sida, la vie moderne, le cinéma, etc.), mais un film avec, avec rage et tendresse, avec appétit et confusion, et avec des gens, vrais.

Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; U. G. C. Triomphe, Dolby, 8e (45-74-93-50 ; 36-65-70-76) ; Les Montparnos, 14e (36-65-70-42).

Qiu Ju une femme chinoise

de Zhang Yimou,
avec Gong Li, Lei Lao Sheng, Ge Zhi Jun, Liu Pei Qi, Yang Liu Chun.
Chinois (1 h 40).

De la quête obstinée d'une jeune paysanne pour la reconnaissance de son bon droit, Zhang fait le fil rouge d'une fable ironique et subtile, occasion de découvrir une Chine à ras de terre, simple et inconnue, et bon prétexte pour passer un moment avec la toujours aussi belle Gong Li.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, Dolby, 3e (42-71-52-36) ; Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13e (45-80-77-00) ; Bienvenüe Montparnasse, Dolby, 15e (36-65-70-38).

Festivals

Des Wallons à Paris

A l'invitation du Centre Wallonie-Bruxelles de Paris, dix cinéastes belges francophones ont sélectionné chacun un de leurs longs-métrages. Du *Rendez-vous à Bray*, réalisé par André Delvaux au début des années «septante», à *Toto le héros*, premier film de Jaco van Dormaël, Caméra d'or à Cannes 91, via *Toute une nuit* de Chantal Akerman ou encore *Dust* de Marion Hansel, ces cartes blanches s'achèveront sur l'avant-première de *la Sévillane*, de Jean-Philippe Toussaint, avec Mireille Perrier, Jean Yanne et Tom Novembre.

Jusqu'au 6 février, «Un soir, mon film» : séances à 18 h 30 et 20 h 30. Tél. : 42-71-26-16.

Acteurs à Saint-Denis

Exclusivement consacré à ceux qui sont devant la caméra, le festival «Les acteurs à l'écran» de Saint-Denis, septième du nom, enchaîne hommages et portraits, de Pierre Dux à Jerry Lewis en passant par Jiri Menzel, Dominique Sanda, Yves Afonso et les comédiens de la nouvelle vague. Le prix Michel-Simon récompensera, comme chaque année, une jeune actrice et un jeune acteur, révélations françaises du «cru 92».

Du 1er au 14 février. Tél. : 49-33-66-88.

Marseille se souvient

Occupation, collaboration, haine raciale et déportation : les maux d'une période tourmentée de l'Histoire dont le souvenir, plus que jamais, doit aider à se prémunir. La Maison méditerranéenne de l'image à Marseille retrace cette époque grâce à une forte programmation : *le Chagrin et la pitié*, de Marcel Ophuls, *l'Armée des ombres*, de Jean-Pierre Melville, *Au revoir les enfants*, de Louis Malle, *le Dictateur*, de Charlie Chaplin, *Monsieur Klein* et *le Garçon aux cheveux verts*, de Joseph Losey, et trois courts-métrages, dont le bouleversant *Nuit et brouillard*, d'Alain Resnais.

Jusqu'au 2 février. Tél. : 91-56-08-09.

New-York-Rennes

Après Londres, Rome et Berlin, le festival «Travelling» de Rennes part à la découverte de New-York, inspiratrice, parfois muse, de nombreux réalisateurs, de Chaplin à Spike Lee, en passant par Capra, Mankiewicz, Wilder, Minelli, Kazan, Allen, Wenders, Cassavetes... Au total, trente films pour cette rétrospective exploratice, accompagnée de gros plans sur Samuel Fuller, Andy Warhol, Sidney Olcott, d'une intégrale Martin Scorsese et de nombreuses séances spéciales et rencontres. Le festival propose également des compétitions de courts et longs-métrages «urbains», et un hommage au décorateur Pierre Guffroy.

Du 1er au 9 février. Tél. : 99-35-15-45 (à partir du 1er février) ou 99-33-51-76.

LA SÉLECTIO[N]

La seconde mo[rt] de Marlene



DE LA SEMAINE

➡

neuf cents pages n'a pas été écrit dans l'urgence et la précipitation. On le sent longuement médité, préparé en vue de devenir le livre de référence. Maria Riva – elle tient au moins cela de sa mère – est une femme intelligente, peut-être aussi bien entourée et bien conseillée.

Née le 13 décembre 1924, fille unique d'un couple qui vécut séparé mais ne divorça jamais, Maria Riva a reconstitué fort habilement, comme dans *Autant en emporte le vent* (qui devint d'ailleurs pour elle, lorsqu'elle le découvrit, «une sorte d'étoile polaire»), tout un monde d'autrefois : l'Allemagne de Guillaume II où naquit sa mère, le Berlin des années 20, l'Hollywood des années 30, la deuxième guerre mondiale, etc. Mais tous les personnages sont vrais dans ce roman dont elle est la narratrice – inspirée, au point de citer dans les moindres détails des conversations tenues il y a cinquante ou soixante ans, la décoration des maisons et des places traversées, les menus de restaurants chics fréquentés au cours de voyages en 1933 et 1938...

Maria Riva les a placés et déplacés comme des pions sur l'échiquier de ses souvenirs... authentifiés de temps à autre par des extraits du journal intime de sa mère adolescente, des lettres, des télégrammes, des documents de famille. A la longue, le procédé se révèle fastidieux, mais certaines scènes, comme le départ en catastrophe de France au moment de la déclaration de guerre, ont quelque chose d'émouvant.

Quant au portrait sans fard et sans légende de Marlene Dietrich qui est la raison d'exister de tout ce travail, il est aussi peu flatté que celui de Scarlett O'Hara par Margaret Mitchell. En fait, c'est pis : arriviste, sans cœur, prête à coucher avec n'importe qui, homme ou femme (mais avec une préférence pour les femmes), Dietrich, reine et star, manipule son mari, sa fille, son entourage, ses amants, ses maîtresses, ses metteurs en scène (à commencer par son créateur Josef von Sternberg). Elle est toujours en situation. Chacun de ses gestes, chacune de ses paroles sont calculés.

Présente sur les plateaux des films tournés par Sternberg (elle fut même Catherine II enfant dans l'Impératrice rouge), Maria Riva ne décrit l'acharnement professionnel de sa mère que pour la rendre plus antipathique. Elle n'y parvient pas parce que, de révélations en révélations distillées avec une suave perversité, elle en fait trop. On est bientôt écœuré par les détails qui rabaissent Marlene, dans le privé, à une femme obsédée par le besoin de nettoyer les toilettes à l'alcool chirurgical avant de les utiliser, trimbalant sa poire à injection vaginale. Encore n'est-ce qu'un début. On touche au sordide avec la description de la décrépitude physique de la vieille dame recluse, qui a sombré dans l'alcoolisme et souille son lit.

Etre la fille de Marlene Dietrich n'était pas forcément un sort enviable. On peut admettre les blessures affectives de l'enfance et de l'adolescence, le complexe d'infériorité devant une mère trop belle, trop célèbre, et trop anticonformiste. Mais cette revanche sur le tard, par une fausse et froide objectivité, ces ragots recuits au feu du puritanisme anglo-saxon, ce saccage bien ordonné d'une vie, d'une carrière, d'une réputation, d'une personne humaine, c'est comme une seconde mort infligée à Marlene.

Ce livre, on aurait préféré ne jamais avoir à le lire. Il faut le traiter par le mépris.

JACQUES SICLIER

(1) Editions La Différence, 150 p. ill., 79 F.
(2) Editions Michel Lafon, 260 p. ill., 119 F.
(3) Flammarion. 866 p. ill., 160 F.

Court à Clermont-Ferrand

Souvent imité, jamais égalé, le Festival du court-métrage de Clermont-Ferrand affiche, pour sa quinzième édition, un programme toujours aussi généreux : cent trente-cinq titres en compétition nationale ou internationale (plus de quarante pays représentés), deux rétrospectives («Le court américain des cinq dernières années» et «Les petits plats dans l'écran»), un programme africain francophone et le traditionnel marché du court (1200 titres en 92).

Du 29 janvier au 6 février. Tél. : 73-91-65-73.

Rotterdam

Cultivant son éclectisme, la vingt-deuxième édition du festival de Rotterdam accueille des rétrospectives d'Abel Ferrara et de Michael Haneke, une section «grandeur locale» consacrée aux identités culturelles, un programme sur la liberté d'expression des cinéastes et ses limites, ainsi qu'une étonnante sélection de comédies du monde islamique.

Du 28 janvier au 7 février. Tél. : 19-31-104-118-080.

Séance spéciale

Hommage à Noureev

La Cinémathèque de la danse rend hommage à l'un des plus grands danseurs du siècle, au cours de trois séances à l'Opéra Garnier. Au programme : la biographie filmée, *Noureev*, de Patrice Foy, la version intégrale du *Jeune homme et la mort*, film réalisé et chorégraphié par Roland Petit, et *Noureev, mémoire d'une Bayadère*, de Catherine Dupuis.

Le 31 janvier à 12 h, 16 h 30 et 20 h. Entrée : 40 F, locations aux caisses de l'Opéra de 11 h à 18 h.

La sélection « Cinéma » a été établie par : Jean-Michel Frodon

Les entrées à Paris

Les dents solidement plantées dans le box-office, *Dracula* domine toujours la situation avec 160 000 spectateurs en deuxième semaine, soit le quart du public parisien, dans une «méga-combinaison» de 50 salles. Malgré une hémorragie de 37 % de ses entrées, il parvient ainsi à plus de 415 000 en quinze jours. Les deux réussites de ce début d'année n'en souffrent guère : *Arizona Dream* poursuit son vol de rêve avec encore 35 000 entrées dans seulement 14 salles, soit un total de 130 000 en trois semaines, tandis que, sur la même durée, *les Experts* dépasse les 180 000 grâce à plus de 40 000 curieux dans 36 salles.

Parmi les neuf nouveaux films de la semaine, deux seulement atteignent des résultats significatifs. En tête, *Et au milieu coule une rivière* draine 48 000 fans de Redford et de la pêche à la mouche dans un modeste circuit de 13 salles, alors que *Candyman* fait frissonner près de 40 000 amateurs devant 27 écrans. Et *Crying Game* n'a pas à fondre en larmes, avec son honnête 12 000 en 8 salles. Pas beaucoup d'avenir, en revanche, pour *About Love Tokyo*, *l'Absence*, *Finzan*, *Freud quitte la maison*, *l'Œil qui ment* ou *Vent d'est*, tous à moins de 3 500.

La semaine du 20 au 26 janvier aura également vu tous les champions de la période des fêtes 1992 atteindre un nouveau palier. Par ordre chronologique, *Sister Act* en neuf semaines arrive à plus de 600 000, *la Crise* – seul français de la bande – en huit semaines à plus de 500 000, *Bodyguard* en sept semaines à plus de 600 000, *Maman, j'ai encore raté l'avion* en six semaines à plus de 400 000 et *La mort vous va si bien* en cinq semaines à plus de 300 000.

(Source des chiffres : Le Film français.)

MUSIQUE





D.R.

Tonton David.

Classique

Jeudi 28 janvier

Brahms
Zigeunerlieder

Fauré
Mélodies

Wolf

Mahler
Lieder
Brigitte Fassbaender (mezzo-soprano).
Wolfram Rieger (piano).

Le Musée d'Orsay s'est assuré la collaboration des missions diplomatiques et des instituts culturels à Paris pour une série intitulée « Concert des nations », contrepoint de l'exposition « 1893 : l'Europe des peintres » qui arrive sous le même toit le 25 février. Soit douze programmes dédiés aux douze pays de la Communauté. Règle du jeu : des interprètes autochtones mêlent à chaque fois à une œuvre française des partitions de leur nationalité. C'est ainsi que, dans la voix d'une mezzo allemande, se retrouvent en bon voisinage Wolf, Mahler, Brahms et Fauré.

Musée d'Orsay, 20 h 30. Tél. : 40-49-48-27. 120 F.

Rossini
Le Siège de Corinthe, ouverture
Mélodies

Gounod
Faust, extraits

Massenet

Verdi
Mélodies

Tchaïkovski
Mélodies
Eugène Onéguine, extraits

Puccini
Airs d'opéras
Raina Kabaivanska (soprano).
Chœur et orchestre Paris-Sorbonne,
Jacques Grimbert (direction).

Une soprano italienne d'origine bulgare pour laquelle les hommages se multiplient : un double album chez RCA ; et ce récital au grand amphi de la Sorbonne ; plus un disque de « hits » chez Media 7. Cette voix avait l'intensité expressive, l'accomplissement technique. La technique est restée, le vibrato s'est fâcheusement intensifié.

Amphithéâtre de la Sorbonne, 20 h 30. Tél. : 42-62-71-71. De 150 F à 390 F.

Bach
Concertos brandebourgeois, intégrale
The Amsterdam Baroque Orchestra,
Ton Koopman (direction).

Non, ces fameux concertos n'ont pas tout dit d'eux-mêmes : Koopman est toujours en tête des « baroqueux » pour les dynamiter.

Opéra-Comique, salle Favart, 20 heures. Tél. : 42-86-88-83. De 40 F à 190 F.

Samedi 30

Berg
Suite lyrique

Mahler
Le Chant de la Terre
Dalia Schaechter (mezzo-soprano),
Thomas Moser (ténor),
Orchestre national de France,
Jeffrey Tate (direction).

Œuvre dodécaphonique dont la création, dans la version pour quatuor à cordes, connut un éclatant succès en 1927 à Vienne, la *Suite lyrique* fut transcrite ultérieurement pour orchestre de chambre par Berg lui-même et fut applaudie tout autant. C'est que s'y concentre la passion. Ajoutée au cycle vocal de Mahler, où brillera vraisemblablement le grand Thomas Moser (la mezzo nous est inconnue), voici une suite où l'on attend un Orchestre national en grande forme. Tate et Berg y poursuivront si tout va bien une histoire d'amour passée par *Lulu* au Châtelet.

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73. De 50 F à 175 F.

Bartok
Portraits
Concerto pour piano et orchestre n° 3

Prokofiev
Suite symphonique op. 33
Suite scythe
Jacques Prat (violon).
Zoltan Kocsis (piano).
Orchestre philharmonique de Radio-France,
Marek Janowski (direction).

Ultime ouvrage de Bartok, laissé inachevé pour les quatorze dernières mesures, le *Troisième Concerto pour piano* marque apparemment le retour du compositeur hongrois à une sérénité néo-classique. Kocsis, arrière-petit-fils spirituel de Bartok, a comme lui le sang trop bouillant pour réaliser sans tensions ce genre de « retour ». Alors, suspense...

Châtelet. Théâtre musical de Paris, 20 h 30. Tél. : 40-28-28-40. De 70 F à 200 F.

Mozart
Concerto pour piano et orchestre n° 17

Tchaïkovski
Symphonie n° 1 « Rêves d'hiver »
Pierre-Laurent Aimard (piano),
Orchestre national d'Ile-de-France,
Urs Schneider (direction).

Encore du piano, encore du Mozart, encore un concerto de Mozart ? Pas du tout. Pierre-Laurent Aimard joue ces œuvres rabâchées comme personne, peut-être parce qu'il joue Webern mieux que personne, sans doute parce que sa culture musicale est supérieure à celle de ses contemporains. Il remplace Franck Brayley, prend le risque de la décentralisation en lointaine banlieue en compagnie de l'ONIF : coup de dé.

Ris-Orangis. Centre Robert-Desnos, 20 h 45. Tél. : 69-06-72-72. De 110 F à 150 F.

Lundi 1er février

Schubert
Wanderer-Fantaisie
Impromptus

Liszt
Année de Pèlerinage,
Italie deuxième année
Liebestraume
Michel Dalberto (piano).

Schubert/Liszt : voici un programme où soufflent le chaud et le froid, que n'ont guère affronté par le passé qu'un Sofronitski, un Lazar Berman. De tels ancêtres, une concurrence de cette veine ne font pas craindre pour Michel Dalberto, dont on aura remarqué les apparitions chaque soir sur France 3 du 23 au 29 janvier (notre supplément radio-télévision daté 24 et 25 janvier). Avec ses allures de play-boy de *soap opera*, le Français joue du piano avec une réelle force intérieure, aucun narcissisme, une constante exigence. Beaucoup d'entre les critiques ont parié gros sur Michel Dalberto.

Théâtre des Champs-Elysées, 20 h 30. Tél. : 49-52-50-50. De 40 F à 290 F.

Mardi 2

Bach
Partita pour clavecin BWV 828

Beethoven
Trente-deux Variations pour piano sur un thème original

Schumann
Kreisleriana

Copland
El Salon Mexico
Pedro Burmester (piano).

Un nouveau venu, né au Portugal, sur le marché trop encombré des jeunes pianistes doués. Avec cette spécificité : Burmester a fait de Bach sa spécialité et a déjà publié trois disques d'œuvres de ce compositeur dans son pays.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-05-07. De 60 F à 180 F.

Schubert
Quatuor à cordes D 887
Quintette pour deux violons, alto et deux violoncelles D 956
Heinrich Schiff (violoncelle).
Quatuor Alban Berg.

On ne fera à personne l'insulte de gloser sur ce programme et ses interprètes. C'est ontologique, biblique. Ce sont les Berg, avec leur partenaire violoncelliste habituel. Une production Jeanine Roze. L'équivalent à l'échelle de la musique de chambre de la Philharmonie de Berlin, attendue salle Pleyel ce même mois.

Théâtre des Champs-Elysées, 20 h 30. Tél. : 49-52-50-50. De 40 F à 290 F.

Daugherty
Eurhythmic Toccata

Halffter
Adieu

Xenakis
Naama

Solal
Improvisations pour cordes pincées

Andriessen
Ouverture pour Orphée

Miereanu
Limping Rock

Ferrari
Programme commun pour clavecin et bande

Ligeti
Continuum
Elisabeth Chojnacka (clavecin).

Bien que toute petite, fluette, souple comme une belette, Elisabeth Chojnacka constitue à elle seule un continent de musique de ce siècle. Si l'on parle évidemment non de sa corpulence mais du nombre de partitions que lui ont dédiées des compositeurs de notre époque. Ce programme, conçu pour le Festival Sons d'hiver en Val-de-Marne, n'en représente qu'un choix restreint.

Ivry-sur-Seine. Théâtre, 20 h 30. Tél. : 46-70-21-55. De 70 F à 110 F.

Régions

Bordeaux

Beethoven
Coriolan, ouverture
Concerto pour piano et orchestre n° 3
Symphonie n° 7
Jean-Claude Pennetier (piano),
Orchestre national Bordeaux-Aquitaine,
Hans Graf (direction).

Désormais rompu au grand répertoire symphonique, l'Orchestre de Bordeaux-Aquitaine peut affronter sans crainte l'univers beethovénien. Et Pennetier mériterait d'être sous contrat avec une grande maison de disques à la distribution internationale.

Les 27 et 28. Palais des sports, 20 h 30. Tél. : 56-52-75-21. De 80 F à 95 F.

Cannes

Kodaly
Danses de Galanta

Chostakovitch
Concerto pour violoncelle n° 1
Symphonie n° 1
Mstislav Rostropovitch (violoncelle),
Orchestre de Cannes-Provence-Côte d'azur,
Philippe Bender (direction).

Le MIDEM rend hommage à la carrière de Rostropovitch. Un musicien protéiforme qui n'est jamais meilleur que dans son rôle de violoncelliste.

Le 28. Palais des Festivals, 20 h 30. Tél. : 92-98-62-77. De 150 F à 250 F.

La Rochelle

Mendelssohn
Elijah
Soile Isokoski (soprano),
Monica Groop (mezzo-soprano),
John Mark Ainsley (ténor),
Petteri Salomaa (basse),
La Chapelle royale,
Collegium Vocale de Gand,
Orchestre des Champs-Elysées,
Philippe Herreweghe (direction).

Grande pièce néo-classique, *Elijah* de Mendelssohn est un morceau de choix pour Herreweghe et les ensembles dont il a la charge.

Le 2 février. La Coursive. 20 h 30. Tél. : 46-51-54-00. 135 F.

Jazz

Rive-de-Gier (Loire)

Tous les ans, Rive-de-Gier lance les opérations. Avec une pointe de superstition, on se dit que c'est bon signe, que le premier festival de l'année, à quatre lieues de Lyon, va donner le ton. Incertitudes heureuses (Montera, Marc Ribot and Shrek le 28), pointures attendues (Gaslini, Bergonzi, le 29), révélations (Steve Coleman, le 30), nouveautés continentales (Human Chain) et bien entendu ce Dimitri Naiditch dont le programme rappelle, non sans malice, qu'il est sorti *« de l'école secondaire spéciale de musique pour enfants doués »*... Tout cela, à suivre jusqu'au 7 février, se passe dans une salle des fêtes.

Festival de Rive-de-Gier. Tél. 77-75-73-50. Minitel 36-14 Rip. 120 F, tarif réduit 90 F, possibilité d'abonnement.

Sons d'hiver à Choisy-le-roi

Gérard Marais

Guitariste et compositeur remarqué par Louis Sclavis, Gérard Marais l'invite en retour à sa prestation au festival Sons d'hiver. Autres compagnons de route, Henri Texier et Pierre Favre. Autant dire qu'on cartographie parfaitement tous les musiciens, mais qu'on ne sait pas quelle route ils prendront ce soir-là. C'est exactement ce qu'on appelle de la musique improvisée.

Le 30 janvier, dans le cadre du festival Sons d'hiver, au théâtre Paul-Eluard, Choisy-le-Roi. Tél. : 48-90-63-53.

Rock

Tonton David

Le roi du raggamuffin francophone, le poète des barres en chemin de grue, le chantre du saut de tourniquet dans le métro, se donne à voir sur la scène du Bataclan. Spectacle recommandé à ceux qui sont curieux de la vraie vie.

Le 30 janvier à 19 h 30 au Bataclan. Tél. : 47-00-30-12.

➡

LA SÉLECTION

➡

Tournées

Noir Désir

Portés par le succès de *Tostaky*, leur dernier album, les quatre hommes sombres de Bordeaux s'approchent de la capitale dans un grand fracas métallique.

Le 28 janvier, Tours, palais des sports. Le 29, Fontenay-le-Comte, salle des fêtes. Le 30, Angoulême, salle omnisports. Les 1er, 2 et 3 février, Paris, l'Olympia.

Paul Personne

Du blues de qualité, porté par un groupe très cohérent. L'inspiration est peut-être parfois un peu courte, mais la chaleur et la sincérité sont là pour masquer cette légère carence.

Le 28 janvier, Bordeaux, Théâtre Femina. Le 29, Pau, le Zénith. Le 30, Toulouse, salle du Portet. Le 1er février, Montpellier, le Rockstore. Le 2, Nice, théâtre de verdure. Le 3, Aix, le Bois de l'Aune.

Red Hot Texas Blues Revue

Accompagnées par le groupe maison *(house band)* d'Antone's, le club d'Austin, Casbah de la Mecque du rock blues texan, Sue Foley (guitariste, chanteuse) et Lou Ann Barton (chanteuse), devraient transformer les clubs visités en lieux de perdition très fréquentables.

Le 28 janvier, Rennes, l'Ubu. Le 29, Paris, New Morning.

Arrested Development

Ceux qui savent iront voir Arrested Development. Les autres, ceux et celles qui n'aiment pas le rap, pourraient saisir l'occasion d'une conversion, tant la tribu géorgienne fait preuve d'une énergie, d'une joie communicative à laquelle il est difficile de résister.

Le 28 janvier, Montpellier, salle Victoire 2. Le 29, Paris, la Cigale.

The Frank and Walters

Nos amis d'outre-Manche font grand cas de ce groupe. Leur pop anodine ne mérite sans doute pas tant d'honneurs, mais peut-être un détour, provoqué par une curiosité amusée.

Le 2 février, Rouen, l'Exo 7. Le 3, Paris, passage du Nord-Ouest.

Chanson

Marcel Azzola, Lina Bossati

Le roi du piano à bretelles passe en revue finesses et styles de l'instrument. De la musique cajun aux compositions de Tony Murena et Emile Vacher. Lina Bossati est à l'orgue, au piano et au violon. A noter, un autre vétéran de l'accordéon français : Jo Privat, le 29, à la Maison populaire de Montreuil-sous-bois (20 h 30, 70 F. Tél. : 42-87-08-68).

Le 29 à 21 heures. Le Cercle, 77, avenue du Maine. 43-22-50-46.

Arthur H

Un vrai spectacle de music-hall, original et coloré, donné dans un lieu splendide, un chapiteau itinérant construit au début du siècle, par Arthur H et son Bachibouzouk Band. Ondes Martenot, Cristal Bachet, références à la chanson française et voix rocailleuse pour ce jeune chanteur inventif entouré de musiciens de premier ordre.

Jusqu'au 14 février, 20 h 30. Magic Mirrors. Parc de La Villette. Tél. : 42-40-76-10. Loc. FNAC, Virgin. De 120 à 150 F.

Pierre Perret

Retour du chanteur au cœur tendre, fidèle à son incomparable faculté à inventer des mots sous prétexte d'argot, muni de sa guitare et de son sourire moqueur.

Jusqu'au 1er février, 20 h 30. Casino de Paris. 16, rue de Clichy. Tél. : 48-74-15-80. De 140 à 230 F.

Richard Gotainer

L'ex-publicitaire en mal d'humour dans une entreprise de redressement de son image après un album un peu irritant.

Jusqu'au 1er février, Olympia, 20 h 30. Tél. : 47-42-25-49. De 160 à 180 F.

Juliette

Avec orchestre symphonique et piano, une chanteuse dans la tradition française et qui a du tempérament, de l'humour, de la voix et de l'imagination. On attend la révolution.

Les 27, 28 et 29 février, à 20 h 30. Théâtre d'Ivry-sur-Seine. Tél. : 46-70-21-55. 110 F.

Paname Tropical

Entre chansons, rythmes croisés, ces banlieusards de la musique tropicale savent distraire leur public, analyser en riant les tendances de la France multiraciale. Entre jazz improvisé et bal du samedi soir en passant par Brésil, Haïti ou Zaïre.

Sentier des Halles, jusqu'au 12 février. 22 heures. Tél. : 42-36-37-27.

Allain Leprest, Romain Didier

Allain Leprest est un chanteur un peu âpre qui aime les mots joliment collés, les atmosphères un peu troubles, genre brouillard et quais d'Ivry. Romain Didier est un chanteur, pianiste, auteur-compositeur, qui ne dévie en aucun cas des sources de la chanson française. A eux deux, ils tracent les sentiers d'un classicisme décalé.

Le 31 janvier, 20 h 30. Théâtre Silvia Montfort. Tél. : 45-33-66-70.

Zaniboni

Entre rock et chanson, belle voix et présence incontestable en scène. Dommage que Zaniboni se soit laissée coincer dans un personnage un peu trop «cuir». Mais il est réjouissant d'entendre un talent s'exprimer en dehors des sentiers battus.

Jusqu'au 6 février, 20 h 30. Théâtre de Trévise. Tél. : 48-45-27-77.

Musiques du monde

Raul Barboza

Merveilleux accordéoniste, inspiré, qui a su reprendre à son compte l'Argentine de la tradition du *chamame*, rythmes croisés, paysans et métissés. Raul, en toute liberté maîtrisée par la virtuosité, en décrit les aspects les plus contemporains.

Le 28 à 20 h 30. Maison de l'Amérique latine, 217, Bd Saint-Germain. Tél. : 49-54-75-00

Parveen Sultana

Une des plus grandes chanteuses de l'Inde pour un concert unique au Théâtre de la Ville, une semaine après la superbe Sulochana Brahaspati. Des voix incomparables, une qualité musicale rare.

Le 28 janvier à 20 h 30. Théâtre de la Ville. Tél. : 42-74-22-77.

Pedro Bacan

Guitariste flamenco né à Lebrija, en basse Andalousie, chef de famille et rénovateur de la «vraie tradition» qui ne tombe ni dans le piège du flamenco rude ni dans celui des fioritures grand public, Pedro Bacan se produit avec Irène Bacan (chant).

Les 28 et 30 janvier à 19 heures. Auditorium des Halles-Châtelet. Tél. 40-28-28-28.

Tournée

Opéra du Sichuan

La Légende du serpent blanc

Superbe opéra joué, dansé, chanté par la troupe n° 3 de la ville de Chengdu, capitale de l'Etat du Sichuan. La Chine, ses masques, ses couleurs, ses sentiments profonds, ses acrobaties et ses légendes amoureuses.

Le 28 janvier, Belfort, Le Granit. Les 29 et 30, Strasbourg, Le Maillon. Les 2 et 3 février, Colmar, La Manufacture.

La sélection «Classique» a été établie par Anne Rey. «Jazz» : Francis Marmande. «Rock» : Thomas Sotinel. «Chanson» et «Musiques du monde» : Véronique Mortaigne.

SOPHIE STEINBERGER/ENGUERAND

« Les Carabiniers », mise en scène de François Wastiaux à la Cité internationale.

THEATRE

Spectacles nouveaux

Le Badge de Lénine

de Jean-Marie Piemme, *mise en scène* de Philippe Sireuil, avec Patrick Zimmerman et Virginie Thirion.

On n'aura jamais autant parlé des grandes figures du rêve communiste. Le théâtre belge en visite n'y manque pas.

Agora, 110, Grand'Place, 91000 Evry. A partir du 29 janvier. Les vendredi et samedi à 20 h 30. Tél. : 64-97-22-99. Durée : 1 h 20. De 55 F à 85 F.

Cabaret Cami

d'Henri-Pierre Cami, mise en scène de Claude Bonin, avec Valérie Deronzier, Dominique Gras, Alexandre Hasle, Christian Jehanin, *Judith* Levasseur, Thérèse Rousel et Daniel Gibert (pianiste).

Un humoriste du début du siècle tout à la fois Labiche, Bretecher, Averty... et qui sera également à partir du 26 janvier à la MJC de Corbeil-Essonnes (64-96-27-69)

Centre culturel, rue Samuel-Desbordes, 91000 Athis-Mons. A partir du 29 janvier. Les vendredi et samedi à 21 heures, le dimanche à 17 heures. Tél. : 60-48-46-18. 50 F et 80 F.

Cache-cache avec la mort

de Mikhail Volokhov, *mise en scène* de Bernard Sobel, avec Denis Lavant et Hugues Quester.

Texte forcené d'un Russe qui vit à Paris, où il est question de KGB, de mensonges et de mort.

Théâtre, 41, av des Grésillons, 92000 Gennevilliers. A partir du 2 février. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 47-93-26-30. De 25 F à 110 F.

Désir sous les ormes

d'Eugène O'Neill, *mise en scène* de Matthias Langhoff, avec Evelyne Didi, Clovis Cornillac, Jean-Marc Stéhlé, Pierre Meunier, Gilles Privat, Emilien Tessier, Andrew More et Alain Cuny (voix off).

La grande fable biblico-rurale, réaliste et fantasmatique à la fois. L'un des plus beaux spectacles de Matthias Langhoff. Et les comédiens sont splendides.

Théâtre des Amandiers, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. A partir du 28 janvier. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 46-14-70-00. De 25 F à 130 F.

Les Fausses Confidences

de Marivaux, *mise en scène* de Christian Rist assisté de Denis Podalydès, avec Michel Ambert, Simon Bakhouche, Nathalie Baye, Jean-Yves Berteloot, Didier Bezace, Cécile Brune, Alain Mottet, Denis Podalydès, Emmanuel Quatra et Andréa Retz-Rouyet.

Marivaux serait-il notre contemporain, notamment par sa façon de décrire les labyrinthes de la tromperie. Après avoir tourné *Mensonge*, dit-on, Nathalie Baye s'est laissé séduire.

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 16e. A partir du 2 février. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15. 100 F et 140 F.

Les Filles du 5-10-15 c

d'Abla Farhoud, *mise en scène* de Gabriel Garran, avec Tania da Costa, Anne von Linstow, Louise Boisvert, Charles Mayer, en *alternance* Pauline Gaubert, Camille Papillier et Elisa Pinna.

La « tragédie de quat'sous » de jeunes filles libanaises, émigrées à Montréal, qui vivent dans la nostalgie du soleil et l'attente d'on ne sait quoi.

Parc de La Villette (pavillon du Charolais), 211, av. Jean-Jaurès, 19e. A partir du 27 janvier. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 40-03-93-90. 70 F et 100 F.

Le Fils naturel ou les Epreuves de la vertu

de Denis Diderot, mise en scène d'Annette Barthélemy, avec Thomas Cousseau, Ludovic Van Dorm, Marilu, Sandy Ouvrier, Nathalie Goupil, Eric Challier et Lukas Miko.

Premier spectacle des élèves de troisième année.

Conservatoire national supérieur d'art dramatique, 2 *bis*, rue du Conservatoire, 9e. A partir du 30 janvier. Les lundi, mardi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 16 heures. Tél. : 42-46-12-91. Durée : 1 h 30.
Dernière représentation le 2 février.

L'Homme, la Bête et la Vertu

de Luigi Pirandello, mise en scène de Christian Schiaretti, avec Laurent Poitrenaux, Loïc Brabant, Catherine Pietri, Arnaud Decarsin, Jean-Philippe Vidal, Cécile Pillet, Eric Bergeonneau, Jean-Michel Guérin, Chloé Réjon, Hélène Halbin, Didier Galas et Gisèle Torterolo.

L'homme : un instituteur timide. La vertu : sa femme. La bête : un bourlingueur. Le tout, chamboulé par Pirandello.

Orangerie, allée d'honneur du château de Sceaux, 92000 Sceaux. A partir du 29 janvier. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 h 30. Tél. : 46-61-36-67. De 60 F à 120 F.

On ne badine pas avec l'amour

***d'Alfred de Musset,* *mise en scène* de Jean-Pierre Vincent, avec Emmanuelle Béart, Claude Bouchery, Isabelle Carré, Eric Elmosnino, Pierre Forget, Madeleine Marion, Jean-Paul Muel, Nicolas Pignon, Pascal Rambert, Franck Bonnet, Jean-Charles Borrel, Pauline Famelart, Olivier Perrin, Jacques Pszenica et Antoine Tsaoussis.**

A travers Musset, Jean-Pierre Vincent poursuit son exploration du mal de la jeunesse, la jeunesse de tous les temps.

Théâtre des Amandiers, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. A partir du 1er février. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 h 30. Tél. : 46-14-70-00. De 25 F à 130 F.

Sand et Musset

d'après George Sand et Musset, *mise en scène* de Christine Farré, avec Bruno Carna et Christine Farré.

Scènes de ménage chez des artistes célèbres.

Centre culturel de la Clef, 21, rue de la Clef, 5e. A partir du 2 février. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-31-49-27. Durée : 1 h 30. 70 F et 110 F.

La Tempête

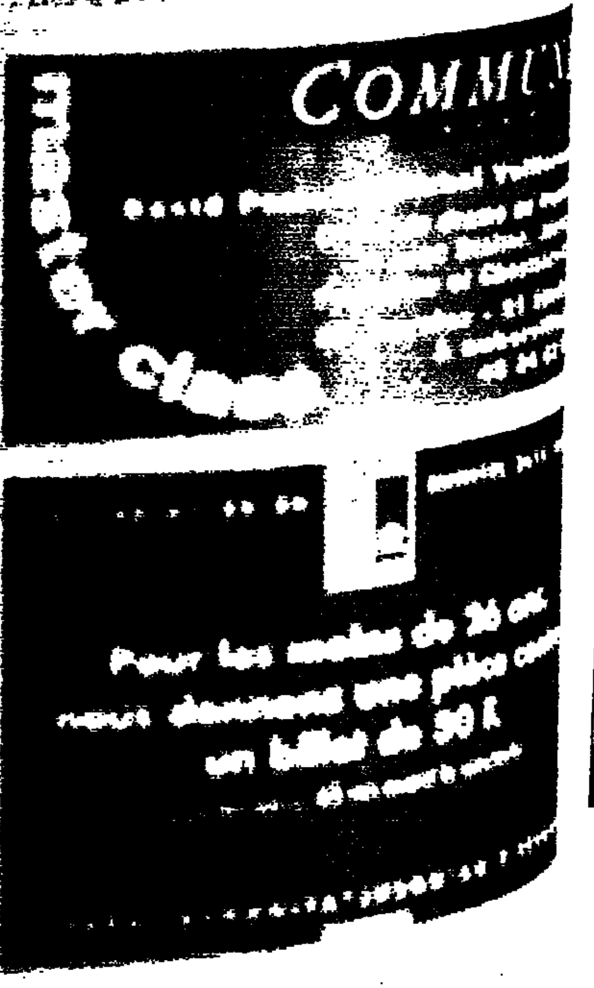
***de William Shakespeare,* *mise en scène* de Mario Gonzales, avec Pierre Fernandès, Philippe Château, Jean-Paul Cathala, Marcel Gaubert, Guillaume Orsat, Jean-Pierre Rigaud, Laurent Ziserman, Jean-Michel Ropers, Noël Camos, Stéphane Metzger, Silvia Cordonnier et Pierre Martinet-Bigot.**

Masques et féerie. La dernière œuvre de Shakespeare vue par un poète funambule, dont le pays est le théâtre.

Cartoucherie-Théâtre de la Tempête, route du Champ-de-Manœuvre, 12e. A partir du 29 janvier. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 43-28-36-36. De 50 F à 110 F.



LA SÉLECTION DE LA SEMAINE





Paris

Fantaisies Kafka

de Jean-Louis Besson
et Jean Jourdheuil,
mise en scène
de Jean Jourdheuil
et Jean-François Peyret,
avec François Chattot, Anne Durand, Michel Kullmann, Alvaro Morell et Tomeo Vergès.

Jusqu'au 31 janvier, l'ironie grinçante de Kafka succède à la dérision de Karl Valentin. Après quoi, les deux s'uniront dans un même spectacle.

Maison de la culture, 1, bd Lénine, 93000 Bobigny. Le mardi à 20 heures. Tél. : 48-31-11-45. 95 F et 130 F.

Calderon

de Pier Paolo Pasolini,
mise en scène
de Stanislas Nordey,
avec Gaël Baron, Massimo Bellini, Sarah Chaumette, Philippe Cherdel, Cécile Cholet, Valérie Druguet, Olivier Dupuy, Jean-Charles Dumay, Frédérich Fisbach, Philippe Joiris, Nathalie Kousnetzoff, Valérie Lang, Myrto Procopiou, Stéphanie Retornaz et Laurent Sauvage.

Ce n'est pas la biographie de l'auteur espagnol, c'est un voyage au centre de la barbarie, c'est la blessure d'un poète, d'un homme généreux.

Théâtre Gérard-Philipe, 59, bd Jules-Guesde, 93000 Saint-Denis. Du mercredi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 42-43-17-17. De 40 F à 100 F.

Les Carabiniers

d'après Jean-Luc Godard
et Benjamino Joppolo,
mise en scène
de François Wastiaux
et Agnès Sourdillon,
avec Stéphanie Constantin, Valérie Habermann, Yves Pagès, Christophe Pourcines, Valéry Volf et François Wastiaux.

Quelques jours encore pour découvrir une troupe jeune qui raconte avec sensibilité et humour cette histoire de paysans et de soldats.

Cité internationale, 21, bd Jourdan, 14e. Du jeudi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 45-88-38-69. De 55 F à 95 F.
Dernière représentation le 31 janvier.

Le Chasseur de lions

de Javier Tomeo,
mise en scène
de Jean-Jacques Préau,
avec Charles Berling.

Tout ce que vous voulez savoir sur la drague téléphonique, bien à l'aise dans vos chaussettes. Un délice.

Bastille, 76, rue de la Roquette, 11e. Du mardi au samedi à 19 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-57-42-14. De 55 F à 100 F.

Filumena Marturano

d'Eduardo de Filippo,
mise en scène
de Marcel Maréchal,
avec Françoise Fabian, Marcel Maréchal, Dora Doll, Angelo Bardi, Dominique Bluzet, Michel Demiautte, Edmonde Franchi, Marianne Groves, Moussa Maaskri, Mathias Maréchal et Mama Prassinos.

Il fallait bien des acteurs à la surdimension de Fabian, Maréchal, Dora Doll et quelques autres pour transposer la folie noire du grand Eduardo.

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 16e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15. 100 F et 140 F.

Krinsky

de Joege Goldenberg,
mise en scène
d'Albert Simond,
avec Bernard Bloch, Hélène Ninerola, Henry Le Ny, Gérard Lacombe, Carlos Moreno, Nicole Durosoy-Ohnigurian, David Neveux, Pascal Padovan et Anne de Boissy.

Fantasmagories d'un Argentin à propos d'un passé parvenu à travers de terrifiants récits.

Centre culturel André-Malraux, 2, place Victor-Hugo, 94000 Le Kremlin-Bicêtre. Du mercredi au samedi à 21 heures. Tél. : 45-15-55-55. 80 F et 100 F.
Dernière représentation le 30 janvier.

Le Livre des fuites

d'après J. M. G. Le Clézio,
mise en scène
de François Marthouret,
avec François Marthouret.

Rêves de voyage, évasion dans les mots.

Théâtre national de l'Odéon (petite salle), 1, place Paul-Claudel, 6e. Du mardi au dimanche à 18 h 30. Tél. : 44-41-36-36. 50 F et 70 F.

Macbeth

de William Shakespeare,
mise en scène
de Serge Noyelle,
avec Marc Allgeyer, Stéphane Androuin, Marion Coutris, Caspar Hummel, Bettina Kühlke, Hugo Lander, Patrick Moutreuil, Boris Napès, Bernard Poysat, Patrice Pujol, Jean-Claude Renard et Frédéric Serra.

Dans tous les pays, on craint cette pièce, porteuse, dit-on de malédictions que les gens de théâtre s'efforcent d'exorciser...

Théâtre, 3, rue Sadi-Carnot, 92000 Châtillon. Du mardi au samedi à 20 heures. Tél. : 46-57-22-11. De 50 F à 90 F.

Marc Jolivet

L'histoire d'un homme qui doit sauver le monde... Une forme comique tout à fait singulière, nonchalante et aiguë.

Tristan-Bernard, 64, rue du Rocher, 8e. Du lundi au samedi à 21 heures. Tél. : 45-22-08-40. De 100 F à 120 F.

Marie

d'Isaac Babel,
mise en scène
de Bernard Sobel,
avec Serge Merlin, Clotilde Debayser, Muriel Picquart, Aurélien Recoing, Jean Badin, Ulla Baugué, Jean-Pierre Bagot, Xavier Guittet, Maxime Leroux, Mikhaïl Volokhov, Valérie Hail, Denis Léger-Milhau, Rafaèle Huou, Agnès Bourgeois, Vincent Massoc, Farid Fadavi et Camille Brunel.

C'était en 1920 à Moscou, la mise en place d'un monde qui se voudrait nouveau sur les ruines d'un empire.

Théâtre, 41, av des Grésillons, 92000 Gennevilliers. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 47-93-26-30. De 25 F à 110 F.

Master Class

de David Pownall,
mise en scène
de Michel Vuillermoz,
avec Michel Vuillermoz, Jean-Pol Dubois, Philippe Faure et Patrick Ligardes.

Staline, Jdanov, Chostakovitch, Prokofiev plus un piano et plein de vodka. Un quatuor furieux qui fait aussi beaucoup rire.

Théâtre de la Commune, 2, rue Edouard-Poisson, 93000 Aubervilliers. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 48-34-67-67. De 26 F à 120 F.

Mortadela

d'Alfredo Arias,
mise en scène
de l'auteur,
avec Haydee Alba, Didier Guedj, Marilu Marini, Adriana Pegueroles, Pilar Rebollar, Alma Rosa, Jacinta, Martine Lepage, Oscar Sisto, Frédérico et Andréa.

Entre Buenos-Aires et Paris existe un lien de famille, une histoire d'amour qui se fichent de l'Océan. C'est ce que raconte la revue argentine d'Arias.

Montparnasse, 31, rue de la Gaîté, 14e. Du mardi au vendredi à 21 heures; le samedi à 18 heures et 21 h 15. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-22-77-74. De 90 F à 300 F.

La Nuit juste avant les forêts

de Bernard-Marie Koltès,
mise en scène
de Michel Didym,
avec Daniel Martin.

Soliloque d'un homme dans la grand-ville. Anonyme, invisible aux autres. En quête de quelqu'un. Un grand texte, un grand acteur.

Cité internationale, 21, bd Jourdan, 14e. Les lundi, mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 45, le dimanche à 16 h 45. Tél. : 45-88-38-69. De 55 F à 95 F.

Opéra équestre

de Bartabas,
mise en scène
de l'auteur.

Le galop silencieux des chevaux, les chants des femmes berbères, et des hommes de Géorgie, le violon d'un elfe. La magie Bartabas.

Théâtre équestre Zingaro, 176, av. Jean-Jaurès, 93000 Aubervilliers. Du jeudi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 h 30. Tél. : 44-59-79-99. Durée : 2 heures. 120 F et 180 F.

Pour un oui, pour un non

de Nathalie Sarraute,
mise en scène
de Francis Frappat,
avec Nathalie Fillion, Gilbert Desveaux et François Grosjean.

Il y a des mots banals qui déchirent, qui jettent une insoutenable lumière sur les personnes humaines.

L'Européen, 5, rue Biot, 17e. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 42-27-26-81.

Le Repos du septième jour

de Paul Claudel,
mise en scène
de Jean Bollery,
avec Emmanuel Dechartre, Jean Bollery, Reine Bartève, Xavier Bouvier, Emmanuel Pirson, Claude Petit, Jean-José Fleury, Benoît Cassard, Elisabeth Tamaris et Laurent d'Olce.

Drame écrit par Claudel lors de son premier séjour en Chine, *« la Chine impériale qui portait encore sur son visage délabré les traces de son ancienne grandeur ».*

Théâtre 14 - Jean-Marie-Serreau, 20, av. Marc-Sangnier, 14e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 45-45-49-77. De 55 F à 110 F.

Sourire des mondes souterrains

de Lars Noren,
mise en scène
de Robert Cantarella,
avec Hélène Duc, Florence Giorgetti, Fabienne Luchetti, Jacques Mathou et Claude Perron.

Haine et passion, comme on dit dans les feuilletons. Mais ici, il y a en plus de la force, de l'insolite, de l'humour.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, 20e. Du mercredi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 43-66-43-60. De 90 F à 140 F.
Dernière représentation le 31 janvier.

Terra incognita

de Georges Lavaudant,
mise en scène
de l'auteur,
avec Anne Alvaro, Gilles Arbona, Louis Beyler, David Bursztein, Christophe Delachaux, Mara Hernandez, Sergio Lagunas, Sylvie Orcier, Annie Perret, Patrick Pineau, Fernando Rubio Banos, Marie-Paule Trystram, Mario Casarin Diaz, Ambrozio Enrique Partida Ayala et Albert Tovi (musiciens).

Souvenirs de voyage, carnet de notes.

Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, 6e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 44-41-36-36. De 30 F à 150 F.

Titre provisoire

de Jean Bois,
mise en scène
de l'auteur,
avec Jean Bois, Dominique Constantin et Marie Mergey.

On aimerait que Jean Bois reprenne pour longtemps ce spectacle émouvant et impitoyable, sur le thème du retour au passé.

Théâtre Firmin-Gémier, place Firmin-Gémier, 92000 Antony. A partir du 29 janvier. Le vendredi à 21 heures. Tél. : 46-66-02-74. Durée : 1 h 20. 80 F et 110 F.

Régions

L'Avare

de Molière,
mise en scène
de René Loyon,
avec Aristide Demonico, Ghislain Montiel, Muriel Racine, Réjane Bajard, Michel Didym, Jacques Pieiller, Chantal Mutel, Jacques Fornier, Christophe Châtelain et Claude Monnoyeur.

Un classique, mais allez donc savoir.

Centre dramatique national, av. Edouard-Droz, 25000 Besançon. Le mardi à 20 h 45. Tél. : 81-88-55-11. De 40 F à 100 F.

L'Entretien du solitaire

de Bernard-Marie Koltès,
mise en scène
de Jean-Gabriel Nordmann,
avec Pauline Salès et Michel André.

Il est bon que des gens neufs s'approprient l'œuvre de Koltès.

Théâtre national, 1, rue André-Malraux, 67000 Strasbourg. Le mardi à 20 h 30. Tél. : 88-35-44-52. De 65 F à 125 F.

Les Frères Zénith

de Jérôme Deschamps,
mise en scène
de Macha Makeïeff
et Jérôme Deschamps,
avec Jean-Marc Bihour, Jérôme Deschamps, Philippe Duquesne, François Morel et Philippe Rouèche.

Entre fébrilité et apathie, les ahuris de la Famille Deschamps et leur drôle de machine.

Théâtre du parvis Saint-Jean, rue Monge, 21000 Dijon. Du jeudi au samedi à 20 h 30. Tél. : 80-30-12-12. 95 F et 105 F.

Harriet

de Jean-Pierre Sarrazac,
mise en scène
de Claude Yersin,
avec Féodor Atkine, Catherine Gandois, Hélène Gay, Lionel Prével, Yves Kerboul et Alain Peyen.

Les derniers jours de Strindberg, sur une scène, avec ses personnages.

Nouveau Théâtre, 12, pl. Imbach, 49000 Angers. Le 2 février, 20 h 30 (et les 3, 4, 5, 6, 7, 17, 18, 19, 20 et 21 fév.). Tél. : 41-87-80-80. 70 F et 95 F.

L'Inquiétude

de Valère Novarina,
avec André Marcon.

André Marcon fait danser les mots de Novarina.

Centre dramatique national, 34000 Montpellier. Le jeudi à 19 heures, les vendredi et samedi à 20 h 45. Tél. : 67-52-72-91. De 50 F à 100 F.

Terres promises

de Roland Fichet,
mise en scène
de Robert Cantarella,
avec Christophe Brault, Claire-Ingrid Cottanceau, Luc-Antoine Diquero, Serge Le Lay, Annie Lucas, Jean-Michel Noiret, Fabienne Rocaboy, Germain Christian, Anne Baudoux, Rozenn Fournier, Daniel Chasle (batterie), Michel Ménager (guitare) et Bruno Radin (clavier).

Cinq personnes dans un labyrinthe. Rencontres, batailles, re-naissance.

Le Grand Huit-Théâtre national de Bretagne, 1, rue Hélier, 35000 Rennes. Les mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, le mercredi à 19 heures. Tél. : 99-30-88-88. De 50 F à 100 F.

La sélection « Théâtre »
a été établie par
Colette Godard

DANSE

Doug Elkins

Patrooka's Variations
My Life during the Crusades

Le nouveau petit prince de la danse américaine fait son miel de tout ce qui bouge : classique, contemporain, arts martiaux, rap, folklore. Etincelant de malice, de drôlerie, de virtuosité (1). Suresnes clôt son mini-festival consacré aux danses de la rue par le film *Paris is burning*, médusant documentaire sur le phénomène du *voguing*, présenté par sa star, le beau Willi Ninja (2).

Théâtre Jean-Vilar de Suresnes, (1) les 29 et 30 janvier, 21 heures. 100 F. (2) Le 31 janvier, 17 heures. 60 F. Tél. : 46-97-98-10.

Anne-Teresa De Keersmaeker

Rosas danst Rosas (1), *Erts* (2)

Deux faces du talent de l'une des chorégraphes qui comptent aujourd'hui. La rigueur presque minimaliste de *Rosas danst Rosas* (1983) contraste avec le foisonnement de *Erts* (1992), qui fait grand usage de la vidéo.

Théâtre de la Ville, (1) les 27, 29 et 30 janvier, 20 h 30, (2) du 2 au 6 février, 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77. 85 F et 130 F.

Ballet de l'Opéra de Paris

La Bayadère

Reprise, pour neuf soirs, du somptueux spectacle de Rudolf Noureev pour la chorégraphie (d'après Petipa), Ezio Frigerio pour les décors, Franca Squarciapino pour les costumes. Guérin, Loudières ou Vayer en Nikiya, Belarbi, Hilaire, Jude, Legris ou Romoli en Solor, Maurin, Platel ou Averty (mais pas Letestu, hélas !) en Gamzatti.

Opéra-Garnier, les 29 et 30 janvier, 1er, 3, 4, 6, 8, 9 et 10 février, 19 h 30. Tél. : 47-42-53-71. De 30 F à 360 F.

Hot Foot Tap Duo Steps Ahead Tap Trio

Aussi sympathiques que virtuoses, cinq Américains qui viennent d'enchanter le Théâtre de Suresnes et la Maison de la danse de Lyon.

Pavillons-sous-Bois, Espace des arts, le 29 janvier, 20 h 30. Tél. : 48-48-10-30. 160F. Noisy-le-Grand, Espace Michel-Simon, le 3 février, 21 heures. Tél. : 49-31-02-02.

Black Blanc Beur

Rapetipas

Danse africaine, jazz des années 30, reggae de l'immigration jamaïcaine, break, smurf, mouv'dance : toute une histoire du mouvement hip-hop.

Trappes, La Merise, les 28, 29 et 30 janvier, 20 h 30, le 31 à 16 heures. Tél. : 30-50-68-86. 60 F.

Toute une nuit

Archimède

Une nouvelle création du jeune Jean-Michel Agius. Un savant se livre en secret à des expériences de transplantation pour délivrer de leur destinée des personnages de la littérature. Parmi ceux-ci, Eurydice...

Aubergenville, centre culturel La Nacelle, le 30 janvier, 21 heures. Tél. : 30-95-37-76. 75 F. Et Sarcelles, Forum des Cholettes, le 12 février, 21 heures. Tél. : 34-19-54-30. 67 F.

Nice

Ballet de l'Opéra

Roméo et Juliette

Il y avait si longtemps qu'on n'avait pas vu un *Roméo et Juliette* ! Celui-ci est signé de Wladimir Skouratoff, et les étoiles invitées sont Sophie Marquet et Philippe Anota.

Théâtre de Verdure, le 29 janvier à 20 heures, le 30 à 16 heures. Tél. : 93-85-67-31. 40 F et 80 F.

Mont Saint-Aignan

Louis Ziegler

Portrait

Un danseur-chorégraphe singulier dessine son autoportrait en trois volets, s'appuyant, pour le premier, sur des textes de Pascal, Descartes et Malebranche...

Centre culturel Marc-Sangnier, le 29 janvier, 21 heures. Tél. : 35-74-18-70.

Lyon

Germaine Acogny

Ye'ou

Dans un solo, une danseuse sénégalaise qui mêle à la danse africaine traditionnelle des éléments modernes. Maurice Béjart lui avait confié la direction de Mudra-Afrique.

Maison de la danse, les 29 et 30 janvier, 20 h 30, le 31 à 17 heures. Tél. : 78-75-88-88. 100 F.

Chambéry

Régine Chopinot

Saint Georges

Une des pièces les plus originales et les plus réussies de Chopinot, qui fait vivre les extravagances de la sculpture romane.

Espace Malraux, le 28 janvier, 20 h 45. Tél. : 79-85-55-43. 120 F. Et à Sète, Théâtre municipal, le 30, à Biarritz, Palais des festivals, les 2 et 3 février.

Tournée

Maguy Marin

May B

Ce ballet culte de Maguy Marin, inspiré de *Fin de Partie* et *En attendant Godot* de Samuel Beckett, poursuit son long tour de France (jusqu'en juin !).

Cherbourg, Théâtre municipal, le 30 janvier, 20 h 45. Tél. : 33-44-69-20. 40 F et 90 F. Et à Béthune le 2 février, Arras le 5, Calais le 6, Thionville le 9, Mâcon le 12, Thonon le 19, Alès le 26.

La sélection « Danse »
a été établie par
Sylvie de Nussac

ARTS

Nouvelles expositions

Pierre Buraglio

Pierre Buraglio, qui expose jusqu'au 30 janvier au Centre d'art contemporain d'Orléans, vient de terminer la commande passée pour la décoration de la chapelle Saint-Symphorien, qui sera inaugurée le 29 janvier. L'ombre (ou la lumière) de Matisse plane sur cette intervention sobre et dépouillée, qui redonne vie à l'un des plus anciens lieux de culte de la capitale.

Chapelle Saint-Symphorien, entrée de l'église Saint-Germain-des-Prés, 3, place Saint-Germain-des-Prés, Paris 6e. Tél. : 42-76-67-00. Ouverture permanente de la chapelle le mardi et jeudi de 13 heures à 17 heures à partir du 2 février.

Michel Guillet

Michel Guillet fait partie d'une génération d'artistes qui démontre la vitalité de l'abstraction géométrique aujourd'hui. Les reliefs de la série *Probable* sont construits comme des espaces ouverts, aux angles subtilement pervertis, voire remplacés par des courbes qui élargissent le champs de notre perception.

Galerie Lahumière, 88, bd de Courcelles, Paris 17e. Tél. : 47-63-03-95. Tous les jours sauf samedi et dimanche de 9 h 30 à 18 h 30, samedi de 11 heures à 18 heures. Du 28 janvier au 27 février.

La Liseuse, Frédéric Brandon et Sophie Chauveau

Un « Cabinet d'amateur », où l'écrivain Sophie Chauveau a réuni un ensemble de dessins sur le thème de « la liseuse », à l'occasion de la publication d'un texte sur le sujet, illustré par Frédéric Brandon. Une atmosphère chaleureuse, parfois torride, quand la plume du peintre retrouve une veine érotique.

Le Cabinet d'amateur, 11, rue de Miromesnil, Paris 8e. Tél. : 42-65-43-62. Tous les jours sauf dimanche de 14 h 30 à 19 h 30. Du 30 janvier au 28 février.

Alain Valtat

Passer de la peinture à la sculpture, sans abandonner la couleur, bien au contraire, ni le geste, ce qui est plus délicat. Valtat néglige le pinceau au profit des IPN et les tôles froissées, non sans lyrisme pour réaliser un hommage lumineux et chaleureux à Prométhée, un maître enviable.

Atelier du CREAC, 8, rue Lamartine, Paris 9e. Tél. : 42-82-01-63. Tous les jours sauf dimanche de 14 heures à 18 heures. Du 28 janvier au 13 février.

Nantes

L'Avant-garde russe (1905-1925)

Lire nos article pages 27 à 29.

Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000. Tél. : 40-41-65-65. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 h 45, dimanche de 11 heures à 17 heures, nocturne vendredi jusqu'à 21 heures. Visites-conférences : 40.41.91.25. Du 30 janvier au 18 avril.

Paris

Cappiello

Collaborateur du journal *le Rire* dans un siècle finissant, Cappiello fut un affichiste aujourd'hui mondialement célèbre, mais aussi un caricaturiste de la vie mondaine parisienne, qui popularisa les figures de Jean Jaurès, de Marcel Proust ou d'Alphonse Allais. Souvenir d'un grand portraitiste, en 92 dessins et des croquis pour le théâtre.

Fondation Mona-Bismarck, 34, avenue de New-York, Paris 16e. Tél. : 47-23-38-88. Tous les jours sauf dimanche, lundi et jours fériés de 10 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 27 février.

Collection Rinaco Moscou

Une collection d'artistes russes contemporains, autrefois bannis par l'art officiel du réalisme socialiste.

Caisse des dépôts et consignations, 56, rue Jacob, Paris 6e. Tél. : 40-49-94-63. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 18 h 15. Jusqu'au 24 avril.

Coop Himmelblau

Le groupe autrichien, après avoir cassé la baraque, s'est mis à jouer au ma-jong avec ce qui restait de poutres. Inutile ici de s'interroger sur l'architecture, dont l'idée même est définitivement mise à plat. Inutile de lui substituer la notion de sculpture, qui n'est pas censée être le propos de Coop Himmelblau. Reste à se nourrir d'une poésie destructrice, et l'intérêt tout intellectuel, mais réel, de découvrir ici le paroxysme des démarches « déconstructivistes » qui hantent les lendemains du post-modernisme.

Centre Georges-Pompidou, 1er sous-sol petite salle, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 12 avril.

Corps crucifiés

A l'automne 1932, Pablo Picasso s'empara de la crucifixion du retable d'Issenheim, peinte par Grünewald, et en donna son interprétation en treize dessins saisissants. Les voici exposés en bonne compagnie : Francis Bacon, Otto Dix, Willem De Kooning, Antonio Saura ou Graham Sutherland se sont essayés, avec d'autres, à analyser leur fascination pour ce châtiment.

Musée Picasso, hôtel Salé, 5, rue de Thorigny, Paris 3e. Tél. : 42-71-25-21. Tous les jours sauf mardi de 9 h 30 à 12 heures (group. scol. et adult. sur réserv.) et de 12 heures à 18 heures (indiv. et group. adult.), dimanche de 9 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 1er mars. 32 F, 20 F dim.

Daniel Dezeuze

75 dessins récents de Daniel Dezeuze illustrent « la vie amoureuse des plantes ». De Buffon à Matisse, le végétal a su capter les regards et inspirer le style : fidèle aux grilles d'analyse héritées de Supports/Surfaces, Dezeuze expose des dessins nervurés, humides de sève, et frais comme la rosée.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, 4e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 4 avril.

Figures du moderne

450 œuvres d'une des plus importantes tendances de l'art du XXe siècle, souvent évoquée, mais mal connue sous nos climats. De *Die Brücke*, à Dresde puis à Berlin, au *Blaue Reiter* de Munich, c'est tout un pan de l'art moderne qui surgit, avec les figures de Kandinsky, Marc, Schmitt-Rottluff et bien d'autres. La plus belle et la plus intéressante exposition de ce début d'année.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16e. Tél. : 40-70-11-10. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30, samedi et dimanche jusqu'à 19 heures. Jusqu'au 14 mars. 40 F (comprenant l'ensemble des expositions).

Fragonard et le dessin français au XVIIIe siècle

A travers Fragonard, c'est sur l'ensemble de ses collections de dessins du XVIIIe siècle que le Petit Palais tire un verrou trop longtemps fermé. On appréciera particulièrement la restauration des 57 illustrations qu'il fit des *Contes* de La Fontaine.

Musée du Petit Palais, avenue Winston-Churchill, Paris 8e. Tél. : 42-65-12-73. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 40. Jusqu'au 14 février. 30 F.

Jean Renaudie

Hommage à un maître d'œuvre prématurément disparu, en 1981, cette exposition est aussi un manifeste pour une architecture de la générosité et de l'humanisme. Rénovateur du centre d'Ivry et du vieux Givors, il bouscula les habitudes d'orthogonalité, non pour le plaisir du geste ni par utopie, mais pour des habitants qui lui sont généralement restés fidèles.

Institut français d'architecture, 6 bis, rue de Tournon, Paris 6e. Tél. : 46-33-90-36. Tous les jours sauf lundi, mardi de 12 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 14 février.

L'Art sacré en France au XXe siècle

Le terme « art sacré » évoque autant les affligeantes imageries saint-sulpiciennes que les actes fervents d'un Rouault, la fougue de Matisse et le dévouement du Père Couturier. Deux expositions, l'une couvrant l'entre-deux-guerres, l'autre la période contemporaine, devraient permettre de faire le point sur cet aspect très particulier de l'art du XXe siècle.

Centre culturel de Boulogne-Billancourt, 22, rue de la Belle-Feuille, Boulogne-Billancourt, 92100. Tél. : 47-12-77-95. Tous les jours sauf dimanche de 9 heures à 21 heures. Jusqu'au 31 mars.

Les Chemins de l'après-Aalto

Treize équipes de Finlandais contemporains font découvrir, à travers leurs travaux, l'influence d'un maître, mort en 1976, que l'on croyait sans véritable postérité. L'exposition est à rapprocher de celle récemment présentée à Bordeaux, *En contact avec Aalto*, qui tournait principalement autour de deux œuvres de l'architecte, et que l'on doit retrouver prochainement à Strasbourg.

Institut finlandais, 60, rue des Ecoles, Paris 6e. Tél. : 40-51-89-09. Tous les jours sauf lundi de 14 heures à 19 heures, jeudi jusqu'à 21 heures. Jusqu'au 13 février.

Egon Schiele

Il fut condamné pour obscénité, mourut à un âge où d'autres apprennent encore leur métier, et passe aujourd'hui pour un des plus grands dessinateurs du siècle. Cent aquarelles et dessins, empruntés à des collections américaines, résument le parcours fulgurant et sulfureux d'Egon Schiele.

Musée-galerie de la SEITA, 12, rue Surcouf, Paris 7e. Tél. : 45-56-60-17. Tous les jours sauf dimanche et jours fériés de 11 heures à 20 heures. Exposition ouverte tous les dimanche de février de 11 heures à 21 heures. Jusqu'au 27 février. 25 F.

Rodin, œuvres méconnues

Une exposition pour montrer et démonter le travail du sculpteur qui opère par assemblages et montages, à l'infini.

Musée Rodin, 77, rue de Varenne, Paris 7e. Tél. : 47-05-01-34. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 17 heures. Jusqu'au 11 avril.

D.R.

« Le Paysan », 1915 : Exposition Leopold Survage au Musée d'art moderne, à Troyes.

Galeries

Jacques Germain

Jacques Germain fut un bon élève : de Fernand Léger d'abord, en 1930 ; de Kandinsky et d'Albers ensuite, au Bauhaus. Sans chercher à dépasser ses maîtres, mais, plus modestement, avec le désir de construire une œuvre, il a été de toutes les aventures de l'abstraction d'après guerre. Une rétrospective rend aujourd'hui un hommage mérité à un artiste méditatif qui, comme tant d'autres de sa génération, eut le tort de préférer la peinture aux trompettes de la renommée.

Galerie Barbier-Beltz, 7 et 8, rue Pecquay, Paris 4e. Tél. : 40-27-84-14. Tous les jours sauf dimanche, lundi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 20 février.

Roseline Granet

Lorsque l'on entend le mot « sculpture », l'idée de pesanteur s'impose immédiatement. Sauf chez Roseline Granet, dont les personnages bondissants tentent tous d'échapper à cette pénible condition. On retrouvera ce bonheur dans *l'Etreinte*, ou *les Heureux Amants*, mais aussi dans ses échelles ou ses arbres abritant une étrange population et dans un *Hiboux* frileusement recroquevillé.

Galerie Darthea Speyer, 6, rue Jacques-Callot, Paris 6e. Tél. : 43-54-78-41. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 6 mars.

Kandinsky

Il y a maintenant cinquante-huit ans, la revue *Cahiers d'art* organisait une exposition de Kandinsky à Paris. Le local mythique de la rue du Dragon récidive à l'occasion de la publication par Christian Derouet et Nina Ivanoff des correspondances de l'artiste avec Zervos et Kojève dans les *Cahiers du Musée national d'art moderne*. Un retour sur le passé exceptionnel et un apport important à la diffusion des archives de Kandinsky.

Galerie Cahiers d'art, 14, rue du Dragon, Paris 6e. Tél. : 45-48-76-73. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 h 30, samedi jusqu'à 18 heures. Jusqu'au 12 février.

Francis Ponge

Hommage à Francis Ponge, qui regroupe certaines œuvres de sa collection, complétées par des peintures, des sculptures et des dessins de tous les artistes, de Braque, Picasso ou Miro, à Debré, Giacometti ou Richier, sur lesquels il sût écrire des préfaces flamboyantes, où il osait tout, y compris un impossible *« J'aime les peintures de Fautrier »* que tout le monde lui envie.

Galerie de l'Echaudé, 11, rue de l'Echaudé, Paris 6e. Tél. : 43-25-20-21. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 6 mars.

Jérôme Mesnager

Depuis dix ans, d'étranges silhouettes blanches hantent les vieux murs : on en trouvait même, du temps qu'elles étaient visibles, dans les anciennes carrières de Paris, et dans bien d'autres endroits inaccessibles. Peu d'artistes ont autant de raisons que Jérome Mesnager de dialoguer avec les peintres de la préhistoire, qui savaient eux aussi semer leurs figures énigmatiques sur les parois les plus reculées.

Galerie Etienne-Sassi, 14, av. Matignon, Paris 8e. Tél. : 42-25-59-29. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures, samedi de 14 h 30 à 19 heures. Egalement à la galerie Loft, tél. : 46.33.18.90. Jusqu'au 27 février.

François Morellet

L'une des questions les plus stimulantes que se posent les artistes géométriques depuis quarante ans tourne autour de la place du hasard dans leur œuvre. Morellet cherche l'aléatoire dans l'annuaire du Maine-et-Loire qui détermine la succession d'une série d'angles droits colorés, voire lumineux. Un grand moment qui démontre que la rigueur, poussée dans ses retranchements, peut confiner au baroque, l'humour en plus.

Galerie Durand-Dessert, 28, rue de Lappe, Paris 11e. Tél. : 48-06-92-23. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 6 mars.

François Rouan

En 1975, le Musée national d'art moderne exposait les douze *Portes romaines* de François Rouan, un travail qui avait occupé l'artiste depuis son séjour à la Villa Médicis en 1971. Près de vingt ans après, Daniel Templon réunit l'ensemble de la série dans un hommage rétrospectif à l'un des peintres les plus sophistiqués et les plus convaincants de sa génération.

Galerie Templon, 4, avenue Marceau, Paris 8e. Tél. : 47-20-15-02. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 27 février.

Régions

Bordeaux

Wolfgang Laib

Laib butine à Bordeaux et construit deux murs de cire d'abeille : une œuvre exceptionnelle par ses dimensions, spatiales et métaphysiques, qui va obturer l'arche centrale de la grande nef du CAPC. Contraste absolu avec les peintures des figuratifs des années 80, de Barcelo à Schnabel en passant par Combas, tirées des collections du musée, qui sont exposées au même moment.

CAPC Musée d'art contemporain - Entrepôt, 7, rue Ferrère, 33000. Tél. : 56-44-16-35. Tous les jours sauf lundi de 11 heures à 19 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 28 février.

Chartres

L'œuvre gravé de Goya

Caprices, Désastres de la guerre, Tauromachie, Disparates... 218 gravures de Goya, appartenant aux collections de la Fondation Juan-March de Madrid, sont présentées à Chartres. Pour se souvenir avec ce diable d'homme que *« le sommeil de la raison engendre les monstres »*.

Musée des beaux-arts de Chartres, 29, cloître Notre-Dame, 28000. Tél. : 37-36-41-39. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures. Jusqu'au 1er mars.

Cherbourg

Gérard Schneider

Grand oublié des rétrospectives consacrées aux années 50 – on l'associait pourtant à l'époque à Soulages et Hartung, – Gérard Schneider est à redécouvrir pour son expression plane et violente, qui en faisait un des rares Européens à pouvoir rivaliser d'expressivité avec les grands abstraits américains, tout en conservant un sens de la composition des plus classiques.

Galeries du Théâtre, centre culturel de Cherbourg, rue Vastel, 50100. Tél. : 33-44-35-72. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 28 février.

Dieppe

Jacques-Emile Blanche

A l'occasion du cinquantième anniversaire de la mort de Jacques-Emile Blanche, le musée de Dieppe consacre un petit hommage à ce peintre habituellement considéré comme un portraitiste mondain. Certains détails (le noir du bonnet de *l'Enfant couché* par exemple) et quelques remarquables natures mortes valent pourtant le voyage, surtout s'il est complété par une visite à la collection J.-E. Blanche du musée de Rouen.

Château-musée, rue de Chastes, 76200. Tél. : 35-84-19-76. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures, dimanche jusqu'à 18 heures. Jusqu'au 30 avril. 10 F.

Fécamp

Jef Friboulet

Mal connu aujourd'hui du grand public, Friboulet fut membre des « peintres témoins de leur temps », qui s'attachaient dans les années 50 à conserver son modernisme à la tradition figurative. Il fut aussi un des premiers en France à utiliser systématiquement l'acrylique. La rétrospective qui lui est consacrée confirme une peinture solide, expressive et généreuse.

Centre culturel du palais Bénédictine, 110, rue Alexandre-le-Grand, 76400. Tél. : 35-10-26-00. Tous les jours de 10 heures à 12 heures et de 15 heures à 18 heures. Jusqu'au 15 mars.

La Roche-sur-Yon

Claes Oldenburg

L'un des plus drôles parmi les ténors du pop art américain expose vingt-cinq ans de travaux réalisés en série, les « multiples », nés à l'époque où il tenait une petite boutique à New-York et où il vendait de petits objets fabriqués et peints à la main. Bel hommage à celui qui sut faire entrer les profiterolles au musée.

Musée municipal, rue Jean-Jaurès, 85000. Tél. : 51-47-48-50. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, dimanche de 15 heures à 19 heures. Jusqu'au 8 mars.

Limoges

Douglas Huebler

Un 31 décembre, en 1973, Douglas Huebler photographia une jeune fille, souriante et dénudée. Il pressa le bouton très précisément 1/8 de seconde avant minuit. L'ouverture de l'appareil étant réglée au quart de seconde, la prise de vue fut achevée l'année suivante. Le temps et l'espace analysés par un artiste précurseur, tellement pillé aujourd'hui que tout le monde voudrait l'oublier.

FRAC Limousin, impasse des Charentes, 87100. Tél. : 55-77-08-98. Tous les jours sauf dimanche, jours fériés et mardi de 14 heures à 19 heures. Nocturnes les 15 février et 10 mars jusqu'à 21 heures. Jusqu'au 15 mars.

Montbéliard

Eric Dalbis

Durant son séjour à la Villa Médicis à Rome, en 1991-1992, Eric Dalbis a poursuivi son patient travail : successions de couches de peinture à l'huile, dans la lignée des Rothko, Ryman, Marden, mais dont les couleurs douces et lumineuses sont proches de Pontormo et des maniéristes.

Centre d'art contemporain, musée du château des ducs de Wurtemberg, 25200. Tél. : 81-94-43-21. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 21 février.

Mouans-Sartoux

Face à face

Le *Carré noir* de Malévitch fut considéré comme une icône. Il fallait bien qu'un jour soient confrontées ces vénérables images avec leurs descendantes modernes, de cette abstraction géométrique que l'on dit concrète. C'est chose faite, avec une vingtaine d'œuvres, d'Albers, Honneger, Federle et bien d'autres, qui entament un dialogue avec Antoine, Nicolas, Basile et tous les saints de la vieille Russie.

Espace de l'art concret, château de Mouans-Sartoux, 06370. Tél. : 93-75-71-50. Tous les jours sauf mardi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 7 mars.

Nîmes

Takis

Grand magnétiseur devant l'éternel, Takis installe au musée de Nîmes des sculptures musicales qu'un électro-aimant à l'alimentation aléatoire fait vibrer à intervalles irréguliers. Quand l'art en mouvement rejoint l'harmonie des sphères grâce à un artiste qui a su imposer l'apesanteur à son travail.

Musée des beaux-arts, rue Cité-Foule, 30033. Tél. : 66-76-70-76. Tous les jours de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures, dimanche et lundi de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 21 février.

Troyes

Leopold Survage

Un des événements de ce début d'année : Survage n'avait pas bénéficié d'une rétrospective depuis près d'un quart de siècle. Y est en particulier montré un ensemble significatif des *Rythmes colorés*, étude réalisée avant la première guerre mondiale en vue de monter un dessin animé abstrait. C'est donc à la redécouverte d'un grand précurseur que nous sommes ici conviés.

Musée d'art moderne, place Saint-Pierre, 10000. Tél. : 25-80-57-30. Tous les jours sauf mardi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 15 mars.

Vence

Le Grand Emerveillement pour le Sud

La lumière de Méditerranée leur a brûlé les yeux. Delacroix, Van Gogh et Matisse. On connaît moins le « grand émerveillement pour le Sud » de Dubuffet, Soulages ou Martin Barré, ou celui des indigènes que sont Noël Dolla, Alain Clément ou Claude Viallat.

Château de Villeneuve, Fondation Emile-Hugues, place du Frêne, 06140. Tél. : 93-24-24-23. Tous les jours de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 4 mars.

Villeneuve-d'Ascq

Henri Laurens

On l'attendait depuis quarante ans : la grande rétrospective Henri Laurens rassemble plus de 160 œuvres majeures d'un des grands sculpteurs du siècle, lié à Braque, Picasso, Matisse ou Léger. Il fut, avec Archipenko, un de ceux qui surent donner au cubisme une troisième dimension. Une exposition copieuse, accompagnée d'un catalogue à la documentation exemplaire.

Musée d'art moderne, 1, allée du Musée, 59650. Tél. : 20-05-42-46. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 18 heures. Jusqu'au 12 avril. 25 F.

La sélection « Arts » a été établie par : Harry Bellet
« Architecture » : Frédéric Edelmann
« Photo » : Michel Guerrin.

هكذا من الأجمل

LA SÉLECTION DE LA SEMAINE

DISQUES

Classique

Saint-Saëns

Sonates pour violon et piano op. 73 et 102

Jean-Jacques Kantorow (violon), Jacques Rouvier (piano)

Moins jouées que les trois « glorieuses » (sonates de Franck, Debussy et Ravel), les deux sonates pour violon et piano de Saint-Saëns sont des œuvres dans lesquelles le compositeur ne succombe pas à cet académisme qui ternit certaines de ses pièces de musique instrumentale. L'équilibre qui régit le rapport violon/piano, l'élégance des thèmes, la vivacité de l'écriture, les effets de surprise, voire la passion de ses deux sonates les rendent attachantes.

Après Gil Shaham qui a enregistré de façon splendide la seule *Première* (Deutsche Grammophon), Jacques Rouvier et Jean-Jacques Kantorow nous offrent les deux dans une interprétation dont on n'imagine pas qu'il pourrait en exister de plus accomplie. Rien n'est appuyé, tout n'est que grâce, finesse, raffinement sonore.

1 CD Denon CO-79552.

Liszt

Sonate pour piano en si mineur – Après une lecture du Dante – Trois Sonnets de Pétrarque

Jean-Philippe Collard (piano)

La nouveauté et la surprise, c'est l'enregistrement par Jean-Philippe Collard de la *Sonate* de Liszt. Surprise car l'on n'imaginait pas que ce pianiste s'investirait avec autant de concentration dans cette œuvre fleuve, qu'il puisse la tenir, la construire avec un tel jusqu'auboutisme. On ne l'imaginait pas travailler le son à fond de clavier, varier ainsi ses attaques, traduire toutes les facettes d'une œuvre « impossible » en les enchaînant avec une telle logique organique. On ne l'imaginait pas enfin « sortir » un son si plein de son Steinway. Voici donc l'une des interprétations les plus accomplies, les plus logiques et captivantes de cette sonate au disque. Qualités que l'on retrouve dans les extraits des *Années de pèlerinage* et notamment dans *Après une lecture du Dante* (et non « de » Dante comme l'indique la pochette) jouée avec une véhémence hautaine par un pianiste constamment sur le qui-vive. Notre bonheur serait complet si la prise de son était un peu moins brillante.

Mais Jean-Philippe Collard n'a pas eu la chance dont tous ses confrères ont bénéficié depuis l'apparition du compact, car Deutsche Grammophon réédite le même mois la même *Sonate* par Martha Argerich, disparue avec le microsillon. Une redoutable concurrence...

1 CD EMI « Classics » CDC 7 54468 2.

Liszt

Sonate pour piano en si mineur
Rhapsodie hongroise n° 6

Schumann

Sonate pour piano n° 2

Brahms

Rhapsodies op. 79 n° 1 et 2
Martha Argerich (piano)

On trouve enfin sur un même compact la *Deuxième* de Schumann, les deux *Rhapsodies* de Brahms, la *Sonate* et la *Sixième Rhapsodie hongroise* de Liszt, dans un son que les microsillons, sur lesquels ces interprétations étaient éparpillées, ne laissaient pas soupçonner. Il se pourrait bien que la *Sonate* de Liszt par Argerich résume à elle seule tous les possibles interprétatifs de cette œuvre. Arrau, Perlemuter, Brendel, Bolet et Pollini insistaient sur la logique de l'enchaînement des différents épisodes de l'œuvre, sur la profondeur du contenu. Horowitz était démoniaque ; Cortot se livrait à une flamboyante mise en scène.

Argerich est une fée qui aurait revêtu une soutane. D'Horowitz, elle a les emportements, de Perlemuter et d'Arrau la profondeur de réflexion, le sentiment « religieux », de Pollini la netteté conceptuelle. A ces qualités, auxquelles il faut ajouter une maîtrise technique que ces confrères ne peuvent simplement pas approcher, Argerich apporte une sonorité aérienne dans le *cantabile* et sa tendresse de femme. Son interprétation de la *Deuxième Sonate* de Schumann étant, en outre, la seule à respecter les démentes indications de tempos du compositeur dans le premier mouvement (« aussi vite que possible », « plus vite », « encore plus vite »), sa *Sixième Rhapsodie* de Liszt un chef-d'œuvre de jeu pianistique, ses rhapsodies de Brahms plus idiomatiques que sous les doigts de bien des spécialistes réputés, ce disque est à marquer d'une pierre blanche.

Martha Argerich avait trente ans lorsqu'elle a enregistré les sonates de Liszt et de Schumann, dix-neuf ans lorsqu'elle a enregistré les rhapsodies. Peu après 1960, elle a cessé de jouer du piano, pensant devenir secrétaire-interprète. S'y étant remise grâce à Stefan Askenaze et à sa femme, quelques mois avant le Concours Chopin de Varsovie, elle le remportait en 1965. Depuis bientôt dix ans, Argerich n'a pas donné un récital. Que nous réserve sa rentrée ? Si elle revient jamais !

1 CD Deutsche Grammophon économique « Galleria » 437 252-2.

A. Lo.


STEPHANE TABET

Louis Sclavis.

Jazz

Louis Sclavis

Ellington on the Air

Louis Sclavis, musicien très en vue, groupe impeccable. Chacun parfaitement servi. Violon stratosphérique de Pifarely, Yves Robert entre magie, comique et poésie sur un instrument très méconnu (le trombone). Tous instruments réinventés. Duke Ellington itou : ni célébré ni évoqué, encore moins plagié. Incitateur, fil conducteur, *« dans l'air »*. Conception très postmoderne, diversifiée, contradictoire, inventaire des climats, des styles, des esprits et des interprétations. Conception très ellingtonienne de la *Suite*. Répond de A jusqu'à Z à la question bateau sobre : conseillez-moi un disque plaisant, parfait, de jeunes musiciens, de jazz contemporain, etc. Pour faire le point et pour paraître. Voilà. C'est fait.

1 CD IDA 032. Distribué par OMD.

F. M.

Rock

Charles and Eddie

Duophonic

Les guitares wah wah gargouillent doucement, la basse rebondit gracieusement. Dans un coin, un orgue électrique étire ses nappes pastel. Au-dessus, deux voix s'envolent : Charles, angélique (entre Marvin Gaye et Michael Jackson), Eddie, plus cuivré, du côté de chez Stevie Wonder.

Ce duo de *soul men* a été comparé à Sam and Dave, parce que, selon la légende instantanée qu'aiment à développer les départements de relations publiques, Charles et Eddie se sont rencontrés un jour dans le métro new-yorkais alors que l'un d'eux portait sous le bras un album du duo sudiste. Mais, en fait, Charles and Eddie n'ont que peu de choses à voir avec l'héritage du label Stax. Ils préfèrent les cordes aux cuivres, les ondulations à la scansion. *Duophonic* est un album paradisiaque, d'une perfection intemporelle (c'est à peine si, sur *The Vowel Song*, quelques échantillons viennent nous rappeler la dureté de l'époque) et par la même peut-être un tout petit peu ennuyeux sur la distance. Mais, si l'on prend ces perles de culture une par une *(Would I Lie to You*, l'excellent simple, bien sûr, mais aussi *Hurt No More* ou *Be a Little Easy on Me)*, on en tirera un plaisir simple et raffiné.

Capitol/EMI 0777 797 1502 2.

T. S.

Belly

Star

Quelques semaines avant la sortie du premier album solo de Black Francis – rebaptisé Frank Black – (ex ?) leader des (défunts ?) Pixies, le label 4AD nous propose celui du nouveau groupe de Tanya Donelly, figure de proue, elle aussi, de la scène de Boston de la fin des années 80, au temps des Throwing Muses et des Breeders. Que reste-t-il ici de ce rock bruyamment mélodique qui annonça le retour en grâce de la scène américaine ? Belly en donne une version allégée, plus pop, plus charnelle. Tanya vocalise en sylphide séductrice, susurre et caresse, évanescente (*Someone to Die for*, *Star*, miniatures atmosphériques) ou pétillante (*Gepetto*, *Feed the Tree*, ritournelles accrocheuses) dans un registre oscillant entre Sinead O'Connor et Liz Frazer, la chanteuse des Cocteau Twins. Mais elle manie aussi le gant de crin et certains titres sécrètent un doux venin. Comme ses anciens partenaires, elle aime pervertir les schémas attendus de décalages étranges. Introduire l'âpreté *noisy* dans d'angéliques mélopées *(Dusted)*, disloquer, par exemple, le classicisme d'une ballade américaine *(Untogether)* ou empoisonner le bubble gum acidulé des Go Go's et autres Bangles (*Slow Dog*). En prenant soin, bien sûr, de ne pas choquer démesurément et de ne pas abîmer cette joliesse clé de tant de marchés.

1 CD 4AD. Distribué par Virgin

S. D.

Musiques du monde

Tom Zé

The Hip of Tradition

Bricoleur de génie, Brésilien de Salvador-de-Bahia, Tom Zé s'amuse. Pour cette raison, il n'a jamais pu se ranger dans aucune des catégories usuelles, si dissidente soit-elle. De sa collaboration étroite avec le mouvement tropicaliste (Gilberto Gil, Caetano Veloso, Gal Costa, Maria Bethânia) des années 70, pourtant largement provocateur, il ne retiendra que l'esprit du mélange et de la contradiction. L'idée qu'il faut casser pour mieux jouer, mettre les pieds dans le plat pour arriver plus vite à ce que l'on veut, en l'occurrence à l'incongru. Pianiste original, bon compositeur, médiocre chanteur dans un pays qui possède tant de belles voix, Tom Zé n'a pas été reconnu chez lui à la mesure de son originalité. David Byrne, qui poursuit son exploration du Brésil musical dans une trajectoire en dents de scie que seul justifie le goût personnel du musicien américain, y voit un symbole de la liberté d'associations (d'idées, de mots, de musiques). Tom Zé s'emballe parfois dans des exercices de destructurations adolescentes et casse-oreilles, mais il n'est jamais meilleur que quand il déconstruit les évidences. *The Hip of Tradition* contient un chef-d'œuvre du genre : deux courtes versions, totalement urbaines, aux limites du hip-hop et de la samba, de célébrissimes chansons des années 30, *Tai* (Joubert de Carvalho) et *Iracema* (Adoniran Barbosa). Il y a aussi *Fliperama*, un *baiao quebrado* (un *baiao*, danse nordestine, « cassé »), ou encore *Tatuaramba*, une samba en miettes, qui rapprochent infiniment l'alchimiste brésilien de l'avant-garde new-yorkaise (avec intervention des sons brisés de la guitare d'Arto Lindsay).

1 CD WEA 936245118.

Kassav'

Tékit Izi

Essoufflement confirmé du groupe martiniquais à l'occasion de *Siméon*, le dernier film d'Euzhan Palcy, dont *Tékit Izi* constitue la bande sonore. Le zouk a fait sa révolution. Puis, Kassav' s'est laissé enfermer, pris au piège d'un désir de sophistication lustrée, appuyée sur des effets de synthétiseurs *cheap*, et de cuivres trop léchés. La rigidité et l'apprêt sont au coin de la rue, transformant l'énergie « zoukeuse » en une sorte de soupe dansante, privée de nerfs. C'est du gâchis.

1 CD Columbia 472873.

Planète latine

Le meilleur de la musique latine

La série Planète prétend jouer le rôle de l'hameçon : amener les néophites à écouter plus en profondeur les musiques qui leur sont ici proposées en série (seize à vingt titres selon les genres explorés). Elle y réussit en règle générale, qu'il s'agisse du raï, du zouk, de l'Afrique ou du ragamuffin. La compilation est un exercice à haut risque, que guettent la faute de goût, le mauvais enchaînement, la facilité populiste, et les difficultés des droits de reproduction. Mais qu'on la pratique avec soin, et tout change. *Planète latine* permet ainsi de passer du plus connu (*La Cologiala*, de la publicité pour le café, *El Condor Pasa* par Los Incas, *La Bamba* de Los Machucambos) au plus subtil (*Guantanamera* interprétée par la grande chanteuse cubaine La Lupe, *Carretero* du groupe martiniquais Malavoi). Le tout est joliment ordonnancé et expliqué titre par titre dans un livret simple et très clair.

1 CD Déclic 172012. Distribué par Wotre music.

Tanzanie

Chants des Wagogo et des Kuria

Voici presque un an, cinq musiciens tanzaniens se produisaient à la Maison des cultures du monde de Paris, où ils furent enregistrés. Chanteurs rompus aux méandres polyphoniques, ces instrumentistes inspirés manient la *sanza ilimba*, le plus grand lamellophone africain (quarante lames), les *zeze* (petite vielle à deux ou quatre cordes), la lyre *litingu*, ou les hochets, avec une dextérité peu commune, sous la conduite de Hukwe Ubi Zawose, tête d'affiche de ce panorama des chants des Wagogo (une ethnie du haut plateau central de la Tanzanie) et des Kuria (qui vivent au nord, au bord du lac Victoria).

Plus que la structure un peu trop linéaire de ces chants (surtout kuria), liés aux fêtes rituelles et à la vie quotidienne, c'est l'extrême richesse des registres de voix qui surprend. Du grave sorti du fond de l'abdomen aux voix de tête et aux cris aigus, le dépaysement et la surprise guettent à chaque nuance.

1 CD Inédit W260041 distribué par Auvidis.

V. Mo.

Domenico Zipoli sur les chemins du baroque

Office du soir, espoir des Chiquitos

IL est né en Toscane en 1688, s'est établi à Rome vers 1709, on dit de lui qu'il fut l'élève d'Alessandro Scarlatti, on sait qu'il gagna Séville pour s'engager dans la compagnie de Jésus, on le retrouve en 1717 à Cordoba, où il mourut en 1726... Tel fut le destin compliqué de Domenico Zipoli, musicien dont seuls les musées se seraient disputé la dépouille sans l'intervention de quelques bons génies. Les Indiens d'Amazonie ont fait l'essentiel. Zipoli avait composé, à l'intention des Chiquitos et des Mojos qu'il évangélisa dans les missions, des œuvres spécifiques, savantes mais pas trop, adaptées à leur fonction d'alphabétisation religieuse en terre sud-américaine. Et ces Chiquitos, de génération en génération, ont recopié ces partitions, se sont transmis la tradition de leur interprétation. Une fois restaurés, à partir de 1978, l'église et le couvent de Concepcion, ce corpus musical tout aussi exceptionnel que déconcertant fut découvert tout récemment, au milieu de centaines de partitions d'autres compositeurs italiens, importées par les missions, mais aussi de musiciens suisses ou de Bohême.

Bernardo Illari, musicologue argentin, s'employa à mettre en ordre ces manuscrits pour les rendre à la vie. Gabriel Garrido, flûtiste à bec de Buenos-Aires, aujourd'hui fixé en Suisse, qui fut de toutes les aventures baroques (Schola Basiliensis, Hespérion XX), mais œuvra aussi à la redécouverte du folklore latino-américain, sut engager son propre ensemble (Elyma) et le chœur d'enfants de Cordoba dans l'aventure Zipoli. Ajoutez à cela l'intervention de l'Association française d'action artistique, à l'occasion des échanges culturels qu'a favorisés, l'an dernier, la commémoration du cinquième centenaire de la rencontre des deux mondes. Notez sa collaboration fervente, au sein d'une nouvelle collection discographique (AFAA Sur Mesure), avec la firme indépendante la plus inventive du moment (K 617). Et rappelez-vous qu'Alain Pacquier, qui fonda ce label, créa également le Festival de Saintes et reste l'une des têtes chercheuses du baroque en France.

Combinez tous ces paramètres et vous mesurerez que les *Vêpres* aujourd'hui reconstituées (toute la musique n'y est pas de Zipoli, mais presque), enregistrées avec ferveur dans l'abbatiale de Saint-Pierre-aux-Nonnains à Metz, est une sorte de petit miracle culturel : rien moins que l'ébauche de résurrection d'un patrimoine qui risque d'être effacé de la carte du monde. Ce disque s'inscrit dans une collection, « Les chemins du baroque », qui compte déjà quatre albums et qui se propose d'explorer les échanges entre musiciens européens et sud-américains au grand siècle. En passe de devenir de vrais « hits », ces albums ont déjà fait quarante mille heureux. Et le voyage est loin d'être terminé.

A. R.

★ 1 CD AFAA Sur Mesure/K617.4.

RUSSIE/CINÉMA

IGOR MINAIEV TOURNE « L'INONDATION », DE ZAMIATINE



D.R.

Dans les studios Mosfilm plus qu'à demi désertés, Isabelle Huppert tourne un film totalement russe et complètement français. Paradoxe créatif. « L'Inondation », d'Igor Minaiev, adapté d'une magnifique nouvelle d'Evgueni Zamiatine écrite dans les années 20, produit par Daniel Toscan du Plantier, est une histoire très forte, très intemporelle, très moderne.

ISABELLE DE MOSCOU

C'EST un décor comme autrefois. Quand le cinéma était la vie, sauf que c'était du cinéma. Plus vrai que nature, une maison un peu délabrée, avec des appartements – leurs parquets ternes, leurs objets familiers, – enfermée dans une cour sans joie, des arbres nus, un grand mur de briques rouges, un sol détrempé. Pas de misérabilisme, une pauvreté ancienne, ordinaire. Tout est faux, tout est authentique, le décorateur Vladimir Mourzine a investi le plateau 6 de Mosfilm, 1 200 mètres carrés, un des plus vastes, 12 mètres sous les cintres. Tout autour, au fond, un «cyclo» d'un bleu pâle figurant le ciel.

Ce bleu-là a déjà servi, mais pour évoquer l'eau; c'est un vestige d'un remake du *Don paisible* que vient d'achever Serge Bondartchouk, une des rares productions mises en chantier récemment. Nikita Mikhalkov tourne aussi ici, tout de même, des nouvelles de Tchekhov, mais c'est pour la télévision... Mosfilm n'est plus cette ville lourde et bruissante de 5 000 âmes qu'elle fut, mais il y a toujours un contrôle après les lourdes grilles d'entrée, on ne sait pas très bien pourquoi, il faut montrer un laissez-passer avant de pénétrer dans un dédale verdâtre de couloirs vides, où flotte une vague odeur de hareng fumé et d'hôpital.

Dans sa loge au papier peint fané, sous un lampadaire kitsch coiffé d'un abat-jour plissé façon lupanar de province, Isabelle Huppert s'en moque, elle grignote une biscotte, serre contre elle un vieux peignoir de satin rose trouvé au magasin des costumes, elle est menue et solide, elle parle avec gourmandise de cette femme qu'elle joue, une meurtrière, une silencieuse, *« un grain de sable dans l'univers »*, dit-elle en citant Musil. Aussitôt lu le court roman de Zamiatine, elle a pris une option sur les droits cinématographiques, allant à la rencontre de ce rôle, conquérante, responsable.

Celle qui fut une incarnation exemplaire de la passivité, *la Dentellière* de Goretta, retourne avec *l'Inondation* à ce registre longtemps abandonné de souffrance mutique, prend de plus en plus sa carrière en main, va au devant des dangers prévisibles et des bonheurs espérés, provoque les rencontres et les chances. *Jeanne au bûcher* à l'Opéra Bastille, ce n'était pas évident, elle a franchi l'obstacle avec panache. Elle tournera bientôt un polar dramatique et burlesque avec Al Hartley – titre provisoire, *Isabelle* – parce que, sortant de la projection de *Trust me*, elle envoyait immédiatement au jeune homme surdoué un télégramme : « *Trust you for any project* » «Vous fait confiance pour n'importe quel projet»). Et, dès avril, elle commence les répétitions d'*Orlando* de Virginia Woolf. Elle sera dirigée par Bob Wilson, rencontré dans un dîner. Il parlait de ce spectacle, de la difficulté qu'il avait à trouver une interprète, elle a dit : *«Je le ferais, moi, volontiers.»* Et voilà, elle le fait. Création à Lausanne, puis reprise pour un mois à l'Odéon, en septembre. *« Un monologue de deux heures en scène,* dit-elle avec un petit soupir affamé, *et cet homme qui devient une femme, qui s'épanouit malgré lui, comme une fleur inévitable... »*

De son personnage de *l'Inondation*, Isabelle Huppert parle aussi comme d'une amie intime, une étrangère qui serait devenue une part d'elle-même. L'histoire de Sofia est simple et terrible, du Dostoïevski empreint d'une étrange modernité, un «Crime sans châtiment», en quelque sorte. Sofia vit à Petrograd, dans les années 20. Zamiatine la décrit ainsi : *«Bien qu'elle approchât de la quarantaine, elle avait le même corps d'oiseau, léger et austère»* ... Elle est mariée depuis longtemps à Trofim Ivanitch. Le silence entre eux ressemble de loin au bonheur. Mais elle n'a pas pu lui donner d'enfant, il ne le lui pardonne pas. Elle a si peur de le perdre, qu'elle lui propose d'adopter la fille du voisin, le menuisier qui vient de mourir. C'est une grande gamine sauvage de treize ans. Un peu plus tard, Trofim deviendra son amant.

Les eaux de la Neva vont se déchaîner, tout inonder, y compris le désespoir sans cris de Sofia. Puis le fleuve rentrera dans son lit, et l'intruse aussi, dans le lit du mari. Mais l'inondation a tout changé, la violence des eaux est en Sofia maintenant, elle prend la hache, elle tue l'adolescente sans un mot, la coupe en morceaux, met les morceaux dans un sac, va le jeter au loin. Trofim rentre, et Sofia ne dit rien. La vie reprend, comme avant. Mieux qu'avant, car Sofia est enceinte, enfin. Elle accouche difficilement d'une petite fille. Brûlée par la fièvre puerpérale, elle avoue son crime, puis se tait, épuisée. On la croit morte. Non, elle dort, apaisée, indifférente, libre.

Le réalisateur, Igor Minaiev, dit qu'il s'identifie au personnage de Sofia, qu'il a des affinités avec lui. Ce besoin par-dessus tout d'être heureux, cette volonté de s'exprimer et cette difficulté à le faire, ce désir d'aller son chemin, quoi qu'il arrive, jusqu'au bout... Minaiev est un optimiste très atypique, très russe : *« Ce n'est pas grave d'être désespéré,* dit-il, *ça prouve qu'on a eu de l'espoir. »* Pâle, timide, il approche de la quarantaine comme Sofia, et, comme elle, il a encore l'air d'un enfant. Un Peter Pan né à Kharkov, qui vole de Russie en France et de France en Russie, qui, depuis cinq ans, a choisi d'habiter Paris, mais que son destin ramène inévitablement vers sa terre natale.

En quittant son pays, en 1988, après un premier film, *Mars froid*, il laisse en otage le scénario de *Rez-de-chaussée*, un *Carmen* sans espagnolades, un simple drame de l'amour et de la jalousie entre un jeune milicien et la petite prostituée qu'il est chargé de surveiller. A sa surprise, on l'appelle de Leningrad, quelques mois plus tard, lui demandant de confirmer qu'il refuse de tourner *Rez-de-chaussée*. Il s'y résout, puis se ravise. Répond qu'au contraire il accepte le film, et le réalise, en effet. A Leningrad, en quatre semaines, en décors naturels, en noir et blanc.

Accueil très chaleureux à la Quinzaine des réalisateurs, à Cannes. *«J'étais tellement content,* dit Minaiev, *c'était la première fois qu'un de mes films sortait. Rien de moi ne sort ici, je n'ai jamais compris pourquoi, même pas mon documentaire sur le métro de Moscou qui était coproduit par FR3.»*

Il faut dire que ce documentaire sur le métro s'intitulait *le Temple souterrain du communisme.* Ceci explique sans doute cela. *L'Inondation*, pour sa part, est produit par Daniel Toscan du Plantier pour 10 millions de francs (il coûterait trois fois plus cher ailleurs, selon le producteur de *Van Gogh*). Il n'y aura qu'une seule version originale, et elle sera française. Isabelle Huppert parlera avec sa voix, bien entendu, et tous ses partenaires russes seront doublés. Mais ils jouent directement en français, certains phonétiquement, pour que le mouvement des lèvres soit irréprochable. Que les édiles des Césars se le disent...

« Cette situation, dit Minaiev, qui se définit comme *« un cosmopolite russe », est tellement comparable à la mienne qu'elle n'est inconfortable pour personne. Il n'y a aucune trahison. »* Il y a plutôt, on le dirait bien, un mariage d'amour entre deux cultures, et la foi commune d'Igor Minaiev et d'Isabelle Huppert en Zamiatine, auteur capital «réhabilité» par la perestroïka littéraire en 1988 seulement. Celui que Trotski appelait *« un snob flegmatique »*, fut en effet interdit de publication pendant soixante ans, après la parution de son livre *Nous autres...*

Minaiev dit que travailler en Russie maintenant est étrange, que l'absurde a seulement changé de nature. *«Mosfilm, si je comprends bien, est devenu une base technique, qui en même temps produit à travers six unités indépendantes. Mais il y a toujours un directeur et tout dépend de lui, paraît-il. Non, non, je ne l'ai jamais vu. Combien mes techniciens sont-ils payés? Bien, très bien. Mais je ne sais pas exactement quelle somme, le salaire change tous les jours ici. Le mois dernier, un de mes amis, critique de théâtre, a touché 3 000 roubles, soit 7 dollars. Les techniciens, je crois, gagnent entre 15 000 et 40 000 roubles, mais ils ont aussi une prime hebdomadaire en dollars... »*

«L'autre jour, raconte aussi Minaiev, *je cherchais une entrée d'usine pour une courte scène, une heure de tournage, pas plus. J'ai trouvé le décor idéal au centre de Moscou. Le directeur de l'usine m'a refusé l'autorisation. Je l'ai supplié... «Monsieur le directeur, juste l'entrée.» «Non, dit-il, maintenant l'usine est privée, j'ai le droit de refuser.» Il a fallu adresser une requête au directeur de Mosfilm qui s'est tourné vers le maire de Moscou, qui est intervenu auprès du gouvernement, qui a fait sommation au directeur de l'usine de bien vouloir consentir... »*

On va tourner la séquence du meurtre. Tout le monde est d'excellente humeur, pas la moindre tension. *« Il faut que ça coupe le souffle, mais pas au couteau »*, dit Minaiev en riant. Jusqu'à 3 heures du matin, la veille, il a « découpé » la scène (c'est le terme technique!), en vingt-huit plans, avec son chef opérateur Vladimir Pankov. Cela se passe dans un coin exigu de la maison près du poêle à bois. Par terre, il y a une hache, c'est la vraie, long manche de bois poli, lame brutale. Sur la table, deux autres haches. Une en caoutchouc, encore trop dure pour ne pas blesser la tempe de la jeune Macha Lipkina, seize ans, toute brune et veloutée, qui vient de jouer dans un autre film français au fin fond de la Sibérie le premier long métrage de Yolande Zaubermann, tourné en yiddish... Finalement, Isabelle Huppert commettra son forfait avec une hache en plastique léger. Lorsqu'elle se saisit de ce jouet, il devient lourd entre ses mains, menaçant comme la faux de la Mort. On ne verra pas le coup, mais son corps tendu par une haine tranquille, son visage soudain détruit, dans une expression incroyable de chagrin et de sérénité. *«Je suis entrée dans la peau de cette femme,* dit-elle, *en éprouvant pour elle de la compassion. Il ne s'agit pas de l'absoudre, bien sûr. On assiste à un horrible fait divers, mais qui peut se lire aussi à un niveau très métaphorique. Le livre s'appelle* l'Inondation, *la Neva qui déborde annonce le déferlement qui va se produire en elle, je me disais tout le temps, elle est comme de l'eau... J'ai déjà joué des criminelles; Violette Nozière était une meurtrière surréaliste, Sofia est une meurtrière métaphysique, c'est pour ça que je l'aime!*

» Etre dirigée par Minaiev, c'est faire une plongée en apnée dans l'âme slave, il est en totale osmose avec le sujet, son esthétique très précise, très épurée, avec une grande prégnance des objets, laisse une marge d'action étroite aux acteurs. Ce carcan n'est pas fait pour me déplaire... J'ai souvent travaillé à l'étranger, à l'Est notamment dans la Pologne de Wajda, la Hongrie de Marta Meszaros, la Yougoslavie de Sacha Petrovic, et j'ai constaté qu'avant les différences on expérimentait d'abord les ressemblances. Le travail est le dénominateur commun, le travail est le même partout. »

Qu'a-t-elle vu, qu'a-t-elle saisi de la Russie d'aujourd'hui, elle qui parle le russe appris aux langues O? *«Enfermée dans le décor, je ne sais pas le temps qu'il fait dehors,* dit-elle, *J'ai été très seule sur ce tournage, cela m'a aidée.* L'Inondation, *c'est l'histoire d'une solitude. Je me suis nourrie de cette solitude, je m'en suis enivrée. Difficile dans ces conditions d'avoir une idée de la réalité. De toutes les façons, quand on est acteur, on a tendance à prendre le pays tout entier pour un vaste studio. »*

C'est bien ça, le cinéma. Igor Minaiev, plus russe que jamais d'être exilé, et Isabelle Huppert, plus sensible que quiconque d'être recluse dans le vaisseau fantôme de la Mosfilm. Car cette vitalité et cette douleur mêlées qu'elle met en Sofia, on les retrouve dans les rues de Moscou, salies de neige boueuse. On les retrouve devant les magasins d'alimentation, mieux garnis désormais, mais devant lesquels de longues files d'attente s'allongent. Ce sont les plus pauvres qui sont là, ils achètent pour revendre aussitôt au marché noir, devant le magasin même, aux plus riches qui n'auront pas fait la queue.

Sur l'Arbat, les petites échoppes en plein vent sont toujours là. Des vieilles femmes marchandent leur alliance, qu'elles balancent au bout d'un fil pour qu'on les voie bien, et des jeunes gens vous interpellent en anglais pour vous proposer des vieux passeports du KGB, des bustes de Lénine et d'affreuses «matriochkas». La plus grosse poupée représente Hitler, qui contient Mussolini, qui contient Saddam Hussein. La plus petite est à l'effigie de Staline.

DANIÈLE HEYMANN